Année 1958. — N° 15. Le Numéro: 100 francs. 23 Août 1958.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : **800 fr.**; ETRANGER : **1.200 fr.**
(Compte chèque postal: **9063.13, Paris.**)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION **QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e** | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1958

Séances des 8 et 9 Juillet 1958.

SOMMAIRE

ETUDE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE (1)

(Question dont le Conseil économique a été saisi par la loi du 20 mars 1951 [art. 4, alinéa 2].)

I. — Evolution économique de 1949 à 1957 et conjoncture économique au premier semestre de 1958.
Rapport présenté par M. Jacques Dumontier.
Annexe.
II. — Prévisions pour le deuxième semestre de l'année et politique économique à suivre: rapport présenté par M. André Malterre.
III. — Avis émis par le Conseil économique. — Annexe (scrutins).
IV. — Annexes statistiques.
A. — France.
B. — Données étrangères.

I. — EVOLUTION ECONOMIQUE DE 1949 A 1957 ET CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE DE 1958

Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE. — L'EXPANSION ET LES TENSIONS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE DE 1949 A 1957

Chapitre Ier. — *L'expansion économique des années 1949 à 1957.*
I. — La croissance du produit national brut.
A. — Les conditions de l'expansion.
B. — Situation par rapport à l'évolution passée de l'économie française et à l'évolution récente des pays étrangers.
II. — L'utilisation du produit national.
A. — La consommation privée.
B. — Les dépenses publiques de consommation.
C. — La formation brute de capital et les investissements.

Chapitre II. — *Les tensions dans l'économie française de 1949 à 1957.*
I. — La situation d'équilibre de l'année 1955.
A. — L'équilibre des prix.
B. — L'expansion de la production.
C. — L'équilibre du commerce extérieur.
II. — Les facteurs de tension.
A. — Les facteurs de tension dus à la croissance rapide de l'économie.
B. — Les facteurs de tension dus à des phénomènes extérieurs à la croissance de l'économie.
III. — Les résultats.
A. — Le déséquilibre des échanges avec l'étranger et des finances extérieures.
B. — Le déséquilibre des prix.
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.

(1) Le compte rendu analytique des débats consacrés à cette question figure au *Bulletin du Conseil économique*, nos 20 et 21 des 9 et 10 juillet 1958.

DEUXIÈME PARTIE. — L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE AU PREMIER SEMESTRE DE 1958

Chapitre Ier. — *Le rythme d'expansion s'est maintenu au premier semestre de 1958.*

A. — La production industrielle.
B. — La production agricole s'améliore.

Chapitre II. — *Le déficit du commerce extérieur est resté important et a même tendu, dans les derniers mois, à retrouver le niveau exceptionnel de l'année 1957.*

A. — L'évolution globale des échanges extérieurs de la France.
B. — Analyse des échanges extérieurs des pays étrangers par produits et par zones.
C. — La situation des finances extérieures.

Chapitre III. — *Dans un climat de rapide augmentation des prix, la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs s'est sensiblement accrue.*

A. — La hausse des prix.
B. — La hausse des revenus des salariés.
C. — L'évolution du pouvoir d'achat.

Chapitre IV. — *Les mesures restrictives prises en matière de budget et de crédit n'ont pas encore freiné l'expansion de l'économie française, mais laissent prévoir un changement de tendance pour la conjoncture des prochains mois.*

A. — La politique de rigueur budgétaire.
B. — L'évolution du crédit.

CONCLUSION.

Le quatorzième rapport de conjoncture que j'ai l'honneur de vous présenter prend place à un moment où, après une croissance indiscontinue, ou presque, de quatorze semestres, l'économie française commence à poser des problèmes sinon sur la continuité de ses progrès, du moins sur le prix auquel il faudra la payer.

Aussi était-il tentant de regarder un peu en arrière, comme un montagnard regarde les plaines qu'il vient de quitter, avant d'aborder les dernières difficultés. Cette rétrospective était facilitée par la publication récente de deux documents.

Le premier est une excellente étude de l'I. N. S. E. E. sur le mouvement économique en France de 1944 à 1957. Le second est la mise à jour des comptes de la Nation de 1949 à 1957 par le même I. N. S. E. E. et le service d'études économiques et financières du ministère des finances.

Le Conseil économique doit, aux termes de la loi, donner son appréciation sur les calculs de revenu national et son obligation n'est pas limitée aux considérations prospectives. Comme, par ailleurs, l'année 1949 est la plus reculée de celles pour lesquelles on peut donner des séries détaillées homogènes et comparables, un tel document devrait normalement servir de point de départ à nos considérants.

C'est pourquoi l'examen de la situation économique à la mai-1958 comprend deux parties:

La première sera consacrée à l'expansion et aux tensions de l'économie française de 1949 à 1957.

La seconde à l'évolution de celle-ci au premier semestre de 1958.

Une annexe sera consacrée à la situation des économies étrangères.

PREMIERE PARTIE

L'EXPANSION ET LES TENSIONS DE L'ECONOMIE FRANÇAISE DE 1949 A 1957

Les deux caractéristiques les plus frappantes de l'évolution de l'économie française, quand on observe celle-ci sur dix ans, sont l'importance des progrès accomplis et le déséquilibre final, tant intérieur qu'extérieur, auquel cette expansion a abouti.

En 1949, la reconstruction du potentiel économique français détruit par la guerre était à peu près achevée et les séquelles du dernier conflit mondial dans le domaine économique se trouvaient à peu près liquidées. Sur cette base nouvelle, l'économie française a pris un essor — qui a été s'amplifiant au cours des années ultérieures — pour atteindre un rythme très rapide au cours des derniers temps.

Sans doute, sur dix ans, une telle expansion ne pouvait-elle se poursuivre sans incidents, notamment dans le domaine agricole où les circonstances atmosphériques jouent un rôle prédominant; mais ce qui est frappant dans cette évolution, c'est que se poursuivant malgré de notables déséquilibres structurels, elle a abouti à souligner d'autres déséquilibres. L'exemple le plus marquant se trouve dans le domaine du commerce extérieur. Si les importations, la production et la consommation intérieure se sont développées rapidement, il n'en a pas été de même pour les exportations et les accidents qui sont survenus au cours de ces années n'ont fait qu'accentuer le déséquilibre fondamental ainsi créé: les gelées de 1956, en entraînant la nécessité de fortes importations alimentaires; la crise de Suez, par la transformation du commerce extérieur qu'elle a suscitée.

Aux difficultés de croissance propres à la France, sont venus s'ajouter les problèmes causés par un développement rapide de l'économie et les tensions inflationnistes que cette situation a entraînées dans tous les pays occidentaux.

En 1955, des censeurs pouvaient bien déceler des points noirs au tableau de l'économie française. Mais toute situation comporte un débit et un crédit et, à ce dernier, on pouvait inscrire non seulement une progression spectaculaire dans tous les domaines, mais même une amélioration des structures.

A partir de 1956, d'autres facteurs de perturbations sont intervenus. Les effets de ces divers facteurs se sont renforcés les uns les autres jusqu'à aboutir à la situation décrite dans le dernier rapport de conjoncture du Conseil qui notait qu'au cours des derniers mois de 1957, s'était établie une « détérioration croissante des équilibres fondamentaux de l'économie, qui mettait l'avenir de celle-ci en péril ».

C'est pourquoi nous essaierons d'abord de définir l'expansion économique des années 1949 à 1957 dans son ensemble avant de souligner les tensions, toujours sous-jacentes, mais faisant sentir leurs effets depuis 1955.

CHAPITRE Ier

L'EXPANSION ECONOMIQUE DES ANNEES 1949 A 1957

L'expansion de l'économie française est révélée par l'analyse de la croissance du produit national brut, comme par celle des divers éléments composants de la dépense nationale.

I. — La croissance du produit national brut.

Le tableau n° 1 donne l'évolution de la production nationale et du produit national brut en francs constants de 1949 à 1957. Il permet donc de suivre l'évolution réelle du volume de la production française, compte non tenu des augmentations de prix qui masquent habituellement ce phénomène quand on étudie l'évolution du produit national brut en francs courants.

De ce tableau, il ressort qu'en huit ans la production nationale a augmenté de 50 p. 100 environ.

Comment un tel résultat a-t-il été atteint ? Comment se situe cette croissance par rapport à l'évolution de l'économie française au cours du dernier demi-siècle et par rapport à l'évolution récente des pays étrangers ? Telles sont les principales questions auxquelles nous essaierons de répondre.

A. — LES CONDITIONS DE L'EXPANSION

L'expansion de la production n'a pas été assurée tellement par l'augmentation de la population active que par l'augmentation de la productivité. Telle est la conclusion essentielle qui ressort de l'examen des conditions dans lesquelles s'est produit l'essor de l'économie française dans les dix dernières années.

TABLEAU N° 1

Produit national.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — *En milliards de francs 1954.*									
1. Production nationale	11.170	12.070	12.510	12.770	13.320	14.030	14.970	15.650	16.670
2. Services rendus par les salariés des ménages et administrations privées	210	210	210	210	220	220	230	240	260
3. Services rendus par les salariés des administrations publiques	1.330	1.310	1.380	1.400	1.450	1.480	1.470	1.650	1.690
4. Autres éléments du produit national	30	20	30	30	40	60	70	70	70
Produit national brut au prix du marché	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	18.690
B. — *En pourcentage de variation annuelle.*									
1. Production nationale	»	+ 8	+ 3,5	+ 2	+ 4,5	+ 5,5	+ 7	+ 4,5	+ 6,5
2. Produit national brut au prix du marché	»	+ 7,5	+ 4	+ 2,5	+ 4	+ 5	+ 6	+ 5	+ 6

1° *L'évolution de la population active.*

Il est impossible, dans l'état des données statistiques, de suivre avec précision l'évolution de la population active au cours des dix dernières années. L'enquête sur l'emploi, que l'I.N.S.E.E. effectue par sondage depuis 1950, ne permet pas d'apprécier quantitativement l'évolution de la population, active totale. Les recensements de la population, qui, eux, donnent en cette matière des renseignements très précis, ne sont réalisés qu'à intervalles irréguliers. Le dernier en date est de 1954; il a permis d'établir la situation de la population active pour une année de base avec une assez grande précision. Et depuis cette date, il est plus aisé de suivre les variations de la population active. Mais, d'une part, ces données nouvelles ne portent que sur les années récentes, d'autre part, elles restent encore très imprécises.

Dans ces conditions, pour avoir une vue d'ensemble de l'évolution de la population active depuis 1949, un moyen commode consiste à affecter à la population totale, dont on connaît bien la variation, année par année, le pourcentage d'activité observé à la date du recensement de 1954 pour chaque tranche d'âge.

TABLEAU N° 2

Population active calculée aux taux d'activité par tranches d'âge de 1954.

(Au 1er janvier.) (En milliers.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
19.217	19.289	19.352	19.390	19.432	19.460	19.502	19.527	19.596	19.711

Il n'est pas inutile de s'arrêter sur la mauvaise composition de cette population loin d'être comme on le croit une résultante absolue, même à long terme, des autres facteurs d'évolution, la population active a ses lois propres de composition prenant racine dans les mœurs et la législation. La stagnation démographique, le plus grand mal que la France ait connu depuis cent ans, s'est fait sentir à travers l'inertie qu'elle imposait à la composition de la population active.

La population active est l'élément le plus stable, le plus fondamental de l'économie. Des hommes existent, formés d'une certaine façon, prêts à travailler, à ce qu'ils savent faire, à sécréter les produits qu'ils savent élaborer.

Si la population active diffère assez notablement de celle qui conviendrait aux besoins, il est impossible d'atteindre le plein emploi sans une forte pression inflationniste. Dans certaines branches, en effet, la demande déborde au dehors avant que le plein emploi soit atteint dans les autres branches.

Nous pouvons, en simplifiant un peu, considérer des secteurs propres au commerce extérieur et des secteurs impropres. Par exemple, les premiers comprennent: les machines électriques, les voitures, les produits mécaniques, en général, les viandes, les fruits et les produits de qualité.

Dans les autres, nous pouvons classer le commerce, la production de blé, de sucre et (sauf cette année) de vin, et naturellement, le secteur militaire.

Augmenter la population et la production dans les premiers secteurs agit favorablement sur la balance des comptes soit en réduisant des importations, soit en permettant des exportations. Il serait donc utile que la population active soit nettement orientée vers ces secteurs susceptibles d'une augmentation rapide de débouchés. Un excès dans ce sens est préférable à un défaut.

Voici par exemple en pourcentage de la population active les proportions employées en cultivateurs (hommes) et dans la construction mécanique et électrique:

PAYS	CULTIVATEURS (hommes).	CONSTRUCTION mécanique et électrique.
France (1954)	17,4 p. 100.	9,7 p. 100.
Allemagne (1950)	10,5 p. 100.	14,9 p. 100.

Il ne faut pas déduire de ces chiffres que la population agricole est excessive en tous lieux: certaines exploitations importent de la main-d'œuvre. Mais l'indication d'ensemble est valable.

Les causes profondes de cette insuffisance dans certains secteurs de pointe sont diverses. Au premier rang d'entre elles sont la faiblesse de l'enseignement technique et celle des investissements pendant les années 1930 ainsi que les protections réglementaires ou fiscales.

A l'intérieur même des divers secteurs existe une orientation défectueuse. Ainsi le blé est favorisé au détriment de la viande, produit dont l'exportation a plus d'avenir; les pommes à cidre ont été favorisées au détriment des fruits comestibles. De même, le manque de coordination des transports a pour conséquence un mauvais emploi du personnel.

Enfin, l'objectif d'une balance des comptes équilibrée a peu souvent été pris en considération dans le choix des investissements publics et privés.

2° *L'évolution de la productivité.*

Dans le « Mouvement économique en France de 1944 à 1957 », que vient de publier l'I. N. S. E. E., M. L.-A. Vincent a essayé de calculer l'évolution de la productivité nationale depuis 1949. C'est là un domaine très délicat à étudier, étant donné la difficulté de mesurer de façon précise la productivité et de trouver le critère adéquat. M. Vincent a retenu la notion de « productivité globale des facteurs ». Cette notion se mesure en divisant l'indice de la production brute, c'est-à-dire de l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'économie, par l'indice des facteurs de production. Il est nécessaire de donner quelques indications complémentaires sur la nature de cet indice. Celui-ci comprend trois éléments composants: le travail effectué dans l'année par la population active, qui est l'élément fondamental et deux autres éléments dont la pondération est moindre dans l'indice: l'usure du capital national, conséquence de l'activité économique, mesurée forfaitairement par les « amortissements » et les importations, c'est-à-dire les biens apportés à l'économie française de l'extérieur.

Les résultats des calculs de M. Vincent, mis à jour dans le numéro de mai 1958 d' « Etudes et conjonctures » montrent qu'en 8 ans, de 1949 à 1957, la « productivité globale » a augmenté de 35 p. 100, soit un rythme annuel de 3,8 p. 100. Le premier semestre de 1958 s'inscrit encore dans cette tendance.

Compte tenu des conditions particulières aux deux années 1949 et 1956, la première nettement défavorable, la dernière année de très forte expansion industrielle, mais de mauvaise production agricole, il semble que d'une façon générale, on puisse certainement retenir plutôt un pourcentage moyen d'accroissement de 3,5 p. 100 pour cette période. Ce pourcentage correspond à un doublement de la production en 20 ans. C'est là un résultat très remarquable atteint par l'économie française. Il s'oppose très favorablement au taux de croissance moyen observé en France, de la fin du XIXe siècle à la deuxième guerre mondiale, taux qui était de 1,5 p. 100.

Cette évolution globale rend compte aussi bien de l'évolution de la productivité agricole que de celle de la productivité industrielle. Il est difficile de procéder à une analyse détaillée, qui distingue ces deux secteurs, dans l'état actuel des données statistiques. D'après des calculs très approximatifs effectués par M. Vincent, il apparaît que les progrès de productivité dans l'agriculture ont été plus élevés que dans l'industrie, tout au moins dans les dernières années de la période étudiée. Cette évolution d'ensemble n'a pas été continue d'année en année. Ainsi que le montre le tableau n° 3, la progression de la productivité nationale a été au contraire très irrégulière.

Les facteurs qui expliquent cette irrégularité sont en premier lieu les conditions atmosphériques, dont l'importance est prédominante dans la vie agricole. Dans les années 1953, 1954 et 1955, les conditions météorologiques ont été très favorables à l'agriculture et les progrès techniques accomplis dans ce secteur au cours des dernières années ont pu être pleinement appliqués et porter tous leurs fruits. Il est vrai qu'à ces années prospères ont succédé des années de vaches maigres et de gel en 1956, 1957 et dans une légère mesure 1958.

Les variations de la conjoncture sont aussi un des facteurs fondamentaux qui expliquent cette évolution irrégulière de la productivité. Les périodes d'expansion rapide de la production, comme celle qui a suivi la guerre de Corée, ont vu leurs effets en matière de productivité diminués par le fait que les comportements inflationnistes ont engendré des utilisations peu rationnelles des facteurs de production. Par contre, à certaines époques de quasi stagnation, comme celle comprise entre 1953 et les premiers mois de 1954, des efforts ont été faits pour abaisser les prix de revient et conquérir des marchés extérieurs et les progrès de productivité ont été sensibles. Ces efforts ont été facilités par le fait que les capacités de production disponibles étaient largement remployées et qu'ainsi un accroissement rapide de la production a pu se produire sans augmentation proportionnelle des frais.

Dans l'ensemble, les résultats sont incontestablement très remarquables. Mais il ne faut pas oublier que le monde, ou tout au moins les pays industriels, est entré dans une phase de progrès très rapides où la croissance de la productivité a été beaucoup plus forte que pendant les périodes passées. Donc, si les résultats sont très brillants par rapport au passé, ils sont du même ordre sinon moins élevés que ceux de certains pays.

Cependant, ces comparaisons généralement faites avec les pays étrangers minorent les résultats français et les efforts faits pour les obtenir. Elles minorent les résultats parce qu'elles comparent les productions industrielles et non les productivités, négligeant par là l'augmentation de production due à la croissance démographique. Elles sous-estiment l'effort parce qu'elles ne mettent pas l'accent sur les effets économiques de la stagnation de la population active malgré laquelle la progression est obtenue.

Les freins au progrès de la productivité sont restés cependant encore importants au cours des dernières années; la législation et les diverses réglementations publiques sont loin d'être toujours adaptées au progrès; on peut en citer pour exemple la mauvaise organisation de certains circuits commerciaux. Bien au contraire dans certains cas, elles empêchent les transformations utiles; les hommes nécessaires à la mise en œuvre du progrès n'ont pas toujours été trouvés, faute d'avoir développé à temps les enseignements et les programmes de formation professionnelle qu'il aurait été indispensable de prévoir.

TABLEAU N° 3

Evolution de la productivité globale des facteurs de 1949 à 1956.

(Base 100 en 1949.)

PONDÉRATION		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
	1. Production brute	107,5	113,1	117	120	127	137,5	145
	2. Facteurs de production:							
12	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	98	96	94	92	90	88	86
60,5	Travail dans l'industrie et les services	101,3	104,2	104,1	102,7	104,3	105,6	106
5,5	Travail des fonctionnaires civils (1)	98	98,5	98,5	99	100	102	105
10,5	Amortissement	102	104,5	106,5	108	109,5	111,5	114
11,5	Importations (2)	104	122	127	126	136	152	177
100	Ensemble des facteurs	101	105	105,5	104,5	107,5	109	112,5
	3. Productivité globale des facteurs	106	108	111	115	118	126	129
	Progrès de productivité par rapport à l'année précédente (p. 100)	6	2	2,5	3,5	3	6,5	2,5

(1) Le travail des militaires n'a pas été considéré comme un facteur de production; il pourrait l'être dans une définition un peu différente de la productivité nationale.
(2) Matériel militaire exclu.

B. — SITUATION PAR RAPPORT A L'ÉVOLUTION PASSÉE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET A L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES PAYS ÉTRANGERS

La comparaison des résultats obtenus de 1949 à 1957 avec l'évolution du revenu national en France depuis 1900 et avec l'évolution du produit national dans les principaux pays européens au cours de la même période permet de mesurer de façon précise l'importance des réalisations de l'économie française.

1° *Comparaison avec l'évolution passée de l'économie française.*

Dans le rapport général sur le revenu national, qu'il avait présenté au Conseil au mois de mars 1954, M. A. Sauvy avait établi une série statistique du revenu national en francs constants qui portait sur les années 1900 à 1953 (Voir tableau n° 4).

De ce tableau, il ressort que dans la première moitié du XXe siècle, le revenu national réel n'aurait augmenté que de 85 p. 100 environ, alors qu'en huit ans il aurait augmenté de 50 p. 100. La différence de rythme est significative. Mais elle est en partie artificielle. En effet, il n'y a pas eu de progression régulière du revenu national de 1900 à 1950, mais une succession de périodes d'expansion et de périodes de récession ou de stagnation. De 1901 à 1913, le revenu national réel a augmenté d'environ 35 p. 100, c'est-à-dire à un rythme annuel plus faible que celui observé pendant la période que nous étudions. Par contre, si l'on étudie la période suivante, de 1920 à 1928, pour prendre une période de même longueur que celle qui va de 1949 à 1957, la progression est de 50 p. 100. Ainsi donc, au cours de ces dernières années, l'économie française aurait retrouvé le rythme qu'elle avait connu pendant cette période de forte expansion.

Mais ce qui fait la différence entre ces deux époques de l'histoire économique française, c'est que l'expansion des années 20 n'était pour partie qu'un rattrapage du niveau de production atteint à la veille de la guerre 1914. Si l'on apprécie le revenu national réel de 1928 par rapport à celui de 1913, la différence n'est que de 25 p. 100. Au contraire, dans la période récente, le niveau de 1929, année de plus forte production de l'avant-guerre a été atteint en 1950, c'est-à-dire tout à fait au début de celle-ci. La progression du revenu national réel en 1957 par rapport à cette année record est de près de 40 p. 100.

TABLEAU N° 4

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.
1901.....	242	73	1931.....	428	130,5
1902.....	240	73,1	1932.....	398	121,3
1903.....	247	75,3	1933.....	400	121,9
1904.....	267	81,4	1934.....	392	119,5
1905.....	264	80,5	1935.....	375	114,3
1906.....	270	82,3	1936.....	371	113,1
1907.....	277	84,5	1937.....	384	117
1908.....	279	85,1	1938.....	380	115,8
1909.....	288	87,8	1939.....	407	124,1
1910.....	288	87,8	1940.....	336	102,4
1911.....	300	91,5	1941.....	266	81
1912.....	328	100	1942.....	238	72,6
1913.....	328	100	1943.....	226	68,9
1920.....	270	82,3	1944.....	191	58,2
1921.....	250	76,2	1945.....	207	63,1
1922.....	304	92,7	1946.....	315	96
1923.....	329	100,3	1947.....	341	104
1924.....	381	116,1	1948.....	366	111,6
1925.....	384	117,1	1949.....	414	126,2
1926.....	401	122,2	1950.....	447	136,2
1927.....	387	118	1951.....	462	140,8
1928.....	410	125	1952.....	470	143,3
1929.....	453	138,1	1953.....	475	144,8
1930.....	447	136,3			

Source: Conseil économique, rapport de M. A. Sauvy, mars 1953.

2° Situation par rapport à l'évolution récente des pays étrangers.

La publication du rapport de l'O. E. C. E. sur « dix ans de coopération européenne » permet de situer la position de la France par rapport à celle de ses partenaires au cours des dernières années.

L'analyse des indices de volume du produit national brut aux prix de marché montre que dans l'ensemble la progression de la France est comparable à celle de l'ensemble des pays européens. Le chiffre d'augmentation du produit national brut est le même. Mais ceci veut dire qu'étant dans la moyenne, la France reste en retard par rapport aux pays les plus avancés de l'Europe notamment de l'Allemagne et même de l'Italie; mais elle figure dans le groupe de l'Angleterre et précède la Belgique.

Cette constatation, qui est valable pour l'ensemble de la période, ne s'applique pas aux dernières années. En effet, depuis 1954, la progression en volume du produit national brut en France a été constamment plus forte que celle de l'ensemble des pays européens faisant partie de l'O. E. C. E.

Dans les toutes dernières années 1956 et 1957, alors que la plupart des pays européens voyaient se ralentir le mouvement d'accroissement de la production, qui caractérisait leur économie depuis plusieurs années, l'expansion se poursuivait en France. C'est ainsi qu'en 1957, le produit national brut a encore augmenté de 6 p. 100 en France; le seul pays qui ait connu une progression analogue est l'Italie. Il est remarquable que ce sont les deux pays ayant une main-d'œuvre agricole surabondante. Par contre l'Allemagne fédérale n'a vu augmenter son produit national brut que de 4 p. 100 et le Royaume-Uni de 2 p. 100. Aux Etats-Unis, il y a eu à peu près stagnation de la production.

Replacés dans un cadre international, les résultats obtenus au cours des huit dernières années par l'économie française sont donc loin d'être négligeables. Ils révèlent, au contraire, un dynamisme certain de l'économie française, d'autant plus que, contrairement à la plupart des autres pays européens, la France a supporté tout au cours de ces années de lourdes charges militaires en Indochine d'abord, en Algérie ensuite.

Sur le plan strictement économique le retard que la France a pu avoir résulte de l'évolution défavorable des années 1952 et 1953. 1952 a été une année de moindre progrès pour tous les pays européens sauf pour l'Allemagne. Par contre, en 1953, alors que l'économie européenne avait repris son rythme de progression rapide, l'économie française a pratiquement stagné toute l'année.

TABLEAU N° 5

Variations du volume du produit national brut des principaux pays de l'O. E. C. E.

(En pourcentage.)

	1950/1949	1951/1950	1952/1951	1953/1952	1954/1953	1955/1954	1956/1955	1957/1956	1957/1949
Ensemble des pays de l'O. E. C. E.....	+ 7,3	+ 5,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 5	+ 5,7	+ 3,6	+ 4,3	+ 46,3
Belgique	+ 5,8	+ 4,4	+ 2,1	+ 3,1	+ 3	+ 3,9	+ 2,8	»	»
France	(+ 8,2)	(+ 4,3)	(+ 2,1)	(+ 2)	(+ 5)	(+ 6,7)	(+ 4,5)	(+ 6)	(+ 45,9)
Allemagne (République fédérale)	»	(+ 11,5)	+ 6,9	+ 7,5	+ 7	+ 12,1	+ 5,8	+ 3,9	(+ 69,2) (1)
Italie	+ 6,3	+ 8,3	+ 2,2	+ 7,5	+ 5	+ 6,7	+ 3,6	+ 6	+ 55,7
Pays-Bas	+ 5,8	— 4,1	+ 2,2	+ 8,7	+ 5	+ 7,6	+ 3,5	+ 0,9	+ 37,2
Royaume-Uni	+ 3,3	+ 2,1	»	+ 4,2	+ 4	+ 3,8	+ 1,9	+ 1,8	+ 23,1
Suède	+ 5,6	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,1	+ 6	+ 3,8	+ 1,8	+ 1,8	+ 23,1
Etats-Unis	+ 10,1	+ 8	+ 2,1	+ 4,2	+ 1	+ 7,1	+ 2,8	(+ 0,9)	(+ 39,2)

(1) 1957-1950.

Source: D'après données de l'O. E. C. E.

II. — L'utilisation du produit national.

Le tableau n° 6 donne la progression en francs constants de 1949 à 1957 des divers éléments composants de la dépense nationale: la consommation privée, la consommation publique, la formation brute de capital, c'est-à-dire les investissements et les stocks. Le tableau n° 7, établi en pourcentage, permet de suivre les modifications apportées depuis huit ans à la structure de la dépense nationale, c'est-à-dire les variations relatives des divers éléments composants de cette dépense.

Si l'on compare les résultats des deux années extrêmes de cette série, 1949 et 1957, le caractère type essentiel est la stabilité des structures de la dépense nationale. La dépense de la formation brute de capital est la même dans les deux cas. Les dépenses de consommation privée ont quelque peu diminué en pourcentage, au profit des dépenses publiques de consommation. Celles-ci sont passées de 12,9 p. 100 du produit national à 14,6 p. 100 par le fait essentiellement de l'accroissement des dépenses militaires, mais la part de la consommation publique, malgré l'action de ce dernier facteur, reste nettement inférieure à ce qu'elle était en 1953 (15,8 p. 100). Enfin, le déséquilibre extérieur est à peu près de la même importance en 1957 qu'en 1949.

TABLEAU N° 6

(En milliards de francs 1954.)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1 *a*. Dépenses de consommation privée	8.560	9.140	9.510	9.770	10.300	10.700	11.320	12.040	12.750
1 *b*. Dépenses de consommation des administrations publiques	1 930	2.030	2.100	2.380	2.400	2.370	2.300	2.600	2.710
2. Formation brute de capital	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630
Dépense nationale brute	13.060	13.750	14.170	14.720	15.180	15.770	16.680	18.000	19.090

TABLEAU N° 7

Utilisation du produit national.

(En pourcentage du produit national brut annuel.)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Dépenses de consommation privée	69,3	68,6	69,3	67,9	68,1	67,8	67,4	68,2	67,8
Dépenses de consommation des administrations publiques	12,9	13,6	14,2	15,6	15,8	15,0	13,9	14,8	14,6
Formation brute de capital	19,5	18,2	18,0	18,1	16,7	17,1	18,2	19,2	19,7
Cessions nettes de biens et services au reste du monde	— 1,7	— 0,4	— 1,5	— 1,6	— 0,6	+ 0,1	+ 0,5	— 2,2	— 2,1
Produit national brut	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Nous n'analyserons pas dans le cadre de cette partie du rapport le problème du déséquilibre extérieur qui fera l'objet d'amples développements dans le second titre. Par contre, il importe de revenir sur trois éléments fondamentaux de la dépense nationale: la consommation privée, la consommation publique, la formation brute de capital. La simple comparaison des résultats globaux des deux années extrêmes de la période que nous étudions ne suffit pas en effet à montrer quels ont été les changements caractéristiques de la structure économique de la France pendant ces dernières années.

A. — La consommation privée

Grâce aux recherches du C.R.E.D.O.C., il est possible de suivre l'évolution du volume et de la composition de la consommation privée non depuis 1949 mais de 1950 à 1957. Entre ces deux années, la consommation sur le territoire métropolitain a augmenté de 40 p. 100 environ en volume (voir tableau n° 8).

Mais la structure de cette consommation est profondément modifiée. La part de l'alimentation a sensiblement diminué. En volume cette part a passé de 47 p. 100 en 1950 à 42 p. 100 en 1957. Cependant, certaines consommations alimentaires ont fortement augmenté; la viande a augmenté au même rythme que l'ensemble de la consommation privée, soit 40 p. 100. Il en est de même pour les corps gras. Mais par contre la consommation des fruits, des légumes, du lait, des produits à base de céréales n'a que faiblement progressé: moins de 20 p. 100.

Dans le secteur non alimentaire, toutes les consommations ont progressé plus que la consommation alimentaire. Les dépenses consacrées à l'habitation ont augmenté de près de 50 p. 100.

Ainsi donc, même si l'on tient compte de l'accroissement de la population qui s'est produit dans les dernières années, et que l'on peut chiffrer à 5 p. 100 environ, l'augmentation de la consommation par tête reste très sensible.

Dans le « Mouvement économique de la France de 1944 à 1957 », M. L.-A. Vincent estime que, pour les années 1949 à 1956, la progression de la consommation par tête a été de 36 p. 100, soit un rythme annuel moyen de 4.5 p. 100.

TABLEAU N° 8

Consommation territoriale, aux prix de 1954, de 1950 à 1957.

(Indices 1950 = 100.)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (Provisoire.)
1. Alimentation et boissons:								
11. Produits à base de céréales	100	107	106	110	112	112	117	121
12. Légumes	»	98	95	98	98	103	102	111
13. Fruits	»	105	114	116	109	120	107	108
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	»	102	111	119	125	132	136	141
15. Lait, fromages	»	105	102	105	111	114	116	119
16. Corps gras	»	105	103	114	120	123	129	137
17. Produits à base de sucre et de cacao	»	107	109	122	132	136	154	169
18. Produits alimentaires divers	»	102	107	114	114	116	127	134
19. Boissons	»	109	111	113	114	118	122	128
Total alimentation et boissons	»	104	107	113	116	121	123	129
2. Habillement	»	109	110	114	118	126	136	145
3. Habitation	»	107	109	112	118	128	139	149
4. Hygiène et soins	»	108	117	128	137	144	163	186
5. Transports et communications	»	116	126	127	138	153	163	169
6. Culture, loisirs, distractions	»	106	106	111	114	123	134	142
7. Hôtels, cafés, restaurants	»	112	119	123	123	129	132	137
8. Consommations diverses	»	107	113	118	122	130	140	150
Total consommations non alimentaires	»	109	113	117	124	132	142	152
Consommation territoriale totale	»	107	110	115	119	126	133	141

B. — Les dépenses publiques de consommation

L'étude, année par année, de l'évolution des dépenses publiques de consommation conduit à distinguer deux phases: une première phase qui va de 1949 à 1953 au cours de laquelle les dépenses publiques ne cessent de progresser à un rythme rapide et où la part de celles-ci dans le produit national croît de façon continue; une seconde phase, qui débute en 1954, où la part des dépenses publiques plafonne au-dessous de 15 p. 100, alors que cette part avait atteint 15,8 p. 100 en 1953.

Ainsi c'est là la caractéristique fondamentale de l'évolution des dépenses publiques dans les dernières années; la croissance rapide du produit national a permis d'absorber plus aisément qu'auparavant la progression des dépenses publiques.

En effet, cette évolution ne correspond pas à un plafonnement réel des dépenses publiques, mais à une progression sensible de celles-ci, qui atteint près de 30 p. 100 de 1953 à 1958.

Cette augmentation a porté tant sur les dépenses militaires que sur les dépenses civiles, ainsi que le montre le tableau suivant, qui distingue les deux catégories de dépenses depuis 1952:

Tableau n° 9

(En milliards.)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Dépenses militaires....	1.112	1.346	1.312	1.124	1.352	1.479
Dépenses civiles.....	1.123	1.004	1.058	1.346	1.398	1.511

C. — La formation brute de capital et les investissements

Le tableau n° 10 donne l'évolution en volume des investissements bruts par grandes catégories:

Tableau n° 10

(Indices, base 100 en 1949.)

Années	Investissements administratifs civils.	Logements (1).	Investissements des entreprises (2)				Ensemble des investissements.
			Matériel de transport.	Matériel agricole.	Autres équipements.	Total.	
1949...	100	100	100	100	100	100	100
1950...	103	107	93	92	102	100	101
1951...	104	137	106	101	99	101	107
1952...	122	155	98	101	89	91	104
1953...	128	164	107	100	85	90	104
1954...	115	195	110	138	86	94	113
1955...	163	218	129	159	95	105	127
1956...	168	220	130	178	104	113	134

(1) Constructions neuves et réparations (à l'exception des logements construits par les « administrations »).

(2) Non compris les logements construits par les entreprises.

Ainsi que le note le dernier rapport de la commission des comptes de la nation « dans la mesure où les termes globaux de la comptabilité nationale permettent d'illustrer des phénomènes sociologiques, on ne peut manquer, en observant la courbe de l'investissement depuis 1949, de conclure qu'une mutation dans le comportement des chefs d'entreprise s'est opérée au cours de la période ».

Jusqu'en 1953, les investissements ont pratiquement stagné et même diminué en 1952 par rapport à 1951. Depuis 1953, par contre, la progression a été très rapide et s'est maintenue au cours des dernières années. Depuis 1954 les taux annuels sont supérieurs de 10 p. 100 et le mouvement s'est maintenu en 1957 malgré les premières restrictions de crédits. En 1958, la progression paraît continuer.

L'évolution a été différente selon les types d'investissements. Les progrès les plus sensibles ont été effectués dans le domaine du logement. Le récent rapport de M. Charvet sur la part du logement dans le revenu national a montré les résultats obtenus en ce domaine par rapport à ceux des pays étrangers. La part de la construction de logements dans le produit national brut en France pour l'année 1956 est à peu près analogue à celle des pays européens, comme les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège. Les chiffres sont supérieurs de près de moitié en Allemagne et inférieurs de 20 p. 100 en Grande-Bretagne.

Mais il ne faut pas oublier que les différences des coûts de construction, quelquefois très fortes d'un pays à l'autre, rendent difficiles les comparaisons entre pays. Il faut tenir compte aussi de l'importance du produit national brut de chaque pays et du volume des besoins annuels et du déficit restant à combler. A cet égard, le retard de la France reste très grand.

En ce qui concerne les investissements civils, comprenant l'équipement scolaire, la voirie, les adductions d'eau, l'électrification, ils sont en progrès constants et substantiels, mais encore faibles par rapport aux besoins considérables qui existent en ce domaine. Ceci est notamment vrai pour l'équipement scolaire.

Dans le domaine des investissements industriels (« Autres équipements »), ceux-ci en apparence ont peu varié si on compare 1956 aux années 1949 et 1950, mais pour ces deux dernières années il y avait encore une part importante de reconstruction. D'autre part, s'il est certain que les années 1951, 1952 et 1953 ont été très mauvaises en matière d'investissements industriels, la progression est très rapide depuis 1954 et elle s'est poursuivie en 1957, avec une augmentation de 8 p. 100 sur 1956.

Enfin, il faut noter le rapide accroissement du matériel agricole qui a démarré depuis 1954 et explique les progrès de productivité agricole, progrès qui auraient été incontestablement très sensibles encore dans les dernières années, s'ils n'avaient pas été freinés par de mauvaises conditions atmosphériques.

Au total, l'investissement est important si on le mesure à celui de l'époque 1929-1938. Si les comparaisons de pays à pays sont difficiles, celles dans le temps sont plus valables. Or, la période de stagnation de 1953-1954, si elle a ralenti le rythme, n'a pas tué l'investissement, puisque la moyenne de la formation brute de capital dans le revenu national a oscillé de 16,7 p. 100 à 19,7 p. 100 d'une année de légère récession à une année de suremploi aigu. Puisse-t-il en être ainsi dans le long terme, car si l'on peut admettre des changements minimes de rythme pour sauver la monnaie, il ne servirait à rien d'avoir une monnaie saine et même un commerce extérieur équilibré si l'on n'investissait plus. Une monnaie saine, condition nécessaire de progrès, n'a d'utilité que si elle permet ce progrès sur une longue période. Sacrifier d'une manière permanente l'expansion à la monnaie serait agir comme Ugolin qui mangea ses enfants pour leur conserver un père.

CHAPITRE II

LES TENSIONS DANS L'ECONOMIE FRANÇAISE DE 1949 A 1957

L'expansion de l'économie française, dont nous venons d'analyser les principaux résultats favorables n'a pas permis en définitive l'instauration de l'équilibre économique intérieur et extérieur qui aurait dû en être la conséquence. Cet équilibre a été entrevu en 1955, année qui paraît *a posteriori* exceptionnelle dans la mesure où elle a été marquée par la stabilité des prix et un équilibre au moins apparent des échanges extérieurs.

Mais l'évolution des années ultérieures n'a pas confirmé cette orientation heureuse de notre économie. Les facteurs qui expliquent cette déviation de la tendance précédente sont de nature diverse. Les uns trouvent leur fondement dans les transformations de structure qu'entraîne dans toute économie la poursuite à un rythme accéléré d'une forte expansion. A cet égard, la situation de la France n'a pas été tellement différente de celle des pays étrangers. Mais d'autres facteurs sont propres à la France, il en est ainsi notamment des « accidents agricoles » que notre pays a connu au cours des dernières années, comme de l'évolution très défavorable de notre commerce extérieur.

En définitive, les résultats de cette évolution ont été une tension intérieure continue sur les prix et un déséquilibre extérieur croissant.

I. — La situation d'équilibre de l'année 1955.

L'année 1955 a marqué un « sommet » de l'évolution économique française d'après guerre. Après avoir connu une série de déséquilibres en sens divers, le premier dû au boom coréen, le second à la récession de 1952-1953, l'économie française avait pris à cette date depuis un an environ un rythme « d'expansion sans inflation », qui restera la caractéristique de cette période. Une situation d'équilibre entre les divers facteurs qui influent sur la vie économique tendait alors à s'établir: les investissements privés et l'épargne se développaient parallèlement, le déficit extérieur se transformait en excédent, mais l'action de ce facteur qui pouvait être une cause de hausse de prix était palliée par les effets du recul du déficit budgétaire dans les années 1953 et 1954. Stabilité des prix, expansion de la production et équilibre du commerce extérieur furent les conséquences de cette situation.

A. — L'équilibre des prix

En 1955, l'indice des 213 articles n'avait pas encore perdu sa signification. Ce n'est qu'au début de l'année suivante que le Gouvernement est intervenu pour freiner la hausse de l'indice par des détaxations et des subventions localisées sur les seuls produits figurant dans sa composition. Or, de décembre 1954 à décembre 1955, cet indice n'a augmenté que de 1 p. 100.

Ce faible accroissement du niveau des prix, qui correspond en fait à une quasi-stabilité s'explique en premier lieu par la hausse continue du prix des services, due en partie à l'augmentation des loyers. L'augmentation de l'indice des services croît pendant la même période de 2 p. 100. Les prix alimentaires ont suivi la moyenne des prix de détail: 1 p. 100 de décembre 1954 à décembre 1955. Par contre, les prix des objets manufacturés n'ont même pas augmenté de 1 p. 100 et les prix du chauffage et de l'éclairage ont baissé.

Cette évolution faisait suite à celle des deux précédentes années au cours desquelles les prix français se sont stabilisés. Après la flambée de 1952 qui avait entraîné un accroissement de 12 p. 100 des prix en un an, les années suivantes avaient été marquées par une légère baisse sur le niveau général des prix en 1953 et une stabilisation en 1954.

Mais ce qui fait la différence entre 1955 et les autres années c'est que cette stabilité des prix correspond en 1955 à un mouvement rapide d'expansion de la production et à l'établissement d'un certain équilibre du commerce extérieur.

B. — L'expansion de la production

Nous ne reviendrons pas longuement sur l'expansion de la production en 1955 puisque cette question a déjà été traitée précédemment. Mais ce qu'il faut rappeler, c'est en premier lieu qu'en 1955, pour la première fois depuis la récession de 1952, la production nationale s'est accrue à un rythme très rapide, 7 p. 100 en un an, alors que même dans les très bonnes années comme 1957, la croissance de la production en volume n'a été que de 6,5 p. 100. Le rythme d'augmentation est nettement plus fort que celui des autres années précédentes : 4,5 p. 100 1953 et 5,5 p. 100 en 1954.

En second lieu, ce qui est caractéristique de l'année 1955, c'est l'accroissement de l'activité de la main-d'œuvre et la forte diminution du chômage. Alors que de 1953 à 1954 le chômage n'avait que très peu diminé. En 1955 la baisse des effectifs de chômeurs secourus est rapide. Elle est de 20 p. 100 entre le 1er janvier 1955 et le 1er janvier 1956. Ce mouvement correspond à une expansion nouvelle de l'économie française. Alors qu'en 1953 et même en 1954, la reprise de l'activité économique a été permise par une simple utilisation plus complète de la capacité de production, sans que la main-d'œuvre employée augmente considérablement. En 1955, un plus grand nombre de travailleurs a dû être embauché. Et une nouvelle phase de l'expansion de l'économie française commençait, celle qui allait aboutir à l'état de pénurie de main-d'œuvre que nous avons connu récemment.

C. — L'équilibre du commerce extérieur

En 1955, la balance commerciale de la France avec l'étranger était couverte à 93 p. 100. L'équilibre était atteint si l'on comptait les importations et les exportations en valeurs F. O. B.

C'était la première fois depuis la fin de la guerre qu'une telle situation se produisait. En fait, même la dernière année où cet équilibre relatif avait été établi dans le domaine des échanges extérieurs était 1928. Cet équilibre était le résultat de l'évolution commencée depuis 1953, date à partir de laquelle peu à peu la couverture de la balance commerciale s'est améliorée.

La balance des payements montrait un excédent notable qui n'avait encore jamais été atteint et qui montrait un renversement de la tendance depuis deux ans, ainsi que le montre le tableau n° 11.

Tableau n° 11

Commerce extérieur en valeur.

(En milliards de francs.) (1)

Années	Étranger			Zone franc		
	Importations.	Exportations.	Pourcentage de couverture des importations par les exportations.	Importations.	Exportations.	Pourcentage de couverture des importations par les exportations.
1928...	46,5	42,7	92	7,1	9,3	131
1929...	51,3	40,7	79	7,0	9,5	135
1938...	33,6	22,2	66	12,5	8,4	67
1949...	681	455	67	240	326	136
1950...	779	675	87	280	387	138
1951...	1.223	883	72	335	545	163
1952...	1.153	743	64	360	597	166
1953...	1.013	804	79	365	519	142
1954...	1.064	920	86	411	546	133
1955...	1.232	1.149	93	409	534	130
1956...	1.511	1.069	71	462	521	113

(1) Importations C. A. F.; exportations F. O. B.

Cette situation favorable correspondait-elle à un équilibre réel de nos échanges extérieurs ? Ou bien les diverses formes d'aide dont bénéficiait la France (aide directe des Etats-Unis, ou aide indirecte sous la forme de contrats « off shore ») n'expliquaient-elles pas cet équilibre apparent ?

Des calculs récents de M. R. de Jouvenel permettent de répondre à cette question, car ils retranchent du total des recettes courantes de la balance des payements celles qui correspondent à des dépenses de gouvernements étrangers, y compris les dépenses « off shore ». On obtient ainsi un solde que l'on peut considérer comme « normal » des échanges extérieurs. Ce solde montre pour l'année 1955 un déficit de 274 millions de dollars. Ainsi, l'aide étrangère a servi non seulement à augmenter les réserves en devises de la France par l'excédent qui en est résulté pour la balance des payements, mais aussi à couvrir le déficit même de cette balance.

Il n'en reste pas moins que ce résultat montrait une amélioration considérable de la situation de la balance des payements depuis 1951, avec un solde négatif inférieur de plus de 40 p. 100 à celui de l'année précédente, des deux tiers à celui de 1953 et des trois quarts à celui de 1954 et que l'on s'en contenterait pour l'année 1958, voire l'année 1959.

Donc l'année 1955 peut être considérée comme une année exceptionnelle. Mais cette année exceptionnelle fut aussi une année de transition, qui portait en elle les premiers germes d'une évolution différente et beaucoup moins favorable de la conjoncture. L'équilibre atteint n'était que précaire, tant en matière de finances publiques qu'en matière de commerce extérieur. Les prix à la fin de 1955 commencèrent à augmenter lentement. L'accroissement de l'activité de la main-d'œuvre allait conduire rapidement au suremploi.

Enfin, à ces facteurs allaient venir s'ajouter les effets d'une série d'accidents, comme ceux de l'évolution de la situation en Algérie. A partir de 1956, le climat dans lequel se produisit l'expansion de l'économie française se trouva ainsi peu à peu modifié et des facteurs de tension apparurent, qui ne cessèrent ensuite de se renforcer.

II. — Les facteurs de tension.

Tant d'expansion rapide d'une économie entraîne l'apparition de tensions. Une telle évolution s'est manifestée dans les années récentes, aussi bien en France que dans les autres pays européens et aux Etats-Unis. Mais dans notre pays, le mouvement d'expansion s'est poursuivi plus longtemps et de ce fait les tensions ont été plus fortes. De plus et surtout, les tensions ont été renforcées par les conséquences de phénomènes extérieurs à la vie économique, telles que le développement des opérations militaires en Algérie, la crise de Suez, les très mauvaises conditions météorologiques de ces dernières années.

A. — Les facteurs de tension dus a la croissance rapide de l'économie

a) *Inflation des revenus.*

L'expansion de la production, qui s'était effectuée dans les premiers temps dans des conditions harmonieuses, a peu à peu fait apparaître des tensions inflationnistes dans l'économie. C'est le gonflement de la demande et principalement de la demande d'investissement qui a été à l'origine de cette tension. Le comportement de l'économie américaine, bien que celle-ci présente des caractéristiques particulières, est assez typique à cet égard. C'est pourquoi il est intéressant de se reporter au rapport sur la mission que la commission de la conjoncture a effectuée aux Etats-Unis au mois de mars dernier. Ce rapport analyse les causes des poussées inflationnistes dans ce pays.

La situation décrite dans ce rapport ne concerne au sens étroit évidemment que les Etats-Unis d'Amérique. Mais cette analyse met cependant en relief deux phénomènes fondamentaux qui expliquent les tensions inflationnistes aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, c'est la liaison très étroite qui s'est établie entre les salaires et la productivité et le mouvement général dans le sens d'une augmentation des revenus, qui correspond à une liaison étroite entre les salaires et les revenus non salariaux.

L'accroissement de la productivité a permis de sensibles augmentations de salaires en France également et comme aux Etats-Unis la hausse des salaires n'a pas été limitée aux seules entreprises où la productivité s'était accrue, mais elle a été généralisée à l'ensemble des salaires et en fait à l'ensemble des revenus.

Cette indexation générale de fait explique pour partie le gonflement rapide de la demande en France, comme dans les autres pays occidentaux. La poussée nouvelle à laquelle nous assistons depuis plusieurs années n'est pas seulement une poussée salariale, mais une poussée des revenus; les mécanismes anciens de l'économie qui freinaient ces hausses et permettaient même des baisses n'existant plus et ayant été au contraire remplacés par des mécanismes jouant tous dans le sens de la hausse.

Dans les autres pays européens, comme aux Etats-Unis, des mesures ont été prises assez rapidement pour essayer de freiner le développement de cette inflation. Il est difficile de juger ces mesures en elles-mêmes. Car dans la pratique il s'est avéré que les pays qui les ont appliquées ont dû résoudre en même temps d'autres problèmes que ceux des tensions inflationnistes.

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, au moment où le gouvernement fédéral appliquait son programme, la lutte contre l'inflation, un autre problème se trouvait posé, celui qui résultait de la distorsion croissante entre la capacité de production des biens durables et la consommation de ces produits. Cette situation a été à l'origine de la récession que les Etats-Unis connaissent à l'heure actuelle. Dans ce climat où il devenait nécessaire de contenir la demande, un programme de déflation venait à contretemps.

En Grande-Bretagne, l'application de la politique de lutte contre l'inflation s'est trouvée compliquée par les crises qui ont successivement atteint la zone sterling.

Au contraire, en France, le parti a été pris de poursuivre l'expansion au moment où une orientation nouvelle était prise dans les pays étrangers. Le retard de la consommation de biens durables par le consommateur français en était un motif suffisant. Ce n'est que dans le courant de l'année dernière qu'un effort a été fait pour limiter les effets de cette expansion. Ainsi l'action résultant de la poursuite de l'expansion a pu continuer et se manifester beaucoup plus longtemps que dans les pays étrangers. Et ceci, d'autant plus que l'action d'autres facteurs est venue ajouter ses effets.

b) *L'accélération des investissements.*

La deuxième tension naturelle est beaucoup plus classique. C'est l'accélération des investissements. Les chefs d'entreprises avaient suivi avec hésitation le mouvement de reprise de 1954-1955. Quand ils se sont décidés à se porter acheteurs, les commandes étaient souvent prises par l'étranger. Ce n'est qu'en 1956 que l'effort d'investissement a battu son plein. On a vu que la part de la formation brute de capital dans le revenu national s'est élevée de 17,1 p. 100 en 1954, à 18,2 p. 100 en 1955 et 19,2 p. 100 en 1956. Ces investissements induits ont été particulièrement importants en raison du manque de main-d'œuvre que l'on signalait alors.

En 1957, rien ne s'opposait à la perspective d'une croissance continue de l'économie. Certes, les difficultés du commerce extérieur auraient pu faire réfléchir les entrepreneurs. Si par contre, elles n'amenaient pas une augmentation des investissements dégageant les entreprises des soucis de certains approvisionnements difficiles. C'est cependant la préparation à l'entrée dans le Marché commun qui a été déterminante et a entraîné la formation brute de capital fixe à un taux de 29,7 p. 100 du revenu national, taux jamais atteint depuis la période de reconstruction et sous un régime de fait d'une liberté économique assez grande.

Un tel taux n'est pas trop élevé en fonction des objectifs poursuivis. Mais il devait incontestablement apporter son concours à l'accroissement de la demande.

B. — Les facteurs de tension dus a des phénomènes extérieurs a la croissance de l'économie

Deux séries de facteurs d'une nature complètement différente ont exercé une action importante: le développement du déficit budgétaire, l'insuffisance des ressources alimentaires.

1° *Le développement du déficit budgétaire.*

Nous avons exposé dans le titre Ier que, grâce à la croissance du produit national brut, l'économie française avait pu mieux supporter l'augmentation des charges publiques. Cela est certain et le tableau de la structure de la dépense nationale qui figure en introduction à cette première partie du rapport le montre clairement.

A ce sujet une récente étude de M. de Bresson permet de connaître les dépenses de la métropole dans les pays de la zone franc.

D'après le tableau suivant, elles se sont élevées à 268 milliards de francs en 1957.

Dépenses de la métropole dans les pays de la zone franc.

(En millions de francs métropolitains.)

	ALGÉRIE	TUNISIE	MAROC	T. O. M.	D. O. M.	INDOCHINE	TOTAL
Année 1954.							
A. — Dépenses ordinaires des services publics:							
Par le canal des trésoreries générales O. M.	1.800	350	650	(7.000)	5.600	(4.500)	19.900
Par d'autres voies	1.000	200	250	3.700	3.000	»	8.150
B. — Dépenses en capital sur fonds publics	38.400	14.500	20.900	68.000	6.600	4.500	153.400
Total	41.200	15.050	21.800	78.700	15.200	9.500	181.450
Année 1955.							
A. — Dépenses ordinaires des services publics:							
Par le canal des trésoreries générales O. M.	3.000	1.150	750	(7.000)	8.550	(4.500)	24.950
Par d'autres voies	3.250	150	250	4.750	3.200	»	11.600
B. — Dépenses en capital sur fonds publics	52.800	12.900	23.500	72.400	8.300	4.800	174.700
Total	59.050	14.200	24.500	84.150	20.050	9.300	211.250

	ALGÉRIE	TUNISIE	MAROC	T. O. M.	D. O. M.	INDOCHINE	TOTAL
Année 1956.							
A. — Dépenses ordinaires des services publics:							
Par le canal des trésoreries générales O. M.	8.300	7.750	2.600	14.250	10.700	4.900	48.500
Par d'autres voies	6.950	900	4.350	7.200	3.100	»	22.500
B. — Dépenses en capital sur fonds publics	56.500	5.700	19.500	80.300	10.400	5.200	177.600
Total	71.750	14.350	26.450	101.750	24.200	10.100	248.600
Année 1957.							
A. — Dépenses ordinaires des services publics:							
Par le canal des trésoreries générales O. M.	15.650	7.650	7.950	31.250	9.100	6.000	80.600
Par d'autres voies	10.800	2.450	650	6.450	1.900	»	22.250
B. — Dépenses en capital sur fonds publics	»	»	»	»	»	»	(177.000)
Total	»	»	»	»	»	»	(279.850)
A déduire les remboursements en capital	.....	.....	.....	.....	.....	.....	— 12.000
							(267.850)

Mais le financement de ces dépenses accrues a revêtu dans ces dernières années un caractère nettement inflationniste. Alors que l'impasse avait plafonné aux environs de 650 milliards dans les années 1953, 1954 et 1955, elle a dépassé 1.000 milliards en 1956 et 1957.

Le montant de cette impasse est significatif par lui-même. La façon dont elle a été couverte n'est pas non plus sans importance. A cet égard, il y a eu au cours des dernières années un renversement complet de la situation. La situation s'est profondément dégradée de 1956 à 1957. La part de l'épargne a diminué considérablement, un grand emprunt du type de l'emprunt national de 1956 n'ayant pas été réalisé en 1957. Une différence fondamentale apparaît dans les apports du marché monétaire où la situation s'est complètement renversée. En définitive, le poste « Avances directes de la Banque de France » a marqué une augmentation considérable, qui a permis, seule, de couvrir l'impasse.

Les conséquences inflationnistes de cette situation ont été freinées par des mesures restrictives de crédit qui ont été peu à peu renforcées. Il n'en reste pas moins que le déficit budgétaire a considérablement aggravé les tensions inflationnistes existantes.

2° *L'insuffisance des ressources alimentaires.*

Jusqu'en 1955, l'agriculture française a fait de rapides progrès. Mais à partir de 1956 les difficultés sont apparues; elles sont de deux sortes: les unes ont été accidentelles et temporaires, elles tiennent à de mauvaises conditions météorologiques, les autres ont pesé sur toute la période, elles tiennent à une évolution défavorable du cheptel.

Les gelées de février 1956 ont eu pour conséquence un bouleversement des productions céréalières. En 1955, 103,6 millions de quintaux de blé avaient été produits; en 1956, il y eût à peine 57 millions de quintaux.

En 1957, un nouvel accident météorologique est venu compromettre la récolte de vin. Déjà en baisse de 13 p. 100 de 1955 à 1956, la récolte n'atteignait plus en 1957 que 32 millions d'hectolitres, soit à peu près la moitié de la récolte des années 1954 et 1955.

Enfin, au cours de ces deux dernières années, les récoltes de fruits et légumes ont été bouleversées par les gelées. En 1956, les cultures fruitières, comme celles de légumes ont eu un très grand retard. Peu à peu la situation s'est rétablie, mais le niveau de la production, comme sa qualité, sont restés inférieurs à ceux de l'année précédente. En 1957, certains fruits et légumes ont eux aussi souffert des conditions atmosphériques.

Pour l'ensemble des productions végétales, d'après la comptabilité nationale, la diminution de la production en volume a été de 5 p. 100 en 1956 et de 7 p. 100 en 1957.

La production animale pour d'autres raisons connut, elle aussi, une évolution assez défavorable. Analysant la situation de la production de viande en 1956, le rapport de conjoncture du mois de décembre de cette année déclarait:

« Le problème qui se pose est toujours celui de savoir si l'on se trouve devant une situation provisoire due à l'hiver 1956 ou si la stagnation des livraisons de bétail à la boucherie est le début d'un mouvement à plus long terme.

« Il semble d'après les renseignements disponibles que la situation est la suivante: au cours des dernières années et notamment depuis 1952, il semble que les livraisons à la boucherie aient été plus importantes que l'augmentation des effectifs, de telle sorte que l'effectif total a diminué. Depuis un an, les agriculteurs ont arrêté ce mouvement de prélèvement sur le capital et ils s'efforcent de reconstituer leur cheptel. Il en résulte un risque de stagnation des livraisons, à un moment où la demande a tendance à augmenter. »

C'est cette deuxième interprétation qui s'est révélée être la bonne. Et les craintes du Conseil économique étaient justes. En 1957, d'après la comptabilité nationale, la production de viande bovine était inférieure de 5 p. 100 en volume à celle de 1954.

3° *La mobilisation de la main-d'œuvre.*

Ce n'est pas que par leur aspect financier que les événements militaires ont aggravé les difficultés économiques. En maintenant plus de deux ans les jeunes classes sous les drapeaux, ils ont considérablement et artificiellement accentué le suremploi. On a vu dans les précédents rapports comment l'économie française avait montré beaucoup de souplesse devant cette ponction. Mais l'augmentation de la production eût été faite autrement dans des circonstances plus équilibrées.

4° *La crise de Suez.*

Les effets de la crise de Suez ont été moins graves qu'il n'avait été prévu à l'origine. La progression de la production n'a pas été stoppée comme on avait pu le craindre. Mais les effets de la crise sur la balance commerciale avec l'étranger ont été loin d'être négligeables. Les importations de produits énergétiques ont sensiblement augmenté. Ces augmentations correspondent en partie à la hausse des frets. Mais il faut noter un accroissement sensible en volume pour le charbon, alors que pour le pétrole, l'augmentation correspond à la hausse des prix des produits pétroliers et à la part plus grande, faite dans les importations, aux produits raffinés

Chacune de ces atteintes était en elle-même acceptable pour l'équilibre économique. Leur somme fut trop lourde. Le déséquilibre s'installa dès janvier 1956. La seule action possible des pouvoirs publics fut alors d'en faire supporter la charge à un ressort plutôt qu'à un autre. Pendant dix-huit mois, le déficit du commerce extérieur, en améliorant la demande, contint tant bien que mal les prix. Mais au milieu de 1957 son effet se retourna. Au lieu d'empêcher la hausse des prix par l'apport des marchandises supplémentaires, il créa un climat psychologique d'inflation qui trouve dans le marché des produits alimentaires un moteur propre à une hausse substantielle de prix.

III. — Les résultats.

Tous les effets de ces divers facteurs de tension se sont cumulés dans deux secteurs: celui des prix et celui des échanges avec l'étranger. Dans ces deux domaines, au cours des dernières années, le déséquilibre n'a fait que s'accentuer.

A. — Le déséquilibre des échanges avec l'étranger et des finances extérieures

Le tableau des opérations courantes avec l'étranger montre clairement la détérioration de notre situation au cours des dernières années.

Tableau n° 12
(En milliards de francs courants.)

ANNÉES	AVEC L'ÉTRANGER (a).		
	Recettes métropolitaines.	Dépenses métropolitaines.	Solde.
1954	1.566	1.273	+ 293
1955	1.744	1.449	+ 295
1956	1.587	1.774	— 187
1957	1.633	1.933	— 300

a) Sarre exclue.

Les causes de cette situation doivent être trouvées dans les divers facteurs de tension qui ont joué au cours des dernières années: accroissement des importations nécessaires à la poursuite de l'expansion industrielle, accroissement des importations nécessaires pour assurer l'équilibre interne de l'économie en 1956, à un moment où le Gouvernement a décidé que les importations seraient le moyen essentiel qui permettrait le succès de sa politique; importations spéciales de produits alimentaires dues aux gels successifs de 1956 et 1957: importations spéciales dues aux conséquences de Suez.

L'évolution naturelle de l'économie dans le sens de l'expansion comme la politique gouvernementale de 1956 et les accidents successifs que rencontre notre pays ont eu tous le même effet économique final: l'accroissement des importations.

Par contre, les mêmes phénomènes ont joué contre l'accroissement des exportations: la pression de la demande a rendu les affaires aisées sur le marché intérieur et de ce fait détourné les entreprises de l'exportation; l'insuffisance de la production agricole a limité les exportations.

Un déséquilibre croissant s'est ainsi établi dans le domaine de nos échanges extérieures dont la conséquence est mise en valeur par un tableau d'une étude récente de M. Bertrand de Jouvenel.

Tableau n° 13

Confrontation du solde net des payements courants et du solde net des concours financiers étrangers.
(En millions de dollars.)

ANNÉES	DÉPENSES courantes. (1)	RECETTES courantes totales. (2)	SOLDE statistique. (3)	RECETTES courantes sans dépenses des gouvernements étrangers. (4)	SOLDE « normal ». (5)	CONCOURS étrangers nets. (6)	SOLDE réel. (7) (6) — (3)
1954	— 4,234,3	+ 4.428,2	+ 193,9	+ 3.815,7	— 418,6	— 780,8	+ 261,2
1955	— 4.810,7	+ 5.217,3	+ 4.606,6	+ 4.536,9	— 273,8	+ 856,9	+ 583,1
1956	— 6.042,6	+ 5.207,2	— 835,4	+ 4.650,7	— 1.391,9	+ 633,7	— 758,2
1957	— 6.593,0	+ 5.166,0	— 1.427,0	+ 4.798,0	— 1.795,0	+ 864,0	— 931,0

Note. — Les chiffres de 1957 sont des estimations provisoires. D'autre part, nous signalons que notre colonne (7) définie par les concepts du tableau a un caractère *sui generis*.

Source: S. E. D. E. I. S.

Si la France n'avait pas reçu une aide des gouvernements étrangers, son déficit aurait été près de 1.400 millions de dollars en 1956 et de 1.800 millions de dollars en 1957.

Il est intéressant de connaître la part prise par les T. O. M. dans ce déficit. En 1956, il était de 25 milliards et en 1957 de 33 milliards de francs.

Tableau n° 13 *bis*.
(En milliards de francs.)

	1956	1957
Importations	86	98
Exportations	61	65
Déficit.....	— 25	— 33

B. — Le déséquilibre des prix

a) *Les faits.*

En 1955, l'équilibre des prix avait eu lieu sans grande difficulté. La tendance à la hausse au commencement de 1956 a amené le Gouvernement à revenir au principe du blocage des prix à la date du 15 juin.

Au commencement de 1957, toute une série de détaxes vint alléger l'ensemble des prix de détail, dont l'indice officiel des 213 articles s'élevait relativement peu.

Tableau n° 14
(1949 = 100.)

DATES	INDICES
Juin 1955.....	144,7
Décembre 1955.....	146,3
Juin 1956.....	147,1
Décembre 1956.....	148,1
Janvier 1957.....	148,5
Juin 1957.....	149

Ce n'est qu'après juin 1957 que le mouvement s'amplifia. Il eut pour cause au départ d'abord l'effet psychologique de la révélation de l'état de nos ressources en devises et aussi et surtout la rareté de certains produits alimentaires. Par la suite, la généralisation de l'opération de 20 p. 100 aux importations se traduisit dans les prix, dans une mesure moins grande qu'on n'aurait pu le craindre, car la crise internationale maintenait bas le prix des matières premières. L'opération « vérité » de la fin de 1957 accentua encore dans les indices les chiffres réels. La hausse eut lieu essentiellement de juin à mars. Le nouvel indice des 250 articles, *qui ne cotait pas plus en juin* 1957 *qu'en janvier* malgré une tension incontestable, est passé de 100,7 en juin 1957, à 118,7 en avril.

Cet envol des prix résulte, bien entendu, de toutes les tensions intérieures, mais il a eu essentiellement pour cause les pénuries alimentaires. Le niveau des prix français reste, plus que celui des autres pays, sensible aux variations des marchés agricoles. Les experts les plus distingués aiment à parler de théories monétaires, mais dédaignent les sondages ou les estimations sur l'évolution du cheptel bovin qui ont plus d'importance peut-être pour la hausse des prix.

Cependant, par son excès même, cette hausse de 18 p. 100 en 10 mois ne doit pas être considérée comme un aboutissement normal d'une évolution, qui, jusque là, avait connu des prix contenus, malgré une tension certaine. Elle montre seulement que des accidents sont toujours possibles, non qu'ils soient certains ni même probables.

b) *Les conséquences sur le salaire réel.*

Pendant l'expansion économique de ces dernières années, les salaires réels avaient incontestablement augmenté.

Le pouvoir d'achat du salaire horaire, tel qu'il résulte du quotient du salaire horaire moyen divisé par le coût de la vie dans toute la France, avait évolué comme suit jusqu'en mars 1957 (« Mouvement économique » 1944-1957) :

TABLEAU N° 15
(1949 = 100.)

Mars 1950	98,5
Mars 1951	107,5
Mars 1952	111
Mars 1953	115
Mars 1954	123,5
Mars 1955	129
Mars 1956	133
Mars 1957	144

Cette augmentation incontestable a créé pendant toute cette période un climat social caractéristique; certes, l'augmentation du niveau de vie n'est pas toujours ressentie par les ménages, mais l'expansion faisait la preuve qu'une amélioration lente du sort de chacun était possible. En tenant compte de l'allongement de la durée du travail ces chiffres qui ne s'appliquent qu'à une moyenne horaire recoupent, d'ailleurs, l'augmentation de la production nationale.

Mais depuis un an, la progression du salaire réel s'est arrêtée. Entre le 1er avril 1957 et le 1er avril 1958, les gains horaires ont dû augmenter de 15 p. 100 environ. Il en est résulté une contraction du salaire réel et plus encore du revenu familial des salaires, qui, pour être faible au regard des augmentations des années précédentes, n'en a pas été moins très sensible, d'autant qu'elle était irrégulièrement répartie.

c) *Les conséquences monétaires.*

La stabilité relative des prix s'était accompagnée d'une expansion monétaire quasi inéluctable. Mais elle se situait à une période de faible masse monétaire. Il convient de revenir sur ce phénomène peu connu.

Le « Mouvement économique 1944-1957 » donne le tableau suivant en indices 1938 = 100:

TABLEAU N° 16

ANNEES	MASSE monétaire.	MONTANT des transactions.	RAPPORT masse monétaire transactions.
Fin 1938	190	100	100
Fin 1944	446	160	279
Fin 1946	705	750	94
Fin 1948	1.135	2.100	54
Fin 1949	1.410	2.500	56
Fin 1951	1.870	(1) 3.900	48

(1) On a calculé le montant des transactions de 1951 qui n'est pas donné dans la source indiquée en affectant celui de 1949 du rapport des productions en 1951 et 1949, soit 115 p. 100, et du rapport des prix en fin d'année pleine, soit 140 p. 100 environ.

Ainsi, la masse monétaire avait grandi pendant l'occupation trois fois plus que le montant des transactions, qui représente en gros le produit de l'indice des prix par celui de la production.

Dès la fin de 1946, le retard de la masse monétaire était rattrapé et, à la fin de 1949, l'indice de la masse monétaire était presque à la moitié seulement de l'indice des transactions. Certes, la référence 1938 ne représente pas un point d'équilibre. Elle suffit néanmoins à montrer que ce n'est pas en 1949 l'excès de monnaie qui pesait sur les prix, mais l'excès de revenus qui n'a qu'un lointain rapport avec celui-ci.

Fin 1951, se place un minimum: la masse monétaire était très faible par rapport aux transactions, ce qui fut la cause mécanique du renversement de tendance. De 1952 à 1956, la masse monétaire, qui était en retard, augmenta plus vite que les prix qui ne bougeaient guère et même plus vite que les transactions comme le montre le tableau ci-dessous, en prenant pour base les prix en fin d'année et le produit national pendant l'année:

TABLEAU N° 17
(Base 1951 = 100.)

ANNÉES	PRIX	PRODUCTION en volume.	TRANSACTIONS = Prix × Prod.	MASSE monétaire.	RAPPORT de la masse aux transactions.
Fin 1951	100	100	100	100	100
Fin 1952	100	102	102	113	111
Fin 1953	98	106	104	128	124
Fin 1954	99	112	111	143	130
Fin 1955	101	119	120	161	134
Fin 1956	102	126	128	178	140
Fin 1957	115	133	153	193	126

Bien que ces chiffres n'aient qu'une valeur approximative, ils permettent de voir que la masse monétaire a augmenté plus que les transactions, sur le niveau desquelles elle était en retard. Mais, à la fin de 1957, la tendance se renversait sous le double effet des mesures de restrictions de crédit et de la hausse rapide des prix. Il est difficile de donner un indice à la fin du 1er semestre, en raison des variations saisonnières, mais avec une augmentation des prix de 6 p. 100 et de la production d'environ 4 p. 100, pendant que la masse monétaire a très peu varié, le rapport de la masse aux transactions doit être aux environ de 120 par rapport à 151. C'est pourquoi, nous nous retrouvons dans un état de contraction monétaire à peu près égal à celui du début de 1953.

On voit donc que, sous tous les rapports, l'évolution des prix en 1957 a imprimé un changement de direction à l'activité économique.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Jusqu'à la fin du premier semestre 1958, la production française connaît donc un mouvement de hausse; chaque année, l'industrie ou l'agriculture (rarement les deux) ont accusé des progressions notables. Mais cette poursuite même de l'expansion crée des difficultés nouvelles. Le problème des prix n'est pas en lui-même le plus grave et surtout il n'est pas lié à la croissance de la production d'une manière uniforme. Si une rapide expansion peut entraîner une hausse des prix dans bien des secteurs, une diminution de l'activité pèserait sur le prix de la production.

Le suremploi de la main-d'œuvre est évidemment une conséquence fâcheuse Mais l'expansion seule est-elle responsable du manque de main-d'œuvre ? A cet égard, on a vu plus haut le rôle des éléments accidentels, comme la durée du service militaire, et celui des éléments structurels, comme les réglementations excessives et l'insuffisance de formation des cadres. Mieux employée et mieux éduquée notre population pourrait largement satisfaire au niveau de production actuel, même avec l'appareil productif existant.

Le déficit du commerce extérieur est incontestablement le point le plus grave de notre situation. On a vu également son caractère structurel, il a été à la fin de l'année 1957 stigmatisé comme la conséquence de croissances trop rapides et des mesures ont été prises pour réduire croissance et déficit. Mais le temps est le grand maître dans la direction de l'économie.

DEUXIEME PARTIE

L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE AU PREMIER SEMESTRE DE 1958

L'évolution de l'économie française au premier semestre 1958 met bien en relief l'importance du facteur temps dans les décisions de politique économique.

Malgré les mesures qui ont été prises, le rythme de l'expansion de l'activité et malheureusement celui du déficit extérieur n'ont pas été modifiés. Par contre, les prix et la monnaie accusent un changement d'allure.

Au premier semestre de 1958, les données fondamentales de la production sont restées les mêmes qu'au deuxième semestre de 1957. Le rythme d'accroissement de la production s'est maintenu, le déficit du commerce extérieur, qui avait diminué dans les premiers mois a retrouvé le niveau des plus mauvais mois de 1957. Le pouvoir d'achat des salariés a sensiblement diminué, malgré la poursuite de l'augmentation des salaires. Dans son ensemble, l'évolution de la production française dans les six premiers mois de 1958 paraît être une simple « reconduction » de l'évolution antérieure.

Un facteur nouveau cependant est apparu dans le domaine des finances tant publiques que privées. Les restrictions de crédit ont été plus sévèrement appliquées au cours des derniers mois qu'en 1957. Et surtout l'évolution des finances publiques a été très différente de ce qu'elle avait été l'année dernière. Alors qu'au 1er juin 1957 le déficit de l'Etat atteignait déjà 330 milliards, à la même date en 1958, il existait un excédent d'environ 40 milliards. L'action de ces facteurs déflationnistes ne s'est pas encore manifestée dans l'économie à la date du 1er juillet. Cependant dès maintenant, des signes avant-coureurs d'un changement de conjoncture apparaissent.

Enfin, la flambée des prix dont nous avons vu les multiples causes, et qui avait de juin 1957 à avril 1958 trouvé une mesure dans une hausse de 18 p. 100 de l'indice des 250 articles, semble avoir trouvé un plafond durable tant du fait de l'amélioration des ressources agricoles que de la restriction de la masse monétaire.

Ainsi le premier semestre de 1958 qui à première vue ne paraît pas différent du semestre précédent, porte en réalité en lui-même les germes d'une évolution nouvelle de la conjoncture économique française.

CHAPITRE Ier

LE RYTHME D'EXPANSION S'EST MAINTENU AU PREMIER SEMESTRE DE 1958

La comptabilité économique nationale n'étant établie qu'annuellement, il n'est pas possible d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de l'économie au cours d'un semestre. Mais des renseignements partiels existent qui permettent de faire le point de la situation. Dans le domaine de l'industrie, les indices de la production industrielle et de l'emploi donnent des indications très précises. Dans le domaine de l'agriculture, il est plus difficile d'avoir des renseignements complets. Mais il est possible de définir la situation actuelle à partir des informations fournies par le ministère de l'agriculture et des opinions des représentants des organisations professionnelles au Conseil.

Toutes les données ainsi réunies conduisent à conclure que dans son ensemble l'expansion s'est poursuivie au cours du premier semestre de l'année.

A. — La production industrielle.

L'évolution de l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières et pris en moyennes mobiles sur trois mois, montre un léger ralentissement de l'expansion au cours du premier semestre 1958. Mais par suite d'une accélération du rythme de croissance à l'automne 1957, les variations relatives de l'indice, par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente, sont depuis le début de 1958 plus importantes qu'au cours du deuxième semestre 1957 (troisière trimestre 1957 : plus 6 p. 100 ; quatrième trimestre 1957 : plus 8 p. 100 ; premier trimestre 1958, plus 11 p. 100) (voir tableau n° 18).

TABLEAU N° 18

Indice de la production industrielle (bâtiment exclu).

(Base 100 en 1952.)

(Corrigé des variations saisonnières.)

	1957						1958					
	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Indice :												
Brut	143	148	154	149	149	160	155	157	158	160	156	(1) (158)
Avec moyennes mobiles	145	146	148	150	151	152	154	157	157	158	158	(1) (158)
Pourcentage d'accroissement par rapport au mois correspondant de l'année précédente (en moyennes mobiles)	+ 6	+ 5	+ 6	+ 7	+ 9	+ 9	+ 9	+ 11	+ 11	+ 11	»	»

N. B. — L'I. N. S. E. E. effectue deux calculs de l'indice de la production industrielle : un indice brut et un indice avec moyennes mobiles. Le second indice est calculé à partir du premier corrigé à l'aide de la moyenne des indices des trois mois précédents.

(1) Estimation grossière, d'après les consommations apparentes d'électricité dont l'augmentation par rapport à 1957 s'est relevée en juin.

Ce mouvement d'expansion, après une légère hésitation pendant la première quinzaine de mai a repris à la fin du mois et s'est continué pendant le mois de juin. La consommation d'électricité était pour les quatre dernières semaines, supérieure d'environ 8 à 10 p. 100 a celle de la même période de l'année dernière.

Ainsi, pour les six premiers mois de l'année 1958, la croissance par rapport à l'année précédente pour l'ensemble du secteur non agricole de l'économie productive, sera encore chiffrée par un taux d'augmentation de 6 à 8 p. 100 (ce taux est toujours plus faible que celui des seuls secteurs soumis à l'indice).

Ce résultat est contraire à certaines prévisions qui avaient été faites à la fin de l'année dernière sur l'évolution de la production en 1958. Un rapide plafonnement puis une diminution de la production industrielle étaient attendus des effets de la politique économique et surtout financière alors mise en œuvre.

Il est frappant de constater que les mécanismes d'expansion de notre économie n'ont pas été brisés, mais au contraire que la vie économique a continué sur sa « lancée », ainsi que nous l'avons d'ailleurs annoncé, en nous fondant sur l'analyse des tendances fondamentales de la production et des résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise. Le dynamisme de l'économie française ne pouvait être stoppé brutalement.

Mais si dans ses résultats globaux, l'industrie française montre toujours la tendance à une rapide expansion, l'examen détaillé du climat dans lequel cette expansion s'est produite et les modalités de celle-ci montrent un certain nombre de changements de tendance.

1° Les conditions de l'expansion

Jusqu'à la fin de 1957, l'expansion de l'économie française s'était poursuivie malgré de très fortes tensions aussi bien dans le domaine de l'emploi que dans celui des approvisionnements en matières premières. Le changement de tendance au premier semestre est net. Ces tensions ont sensiblement diminué.

a) *L'évolution de l'emploi.*

Les résultats de l'enquête du ministère du travail sur l'évolution de l'emploi au premier trimestre de 1958 montre une nouvelle augmentation de l'activité de la main-d'œuvre. Celle-ci atteint environ 2 p. 100. Elle a été assurée par un accroissement des effectifs, la durée du travail n'ayant pas subi de modification pendant ce trimestre, tout au moins pour l'ensemble des branches recensées dans cette enquête. Cette augmentation d'activité est particulièrement sensible dans les industries mécaniques et électriques où elle atteint près de 4 p. 100.

En principe, la tension aurait dû, dans ces conditions, s'accroître encore sur le marché de l'emploi. En fait, la comparaison des résultats de l'enquête du ministère au premier trimestre avec ceux du trimestre correspondant de 1957 montre une progression sensiblement plus faible de l'activité en 1958 qu'en 1957. L'emploi dans les industries de transformation qui avait augmenté de 4 p. 100 n'a progressé que d'un peu plus de 2 p. 100. Et surtout, on assiste à un renversement de tendance dans certains secteurs. Il en est ainsi notamment pour l'industrie textile dont l'activité avait progressé de plus de 5 p. 100 au premier trimestre 1957, alors qu'elle a diminué de 2 p. 100 pendant la même période, cette année. Il en est de même pour le bâtiment.

Ainsi l'accroissement de l'activité de la main-d'œuvre qui avait été générale en 1957 ne concerne que certains secteurs en 1958 et ce n'est que parce que les branches les plus dynamiques de l'industrie ont progressé encore très rapidement qu'il est résulté une augmentation de l'activité globale de la main-d'œuvre industrielle.

Cette diminution de la tension dans le domaine de l'emploi ressort également de l'analyse des statistiques mensuelles du chômage et des demandes et offres d'emploi. Ce qui est caractéristique de l'évolution de ces divers éléments de la situation de l'emploi, c'est leur stabilité. Alors que le mouvement saisonnier habituel aurait dû se traduire par une diminution du nombre des chômeurs secourus et des demandeurs d'emploi et une augmentation des offres d'emploi, les chiffres du 1er juin sont dans l'ensemble les mêmes que ceux du 1er janvier.

Le tableau n° 19 montre clairement cette altération du mouvement saisonnier.

Tableau n° 19

	1er JANVIER	1er JUIN
Chômeurs secourus:		
1957	23.130	18.460
1958	17.200	18.235
Demandes d'emploi non satisfaites:		
1957	97.400	75.059
1958	87.272	84.431
Offres d'emploi non satisfaites:		
1957	40.450	61.333
1958	34.497	35.991

Que signifie cette évolution récente de l'emploi ? La statistique des chômeurs secourus est difficile à interpréter. Sans doute n'y a-t-il pas eu de diminution saisonnière du nombre de ceux-ci. Mais cette situation peut être due au fait que le chômage a atteint en France un niveau incompressible, de sorte qu'il n'est pas possible que le nombre de chômeurs soit à nouveau réduit.

Plus intéressantes sont les statistiques de demandes et d'offres d'emploi. La stabilité des premières s'expliquent, semble-t-il, dans une large mesure par l'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites dans le bâtiment. Il y aurait de ce fait une population flottante disponible un peu plus importante que l'année dernière.

Par contre, les besoins globaux en main d'œuvre des entreprises seraient moins importants et assez aisément satisfaits, puisque l'on n'assiste pas cette année au mouvement naturel d'augmentation des offres d'emploi non satisfaites.

Donc l'ensemble des données disponibles sur la situation de l'emploi converge dans le même sens: une légère diminution des tensions. Cette réduction ne s'est pas faite par un repli général de l'activité de la main d'œuvre, mais par la voie de diminutions d'activité limitées à certaines branches de l'économie, le textile, le bâtiment.

b) *L'évolution des approvisionnements en matières premières et en énergie.*

L'évolution des approvisionnements en matières premières et en énergie des entreprises est très mal connue. De bonnes statistiques de production sont disponibles en matière énergétique, mais pour les matières premières, on ne dispose que de données fragmentaires, notamment sur les importations. Ces données sont insuffisantes pour apprécier la situation, car il faudrait tenir compte de l'évolution des stocks.

La production d'énergie est restée en expansion depuis le début de l'année dans son ensemble, ainsi que le montre le tableau n° 20.

Tableau n° 20

Production d'énergie.

	1957						1958			
	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Indice base 100 en 1952 (1)	121	121	122	121	124	126	128	129	131	131
Progression par rapport à l'année dernière	+ 5	+ 4	+ 6	+ 4	+ 6	+ 7	+ 8	+ 10	+ 12	+ 11

(1) Corrigé des variations saisonnières, en moyennes mobiles sur trois mois.

Cette évolution d'ensemble marque la stagnation relative de la production de charbon, qui s'accompagne d'une augmentation des stocks sur le carreau des mines. Mais cette stagnation est compensée par une forte augmentation de la production des produits pétroliers.

En ce qui concerne les importations de matières premières pour le premier trimestre de 1958, les réductions sont très sensibles sur les fibres textiles (moins 30 p. 100 par rapport aux importations du premier trimestre de 1957), importantes sur le bois (moins 14 p. 100) et le caoutchouc brut (moins 10 p. 100). Par contre elles sont presque négligeables sur les produits minéraux (moins 2 p. 100).

Ces indications peuvent être complétées par une analyse de réponses des chefs d'entreprises aux questions de l'I. N. S. E. E. sur leurs approvisionnements et leurs stocks de matières premières Cette enquête est malheureusement un peu ancienne puisqu'elle date du mois de mars dernier, mais elle donne des résultats intéressants parce qu'elle montre une modification assez nette de la situation.

En ce qui concerne les approvisionnements, alors qu'en novembre dernier, 26 p. 100 des entreprises interrogées déclaraient que leur production était limitée par insuffisance d'approvisionnements, en mars 13 p. 100 seulement mentionnent cette difficulté. Les insuffisances de cette nature ont notamment diminué dans les industries textiles, qui étaient les plus gênées, dans les industries de l'habillement et enfin dans celles de la transformation des métaux.

D'une façon générale, les difficultés d'approvisionnement qui subsistent portent le plus souvent sur des produits d'importation: caoutchouc, métaux non ferreux, pâtes à papier. Pour les produits énergétiques et les matières premières produites sur le territoire national, des difficultés d'approvisionnement sont très rarement signalées.

En ce qui concerne les stocks, au cours des trois mois précédents l'enquête de mars, les stocks de matières premières avaient augmenté dans 22 p. 100 des entreprises et diminué dans 18 p. 100, variations saisonnières exclues. Le stock moyen représentait à cette époque huit semaines et demie de consommation, contre huit semaines en novembre 1957. L'évolution prévue des stocks jusqu'à la fin juin était, dans l'ensemble, à la stabilité.

Là aussi, l'analyse globale couvre des mouvements en sens divergents selon les produits. Les stocks tendaient à baisser pour le coton, le caoutchouc, les métaux non ferreux. Par contre, ils devaient augmenter pour l'acier, le charbon, le jute.

***

Ainsi dans l'ensemble, le premier semestre 1958 a été marqué par une diminution faible, mais semble-t-il réelle, des tensions qui avaient accompagné jusqu'à maintenant l'expansion tant dans le domaine de l'emploi que dans celui des approvisionnements.

2° Les modalités de l'expansion

L'analyse des conditions dans lesquelles s'est produite l'expansion de la production au premier semestre de 1958 a déjà permis d'indiquer les principales modalités de cette expansion. Celle-ci est la résultante des mouvements de la production en sens inverse des différents secteurs de l'industrie. Le secteur des demi-produits et celui des biens d'équipement ont vu leur production s'accroître très rapidement. Par contre, la tendance, dans le secteur des biens de consommation, est à la stagnation, sinon à la baisse. Enfin dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, il y a une stabilité à peu près complète de l'activité (voir tableau n° 21).

a) *Les secteurs de production des demi-produits et des biens d'équipement.*

Sidérurgie, première transformation des métaux, construction électrique, industrie de la machine-outil, machinisme agricole, industrie automobile, industries chimiques restent au premier semestre en très forte expansion. Ces industries qui, depuis 1954, ont pris la tête de l'expansion industrielle, poursuivent leur mouvement de progression.

Aucun facteur de ralentissement n'apparaît en ce domaine si ce n'est pour la fonte dans le secteur de la sidérurgie où la production plafonne depuis près d'un an. Dans l'ensemble toutes les industries qui permettent l'équipement de l'économie française continuent par leur activité à accroître la capacité de production de notre pays. A cet égard, l'évolution du premier semestre peut être considérée comme très satisfaisante à un moment où l'économie française doit se préparer à affronter la concurrence de ses partenaires du Marché commun.

b) *Le secteur des biens de consommation.*

La situation dans le secteur des biens de consommation est beaucoup moins satisfaisante. Le tableau n° 21 montre que dans tous ces secteurs la stagnation ou la baisse d'activité se sont manifestées pour la première fois au mois d'octobre dernier, c'est au cours du quatrième trimestre de 1957 que le renversement de tendance s'est produit dans les divers secteurs des biens de consommation courante. Pour certains d'entre eux, tels que les industries textiles et les industries du papier-carton, le renversement a été très brusque et a immédiatement suivi un mouvement de progression qui était ininterrompu depuis le dernier trimestre de 1956. Il n'y a pas eu de plafonnement, mais un mouvement immédiat de baisse.

Dans l'industrie des cuirs et peaux, l'évolution a été quelque peu différente. La reprise de la production avait été plus tardive et ne s'était guère manifestée qu'au premier trimestre de 1957. Le sommet de la progression avait été également atteint plus vite. Après un mouvement rapide de progression, la production de ce secteur s'est stabilisée dans le mois de juin de l'année dernière. Et la production a plafonné pendant tout le troisième trimestre. Cette stagnation a fait place à un mouvement de baisse à partir d'octobre.

c) *Le secteur du bâtiment et des travaux publics.*

L'indice de la production corrigé des fluctuations saisonnières est stable depuis un an environ, malgré quelques pointes dues aux circonstances atmosphériques très passables dans certains mois de l'année.

En ce qui concerne les matériaux de construction, leur extraction marque un certain recul. La production de briques et de tuiles est stagnante. Ce n'est que dans la fabrication de la chaux et du ciment qu'une vive activité continue de régner.

Certes les mesures de restriction prises laissent présager des craintes pour l'avenir, mais de même qu'il faut du temps pour se relever d'une stagnation, il faut du temps pour arriver à dégrader un élan.

***

L'exposé de la situation actuelle de la production industrielle ne serait pas complet si l'on s'en tenait aux seuls résultats chiffrés de cette production. Il faut étudier également la situation des carnets de commande. Ceux-ci montrent, dans l'ensemble, une tendance à la réduction. Telles industries qui avaient des délais de livraison de deux mois et demi, ont réduit leur délai à un mois ou à un mois et demi par exemple.

Cette situation n'a eu que très peu d'effet jusqu'à maintenant sur le rythme de la production. Ce n'est que dans les secteurs les plus touchés que des aménagements d'horaires et quelquefois des licenciements effectifs ont dû être décidés. Mais dans les mois à venir cette évolution des carnets de commande jouera un grand rôle dans l'établissement des programmes de production des entreprises et cette influence s'exercera dans le sens de la stabilisation du niveau de la production et pour certaines branches dans le sens de la baisse.

TABLEAU N° 21

Indices de la production industrielle.
(Base 100 en 1952.)
(Corrigés des variations saisonnières en moyennes mobiles sur trois mois.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Industries mécaniques et électriques:												
1956	»	»	138	139	145	146	145	143	145	146	148	149
1957	149	150	150	151	152	154	152	150	154	159	164	169
1958	169	175	174	178	»	»	»	»	»	»	»	»
Industries chimiques:												
1956	»	»	153	155	162	164	168	168	169	168	169	169
1957	170	172	175	176	179	180	184	186	194	200	201	202
1958	201	205	209	211	»	»	»	»	»	»	»	»
Production des métaux:												
1956	»	»	119	119	122	124	125	126	127	128	128	127
1957	128	129	132	131	131	131	132	133	135	136	138	138
1958	139	139	140	142	»	»	»	»	»	»	»	»
Industries textiles:												
1956	»	»	112	114	118	120	126	120	130	116	124	126
1957	127	130	131	133	134	135	135	137	137	134	131	133
1958	136	138	136	133	»	»	»	»	»	»	»	»
Industries du papier et carton:												
1956	»	»	154	156	158	160	166	165	164	161	164	163
1957	164	166	169	170	173	175	176	178	180	178	176	176
1958	178	178	179	178	»	»	»	»	»	»	»	»
Industries des cuirs et peaux:												
1956	»	»	100	101	104	106	105	103	104	105	104	103
1957	104	108	110	114	114	118	115	116	115	118	118	117
1958	116	116	119	119	»	»	»	»	»	»	»	»
Industrie du verre:												
1956	»	»	131	132	132	132	133	137	141	147	151	155
1957	157	157	158	157	154	153	152	155	159	163	165	163
1958	163	164	166	170	»	»	»	»	»	»	»	»
Indice d'activité du secteur « Bâtiment et travaux publics »:												
1956	»	»	104	103	111	112	112	111	110	110	110	111
1957	111	115	116	118	117	116	117	114	113	112	112	112
1958	112	116	117	117	»	»	»	»	»	»	»	»

B. — La production agricole s'améliore.

Les perspectives de la production végétale sont, dans leur ensemble, satisfaisantes; la situation en matière de production animale est bonne en ce qui concerne les produits laitiers et tend peu à peu à s'améliorer en ce qui concerne la viande.

1° LA PRODUCTION VÉGÉTALE

Le tableau n° 22 donne les prévisions de récoltes de céréales établies par le ministère de l'agriculture au 1er juin. Le niveau escompté de la production est égal à celui de l'année dernière et en sensible augmentation sur la moyenne 1953-1957.

TABLEAU N° 22

(En milliers de francs.)

CÉRÉALES	1er JUIN 1958	1er JUIN 1957	1er JUIN 1956	DÉFINITIF 1957	MOYENNE 1953-1957
Blé	107.392,6	107.412,8	44.475,3	110.816,8	93.351,8
Méteil	341,9	291	448,1	310	378,8
Seigle	4.754,2	4.794,3	4.348,5	4.844,5	4.747,8
Orge	38.858,5	35.735,9	42.817	36.261,8	34.946,8
Avoine	27.775,5	32.008,6	37.605,6	25.793,1	36.119
Mélange de céréales	1.444,9	1.379	1.979,5	1.344,4	1.691,2
Totaux	180.567,6	181.616,6	131.674	179.340,6	171.235,4

Pour le blé, la végétation se présente de façon très satisfaisante et les résultats devraient être au moins égaux à ceux de l'année dernière. Par contre, pour le seigle il y a un léger retard. Mais les rendements devraient être assez bons et compenser les diminutions de surface, tout au moins en partie. La récolte d'orge devrait être supérieure à celle de l'an dernier, les superficies ensemencées étant un peu plus importantes. En ce qui concerne l'avoine, la diminution des surfaces laisse prévoir une baisse de la production à moins que les rendements ne soient plus élevés que ceux assez médiocres de l'année dernière.

Cependant les plus de la fin du mois de juin ont causé des dégâts aux céréales, surtout à l'orge et au seigle.

La production des plantes sarclées devait être abondante. Les surfaces cultivées en betteraves industrielles sont en nette augmentation, la nouvelle législation sur l'indexation du prix de la betterave a entraîné en effet le développement de la culture de cette plante.

En ce qui concerne les cultures légumières et fruitières, mai et juin ont été favorables aux légumes et le retard de la production a pu être en partie comblé. L'abondance s'est ainsi établie très brutalement sur le marché pour les légumes de saison qui avaient longtemps manqué. Par contre, la situation de la production fruitière est loin d'être satisfaisante. Les gelées d'avril ont causé des dégâts importants aux fruits à noyaux: cerises et abricots. Les récoltes de ces fruits seront déficitaires. Par contre, la récolte de pêches est bonne et pour les fruits à pépins, les perspectives sont meilleures. La récolte de pommes devrait être bonne, bien qu'inégale en raison des circonstances atmosphériques récentes.

Les vignes ont poussé très rapidement au cours du mois d'avril. Dans l'ensemble, la récolte devrait être moyenne seulement avec des différences régionales sensibles. Les perspectives sont satisfaisantes dans la vallée de la Loire et en Alsace, elles sont beaucoup moins bonnes dans le Midi méditerranéen, le bassin de la Garonne, la Bourgogne et la vallée du Rhône.

2° La production animale

Au cours des derniers mois, des difficultés avaient été rencontrées pour assurer l'alimentation du bétail, la production des prairies ayant été ralentie par le mauvais temps. La situation s'est considérablement améliorée en mai et juin. Les récoltes fourragères sont très abondantes, notamment dans les prairies temporaires.

Cette situation correspond à une production de lait élevée, supérieure à celle de 1957. Le cheptel laitier tend d'ailleurs à augmenter régulièrement depuis quelques années. si l'on en croit les résultats d'une enquête récente au centre national d'études rurales et de l'I. N. S. E. E. Cet accroissement aurait été de 4 p. 100 entre le 1er janvier 1956 et le 1er janvier 1957, puis de nouveau de 4 p. 100 entre le 1er janvier 1957 et le 1er janvier 1958.

En matière de production de viande, la situation paraît peu à peu s'améliorer. Le nombre des jeunes bêtes conservées est presque partout plus important que ces dernières années.

Les livraisons ont tendance à augmenter.

CHAPITRE II

LE DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR EST RESTE IMPORTANT ET A MEME TENDU, DANS LES DERNIERS MOIS, A RETROUVER LE NIVEAU EXCEPTIONNEL DE L'ANNEE 1957

Le déficit du commerce extérieur est l'élément le plus défavorable de la conjoncture économique au premier semestre de 1958. Sensiblement réduit à la fin de l'année dernière, il n'a fait que s'accroître au cours du semestre pour retrouver, dans les derniers mois, le niveau des plus mauvais mois de 1957. Cette évolution a entraîné un épuisement plus rapide que prévu de nos réserves en devises.

A. — L'évolution globale des échanges extérieurs de la France.

Les caractéristiques de l'évolution globale de nos échanges extérieurs ressortent clairement d'une analyse de la balance commerciale avec les pays étrangers et avec les pays d'outre-mer (voir tableau n° 23).

Tableau n° 23

Pourcentage de couverture des importations par les exportations.

	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
Ensemble des échanges extérieurs.....	101	97	93	81	89	83	81	73
Echanges avec l'étranger.....	89	90	83	72	78	71	70	65
Echanges avec les pays d'outre-mer....	135	115	117	105	121	115	110	95

La dégradation de la balance commerciale est très sensible entre le premier trimestre de 1957 et le premier trimestre de 1958.

La cause de cette dégradation ne réside pas dans l'évolution des échanges avec les pays d'outre-mer. En moyenne le pourcentage de couverture n'a que peu varié au cours de ces six mois. L'évolution de nos échanges avec ces pays n'a donc pas été mauvaise bien que, si l'on compare les résultats des quatre premiers mois de 1958 avec les mois correspondants de 1957, une diminution sensible du pourcentage de couverture apparaisse. Cette évolution est due à une augmentation plus rapide des importations en provenance de ces pays que de nos exportations (voir tableau n° 24).

Tableau n° 24

Echange avec les pays d'outre-mer.

(En milliards.)

	QUATRE MOIS de 1957.	QUATRE MOIS de 1958.
Importations	217	293
Exportations.....	275	319
Balance (en pourcentage).....	127	109

Mais la cause profonde de la dégradation de nos échanges extérieurs est due à l'évolution de la balance avec l'étranger. Le redressement de cette balance à la suite de l'opération 20 p. 100 n'a été que momentané. Dès le mois de janvier, les premiers signes d'une évolution défavorable se sont manifestés. Les importations qui avaient été réduites à une moyenne de 120 milliards environ ont augmenté à un rythme rapide dès décembre 1957 pour retrouver un niveau moyen de 150 à 155 milliards par mois. Les exportations qui s'étaient relevées sensiblement, tout au moins en valeur apparente après l'opération 20 p. 100 ont plafonné au cours des premiers mois et diminuèrent même depuis deux mois.

Tableau n° 25

Echanges avec les pays étrangers.

(En milliards de francs.)

	1957		
	Octobre.	Novembre.	Décembre.
Importations	122,7	125,4	153,6
Exportations	109,5	112,6	128,5
Déficit	— 13,2	— 12,8	— 25,1

	1958				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Importations	155,6	140,4	163,3	152,9	159
Exportations	111,7	109,2	116,5	107,6	103
Déficit	— 43,9	— 31,2	— 46,8	— 45,3	— 56

Comparée à l'évolution des mois correspondants de 1957, cette évolution des premiers mois de 1958 correspond en francs courants à une quasi-stagnation des importations et à une augmentation des exportations de 7 à 8 p. 100.

Tableau n° 26

(En milliards de francs.)

	CINQ MOIS DE 1957	CINQ MOIS DE 1958
Importations	781	770
Exportations	509	548
Déficit	272	222

Mais ces apparences sont trompeuses. Car il faut tenir compte des effets de l'opération 20 p. 100 sur l'évolution des prix à l'importation. En réalité, si l'on prend les indices en volume, les importations ont sensiblement diminué, d'environ 5 p. 100. Les exportations ont également diminué. Les indices en volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont donnés dans le tableau n° 26 *bis*.

TABLEAU N° 26 *bis*.

(Indices base 100 en 1956.)

	ANNEE 1956.	ANNEE 1957.	1er TRIMESTRE 1958.	AVRIL 1958.	MAI 1958.	POURCENTAGE DE VARIATION de mai 1957 à mai 1958.	POURCENTAGE DE VARIATION d'avril 1958 à mai 1958.
Total des exportations:							
Etranger	100	106	103	99	95	— 13	— 4
Zone franc	100	119	135	130	112	— 6	— 4
Ensemble	100	110	114	109	111	— 10	— 7
Total des importations:							
Etranger	100	105	109	111	117	+ 2	+ 5
Zone franc	100	109	124	121	123	+ 1	+ 2
Ensemble	100	106	112	114	118	+ 1	+ 4

B — Analyse des échanges extérieurs des pays étrangers par produits et par zones.

Les pourcentages globaux de diminution des importations et des exportations masquent des mouvements en sens différents selon les produits et les zones.

1° ANALYSE PAR PRODUITS

Les données détaillées sur l'évolution du commerce extérieur en volume ne sont disponibles que pour le premier trimestre. C'est donc aux statistiques des trois premiers de l'année que nous aurons recours pour analyser les modifications apportées au volume et à la structure tant des importations que des exportations.

a) *Les importations* (voir tableau n° 27).

Pour les trois premiers mois de l'année, par rapport au premier trimestre de 1957, les importations ont fléchi en volume de 6 p. 100. Si l'on distingue les principaux groupes de produits importés, il apparaît que cette réduction s'est répartie de façon très différente selon les produits.

Le poste « Alimentation » montre non pas une diminution mais une augmentation sensible des importations en volume (+ 18 p. 100). Cette évolution est due entièrement à un fort accroissement des importations de fruits et légumes (+ 60 p. 100), dues au retard de la végétation en France. Par contre, tous les autres postes du groupe « Alimentation » montrent une diminution. L'accroissement des importations pour ce groupe est donc dû à des causes fortuites, de mauvaises conditions météorologiques.

En ce qui concerne le groupe des produits bruts, c'est-à-dire des matières premières, la baisse est générale en volume, sauf pour un produit, les pâtes à papier.

Dans l'ensemble, la diminution des importations atteint plus de 20 p. 100. Le poste le plus important de ce groupe est celui des fibres textiles dont la baisse est très prononcée: près de 30 p. 100, marquant ainsi une réduction très sensible des importations de cette industrie.

Pour les produits minéraux toutefois, la baisse est très faible, puisqu'elle n'atteint que 2 p. 100.

Les importations d'énergie sont restées, elles aussi, stables dans l'ensemble (+ 2 p. 100). A l'intérieur de ce groupe s'est, en effet, opérée une compensation. Une diminution sensible est enregistrée sur le charbon, alors que les importations de produits pétroliers se sont accrues de 13 p. 100.

Le groupe des produits manufacturés montre une diminution moyenne de 6 p. 100. Mais ce chiffre n'a pas de signification car il couvre des évolutions trop divergentes des diverses importations qui le constituent. Deux postes sont en forte augmentation: les produits sidérurgiques (13 p. 100) et les métaux non ferreux (24 p. 100). L'existence de la C. E. C. A. et les difficultés de la grande exportation pour nos partenaires de la communauté expliquent cet important accroissement des importations de produits sidérurgiques.

Par contre sont en forte baisse les importations de produits de consommation, tels que les automobiles, les tissus et les vêtements, le cuir et les chaussures, le papier-carton. Mais ces produits ne constituent que des postes infimes du total des importations (moins de 1 p. 100 chacun).

b) *Les exportations* (voir tableau n° 28).

Pour le premier trimestre de 1958, les exportations en volume étaient en baisse de 5 p. 100 environ par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La baisse était surtout sensible sur les produits alimentaires (— 11 p. 100) et sur les produits bruts (— 15 p. 100).

En ce qui concerne les produits alimentaires, les facteurs essentiels de la réduction sont la diminution des exportations de boissons due à la mauvaise récolte et la baisse des exportations de céréales due au fait que les exportations de ces produits ont été concentrées dans le dernier trimestre de l'année 1957.

Pour les produits bruts, la réduction est générale pour tous les postes. Ce mouvement atteint également les combustibles minéraux. Par contre, les exportations de produits pétroliers ont fait des progrès considérables (+ 60 p. 100).

Dans les produits manufacturés, on retrouve comme du côté des importations, une très grande variété. Dans l'ensemble, les exportations pour ce groupe sont en diminution de 4 p. 100. Mais un poste montre une très forte augmentation, celui des tracteurs, autos et cycles (+ 58,6 p. 100). De même, les constructeurs électriques marquent de très nets progrès à l'exportation (+ 35,7 p. 100).

***

De cette analyse de l'évolution en volume du commerce extérieur, il résulte en ce qui concerne les importations que celles-ci n'ont pas gêné l'approvisionnement de l'industrie française: les importations sidérurgiques et celles de métaux non ferreux ont sensiblement augmenté, celles de produits minéraux sont restées à peu près stables. Une seule exception doit être faite pour l'industrie textile, dont les approvisionnements ont été sensiblement réduits.

En ce qui concerne les exportations, la caractéristique de leur évolution est la sensible réduction des exportations de produits alimentaires et de produits bruts, c'est-à-dire de postes, dont il est à peu près impossible d'accroître le rendement rapidement. Dans le premier cas, toute hausse dépend en fait de la prochaine récolte, dans le second cas, de l'évolution de la demande internationale.

TABLEAU N° 27

Evolution des importations au cours du premier trimestre 1958 par rapport au premier trimestre 1957.

PRODUITS	INDICES DU VOLUME 1956 = 100.		POURCENTAGE — 1er trimestre 1958.	POURCENTAGE par rapport au montant total des importations du 1er trimestre 1958.
	1er trimestre 1958.	1er trimestre 1957.	1er trimestre 1957.	
Total	116	109	— 6	100
Alimentation, boissons, tabacs	100	118	+ 18	10,8
Dont:				
Fruits et légumes	112	179	+ 59,8	3,6
Café, thé, cacao, épices	106	94	— 12,3	1,9
Viandes	155	153	— 1,3	0,9
Produits laitiers, œufs	68	56	— 17,7	0,6
Céréales	66	15	— 77	0,5
Conserves alimentaires	84	64	— 23,8	0,4
Produits bruts	126	98	— 22,2	24,9
Dont:				
Fibres textiles	135	96	— 28,9	11,9
Produits minéraux	106	104	— 1,9	3
Pâtes à papier	109	121	+ 11	2,6
Peaux et pelleteries	102	95	— 68	2
Caoutchouc brut	123	111	— 9,8	1,9
Oléagineux	238	104	+ 2,2	1
Bois brut	70	60	— 14,3	0,9
Huiles et graisses	177	88	— 50,3	0,5
Energie, lubrifiants	107	109	+ 1,9	26,7
Combustibles minéraux solides	118	101	— 14,6	10,4
Produits pétroliers, gaz, électricité	101	114	+ 12,9	16,4
Produits manufacturés	120	113	— 5,8	37,6
Dont:				
Machines	116	108	— 6,9	8,9
Sidérurgie	123	176	+ 43,1	5,9
Métaux non ferreux	112	139	+ 24,1	4,4
Produits chimiques	123	107	— 13	3,9
Constructions électriques	113	103	— 9,2	2,2
Tracteurs, autos, cycles	105	64	— 39,9	1,2
Papiers, carton	133	88	— 33,8	1
Produits parachimiques	149	131	— 12,1	0,9
Ouvrages en métaux (armes exclues)	119	79	— 33,6	0,8
Tissus	133	95	— 29,4	0,6
Vêtements	108	71	— 34,3	0,5
Matériaux de construction	120	90	— 25	0,4
Caoutchouc manufacturé	128	73	— 43,1	0,3
Cuirs et chaussures	138	79	— 42,8	0,3

TABLEAU N° 28

Evolution des exportations avec l'étranger au premier trimestre 1958 par rapport au premier trimestre 1957.

PRODUITS	INDICES DU VOLUME 1956 = 100. 1er trimestre 1957.	1er trimestre 1958.	POURCENTAGE — 1er trimestre 1958. / 1er trimestre 1957.	POURCENTAGE par rapport au montant total au 1er trimestre 1958.
Total	109	104	— 4,6	100
Alimentation, boissons, tabacs	111	98	— 11,3	11,9
Dont:				
Boissons	91	74	— 18,7	4,4
Céréales	197	162	— 17,8	3,6
Fruits et légumes	131	76	— 42	0,6
Conserves alimentaires	81	78	— 3,7	0,7
Produits laitiers, œufs	119	190	+ 59,7	0,4
Viandes	38	14	— 63,2	0,04
Produits bruts	108	92	— 14,8	10,5
Dont:				
Fibres textiles	116	89	— 23,3	4,3
Produits minéraux	108	98	— 9,3	3,5
Bois brut	68	56	— 17,7	1
Energie, lubrifiants	85	100	+ 17,6	7,1
Combustibles minéraux solides	93	75	— 19,4	2,7
Produits pétroliers, gaz, électricité	77	123	+ 59,7	4,3
Produits manufacturés	111	107	— 3,6	69,9
Dont:				
Sidérurgie	105	84	— 20	16,2
Tracteurs, autos, cycles	116	184	+ 58,6	8,5
Machines	100	108	+ 8	7
Produits chimiques	107	111	+ 3,7	5,9
Produits parachimiques	111	102	— 8,1	2,5
Fils et fils textiles	96	85	— 11,5	3,7
Tissus	107	114	+ 6,5	3,5
Vêtements	96	142	+ 47,9	2,6
Constructions électriques	112	152	+ 35,7	3,4
Ouvrages en métaux (armes exclues)	104	109	+ 4,8	2,1
Cuirs et chaussures	113	114	+ 0,9	1,4
Verrerie, céramique	116	117	+ 0,9	1
Bois manufacturé (meubles exclus)	116	108	— 6,9	0,8
Caoutchouc manufacturé	102	105	+ 2,9	0,8
Papiers, carton	93	115	+ 23,5	0,6
Matériaux de construction manufacturés	118	79	— 33 1	0,4

2° Analyse par zones

Les importations en provenance de la *zone dollar* avaient été particulièrement élevées l'an passé par suite des besoins nés de la fermeture du canal de Suez. Elles ont baissé en valeur d'environ 45 p. 100. La baisse de nos exportations vers les pays de cette zone n'étant inférieure que de 20 p. 100 environ (en francs constants), il en est résulté une amélioration de la balance commerciale « zone dollar » laquelle est traditionnellement très déficitaire. Le pourcentage de couverture, qui était de 35 p. 100 au premier trimestre 1957, est passé à 47 p. 100 au premier trimestre 1958.

Nos échanges avec les *pays membres de l'U. E. P.* (O. E. C. E., zone sterling) se sont également, relativement à la même période de référence, légèrement améliorés; le pourcentage de couverture passant de 72 p. 100 à 76 p. 100. L'amélioration s'est produite dans les échanges de la France avec les pays membres de l'O. E. C. E. (le pourcentage de couverture passe de 80 à 90 p. 100). Nos échanges avec les pays de la zone sterling non rattachés à l'O. E. C. E. restent très déficitaires (le pourcentage de couverture passe pour ces derniers pays de 32 à 28 p. 100).

Nos échanges avec les *autres pays* (bloc oriental et pays d'Amérique du Sud non participants de la zone dollar) ont moins de régularité. Pour la période qui nous intéresse (premier trimestre 1957-premier trimestre 1958), ils se soldent également par une amélioration de notre balance commerciale (passage de 80 p. 100 à 93 p. 100).

Au total, donc, nous enregistrons une amélioration assez générale par rapport au premier trimestre 1957, mais ce trimestre était particulièrement déficitaire (couverture de 64 pour 100). S'il y a donc une amélioration relative, le déficit n'en reste pas moins très important (couverture à 73 p. 100 seulement).

C. — La situation des finances extérieures.

Au cours des cinq premiers mois de l'année, le marché du dollar a été à peu près équilibré. Par contre, le déficit avec l'Union européenne des paiements a été sans cesse croissant. Telles sont les deux données fondamentales de la situation actuelle de nos finances extérieures.

Les chiffres officiels du déficit avec l'U. E. P. n'ont pas une grande signification, car à la fin de chaque mois un ratissage est opéré auprès des intermédiaires agréés. Les chiffres officiels varient en fonction de l'évolution de ce ratissage, qui a pour objet de diminuer le déficit réel à l'U. E. P. Au mois de janvier et de février, à un moment où la trésorerie en devises se présentait de façon satisfaisante, il y a eu un dératissage, c'est-à-dire que les intermédiaires agréés ont pu débloquer une partie des fonds qui avaient été ratissés préalablement.

Le tableau n° 29 donne les chiffres officiels et les chiffres réels du déficit à l'U. E. P.

Tableau n° 29

(En millions de dollars.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
Déficit officiel (après ratissage ou dératissage)	21,3	32,2	56,4	58,3	76
Déficit réel (avant ratissage ou dératissage)	12	23	63	77	(100)

Ces chiffres ne donnent pas encore une vue exacte de l'évolution de notre situation réelle à l'U. E. P., car des dépenses qui auraient dû être payées en unités de compte U. E. P. l'ont été en dollars et n'apparaissent pas dans le déficit.

Quoi qu'il en soit, les chiffres disponibles montrent clairement la dégradation rapide de la situation de nos finances extérieures. Cette dégradation est telle que les crédits internationaux qui nous ont été accordés seront épuisés avant la fin de l'année

CHAPITRE III

DANS UN CLIMAT DE RAPIDE AUGMENTATION DES PRIX, LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS N'A PAS CONNU D'AMELIORATION

Au cours du premier semestre de 1958, les prix ont encore augmenté sous l'impulsion des denrées alimentaires, mais la hausse vive au premier trimestre s'est ralentie au second. Malgré ce fait, les répercussions des hausses précédentes ont été telles que l'échelle mobile du S. M. I. G. a dû être mise trois fois de suite en application.

Dans ces conditions, bien que le mouvement de progression des salaires ait continué sur sa lancée antérieure, c'est-à-dire à un rythme un peu supérieur à 1 p. 100 par mois, le pouvoir d'achat des salariés a encore diminué, tout au moins jusqu'à la fin du premier trimestre.

A. — La hausse des prix.

1° Les prix de gros

Depuis le début de l'année, les prix de gros ont eu tendance à se stabiliser. A 166,4 en janvier, l'indice était resté à peu près au même niveau en avril, 166,2. Il a brusquement augmenté en mai. Mais cette hausse s'explique par un phénomène très particulier, le prix très élevé de la pomme de terre pendant ce mois. Cependant, fin juin, l'indice général fixé vers le sens de la baisse par les produits alimentaires était redescendu à 167,8 contre 171,7 fin mai.

Malgré cette tendance à la stabilisation qui se révèle depuis plusieurs mois, les prix de gros sont à un niveau très supérieur à celui des mois correspondants de l'année précédente et l'écart annuel qui est plus grand au premier trimestre de 1958 qu'au dernier trimestre de 1957 a tendu encore à s'accroître au cours des derniers mois.

Tableau n° 30

Prix de gros (1949 = 100).

	1958					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin. (Provis.)
Indice général	166,4	165,7	166,4	166,2	171,7	167,8
Dont:						
Alimentation	160	157,9	159,9	162	176,3	166,3
Combustibles industriels	179,2	179,1	177,8	174,5	173,5	173,6
Produits industriels	167,9	168,2	168,4	167,1	167	167,1
Matières premières industrielles importées.	154,9	151,9	150,6	146,4	144,3	149
Fruits et légumes frais aux Halles de Paris.	212	198,7	199,5	207	»	»

Tableau n° 31

Prix de gros.

	POURCENTAGE 1958/1957					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Indice général	+ 14,8	+ 14,8	+ 15,9	+ 15,6	+ 17,4	+ 14,7
Dont:						
Alimentation	+ 22,8	+ 23,2	+ 27,2	+ 28,2	+ 34,9	+ 29,1
Combustibles industriels	+ 17,6	+ 16	+ 15	+ 13,2	+ 11,9	+ 8
Produits industriels	+ 8,1	+ 8,2	+ 7,9	+ 6,4	+ 6,2	+ 6,6
Matières premières industrielles importées.	+ 4,2	+ 2,4	— 0,1	— 2,1	— 4,7	»
Fruits et légumes frais aux Halles de Paris.	+ 40,8	+ 43,7	+ 58,1	+ 73,2	»	»

La cause fondamentale de cette hausse de l'indice des prix de gros est l'augmentation des prix de l'alimentation. En mai, les prix des produits alimentaires étaient supérieurs de 35 p. 100 à ceux de 1957, soit plus d'un tiers.

Les prix des fruits et légumes ont été très élevés. En avril, ils étaient supérieurs de 73 p. 100 à ceux du même mois de l'année dernière.

Mais les prix des combustibles industriels qui ont également considérablement augmenté à la fin de l'année dernière ont eu une certaine tendance à diminuer de telle sorte que l'écart avec le mois correspondant de l'année dernière a été ramené de 18 p. 100 en janvier à 12 p. 100 en mai.

Les produits industriels qui avaient eux aussi augmenté sensiblement à la fin de l'année dernière, se sont stabilisés dans les premiers mois de 1958. En mai, par rapport à mai 1957, la hausse n'atteignait que 6 p. 100.

2° Les prix de détail

Alors que les prix de gros ont eu nettement tendance à se stabiliser dans le premier semestre de 1958, il n'en est pas de même pour les prix de détail dont les indices ont encore sensiblement augmenté depuis cinq mois. A la fin de mai, l'indice des 250 articles a augmenté de 7 p. 100 par rapport à décembre.

Tableau n° 32

Prix de détail (indice des 250 articles).
(Indices, base 100: 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

	POURCENTAGE 1958/1957					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Ensemble	+ 14	+ 15	+ 17,2	+ 18,3	+ 18,7	+ 18,6
Dont:						
Aliments-boissons	+ 16,2	+ 11,8	+ 20,7	+ 22,5	+ 23,4	+ 23,4
Habitation	+ 13,6	+ 14,4	+ 15,1	+ 14,9	+ 14,6	+ 13
Hygiène et soins	+ 9,3	+ 9,8	+ 14,9	+ 15,6	+ 14,4	+ 15,8
Transports	+ 12,8	+ 13,9	+ 13,7	+ 13,8	+ 13,5	+ 13,3
Habillement et linge	+ 6,8	+ 5,7	+ 6,6	+ 7,4	+ 7,3	+ 7,3
Distractions et divers	+ 20,5	+ 20,7	+ 24,4	+ 28,4	+ 28,5	+ 28,9
Fruits et légumes	+ 18,6	+ 22	+ 27,4	+ 32	•	•

Tableau n° 33

Prix de détail (indice des 250 articles).
(Indices, base 100: 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

	1958					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin
Ensemble	114,9	116,2	117,7	118,7	118,9	119,4
Dont:						
Aliments-boissons	117,8	119,5	120,5	121,4	122,2	122,7
Habitation	114,3	115,3	116,8	117,9	116,5	116,5
Hygiène et soins	109,4	110,1	115,4	116,1	116,3	116,7
Transports	113,1	114,9	114,8	114,9	115	114,5
Habillement et linge	106,1	106,9	108,1	109,2	109,4	110
Distractions et divers	120,1	120,6	124,4	128,5	128,9	129,3
Fruits et légumes	120,4	122,4	125,6	138,6	•	•

Tableau n° 33 *bis*.

Prix de détail (indice des 179 articles).
(Base 100: juillet 1957.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
Ensemble	109,71	110,47	113,39	112,35	112,00

Les divers éléments de l'indice des 250 articles peuvent être répartis en trois groupes différents selon l'importance des hausses constatées au cours de ces derniers mois.

Les deux groupes qui montrent les plus fortes augmentations sont, bien entendu, le poste de l'alimentation (plus 23,5 p. 100), mais aussi celui des « distractions et divers ». En mai les prix de cette rubrique ont augmenté de 28 p. 100 par rapport à ceux du mois correspondant de l'année précédente.

Trois autres rubriques montrent des hausses de 13 à 25 p. 100. Parmi celles-ci se trouve la rubrique des transports, par suite de hausses de tarifs et celles de l'habitation. Enfin doit être rangé dans ce groupe le poste « hygiène et soins », à cause de l'augmentation très forte des soins médicaux.

Les facteurs de hausse des prix de détail sont donc nombreux et répartis entre les produits agricoles et les services. La seule exception est constituée par le poste « habillement ». Encore faut-il noter que sur ce poste les prix ont tout de même augmenté de 6 p. 100 par rapport à l'année dernière.

B. — La hausse des revenus des salaires.

Au cours des premiers mois de 1958, les revenus des salariés se sont accrus sous la pression de deux facteurs: en premier lieu, la hausse rapide de l'indice des 179 articles, en second lieu, la poursuite du mouvement continu d'augmentation des taux horaires de salaires.

Le S. M. I. G. a été augmenté trois fois depuis le début de l'année, le 1er janvier, le 1er mars, le 1er juin. La nouvelle loi sur l'échelle mobile prévoyait que si l'indice des 179 articles, indice spécial de référence du S. M. I. G. se trouvait pendant deux mois de suite à un niveau supérieur de 2 p. 100 à celui du mois de référence, le S. M. I. G. devait être relevé de la moyenne de l'augmentation de l'indice sur ces deux mois. Depuis le début de 1958, la hausse de l'indice des 179 articles a été telle que la loi a joué pleinement au cours des ces premiers mois de l'année.

De 133,45 F, au 31 décembre 1957, le S. M. I. G. est passé au 1er juin à 149,25 F, soit une hausse de 12 p. 100 en cinq mois.

L'augmentation de l'indice des 179 articles a entraîné en avril la hausse des salaires des mineurs, qui sont liés par le jeu d'une échelle mobile spéciale, dont le seuil de déclenchement est non pas une hausse de 2 p. 100 pendant deux mois consécutifs, mais une hausse de 5 p. 100 en un mois.

Le second facteur d'augmentation des salaires n'est pas d'ordre institutionnel. Il résulte du mouvement continu de pression au sein des entreprises en faveur d'une augmentation des salaires. Cette pression a été considérablement accrue au cours des dernières années par l'état de pénurie de main-d'œuvre qui existait à cette époque. Bien que cet état de pénurie se soit quelque peu relâché au cours des premiers mois de 1958, la pression des salaires est restée de la même nature que dans les mois précédents.

D'après l'enquête du ministère du travail, au 1er avril, la hausse du taux horaire des salaires était de 3,9 p. 100 par rapport au 1er janvier, chiffre exactement comparable à celui du dernier trimestre de 1957 (plus 3,8 p. 100. A cette date du 1er avril, les taux horaires de salaires étaient supérieurs de près de 14 p. 100 à ceux du 1er avril 1957.

L'augmentation des taux de salaires est donc restée très forte; le rythme mensuel est supérieur à 1 p. 100.

Cette augmentation se reflète dans l'évolution du revenu mensuel net des salariés, tel qu'il est calculé par le ministère du travail (1). Dans la zone 0, les revenus mensuel nets ont ainsi évolué:

Tableau n° 34

Revenu mensuel net des salariés dans la zone 0.
(En indice: 1er janvier 1956 = 100.)

	AU 1er AVRIL 1958.	VARIATION PAR RAPPORT	
		Au 1er janvier 1958.	Au 1er avril 1958.
Célibataire	128,4	+ 2,6	+ 12,6
Père de deux enfants	123,8	+ 2,7	+ 11,4
Père de cinq enfants	118,7	+ 1,8	+ 10,6

(1) Le revenu mensuel net des salariés est obtenu à partir des moyennes de salaires horaires, compte tenu de la durée du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation ouvrière à la sécurité sociale, de la surtaxe progressive, de la prime de transport à Paris et des prestations familiales; les salaires horaires retenus représentent une moyenne de salaires des manœuvres et ceux des professionnels.

Dans la zone 0, les revenus mensuels nets du salarié célibataire ont augmenté de 12,5 p. 100. Pour les pères de famille, la progression est plus faible, étant donné l'évolution des prestations familiales. Les accroissements de revenus restent cependant sensibles: 11,5 p. 100 pour le père de deux enfants, 10,5 p. 100 pour le père de cinq enfants.

C. — L'évolution du pouvoir d'achat.

Le tableau n° 35 permet de comparer l'évolution du taux des salaires horaires et des revenus mensuels nets des salariés de la zone 0, d'une part, à l'évolution des indices officiels des prix, d'autre part, ainsi qu'à l'évolution des budgets-types des organisations syndicales et de l'I. O. E.

Cette comparaison est faite sur trois périodes différentes: l'une s'étend sur deux ans et trois mois et remonte au 1er janvier 1956, date admise de référence en ce domaine, l'autre est d'un an, avril 1957 à avril 1958, la dernière enfin porte sur le premier trimestre de cette année.

De l'ensemble de ces comparaisons, il résulte qu'au cours du 1er trimestre de 1958 le pouvoir d'achat ne s'est pas amélioré malgré l'augmentation sensible du taux des salaires. Les prix, d'après l'indice officiel et d'après les principaux budgets-types des organisations syndicales ont augmenté de 4,5 p. 100 à 7 p. 100 pour une augmentation du taux des salaires de 4 p. 100 environ et une augmentation des revenus mensuels nets des salariés comprise entre 1,8 et 2,6 p. 100.

Cette dégradation fait suite à la diminution du pouvoir d'achat qui avait été enregistrée dans le deuxième semestre de l'année dernière, de sorte qu'en un an, bien que les taux de salaires aient augmenté de 14 p. 100 et les revenus mensuels nets de 10,5 à 12,5 p. 100, il s'est établi un écart sensible avec les prix qui est de 5 p. 100 environ avec les indices officiels et de 10 p. 100 avec les budgets-types à l'exception de celui de la C. G. T.

Dans de telles conditions, les gains de pouvoir d'achat que les travailleurs avaient pu enregistrer en 1957 par rapport à janvier 1956 se sont trouvés annulés. Alors que les taux de salaires n'ont progressé que de 23 p. 100, les budgets-types ont augmenté de 30 à 35 p. 100 depuis cette date. On peut s'étonner de ce pourcentage alors que les indices des 213 et 250 articles, eux, n'accusent qu'une hausse de 18 p. 100. Mais une partie de la différence provient de la non-inclusion des fruits et des légumes dans l'indice des 213 articles, ce qui affecte la comparaison entre l'année 1956 et l'année 1957 et de l'usage de la moyenne mobile dans l'indice des 250 articles ce qui fausse la comparaison avec les budgets-types. Si l'on compare les budgets-types aux revenus mensuels nets, il apparaît que la dégradation du pouvoir d'achat est relativement faible pour le célibataire, par contre elle est importante pour le père de cinq enfants.

TABLEAU N° 35

Evolution du pouvoir d'achat depuis 1949.

(En pourcentage.)

	1er AVRIL 1958 / MOYENNE 49	1er AVRIL 1958 / 1er JANVIER 1956	1er AVRIL 1958 / 1er AVRIL 1957	1er AVRIL 1958 / 1er JANVIER 1958
Taux des salaires horaires	× 2,5	+ 23,4	+ 13,8	+ 3,9
Revenus mensuels nets dans la zone 0:				
Célibataire	× 2,7	+ 28,4	+ 12,6	+ 3,6
Père de deux enfants	× 2,4	+ 23,8	+ 11,4	+ 2,7
Père de cinq enfants	× 2,3	+ 17,7	+ 10,6	+ 1,8
Indice des 250 articles (4)	»	»	+ 17,7	+ 4,6
Indice des 213 articles (1) (4)	× 1,7	+ 18,4	+ 17,9	»
Budgets-types:				
C. G. T.-F. O. (1er du mois)	× 2,3	+ 36,6	+ 25,5	+ 7,2
C. G. T. (15 du mois) (4)	»	+ 27,5 (2)	+ 15,8 (3)	+ 3,8 (5)
C. F. T. C. (1er du mois) (indice 1949 = 100)	»	+ 34,6	+ 23,8	+ 7,6
I. O. E. (15 du mois) (4)	»	+ 26,3	+ 21,8	+ 6,3
U. N. A. F. (famille de quatre personnes) (1er du mois)	»	+ 29,8	+ 23,1	+ 4,3

(1) Raccordé à l'indice des 250 articles selon la méthode adoptée par l'I. N. S. E. E.

(2) Du 15 décembre 1955 au 15 avril 1958.

(3) Du 15 janvier 1957 au 15 avril 1958.

(4) Moyenne des deux mois encadrant la date du 1er.

(5) Moyenne: $\frac{\text{15 mars 1958 — 15 avril 1958}}{\text{15 décembre 1957 — 15 janvier 1958}}$

CHAPITRE IV

LES MESURES RESTRICTIVES PRISES EN MATIERE DE BUDGET ET DE CREDIT N'ONT PAS ENCORE FREINE L'EXPANSION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE MAIS LAISSENT PREVOIR UN CHANGEMENT DE TENDANCE POUR LA CONJONCTURE DES PROCHAINS MOIS

Une politique financière rigoureuse a été mise en œuvre depuis plusieurs mois et peu à peu renforcée. Pour les cinq premiers mois de l'année, les recettes budgétaires ont été en équilibre et ont couvert non seulement les dépenses courantes, mais tous les prêts de l'Etat. En d'autres termes, l'« impasse » a été négative indiquant ainsi un super-équilibre budgétaire, provisoire certes, mais non moins remarquable.

En matière de crédit, les mesures prises en 1957 ont été renforcées au mois de février. Il fut décidé en effet de limiter les encours de toute nature, à moyen terme comme à court terme à un montant égal pour chaque banque à la moyenne arithmétique du total de ses encours au 30 septembre et 31 décembre 1957.

L'efficacité de cette décision fut encore accrue au mois d'avril dernier par l'augmentation des taux de pénalisation appliqué par la Banque de France aux escomptes en pension, lorsque ceux-ci dépassent les plafonds de réescompte. En outre, la Banque de France a décidé qu'à partir de la fin du mois de mai, tout dépassement sur les limites autorisées donnerait lieu à une réduction appropriée du plafond de réescompte des banques auprès de l'institut d'émission.

Quels ont été les effets de ces mesures ? C'est ce que nous nous efforcerons de déterminer après avoir étudié l'évolution des dépenses et recettes publiques, d'une part, et l'évolution du crédit, d'autre part.

A. — La politique de rigueur budgétaire.

La situation actuelle des finances publiques est caractérisée par l'équilibre des dépenses et recettes. Mais cette situation favorable n'a pas exclu certaines difficultés de trésorerie.

1° L'équilibre budgétaire du premier semestre de 1958

L'équilibre budgétaire qui s'est établi dès les premiers mois de 1958 n'a pas pour cause une réduction du volume des dépenses publiques. Au contraire, celles-ci ont légèrement augmenté par rapport à la période correspondante de l'année dernière (plus 2,7 p. 100). Cet accroissement global faible masque une augmentation sensible des dépenses civiles qui est de près de 15 p. 100 d'une année sur l'autre. Par contre, les opérations du fonds de développement sont à peu près stables, les dépenses militaires sont en légère régression et le solde débiteur des comptes spéciaux et titre VIII a considérablement diminué : 16 milliards contre 85 milliards pour les quatre premiers mois de 1957 (voir tableau n° 36).

Tableau n° 36

Evolution des dépenses publiques de 1957 à 1958 (quatre premiers mois de l'année).

(En milliards de francs.)

ANNÉES	DÉPENSES totales.	PÉRIODE complémentaire.	DÉPENSES civiles.	DÉPENSES militaires.	DOMMAGES de guerre.	FONDS de développement.	SOLDE débiteur des comptes spéciaux et des titres VIII.
1957...	1.654	269	765	399	56	80	85
1958...	1.699	301	877	387	33	85	16

Mais l'équilibre s'explique par l'accroissement très considérable des ressources fiscales. De 1.281 milliards en 1957, celles-ci sont passées à 1.599 pour les quatre premiers mois de l'année, soit une progression de 25 p. 100. Celle-ci s'explique à la fois par la continuation de l'expansion économique et par la hausse très sensible des prix au premier semestre de l'année.

Le tableau n° 37 montre l'ampleur de l'écart d'une année à l'autre sur le rendement des taxes sur le chiffre d'affaires, taxes uniques et taxes sur les transports de marchandises.

Tableau n° 37

(En milliards.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL
1957.....	94	123	72	80
1958.....	104	(157)	(128)	(113)

N. B. — Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

En définitive, de cette évolution des dépenses et des recettes publiques, un équilibre approximatif est résulté, et pour la première fois depuis de longues années les recettes ont dépassé le total des dépenses et des prêts, de 39 milliards pour les cinq premiers mois de l'année. On peut penser qu'en gros l'équilibre sera assuré pour l'ensemble du premier semestre.

2° Les opérations de la trésorerie

Cet excédent remarquable n'a pas empêché la trésorerie d'avoir certaines difficultés.

A la fin du mois de mai, la situation de la trésorerie était caractérisée par deux faits essentiels : l'absence d'emprunts (moyen et long terme), alors qu'à la même époque en 1957, cette forme d'emprunt avait déjà fourni 88 milliards au Trésor ; l'existence d'un important déficit des opérations des correspondants, alors que l'année dernière les opérations étaient à peu près équilibrées. Les dépôts proprement dits des correspondants accusaient un déficit de 244 milliards contre un excédent de 76 l'année dernière. Cette différence de 320 milliards est énorme. On n'a pas pu trouver d'explication à la partie qui en revient aux postes, télégraphes et téléphones et qui est de l'ordre de 100 milliards. Sur le reste, il s'agit certainement des besoins des « correspondants » touchés directement ou indirectement par la rétraction monétaire.

A ces deux facteurs fondamentaux tous deux défavorables, s'en ajoute un troisième ; alors que les bons sur formules avaient fourni 68 milliards au Trésor dans les cinq premiers mois de 1957, leur rendement n'a été que de 39 milliards en 1958.

Dans ces conditions, bien que les recettes fiscales aient été plus importantes que prévues, le Trésor a dû recourir pour 65 milliards aux avances de la Banque de France.

Tableau n° 38

Opérations du Trésor pendant les cinq premiers mois 1957 et 1958.

EMPLOIS	1957	1958	RESSOURCES	1957	1958
Dépenses budgétaires	1.829	1.967	Recettes fiscales et diverses.....	1.800	2.151
F. D. E. S. et H. L. M.	117	118	« Impasse ».....	269	— 39
Comptes spéciaux du Trésor.....	120	26			
Opérations sur ressources affectées	3	1			
Total	2.069	2.112	Total	2.069	2.112

TABLEAU N° 39

Mode de financement de l'impasse.
(Cinq premiers mois.)

	1957		1958	
Emprunts	+ 88		— 42	
Opérations des correspondants	+ 14		— 155	
Dont:				
Bons du Trésor		— 62		+ 86
Dépôts		+ 76		(2) — 244
Bons du Trésor	+ 82		+ 33	
Dont:				
Secteur bancaire		+ 14		— 6
Bons sur formules		+ 68		+ 39
Avances de la Banque de France	+ 22		+ 65	
Relations avec les instituts d'émission d'outre-mer	+ 19		+ 6	
Dont:				
Bons du Trésor		+ 11		+ 21
Dépôts		+ 8		— 15
Divers	+ 44		+ 54 (1)	
Total	+ 269		— 39	

(1) Dont obligations cautionnées mobilisables: + 29 milliards.
(2) Dont Postes, télégraphes et téléphones: — 111 milliards.

B. — L'évolution du crédit.

Le crédit, au sens large, recouvre toutes les opérations financières entre les divers agents économiques (administrations, entreprises, ménages, extérieur). C'est pourquoi sera étudiée dans une première partie la réalisation de l'équilibre entre les épargnes et les investissements. Les agents ne jouant pas seuls, il importe de considérer, dans une deuxième partie, l'action des autorités monétaires et leur effet pratique. Enfin, la troisième partie cherchera à montrer suivant quel processus s'est réalisé l'équilibre et à analyser ainsi les tensions actuelles qui peuvent résulter des décisions des agents et des autorités monétaires.

1° L'ÉQUILIBRE DU COMPTE CAPITAL

La physionomie du compte global des opérations en capital pour le premier semestre 1958 se distingue des comptes précédents essentiellement par la transformation du déficit des opérations courantes des administrations en un excédent. De façon schématique le compte capital, toujours équilibré *a posteriori*, se présente donc comme suit:

TABLEAU N° 40

EMPLOIS	RESSOURCES
1. Investissements des entreprises privées.	1. Autofinancement des entreprises.
2. Stocks des entreprises privées.	2. Epargne des ménages.
3. Investissements publics.	3. Prêt net de l'extérieur.
	4. Excédent des opérations courantes des administrations.

Au premier semestre 1958, l'évolution du crédit a dû assurer un tel équilibre dont les particularités ont été les suivantes:

Les emplois de capital ont continué à être soutenus;

Parmi les ressources l'épargne des ménages a diminué; par contre l'autofinancement des entreprises et l'excédent courant de l'Etat ont substantiellement augmenté.

Dans la situation actuelle les quatre grandes catégories d'agents fournissent donc des ressources pour financer les investissements et les stocks. Pour chacun de ces agents les ressources en question sont le résidu d'un flux de revenus (+) et d'un flux de dépenses (—).

a) Pour l'Etat la situation est particulièrement nette puisque les recettes budgétaires l'emportent pour les cinq premiers mois de l'année sur l'ensemble des dépenses du budget et du Trésor (investissements compris). Non seulement le solde du compte d'opérations courantes ne peut donc être que positif, mais encore il fait plus que balancer le poste « investissements publics ».

b) Le prêt net de l'extérieur, c'est-à-dire le déficit du commerce et des finances extérieures, s'il a diminué par rapport à l'année dernière, n'en reste pas moins important et il a un effet bénéfique du point de vue des finances intérieures, puisqu'il contribue à financer nos investissements; ceci ne doit pas faire oublier les graves conséquences de l'épuisement de nos réserves.

c) La poursuite de l'expansion a permis aux *entreprises* de bénéficier d'un volume croissant de ventes, tandis que la hausse des prix tant industriels qu'agricoles a dépassé en moyenne la hausse des salaires. Les *ressources d'autofinancement* ont donc certainement contribué massivement au développement des investissements au cours du premier semestre. Ceci est particulièrement net dans le cas de l'agriculture.

Rappelons que 40 p. 100 des investissements des entreprises industrielles sont faits par les entreprises nationalisées; si leurs projets initiaux ont été diminués, il n'en reste pas moins que l'augmentation prévue pour 1958 par rapport à 1957 est très substantielle, ainsi que le montre le tableau suivant:

TABLEAU N° 41

Investissements (1) *des entreprises du secteur public.*
(En milliards de francs.)

	1957	1958	POURCENTAGE de variation 1958/1957.
Electricité de France	183	221	+ 22
Gaz de France	39	58	+ 49
Charbonnages	56	59	+ 5
S. N. C. F.	48	54	+ 13
Autres (2)	151	211	+ 40
Total	477	603	+ 26

(1) Travaux neufs seulement, à l'exclusion des dépenses de gros entretien.
(2) Energie atomique, recherches pétrolières, gaz de Lacq, C. N. R., P. T. T., Air France.

Quant aux investissements des autres entreprises leur augmentation en 1958 par rapport à 1957 a été chiffrée par les chefs d'entreprise eux-mêmes lorsqu'ils ont été interrogés par l'I. N. S. E. E. en mars 1958 à 15 p. 100 en valeur et 5 p. 100 en volume. Ces pronostics se révèlent une fois de plus légèrement pessimistes, les derniers indices connus en ce qui concerne la production des biens d'équipement montrent qu'en fait la cadence des investissements des entreprises ne s'est pas ralentie. La tendance des stocks pendant cette période a été la stabilité pour les matières premières, une légère augmentation pour les produits fabriqués.

d) *Les ménages* non plus n'ont pas ralenti leurs investissements sous forme de construction de logements; le léger tassement des demandes n'a pas encore affecté l'activité de l'industrie du bâtiment. L'épargne des ménages a cependant diminué car, si la hausse des salaires et des profits a accru leurs revenus, la hausse des prix a amputé leur épargne, du fait de la progression en valeur de leurs dépenses et malgré la légère diminution en volume de leur consommation (tout au moins en ce qui concerne les salariés). L'appréciation statistique de cette épargne est très difficile; cependant, la somme des encaisses et des placements (bien que des entreprises également conservent leurs liquidités sous cette forme) peut en donner une idée approximative.

TABLEAU N° 42

	1957				1958
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
Encaisses	— 65	+ 181	+ 203	+ 230	— 141
Placements	+ 454	+ 210	+ 167	+ 286	+ 372
Total	+ 389	+ 391	+ 370	+ 516	+ 231

Il s'agit là d'une contraction sans précédent. Le fait le plus frappant est la diminution des encaisses. Peut-être celles-ci sont-elles moins désirées; on ne peut cependant nier l'action des autorités monétaires devant une diminution d'une telle ampleur.

2° L'ACTION DES AUTORITÉS MONÉTAIRES ET LEUR EFFET

Les mesures prises par le Conseil national du crédit au début de 1958 sont en effet très sévères ; elles ont été énumérées plus haut. Elles sont beaucoup plus sévères que les mesures prises en 1957 car elles portent sur l'encours des crédits et non sur l'une seulement des sources de liquidité des banques (l'expérience du deuxième semestre de 1957 ayant démontré que l'abaissement des plafonds de réescompte n'avait pas empêché les banques de s'approvisionner en liquidités par le canal de l'Etat et, dans une moindre mesure, de l'étranger). Dès le mois de janvier 1958 la Banque de France a fortement diminué (— 174 milliards) son concours aux banques. Son action a été moins massive ensuite car les banques elles-mêmes réduisaient leur portefeuilles d'effets.

TABLEAU N° 43

Financement des crédits à l'économie.

	1958				QUATRE premiers mois.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	
Par les banques...	+ 52	— 13	— 93	+ 19	— 5
Par la Banque de France	— 174	+ 37	+ 41	— 20	— 116
Total	— 122	+ 24	— 52	+ 29	— 121

La diminution de l'encours des crédits pendant les quatre premiers mois est manifeste lorsqu'on la compare à l'augmentation normale pendant les quatre premiers mois des années précédentes.

TABLEAU N° 44

	1955	1956	1957	1958
Par les banques.....	+ 80	+ 29	+ 137	— 5
Par la Banque de France.....	+ 8	+ 29	+ 33	— 116

Les organismes spécialisés (caisse des dépôts, Crédit foncier, etc.) ont dû financer un montant accru d'effets à moyen terme du fait de la Banque de France qui en finance de moins en moins, surtout depuis février. Ceci explique en partie les difficultés actuelles du Trésor, qui, malgré un budget excédentaire, est obligé de faire face aux importants retraits de ses correspondants.

Le Trésor a bénéficié des concours de la Banque de France (sous ses diverses formes), en janvier, mais n'en a pas profité depuis. Par contre, le portefeuille d'effets publics des banques n'a pratiquement pas bougé (+ 4 milliards seulement pendant les quatre premiers mois) ; le Trésor souffre ainsi de la politique de déflation de la monnaie scripturale du fait du jeu du plancher des 25 p. 100. Enfin, les réserves d'or et de devises auraient peu diminué pendant les quatre premiers mois, d'après les apparences du bilan de la Banque de France. Les contreparties des disponibilités monétaires et des dépôts à terme se présentent donc ainsi :

TABLEAU N° 45

Contrepartie des disponibilités monétaires et des dépôts à terme. (En milliards.)

	EN MONTANT AU					EN VARIATION pour les quatre premiers mois.			
	31 décembre 1956.	30 juin 1957.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	30 avril 1958.	1955.	1956.	1957.	1958.
Créances sur l'étranger (or et devises).	373	143	80	— 31	— 40	+ 125	— 59	— 165	— 9
Créances sur l'Etat.....	2.414	2.670	2.909	3.013	3.110	— 115	+ 88	+ 44	+ 97
Crédits à l'économie.....	4.024	4.254	4.291	4.577	4.456	+ 88	+ 58	+ 170	— 121
Totaux	6.817	7.056	7.244	7.559	7.526	+ 98	+ 93	+ 49	— 33

La masse monétaire a ainsi diminué d'une centaine de milliards au cours des quatre premiers mois de 1958. Cette diminution a surtout affecté les dépôts en février-mars. Le montant des billets en circulation a légèrement augmenté, mais le total se trouve toujours inférieur au maximum atteint fin juillet et fin septembre 1957 (3.303 milliards).

TABLEAU N° 46

Evolution de la masse monétaire. (En milliards.)

	EN MONTANT AU					EN VARIATION pour les quatre premiers mois.			
	31 décembre 1956.	30 juin 1957.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	30 avril 1958.	1955.	1956.	1957.	1958.
Billets en circulation.....	3.114	3.206	3.303	3.268	3.295	+ 28	+ 33	+ 12	+ 27
Dépôts à vue.....	3.404	3.434	3.538	3.809	3.684	+ 42	+ 115	— 45	— 125
Dont :									
Dépôts dans les banques.....	2.669	2.632	2.753	2.967	2.871	+ 20	+ 97	— 32	— 96
Aux C. C. P.	597	653	615	666	674	+ 13	+ 24	— 5	+ 8
Total des disponibilités monétaires	6.585	6.709	6.912	7.152	7.053	+ 79	+ 150	— 33	— 99
Dépôts à terme.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 6	+ 16	+ 117	+ 50
Disponibilités monétaires + dépôts à terme	.....	.....	.....	.....	.....	+ 85	+ 166	+ 84	— 49

3° LA RÉALISATION DE L'ÉQUILIBRE ET LES TENSIONS

L'équilibre du compte capital pour le premier semestre 1958 s'est en définitive établi à un niveau élevé d'investissements (au sens large, c'est-à-dire stocks compris) malgré la faible contribution de l'épargne des ménages. Les épargnes des administrations et de l'extérieur ont certes relayé l'épargne des ménages. Le financement semble cependant avoir été assuré en grande partie par « l'épargne forcée monétaire », autrement dit par un transfert de l'épargne volontaire des ménages aux ressources d'autofinancement des entreprises (rappelons que cette distinction ménages-entreprises, satisfaisante pour

l'esprit, s'efface dans le cas de la France pour 25 p. 100 des chefs de ménage qui sont en même temps chefs d'entreprise — peut-être vaudrait-il mieux parler ici de salariés au lieu de ménages). Ce transfert s'opère toujours en période de hausse des prix; il est plus accusé lorsqu'il s'agit d'une hausse des prix alimentaires (ou agricoles) comme cela a été le cas au premier semestre. L'augmentation des dépenss des ménages est en effet supérieure à l'augmentation de leurs revenus, ce qui a réduit leur épargne, tandis que l'augmentation des revenus des agriculteurs et des commerçants a augmenté leurs ressources d'autofinancement.

Ces nouvelles ressources ne sont pas restées sous forme d'encaisses ou de placements mais ont été immédiatement investies, comme le montre le fort courant d'achats de l'agriculture en machines pendant ces derniers mois.

Force est donc de constater que la politique de déflation budgétaire et monétaire n'a pas encore réussi à atteindre ses objectifs puisque l'équilibre du premier semestre s'est réalisé à un niveau très élevé d'investissements au prix d'un prêt net important de l'extérieur. Le décalage est long entre les mesures globales de politique économique et leur effet pratique. La suppression de l'impasse (pour le premier semestre) et la diminution de la masse monétaire ne déterminent un ralentissement des revenus qu'après un long circuit, et dans ce circuit sont interposées les décisions des différents agents qui ne se modifient pas immédiatement. Ceci explique la rigidité de la demande.

En ce qui concerne l'Etat des décisions ont effectivement été prises, mais il faut dire que non seulement les répercussions de la stabilisation du volume des dépenses sont lentes à se diffuser, mais encore que la suppression de l'impasse a été obtenue principalement par une augmentation considérable du rendement des impôts (de l'ordre de 20 p. 100 par rapport au premier semestre 1957), ce qui a pour effet de reporter le problème de la décision sur les contribuables (ménages ou entreprises). Or il faut bien constater que, tout au moins jusqu'à ces dernières semaines, les *chefs d'entreprise* n'ont pas perdu leur mentalité expansionniste, et ceci est fondamental comme le prouve *a contrario* l'exemple de la récession américaine. Certes la tenue des cours en bourse a été très défavorable ces derniers mois, mais le climat boursier ne paraît pas être, en France du moins, un bon indicateur du climat général (il faut tenir compte de plus de l'effet de réajustement après la hausse anormale des huit premiers mois de 1957). La demande d'investissements de la part des entreprises ne se ralentit pas car les investissements les plus importants sont le fait des entreprises nationalisées qui exécutent des plans à long terme dans les secteurs de base, ou de grosses entreprises privées qui jouent la carte du Marché commun et ne peuvent donc se permettre de ralentir leur effort. Quant aux *ménages* nous avons vu plus haut qu'ils avaient plus tendance à ralentir leur épargne que leurs dépenses (à part quelques achats de biens durables et semi-durables mais ceci reste limité). La demande des ménages en ce qui concerne la construction a tendance à baisser, mais cela n'a pratiquement pas d'effet sur les investissements effectifs en logements car là aussi le décalage est long entre la décision et la réalisation, la demande se situant encore au-dessus de la capacité de production.

Enfin le *commerce extérieur* échappe encore plus à l'influence des décisions, limitées en ce qui concerne les importations par le souci de l'expansion et les soucis diplomatiques et pour les exportations par les longs délais que suppose la mise en œuvre d'une politique en cette matière et les répercussions indirectes de la récession américaine.

La politique de déflation monétaire n'aura-t-elle donc pas d'effets ? Il faut reconnaître que jusqu'à présent du moins la contraction des encaisses semble assez bien supportée. Il est intéressant de ce point de vue d'essayer de poursuivre, très approximativement bien sûr, l'analyse développée dans la première partie du rapport de l'indice $\frac{\text{masse monétaire}}{\text{transactions}}$:

TABLEAU N° 47

	PRIX	PRODUCTION en volume.	TRANSACTIONS	MASSE monétaire.	MASSE monétaire / Transactions.
Fin 1957	100	100	100	100	100
Début juin 1958...	106	104	110	99	89

Ainsi la masse monétaire rapportée aux transactions aurait diminué de 11 p. 100 en cinq mois. Ceci correspond à un rythme annuel de l'ordre de — 25 p. 100. Or si l'on excepte les années d'après-guerre caractérisées par un relèvement « anormal » des transactions (prix et volume), on constate que les deux seules périodes pendant lesquelles cet indice a diminué sont l'année 1950 et l'année 1951, l'ordre de grandeur de la diminution étant d'environ 12 p. 100 pour 1950 et 5 p. 100 pour 1951. Il est vrai qu'il subsiste un montant important d'encaisses oisives, la masse monétaire rapportée aux transactions étant actuellement environ à l'indice 111 en prenant pour base 100 son minimum fin 1951. Ce qui semble inquiétant n'est pas tellement le montant insuffisant des encaisses réelles que le rythme de leur diminution.

CONCLUSION

L'évolution de l'économie française au premier semestre de 1958 s'est déroulée sous le signe d'un apparent paradoxe. S'opposant à la fois à l'hésitation de l'économie mondiale et à une déflation monétaire très sérieuse, la production industrielle a continué son essor et le déficit du commerce extérieur s'est maintenu.

La contradiction n'est qu'apparente. Le lien entre les économies de différents pays, comme le lien entre la production et la quantité de monnaie en circulation, ne sont pas rigides et leur action n'est nullement instantanée.

Cependant, le premier semestre s'est signalé par deux autres caractéristiques, aussi importantes pour le proche avenir.

La première est le super-équilibre budgétaire. Involontaire dans une telle ampleur, ignoré de l'opinion, en raison de sa précarité éventuelle dans un pays en évolution politique rapide, cet équilibre a été la cause directe de la raréfaction monétaire dont il a également modelé les conséquences: c'est par les canaux obscurs des correspondants du Trésor que l'économie a trouvé les moyens d'assurer une liquidité minimum, mettant ainsi paradoxalement le Trésor en difficulté!

La seconde caractéristique est celle de la hausse des prix. La hausse de 1957, due essentiellement à une rareté des produits alimentaires, s'est prolongée pendant les trois premiers mois, puis semble arrêtée au seuil de l'eté. Mais cet arrêt des prix — qui ne saurait être remis en question pour des raisons purement monétaires — a profondément affecté en un an la distribution des divers revenus. Tous, certes, ont été affectés par le retour à l'équilibre, mais dans des proportions diverses.

⁂

A la fin de juin 1958, le problème principal n'est plus celui de lutter contre l'inflation si l'on entend par ce terme, comme l'étymologie y convie, un excès de signe monétaire. Il pourrait être encore celui de la hausse des prix si l'on se réfère à l'exemple de 1951. Il y a toujours dans les prix un élément psychologique qui peut faire jouer vers la hausse une situation techniquement déflationniste et, bien que cela soit peu à craindre en France, faire évoluer vers la baisse une situation inflationniste. Mais à la longue, l'équilibre se rétablit.

Aussi le premier semestre de 1958 apporte dans le domaine monétaire une amélioration certaine. Certains pensent que l'on est même allé trop loin. L'incertitude de l'avenir et particulièrement du budget de la deuxième moitié de l'année ne permet pas une telle conclusion sur les seuls éléments connus en juin. Certes, certaines activités ont déjà été freinées: bâtiment, appareils électro-ménagers, industrie aéronautique, mais les impacts actuels sont fort différents suivant les domaines: l'activité du bâtiment se commande à deux ans, celle des appareils domestiques à six mois. C'est pourquoi la seule conclusion valable que l'on puisse tirer dans cet ordre d'idées de l'évolution de l'activité au milieu de 1958 est que l'on a dépassé l'optimum dans certains domaines. Il est impossible de situer l'optimum d'ensemble sans faire d'hypothèses sur la politique économique de la dernière moitié de l'année, pour laquelle des paris sont en train d'être pris.

Par contre, il est un domaine où l'effort doit continuer avec la même intensité: c'est l'exportation. Il ne faudrait surtout pas croire que la déflation du premier semestre a résolu les problèmes du commerce extérieur, qui sont, en partie, spécifiques. Les liens entre la pression de la demande interne et l'exportation sont assez lâches: l'évolution récente du commerce extérieur et de la monnaie l'a montré, car si, en juin 1958, la réduction du déficit du commerce extérieur n'est encore qu'un espoir, le ralentissement du rythme de l'expansion est déjà plus qu'une crainte.

ANNEXE

au rapport présenté par M. Jacques Dumontier, au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE MONDIALE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1958

L'activité économique décroît en général (car il est des exceptions) et du fait même de ces exceptions, les distorsions de rythme entre pays et groupes de pays tendent à s'accentuer. On étudiera successivement l'évolution de l'activité économique dans les pays étrangers et les principales conséquences que cette évolution a entraînées.

I. — L'évolution de l'activité économique dans les principaux pays du monde.

Le fléchissement (ou la moindre progression) d'activité est le cas le plus fréquent. Ce sont les États-Unis et l'Europe occidentale qui seront retenus car ils constituent les deux exemples les plus importants.

A. — Etats-Unis

Les signes de stagnation économique, qui s'inscrivaient dans de nombreux indices au cours du second semestre 1957, se sont confirmés et même aggravés jusqu'à la mi-mai 1958, époque à partir de laquelle on enregistre une certaine amélioration de la conjoncture dans quelques secteurs.

On peut donc distinguer, approximativement, deux phases dans l'évolution de l'économie américaine au cours du premier semestre 1958:

1° Une phase d'aggravation particulièrement rapide à partir d'octobre 1957, succédant à la légère reprise de septembre (le début de l'année présentant déjà une stagnation, voire même un léger recul);

2° Des signes d'amélioration à partir de mai 1958.

a) *Phase d'aggravation de la conjoncture.*

L'indice de la production industrielle s'est encore contracté, atteignant 126 en avril (contre 143 en avril 1957).

La sidérurgie ne travaille qu'à 48 p. 100 de sa capacité théorique de production (contre 55 p. 100 en décembre 1957, et 77 p. 100 en septembre 1957).

L'industrie automobile a réduit son activité au niveau le plus bas depuis 1948: la production n'a atteint que 316.500 voitures contre 548.700 en avril 1957, et le stock de voitures invendues s'élève à 835.000.

La construction résidentielle est tombée à 880.000 (cadence annuelle) en mars contre 933.000 en mars 1957. La cadence annuelle de la construction résidentielle est à peine les deux tiers de celle de l'année 1955, période la plus favorable pour cette branche.

L'industrie du pétrole est en stagnation.

Le recul (ou la stagnation) constaté dans ces trois branches d'activité est important en raison de ses répercussions sur la production sidérurgique; le bâtiment absorbe en période normale 20 p. 100 de la production d'acier, l'automobile 19 p. 100, le pétrole 10 p. 100, soit au total près de la moitié de la production globale.

Le chômage s'accroît, le taux de chômage passait de 5,2 p. 100 de la main-d'œuvre totale en décembre à 7 p. 100 en mars (la « cote d'alerte » généralement admise par les économistes est de 6 p. 100).

La contraction de la masse salariale est d'environ 8 milliards de dollars en six mois: il est vrai que ce recul se trouve en partie amorti par les allocations de chômage (3 milliards de dollars) qui contribuent à maintenir partiellement le pouvoir d'achat.

En mars, on enregistre un accroissement considérable des *comptes d'épargne*, les consommateurs espérant une baisse des prix en raison du climat récessionnel qui s'accentue depuis plusieurs mois.

Les commandes de machines-outils au cours des quatre premiers mois sont inférieures à près de 50 p. 100 à celles de la même période de 1957.

Les dépenses en biens durables pour le premier trimestre 1957 ont été inférieures d'environ 10 p. 100 à celles du trimestre homologue de 1957.

Cependant, le *coût de la vie* continue à progresser lentement chaque mois (un demi p. 100 par mois en moyenne). Deux facteurs expliquent en partie cette progression en contradiction avec le climat de récession.

La hausse des prix agricoles: les prix de parité se sont relevés de 82 p. 100 en janvier à 87 p. 100 en mars, et les prix des produits agricoles se répercutent sur les prix des produits alimentaires et, par suite, sur l'indice du coût de la vie.

Le poste des services dans l'indice est resté insensible à la récession et a continué de progresser sous l'influence des hausses de salaire (échelle mobile). Or, les transports et services occupent plus de 50 p. 100 de la main-d'œuvre salariée.

Par ailleurs, *les dépenses courantes* en biens non durables ne se sont réduites que de 2 p. 100 environ, la contraction portant essentiellement sur les biens durables et le logement, si bien que l'indice du coût de la vie n'a pas subi le contrecoup de la récession: il devrait même continuer une lente progression.

Pour lutter contre la récession, la réserve fédérale a ramené successivement son taux d'escompte en mars 1958, de 2,75 p. 100 à 2,25 p. 100, puis de 2,25 p. 100 à 1,75 p. 100 en avril, réduisant simultanément la marge d'encaisse légale des banques commerciales. Ces mesures successives, cependant ne semblent devoir être que de peu d'efficacité; en effet, si la consommation de biens courants demeure — on l'a vu — à un niveau satisfaisant, les *plans d'investissements* des grandes industries prévoient un ralentissement qui devra se produire jusqu'en 1961, alors que la masse des salaires se contracte. Par ailleurs, les *grands travaux* prévus par le Gouvernement n'auront pas d'effets immédiats. D'autres mesures, comme les *allégements fiscaux*, rencontrent l'opposition de l'administration dont les prévisions fiscales se sont trouvées en défaut (perte de 1 milliard de dollars pour l'année fiscale 1957-1958); l'impôt sur les sociétés (1) accuserait de son côté une moins-value de près de 3 milliards de dollars: soit au total une rentrée de recettes inférieure de 4 milliards de dollars aux prévisions.

(1) Pour le premier trimestre 1958, 800 sociétés ont annoncé des recettes nettes en recul de 32 p. 100 en moyenne; les reculs les plus sensibles intéressent notamment : l'acier, l'automobile, les pétroles, l'aluminium, l'industrie des pneumatiques.

Le comportement de l'économie américaine au cours de la récession actuelle (dont on note les premiers signes à partir de 1957) présente un caractère original qui contraste avec celui de la période 1953-1954. En effet, au cours de cette précédente récession, on avait constaté, en résumé:

— une augmentation de la consommation;
— un accroissement de l'endettement;
— une stabilisation des investissements productifs;
— une réduction des impôts;
— une stabilisation du coût de la vie.

Au cours de la récession actuelle, on enregistre un schéma qui apparaît comme le « négatif » du précédent:

— une stabilisation de la consommation;
— une diminution de l'endettement;
— une réduction des investissements productifs;
— pas de réduction d'impôts;
— une hausse lente du coût de la vie.

La récession de 1953-1954 apparaît comme une séquelle du conflit coréen, et est due à plusieurs causes, dont la principale semble être la réduction considérable des dépenses militaires et la reconversion des industries correspondantes: le produit national n'a que faiblement diminué, les prix sont stables, les disponibilités monétaires des particuliers encore considérables (jointes à des réductions d'impôts). Aussi, un relâchement de crédit devait-il amener une reprise rapide des investissements productifs en fin 1954, avec réduction du chômage, et des distorsions importantes (notamment accroissement exagéré de la construction automobile), tandis que les facilités de crédits à la consommation devaient accélérer le processus. La grève des aciéries, en 1956, n'a été qu'un accident qui n'a pas freiné la progression, mais plutôt assaini le marché de l'acier.

Cependant, la hausse du coût des investissements (en pleine expansion) devait contraindre le Gouvernement à prendre, dès fin 1955, puis en 1956, des mesures restrictives de crédits en vue de freiner une capacité de production tendant à devenir manifestement exagérée en face d'un marché de plus en plus saturé dans certains domaines, et où croissait l'endettement des consommateurs. Le chômage commence à augmenter pour dépasser de plus de 2 millions le chiffre maximum de 1953-1954, le revenu national décroît dans un climat de hausse du coût de la vie (dû notamment à la hausse des produits agricoles et au développement exagéré des services depuis 1953); les consommateurs, par ailleurs, ont tendance à épargner et restreignent leurs achats. Il semble qu'il y ait bien amorce de « récession » et non pas simple « palier » comme en 1953-1954.

b) *Les signes d'amélioration.*

A partir de la mi-mai, on constate quelques indices d'amélioration de la conjoncture: mais il est difficile de dire si le « fond de la récession » a été atteint ou s'il ne s'agit simplement que d'une reprise « technique » due notamment à un mouvement important de réduction des stocks. Sur ce point, les économistes ne sont pas d'accord: néanmoins, malgré certains signes favorables, la situation n'en reste pas moins préoccupante.

Si l'indice ajusté de la *production industrielle* de mai marque un très faible progrès (0,8 p. 100 sur celui d'avril), le recul est encore de l'ordre de 12 p. 100 par rapport au niveau de l'automne 1957. Les *prix de gros* sont en palier (avec une très légère tendance à la baisse), le *coût de la vie* continue à monter lentement. La diminution sensible de la *durée moyenne du travail* (5 p. 100 environ) a plus que compensé la hausse du salaire horaire moyen (3,6 p. 100 d'avril 1957 à avril 1958), de sorte que malgré l'extension des allocations de chômage, le revenu disponible (impôts déduits) a fléchi de 3,2 milliards de dollars (taux annuel) du quatrième trimestre 1957 au premier trimestre 1958. Pendant le même temps, le produit national s'est abaissé de 18 milliards de dollars (taux annuel).

En dehors de la légère reprise de la production industrielle, les signes favorables sont encore très modestes; diminution des stocks d'automobiles neuves; du chômage (4,9 millions de chômeurs en mai, au lieu de 5,1 en avril, mais il y a une variation saisonnière); amélioration des ventes au détail, des nouvelles commandes, de l'indice des valeurs industrielles Dow Jones; amélioration de la *construction de logements* qui enregistre en mai pour la première fois depuis janvier, une cadence dépassant le million par an (en raison, principalement, des facilités de crédit accordées par le Gouvernement). Enfin, résorption des stocks de produits pétroliers et de certaines marchandises; amélioration de la production d'acier en pourcentage de la capacité: 47,8 p. 100 au 3 mai; 56,4 p. 100 au 24 mai; 62,4 p. 100 au 7 juin.

Cette augmentation de la production d'acier est due principalement à la cadence très rapide du déstockage, de la reprise du bâtiment et des commandes d'acier pour les nouvelles voitures; enfin l'éventualité d'une hausse du prix de l'acier n'est pas étrangère à des achats spéculatifs. Mais des signes moins favorables persistent — *la diminution des commandes de machines-outils;* au cours du mois de mai, les commandes (22 millions de dollars) sont en recul de 4 p. 100 sur avril; de 25 p. 100 par rapport à mars et de 47 p. 100 par rapport à mai 1957. Pour les cinq premiers mois de 1958, elles sont inférieures de 60 p. 100 aux commandes de la période analogue de 1957.

Il y a donc quelques éléments d'appréciation encourageants: s'ils se prolongent quelques semaines, il pourra en être conclu que le fond de la récession a été atteint, à moins de rechute imprévue. Ce serait, déjà, un premier résultat; il resterait à savoir si la reprise serait lente à venir, et si elle serait faible ou vigoureuse.

Il ne faut pas oublier, en effet, malgré les petites améliorations récentes, que la situation de fond n'est pas assainie. L'Amérique, actuellement souffre d'un excès de la capacité de production, cette production devant être freinée pour ne pas trop distancer la consommation. Le rapport production-capacité exprimé en pourcentage, et relatif aux industries manufacturières, est en effet passé de 100 en 1956 à 86 en 1957; et l'on s'attend à ce qu'il soit de 77 seulement en 1958: soit une inutilisation de l'ordre du quart.

Et la consommation elle-même — à moins de choc psychologique, ou de réformes de structure développant le pouvoir d'achat de certaines classes sociales — ne paraît pas disposée à s'accroître d'une manière substantielle. Toutes les ressources du marketing, de la publicité ont déjà été utilisées. D'autre part, certains économistes se demandent s'il n'y a pas une modification dans le goût des consommateurs, qui rechercheraient moins, à présent, les dépenses ostentatoires. Cela peut changer; cependant on n'en voit encore aucun signe.

Les prix montent sans excès, mais ils montent, ce qui entraîne une inflation des coûts qui tend à se répercuter de proche en proche. Les restrictions de crédit décidées par les autorités monétaires ont entravé surtout la marche des moyennes et petites entreprises, ce qui a largement contribué au marasme des affaires.

La menace la plus sérieuse, peut-être, réside dans la réduction des investissements prévue par les industriels. L'effet dynamique « multiplicateur », de la formation de capital est un phénomène connu depuis longtemps; mais il joue dans les deux sens et quand les investissements fléchissent, l'économie a plus de mal à repartir.

Or, ils sont en baisse. La plus récente enquête de la firme Mc Graw Hill spécialisée dans ce genre d'études et dont l'audience est large dans les milieux d'affaires, fait état des prévisions suivantes, jusqu'en 1961 pour l'ensemble des entreprises: 38,4 milliards de dollars en 1957 (dépenses réelles), 34 en 1958; 31,3 en 1959; 30,6 en 1960 et 29,7 en 1961 (soit une diminution atteignant finalement 23 p. 100). Et pour les entreprises manufacturières seules, le recul est plus accentué encore: de 13,6 milliards de dollars en 1957 à 11 en 1958 et 9,1 pour chacune des années 1959, 1960 et 1961: la diminution prévue est de 33 p. 100.

B. — Europe occidentale

La récession se fait également sentir, mais dans une mesure moindre qu'aux Etats-Unis: il n'y a que ralentissement d'activité et non recul.

POURCENTAGE DE VARIATION DANS LES PAYS DE L'O. E. C. E.

3e trim. 1957 / 3e trim. 1956 = + 4	4e trim. 1957 / 4e trim. 1956 = + 4	1er trim. 1958 / 1er trim. 1957 = + 2

Les pays de la Communauté économique européenne sont d'ailleurs dans une situation sensiblement meilleure (l'influence de la France, dont le cas sera examiné plus loin, étant notable).

POURCENTAGE DE VARIATION DANS LES PAYS DE LA C. E. E.

$\frac{3^e \text{ trim. } 1957}{3^e \text{ trim. } 1956} = +4$	$\frac{4^e \text{ trim. } 1957}{4^e \text{ trim. } 1956} = +5$	$\frac{1^{er} \text{ trim. } 1958}{1^{er} \text{ trim. } 1957} = +3{,}5$

On sait que ce sont les difficultés de payements internationaux et les mesures déflationnistes qui sont à l'origine du ralentissement de l'activité de l'Europe de l'Ouest.

Un rythme de production maintenu ou même accéléré se constate néanmoins dans certains cas. Au sein même de l'Europe occidentale, *la France* continue sa progression au taux moyen de 8 à 10 p. 100 par an (l'influence des opérations d'Algérie, cadence maintenue des importations grâce à des crédits étrangers...).

C. — Europe orientale

En *U. R. S. S.*, ainsi qu'en *Europe orientale*, l'expansion se poursuit. En Union soviétique, notamment, le premier trimestre est en hausse de 11 p. 100 sur celui de 1957 (soit 4 p. 100 de plus que ce qui avait été prévu au plan).

Mais cette progression de l'Europe orientale risque d'être freinée à bref délai par la récession de l'Europe occidentale; en effet, Allemagne orientale, Pologne et Tchécoslovaquie exportent notablement vers les pays de l'Ouest (Pologne: un tiers de ses exportations).

II. — Conséquences de l'évolution économique dans le monde au cours du premier semestre de 1958.

La situation est donc encore peu brillante. Ce ralentissement à peu près général n'a pas été sans influer sur le reste du monde, non pas par le biais d'une diminution des importations américaines (ce sont les exportations qui sont en baisse), mais par le fléchissement du cours de nombreuses matières premières.

La capacité de production de celles-ci, en effet, avait été activement poussée au cours de la phase d'expansion mondiale de ces dernières années dans l'attente de nouveaux progrès de la consommation. De plus (pour certaines d'entre elles), les nouvelles idées qui ont cours quant à la consommation des stocks stratégiques conduisent à trouver ceux-ci surabondants. Double motif pour lequel l'offre de produits de base tend, actuellement, à excéder la demande d'où un fléchissement de la plupart des cours mondiaux de ceux-ci.

Certaines hausses sont certes constatées, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires, dont l'orientation générale de quelques cours semble modifiée: en avril 1958, et par rapport à la moyenne du deuxième trimestre 1956, on constate une augmentation de 2 p. 100 sur le sucre, 12 p. 100 sur certaines viandes, 70 p. 100 sur le cacao. Mais le café est en baisse de 9 p. 100 et le beurre de 33 p. 100.

Quant aux produits industriels, et entre les mêmes dates, si l'étain et le coton ont peu varié (quoique en baisse), les cours du caoutchouc ont fléchi de 12 p. 100, ceux de la laine de 19 p. 100, du plomb de 36 p. 100, et du cuivre de 46 p. 100.

La moyenne d'ensemble de cette tendance s'inscrit dans les cours mondiaux. Pour 100 au premier trimestre de 1957, l'indice de prix des exportations mondiales de produits de base a reculé à 95 au premier trimestre 1958 (il s'agit d'une moyenne; certaines diminutions atteignent 15 p. 100).

Or, les pays producteurs de matières premières font partie, pour une forte proportion, des « régions sous-développées » du monde. Ils ressentent d'autant plus gravement ces variations des cours que, d'une part, leurs recettes d'exportation jouent un rôle primordial dans leur budget, et, d'autre part, ils sont obligés d'importer d'Amérique et d'Europe les produits fabriqués indispensables à leur équipement: produits fabriqués qui, eux, ont une valeur moyenne plutôt en hausse. L'indice des prix des exportations mondiales de produits manufacturés a, en effet, monté de 4 p. 100 du 1er trimestre 1956 au 1er trimestre 1957, et encore de 1 p. 100 du 1er trimestre 1957 au premier trimestre 1958.

L'évolution « en ciseaux » des deux séries précédentes, dans un sens actuellement très préjudiciable aux pays « primaires », retarde leur expansion. Malgré un certain développement des crédits internationaux, ils sont donc contraints de diminuer leurs importations en provenance d'Amérique ou d'Europe, ce qui risque d'aggraver la récession de l'une et l'autre. Les échanges internationaux se réduisent et un processus cumulatif de contraction se décèle. Mais il n'est encore qu'amorcé.

Il semble qu'il ne pourra être mis fin à cette tendance défavorable que par des mesures d'ensemble. La conscience est de plus en plus nette, d'ailleurs, de la dépendance croissante des différentes parties du monde entre elles. La récession américaine (et européenne) n'est pas justiciable des seuls remèdes américains: l'Amérique et l'Europe, pour vivre, doivent importer du reste du monde, ce reste du monde qui, lui, doit s'équiper pour une large part en Amérique et en Europe. Un immense contrat de fait lie donc les deux partenaires. Sans vouloir nier les difficultés, qui restent grandes, il est permis d'espérer qu'ils finiront par s'entendre, sur la base du respect de leurs mutuels et légitimes intérêts.

II. — PREVISIONS ECONOMIQUES POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE 1958 ET POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. André Malterre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

CHAPITRE Ier. — *Réalisation des prévisions du Conseil sur l'évolution économique au cours du premier semestre de 1958.*

I. — Les prévisions de prix.
II. — Les prévisions en matière de commerce extérieur.
III. — Les prévisions de production.

CHAPITRE II. — *Prévisions pour le deuxième semestre de 1958.*

I. — Prévisions en matière de prix.
II. — Prévisions en matière de commerce extérieur.
III. — Les prévisions de production.

CHAPITRE III. — *Politique économique à suivre à court et à moyen terme.*

I. — Politique économique à court terme.
A. — La politique de stabilisation des prix.
B. — Politique du commerce et des finances extérieures.
C. — La politique financière.
II. — Politique économique à moyen et à long terme.

CONCLUSION

INTRODUCTION

La loi du 20 mars 1951 fait une obligation au Conseil économique de présenter chaque semestre un rapport sur l'état du revenu national et sur les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production.

Cette année, comme les années précédentes, selon une tradition établie depuis juin 1955, la commission de la conjoncture économique et du revenu national a décidé d'établir deux rapports: l'un attribué à M. Dumontier procède à une analyse détaillée de la situation actuelle de l'économie française et de son évolution passée; l'autre confié à M. Malterre, partant de cette analyse, a pour objet de prévoir l'évolution de la conjoncture au second semestre de 1958 et de suggérer les grandes lignes d'une politique économique propre à assurer à terme le redressement de l'économie française.

C'est donc dans le présent rapport que seront étudiées les prévisions pour le second semestre et la politique économique à suivre. Auparavant et conformément à la tradition de ce rapport, un premier chapitre sera consacré à la comparaison des prévisions faites dans le précédent rapport pour le 1er semestre de 1958 et de la réalité économique telle qu'elle apparaît actuellement.

Le second chapitre traitera ensuite des prévisions et le troisième de la politique économique.

CHAPITRE Ier

REALISATION DES PREVISIONS DU CONSEIL SUR L'EVOLUTION ECONOMIQUE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1958

Dans son rapport du mois de décembre 1957, comme dans les rapports précédents, le Conseil avait défini les grandes lignes de la politique économique et financière qu'il estimait nécessaire que le gouvernement suivit dans le premier semestre de 1958.

C'est en fonction d'une application stricte des diverses mesures proposées, que le Conseil économique avait présenté des prévisions sur l'évolution des éléments fondamentaux de la vie économique au cours des six mois suivants. Les prévisions étaient donc étroitement liées à la réalisation de la politique proposée et elles ne restaient valables que dans la mesure où le gouvernement suivait les avis du Conseil.

Avant d'étudier les conditions dans lesquelles ces prévisions se sont réalisées, il est nécessaire d'examiner quelles ont été les grandes lignes de la politique économique et financière des pouvoirs publics depuis le début de l'année, et de les comparer aux mesures proposées par le Conseil.

Celui-ci, dans son avis, déclarait que « le rétablissement de l'équilibre économique, tant interne qu'externe, de la France, ne pouvait être assuré sans recourir à des mesures générales de lutte contre l'inflation ». A cet égard, l'avis du Conseil a été suivi et des mesures d'ensemble de lutte contre l'inflation ont été prises. Ainsi que M. Dumontier l'a exposé dans son rapport, l'impasse a été nulle pour les cinq premiers mois de l'année et la Trésorerie a même enregistré un léger excédent. La politique budgétaire se trouve donc dans la ligne de l'avis du Conseil.

En matière de crédit, le Conseil estimait que des restrictions étaient devenues inévitables. La politique restrictive du crédit a été renforcée dès le début de l'année et elle a constitué incontestablement l'un des éléments essentiels de lutte contre l'inflation dans les derniers mois.

Ainsi, sur ce plan, l'avis du Conseil a été suivi dans une certaine mesure. Par contre, en matière de commerce extérieur, le Conseil économique demandait que « les actions ayant trait au commerce extérieur recommandées dans son avis du 27 novembre 1957 soient rapidement appliquées ». Or, en ce domaine, il apparaît que les différentes propositions du Conseil n'ont pas toutes été retenues et surtout que l'évolution des exportations n'a pas été celle qui avait été prévue, pour des raisons d'ailleurs en large partie indépendantes de la volonté des pouvoirs publics.

Cette distorsion entre la politique générale de lutte contre l'inflation et l'évolution du commerce extérieur explique que si les prévisions du Conseil en matière de prix paraissent proches de se réaliser, par contre les prévisions dans le domaine du commerce extérieur et, dans une moindre mesure, les prévisions de production s'écartent de l'évolution prévue.

I. — Les prévisions de prix.

Le Conseil déclarait dans son avis que « la poussée des prix pourrait être freinée et une stabilisation envisagée dans un avenir assez proche ».

Le rapport de M. Dumontier a montré que la progression des indices des prix s'est nettement ralentie au cours du premier semestre de cette année.

L'indice des prix de gros est resté stable de janvier à avril. En mai, il montre une hausse sensible, mais celle-ci est due à l'action d'un phénomène très particulier: une augmentation très importante du prix de la pomme de terre par suite de mauvaises conditions météorologiques. Sinon, dans son ensemble, l'indice des prix de gros est resté stable.

Il n'en a pas été de même, sans doute, pour l'indice des prix de détail. Celui-ci a encore augmenté de 7 p. 100 en cinq mois, de janvier à mai. Mais cette hausse correspond à un rythme mensuel nettement moins rapide que celui enregistré dans le deuxième semestre de 1957.

Cette tendance à la stabilisation qui paraît maintenant proche de se réaliser aurait été plus accentuée encore si les conditions météorologiques avaient été plus favorables, notamment en ce qui concerne les fruits et légumes, dont les prix ont été, cette année, de 20 à 30 p. 100 plus élevés que ceux de l'année dernière.

Quoi qu'il en soit, et bien que la montée des prix ait été encore sensible en ce premier semestre et plus forte que la hausse des salaires, il est incontestable que l'allure générale des prix a été différente de celle observée dans le deuxième semestre de 1957.

II. — Les prévisions en matière de commerce extérieur.

Dans le rapport économique constituant l'exposé des motifs de la loi de finances, le gouvernement avait présenté des prévisions d'exportation en hausse de 5 p. 100 en valeur sur la moyenne de 1957. Les prévisions avaient pour fondement la volonté du Gouvernement de promouvoir les exportations grâce à un certain nombre de mesures en faveur de celles-ci. Ces prévisions ont été reprises, tant dans le rapport sur le commerce extérieur présenté par M. Bye que dans le rapport de conjoncture que nous avons présenté à la fin de l'année dernière.

Afin de favoriser le progrès des exportations, un certain nombre de mesures complémentaires avaient été présentées par M. Bye et rappelées dans l'avis de conjoncture. Il apparaît que l'ensemble de la politique d'exportation ainsi préconisée par le Conseil n'a pas été suivie.

Ceci explique sans doute, en partie, l'effort insuffisant qui a été réalisé en matière d'exportation. Mais ce n'est certainement pas là le facteur essentiel. En fait, ces exportations ont largement souffert de la prolongation et de l'extension de la récession internationale. Cette situation s'est traduite par une réduction très sensible de nos exportations d'acier et une baisse des exportations de nombreux produits manufacturés, qui n'ont pu être entièrement compensées par la hausse spectaculaire des exportations d'automobiles. A ces facteurs défavorables, est venu s'ajouter le fait que les exportations agricoles ont été concentrées à la fin de l'année dernière, de sorte que la balance commerciale n'en a pas bénéficié cette année.

Ainsi, au lieu d'être supérieures de 5 p 100 à celles de l'année dernière, les exportations sont de 5 p. 100 inférieures.

Malgré cette évolution défavorable des exportations, les importations sont restées, en valeur, à peu près stables par rapport à l'année dernière. En volume, les indices montrent une réduction de 5 p. 100 et des réductions sensibles sont enregistrées pour le premier trimestre sur les importations de fibres textiles de bois brut, de caoutchouc. Mais les importations d'énergie et de produits minéraux sont restées stables.

Dans ces conditions, la balance commerciale n'a été couverte qu'à 70 p. 100 en moyenne dans les cinq premiers mois de l'année et en mai le pourcentage de couverture est l'un des plus faibles qui ait été enregistré depuis 1957. Les réserves en devises ont été épuisées à un rythme plus rapide qu'il n'avait été prévu.

Ainsi les espoirs de redressement de la balance commerciale et de la balance des comptes n'ont pas été réalisés.

III. — Les prévisions de production.

Le rapport de conjoncture de décembre dernier déclarait : « La production industrielle ne peut continuer à croître au taux de 10 p. 100... que dans la mesure où l'on dispose des devises nécessaires pour acheter à l'étranger les matières premières destinées à alimenter cette expansion.

« Cette hypothèse est à peu près hors de question à moins toutefois que, disposant de devises étrangères sous forme de prêts, nous les utilisions uniquement à maintenir la situation actuelle sans essayer de revenir à un état d'équilibre ».

Cette hypothèse, que le Conseil avait rejetée comme n'assurant pas la reconstitution d'un minimum d'encaisse en devises, s'est en fait réalisée. Malgré des exportations plus faibles que prévu, les programmes d'importations ont été appliqués et l'économie française n'a pas manqué, dans l'ensemble, des matières premières et des ressources en énergie qui lui étaient nécessaires.

A cet apport régulier d'approvisionnement nouveau s'ajoutaient les stocks existants; ceci explique dans une large mesure que la production industrielle ait continué à s'accroître sensiblement pendant les premiers mois de l'année: + 9 p. 100 en janvier, + 11 p. 100 en février, + 10,5 p. 100 en mars, + 11 p. 100 en avril.

La production n'a donc pas été freinée par la voie du commerce extérieur et ce n'est que peu à peu que l'effet des mesures générales de lutte contre l'inflation s'est fait sentir au stade de la production. Jusqu'à maintenant, cette politique anti-inflationniste a eu pour conséquence un relâchement de la pression de la demande. Mais ce n'est que dans quelques secteurs (appareils électro-ménagers, textiles) que ce relâchement a été tel qu'il a conduit à des baisses de production ou tout au moins à une diminution du rythme de progression.

A l'heure actuelle, on assiste à une diminution beaucoup plus générale des carnets de commandes.

Toutefois, cet effet de la politique économique et financière n'est encore que diffus. Il y a donc un décalage de quelques mois entre les prévisions du Conseil et la réalité.

⁂

Ainsi, à la fin de ce premier semestre de 1958, il apparaît que l'évolution économique des six premiers mois de l'année est en grande partie une pure et simple reconduction de la situation de 1957: haut niveau de production, fort déficit extérieur.

CHAPITRE II

PREVISIONS POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE 1958

Il est toujours délicat de faire des prévisions économiques. Mais, cette année, la tâche est encore plus ingrate qu'à l'ordinaire en raison de l'importance des facteurs politiques et aussi parce que, pour la première fois depuis plusieurs années, un certain nombre d'éléments laissent prévoir un changement possible de la tendance économique.

Dans de telles circonstances, il est toujours nécessaire de faire abstraction des réactions sentimentales; aussi la commission s'est-elle efforcée de procéder à une analyse minutieuse et objective des différents facteurs de nature à permettre des prévisions aussi scientifiques que possible en ce qui concerne le deuxième semestre de l'année 1958.

Dans cette analyse des perspectives d'évolution de l'activité économique dans les prochains mois, la commission a pris pour base les prévisions faites au mois d'avril dernier par la commission des comptes et des budgets économiques de la nation. Certaines sont dès maintenant dépassées par la modification très rapide des faits économiques ainsi que des comportements psychologiques. Certains des chiffres et certaines des conclusions proposés par cette commission seront donc rectifiés pour tenir compte des facteurs intervenus depuis la fin de ses travaux.

Traditionnellement, trois domaines sont successivement explorés: celui des prix, celui des perspectives en matière de commerce extérieur et, enfin, les prévisions ayant trait à la production.

I. — Prévisions en matière de prix.

Pour la première fois depuis plus de deux ans, les prévisions en matière de prix sont moins pessimistes. En effet, il existe un certain nombre de facteurs favorables. La hausse des prix était due à une double pression: celle des coûts de production et celle de la demande.

Or un certain nombre de facteurs qui ont pesé successivements sur les coûts, à savoir les augmentations du cours des matières premières et des frets, celles des salaires, des impôts, des agios bancaires et enfin les incidences dues à l'opération 20 p. 100 ont été absorbées, en quasi-totalité, dans les prix de vente.

Quant à la demande interne, il y a quelques mois la pression était telle qu'elle dépassait l'offre et provoquait une montée constante des prix. Toutefois le relâchement de cette pression est très net dans de nombreux secteurs de la vie industrielle, notamment de ceux qui intéressent directement le consommateur tels que ceux de la laine, de la chaussure, de la maroquinerie, des appareils électroménagers, des appareils de cuisine et de chauffage domestique ainsi que de l'essence.

Il est donc certain que du fait même de cette nouvelle tendance, les entreprises, même si elles en ont le désir, auront beaucoup moins de possibilités de répercuter sur leurs prix de vente les éléments d'élévation des prix de revient. Il faut également tenir compte des données psychologiques constituées par le retour de la confiance dans la valeur de la monnaie.

Certes, il s'agit là d'un phénomène très récent, mais il n'en demeure pas moins que dans la mesure où il se manifeste les particuliers et les entreprises ont beaucoup moins tendance à croire à une hausse rapide des prix, qui modifie leur comportement surtout dans une période où l'argent se fait plus rare, par suite des mesures prises par l'institut d'émission.

A cet ensemble de circonstances favorables, en ce qui concerne la stabilité des prix, s'ajoutent les perspectives d'une récolte agricole satisfaisante de nature à assurer un large approvisionnement du marché.

Si l'on se souvient que, dans le passé, à plusieurs reprises, l'élévation des prix agricoles a joué le rôle de prix pilotes, il convient de mesurer l'importance dans les circonstances présentes d'une bonne récolte. Toutes les prévisions qui ont été faites par les experts vont dans ce sens, à condition toutefois que cessent les pluies véritablement exceptionnelles que nous subissons dans la région parisienne et dans le Nord de la France car elles pourraient compromettre la récolte de blé.

Il faut reconnaître que si l'évolution des prix des produits laitiers et des principaux légumes se présente sous un jour favorable, il convient de faire quelques réserves en ce qui concerne certains fruits pour lesquels la récolte est mauvaise. Seules les pommes et les poires y échapperaient Il faut également redouter que la récolte du vin, tout en étant satisfaisante, ne permette pas une détente sensible sur ce marché, car la plupart des stocks sont actuellement très faibles et auront tendance à se reconstituer.

En ce qui concerne la viande, l'on constate un accroissement du cheptel et il est possible, qu'en raison de l'abondance de l'herbe, une légère détente ait lieu sur les prix au début de l'automne, pour des raisons saisonnières. Toutefois, il ne faut pas se faire trop d'illusions dans ce domaine et la viande restera encore chère pendant plusieurs mois.

Ce serait, du reste, une grave erreur de ne voir que le bon côté des choses et de considérer que la stabilisation est assurée. En réalité, il existe un certain nombre d'obstacles à surmonter. Dans le domaine des prix industriels, celui du prix du charbon est extrêmement complexe. En effet, la direction générale des Charbonnages de France demande à être autorisée à procéder à une augmentation du prix du charbon de l'ordre de 7 à 9 p. 100. Il est hors de doute que si une telle augmentation était consentie, elle aurait une répercussion sur les produits essentiels à l'industrie, tels que l'acier et les produits transformés.

De plus, il ne faudrait pas sous-estimer les effets psychologiques d'une fixation en hausse du prix d'un produit venant d'une industrie nationalisée.

Il faut reconnaître que le problème n'est pas facile; en effet, les Charbonnages de France ont dû subir un certain nombre d'augmentations qui ne sont pas toutes de leur fait, et en définitive, cette indutrie nationalisée se trouve enfermée dans le dilemme suivant: ou suivre les directives du plan et accroître la production, ce qui, en vertu de la loi des rendements décroissants, augmente le coût de production moyen, ou restreindre la production, ce qui permettrait des prix de revient plus bas, mais sur le plan national amènerait la France à importer du charbon venant de l'étranger ou à utiliser d'autres sources d'énergie payables également en devises fortes.

Pour le moment le Gouvernement vient de décider de refuser toute hausse du prix du charbon, au moins jusqu'au mois d'octobre.

Le problème n'est pas simple non plus en ce qui concerne l'application des différents textes législatifs et réglementaires prévoyant l'indexation des prix agricoles, ce qu'il est convenu d'appeler « les prix d'objectif ». Il n'appartient pas à la commission de discuter le bien-fondé de ces lois, mais il faut constater que le jeu des échelles mobiles entraînerait une hausse sensible d'un certain nombre de produits agricoles importants tels que le blé, le lait, la betterave; par hausse sensible, il faut entendre des augmentation qui pourraient se situer, selon les produits, entre 10 et 20 p. 100. Malheureusement, de telles augmentations seraient de nature aussi à compromettre la stabilité recherchée.

En définitive, une occasion s'offre à la France de stabiliser les prix. Mais il faut savoir saisir cette chance, ce qui dépendra de la politique qui sera suivie par le Gouvernement, non pas simplement en matière de prix, mais, d'une manière plus générale, dans le domaine des finances extérieures, du budget et du crédit.

II. — Prévisions en matière de commerce extérieur.

La seconde partie des prévisions de la commission porte sur les perspectives en matière de commerce extérieur. Il faut reconnaître que celles-ci restent sombres. Au début de l'année, le Gouvernement alors au pouvoir avait prévu une augmentation de nos exportations de 5 p. 100 en valeur; malheureusement ces pronostics ne se sont par réalisés par suite notamment de la mauvaise conjoncture internationale. Les prévisions du mois d'avril, établies par la commission des comptes de la nation, laissaient encore espérer au moins une stabilité des valeurs des exportations de 1958 par rapport à celles de 1957. Cette stabilité correspondait à une hausse de 5 p. 100 en valeur, compte tenu de l'évolution des prix.

En définitive, c'est au contraire une baisse de 5 p. 100 des exportations qui a eu lieu.

Peut-on espérer, dans les prochains mois, un accroissement rapide des exportations ? Pour les exportations agricoles, il faudra attendre la fin de l'année pour enregistrer une augmentation sensible par rapport au premier semestre. A cette date, il est possible d'espérer un relèvement de ces exportations, qui sera fonction de l'importance des récoltes. En matière industrielle, il convient d'être prudent. En effet, les exportations sont constituées en parts relativement égales, d'un côté de demi-produits, d'un autre côté de produits finis.

En ce qui concerne les demi-produits, et notamment tout ce qui gravite autour de l'industrie sidérurgique, leur exportation dépend essentiellement de la demande internationale. Or, il semble douteux que celle-ci puisse augmenter rapidement au cours des prochains mois, bien qu'il y ait quelques symptomes qui permettent d'espérer une certaine amélioration dans des pays comme la Belgique ou comme l'Allemagne.

En ce qui concerne les exportations de produits finis, il est permis d'être un peu plus optimiste. C'est un fait acquis que l'exportation de l'automobile française s'est accrue dans des proportions considérables au cours des derniers mois et que le rythme des ventes à l'étranger continue à être satisfaisant. Il faut toutefois tenir compte des mesures possibles de protection sur certains marchés et également du fait que l'élévation récente de nos prix risque d'handicaper nos ventes à l'extérieur pour un certain nombre de produits finis.

Il semble donc malheureusement exclu d'assister à un redressement de la balance commerciale qui serait dû essentiellement au développement des exportations au cours du second semestre de l'année 1958.

L'idée vient donc tout naturellement de se demander si les perspectives en matière d'importation ne seraient pas plus favorables. En réalité, il ne faut pas perdre de vue que les diminutions d'importations ne dépendent pas uniquement de notre propre volonté et qu'au surplus elles se trouvent limitées pour une autre raison.

En premier lieu, la France est liée par un certain nombre d'engagement internationaux qui vont des traités bilatéraux

de commerce aux engagements multilatéraux pris à l'égard de l'O. E. C. E. ou de nos partenaires du traité de Rome, et qui empêchent la France de réduire certaines importations qu'elle ne juge pas indispensables. Si elle le faisait, elle courrait le risque de s'attirer des mesures de représailles qui annihileraient les effets favorables sur notre balance commerciale d'une diminution d'importations non essentielles.

Dans le même cadre de préoccupations, il ne faut pas perdre de vue qu'aussi bien vis-à-vis de l'O. E. C. E. que de nos partenaires du Marché commun, la France s'est engagée à procéder à un certain nombre de libérations des échanges, voire même de diminutions de droits de douane dont elle ne pourra indéfiniment reporter les échéances, à moins de s'orienter vers une politique autarcique, avec tous les risques et les inconvénients que cela peut comporter. Il est rappelé pour mémoire que le Gouvernement français a été amené à reporter un des engagements qu'il avait pris vis-à-vis de l' O. E. C. E. de libérer à nouveau un certain nombre de produits au mois de juin — décision qui illustre les difficultés auxquelles la France se heurte dans ce domaine.

En second lieu, même si nous faisions table rase de nos engagements internationaux, de fortes coupures dans les importations de matières premières et d'énergie compromettraient la marche de l'économie française. Dans l'état actuel des choses, la France n'est pas un pays qui puisse s'accommoder de l'autarcie, à moins d'une forte réduction du niveau de vie. Il ne faut pas oublier que 70 p. 100 des produits importés représentent l'énergie et les matières premières, ce qui revient à dire qu'à partir du moment où certaines limites sont dépassées, le fait de réduire les importations conduit immanquablement à un ralentissement de l'activité dans le domaine industriel, voire même dans le domaine agricole, puisque sous la pression des pouvoirs publics l'agriculture française s'est fortement motorisée.

Sans doute, le Gouvernement précédent a décidé de supprimer le contingent de devises allouées aux Français allant à l'étranger pour des raisons touristiques. Cette mesure avait, du reste, été préconisée par le Conseil économique au mois de juillet 1957. Il est vraisemblable qu'elle sera maintenue, avec des facilités en faveur des agences de tourisme. Elle aura pour effet d'éviter qu'une fois de plus la balance touristique de la France soit déficitaire, mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'importance du gain effectué.

Il résulte de cet ensemble de considérations que la plupart des éléments prévisibles sont défavorables et que, malgré une amélioration probablement saisonnière au cours du deuxième semestre de l'année 1958 et surtout au cours du dernier trimestre, ces six mois seront encore mauvais pour notre commerce extérieur.

Il n'en va pas de même heureusement de nos perspectives en matière de balance des payements. Celle-ci tient compte, en effet, des mouvements de capitaux.

Depuis la Libération, ceux-ci se font dans le sens zone franc-étranger, alors qu'il est peut-être possible de renverser ce mouvement si le climat de confiance que fait entrevoir la réussite de l'emprunt actuellement en cours se consolide. On assisterait alors à une tendance inverse qui se traduirait, en ce qui concerne les capitaux flottants, par un double phénomène: d'une part les entreprises seront moins tentées de payer, parfois par avance, ou au comptant, les importations auxquelles elles procèdent; d'autre part, les maisons exportatrices seront moins tentées de laisser le plus longtemps possible le produit de leurs exportations à l'étranger, voire même de s'efforcer de ne pas en rapatrier l'intégralité.

Il est très difficile d'avoir une idée du total des sommes que représente ce double phénomène au point de vue trésorerie. Mais, d'après les experts, elles seraient relativement importantes. Déjà le mouvement s'est amorcé, aussi bien dans les rapports avec la zone dollar, qui est excédentaire pour le mois de juin, qu'avec l'U. E. P., où le déficit, qui atteignait réellement 115 millions de dollars, ne devait être que de 30 millions de dollars en juin (compte non tenu du reversement de 9 millions de dollars au groupement de la laine).

De plus, des mesures ont été prises pour permettre aux Français détenteurs d'or et de devises de réintégrer ceux-ci dans le circuit économique, soit en souscrivant à l'emprunt 3 1/2 p. 100 actuellement en cours, soit au moyen d'une déclaration anonyme, sans encourir de pénalités fiscales, ni payer la taxe de légitimation de 25 p. 100. Il est permis d'espérer, si l'on en juge par le fait que l'emprunt a drainé déjà 90 tonnes d'or (1), que l'effet recherché sera atteint.

(1) A la date du 2 juillet.

Reconnnaissons également que les restrictions de crédit jouent un peu dans le même sens en obligeant certaines entreprises à se faire des disponibilités en mobilisant des avoirs placés à l'étranger.

Enfin, d'une façon plus générale, la stabilité politique, si elle se confirme, allant de pair avec une stabilité des prix, pourrait amplifier le courant, que l'on perçoit depuis quelques mois, de possibles investissements étrangers en France ou dans l'Union française.

Ce retour de capitaux expatriés et cet apport de capitaux nouveaux ne résoudront pas nos difficultés mais devront nous donner le temps d'y faire face.

III. — Les prévisions de production.

Les prévisions de la commission des comptes et des budgets économiques de la Nation étaient les suivantes en avril:

TABLEAU N° 1
(Indices de base: 100 en 1957.)

DÉSIGNATION	INDICES
Produits agricoles	105
Produits alimentaires	100
Produits énergétiques	105
Produits industriels	105
Travaux de bâtiment et de génie civil	101
Transports et services	102
Ensemble	103,5

Ces prévisions reposaient sur les hypothèses suivantes:

La production dont les perspectives ont été un moment incertaines à la fin de 1957, semble devoir en 1958 faire des progrès sensibles dans de larges secteurs. Elle est soutenue par une demande qui reste dans l'ensemble élevée. De plus, les chefs d'entreprise, libérés dans une large mesure de leurs soucis d'approvisionnement grâce aux prêts de devises obtenus en début d'année, demeurent fortement orientés vers l'expansion.

Toutefois, le maintien du revenu réel des ménages à son niveau de l'an dernier et le renchérissement important des denrées alimentaires, conduisent à prévoir une progression limitée de la demande intérieure de biens de consommation et — compte tenu des difficultés d'accroissement des exportations et des possibilités de déstockage au niveau du commerce — à n'en prévoir aucune dans la production des secteurs correspondants.

Ces prévisions sont difficiles à apprécier à ce stade de l'année, c'est-à-dire après un semestre seulement. Elles sont présentées en effet en termes de moyennes annuelles en rapport à la moyenne annuelle de 1957. Elles ne permettent donc pas de suivre l'évolution mois par mois, comme il serait nécessaire de le faire. Il semble cependant que dans l'ensemble, les réalisations du premier semestre sont analogues à celles qu'impliqueraient ces prévisions annuelles.

Mais quelle sera l'évolution des prochains mois ?

Dans le domaine agricole, ainsi que nous l'avons dit plus haut dans la partie consacrée à l'évolution des prix, les prévisions sont assez bonnes dans l'ensemble. On peut estimer que la récolte de blé pourrait être de l'ordre de 105 à 110 millions de quintaux; toutefois la qualité de ce blé pourra être mise en péril si les pluies actuelles devaient se prolonger. L'accroissement probable du cheptel bovin devrait se poursuivre en raison de l'abondance de l'herbe, ce qui pour les mêmes raisons, est favorable à l'accroissement de la production laitière ainsi que de celle des beurres et des fromages.

Les récoltes de légumes semblent également s'annoncer sous un jour favorable ainsi que celles de fruits, comme les pommes et les poires; malheureusement, il n'en va pas de même pour les fruits d'été tels que les abricots et les prunes.

La récolte du vin, qui revêt une grande importance cette année, semble être convenable sans plus; toutefois des surprises agréables peuvent nous être réservées si le mois d'août devait être favorable à la vigne et compensait le mois de juin qui fut médiocre au point de vue climatique. Enfin, l'on peut espérer également que la production betteravière sera satisfaisante.

Dans l'ensemble, on peut actuellement s'attendre, sinon à un accroissement de la production agricole par rapport à 1957, au moins à des résultats voisins.

Dans le domaine industriel il ne semble pas, au moins dans ce second semestre 1958, que l'accroissement de notre production doive se heurter à des limites physiques. La pénurie de main-d'œuvre non qualifiée a cessé d'exister. Les importations restent suffisantes pour que le développement de la production française ne soit pas arrêté. L'affaire de Suez a, du reste, apporté la preuve des facultés d'adaptation de l'industrie française.

Dans le domaine de la demande, il est nécessaire d'être plus circonspect. Celle-ci, qui dépassait largement l'offre, s'est réduite sous l'effet conjugué du retour au moins temporaire à l'équilibre budgétaire, des restrictions de crédit et de la hausse des prix. Ce retour à un équilibre relatif entre l'offre d'une part et la demande d'autre part, ne va pas sans susciter un certain nombre de difficultés dans des secteurs déterminés. Il ne s'est pas opéré en effet, d'une façon identique. Le secteur des biens d'investissement n'est pas atteint à l'heure actuelle, et l'on peut supposer que, dans la mesure où les entreprises trouveront les moyens nécessaires de financement, elles poursuivront leur effort d'équipement en vue notamment de l'entrée de la France dans le Marché commun. Toutefois, la réduction des commandes de matériel et des programmes d'investissement des administrations peut ralentir le rythme d'expansion de certains équipements au cours du deuxième semestre.

Le secteur des biens de consommation est plus sensible, d'une manière générale, à la diminution de la demande. L'industrie textile, et plus particulièrement celle de la laine, enregistrent une diminution sensible de leur carnet de commande allant jusqu'à provoquer des réductions d'heures de travail.

Mais c'est la branche des biens de consommation durables, à à l'exception de l'automobile, qui a le plus ressenti le poids des mesures fiscales et de restriction du crédit à la consommation. Le ralentissement de l'activité est particulièrement net pour les produits électroménagers, les vélomoteurs et les scooters. La dépression succède au boom et se traduit par des diminutions sensibles des horaires de travail et la fermeture d'entreprises.

D'une manière générale, à l'exception des cas particuliers indiqués ci-dessus, l'on constate un retour à la normale par suite de l'annulation de commandes de précaution, la diminution des délais de livraison et la nécessité retrouvée de solliciter le client.

La crainte que l'on peut avoir est d'assister au début du quatrième trimestre à un conjoncture d'éléments déflationnistes susceptibles de susciter une stagnation, à savoir: les effets des mesures, du reste nécessaires, de lutte contre l'inflation (si elles ne font pas l'objet d'une adaptation à des circonstances nouvelles de la conjoncture internationale si la crise américaine s'accentuait) et des diminutions d'importations.

Quelle conclusion peut-on formuler ?

L'évolution de la conjoncture internationale ne dépend pas de nous, mais il est permis d'espérer, compte tenu des derniers renseignements en provenance des U. S. A., d'Allemagne et de Belgique, qu'une crise généralisée est écartée et que le monde s'oriente vers une stabilisation. L'approvisionnement du marché intérieur et la politique financière dépendent, dans une certaine mesure, de la France. Il s'agit d'évoluer dans un chenal étroit entre le Charybde de l'inflation, dont notre pays s'est quelque peu éloigné, et le Scylla de la déflation dont il s'est au contraire rapproché. La continuation de l'expansion, à un rythme modéré, reste donc possible. Cela dépendra surtout de l'habileté du nautonier.

Dans le troisième chapitre consacré à la politique économique la commission va s'efforcer de l'éclairer.

CHAPITRE III

POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE A COURT ET A MOYEN TERME

I. — Politique économique à court terme.

La politique économique que doit suivre la France dans le court terme est déterminée par les circonstances. Deux facteurs dominent la conjoncture: la possibilité de stabiliser les prix, le retour à la confiance. Il faut jouer résolument ces deux cartes, qui du reste s'étayent l'une l'autre puisque dans la mesure où la confiance revient, il est plus aisé de stabiliser les prix et dans la mesure où ceux-ci se stabilisent, la confiance se trouve consolidée.

A. — La politique de stabilisation des prix

Si l'on veut bien analyser successivement ces différents éléments d'un plan à court terme, on s'aperçoit que le but premier de la politique économique française doit être la stabilisation des prix. Celle-ci est nécessaire sur le double domaine économique et social. Sur le plan économique, la stabilité des prix, si elle n'est pas par elle même une condition suffisante du développement de nos exportations, en constitue une condition nécessaire. L'expérience a montré que tous les artifices, toutes les aides que l'on pouvait imaginer pour faciliter les exportations françaises, étaient inopérants si les prix français devaient continuer à s'élever plus rapidement que les prix étrangers.

Sur le plan social, la preuve aura été faite une fois de plus, notamment au cours de la période qui s'est écoulée entre le mois de juillet 1957 et le mois de juillet 1958, qu'en période d'inflation la montée des prix s'effectuait à une cadence plus rapide que celle des salaires. Aussi n'est-il pas surprenant que le pouvoir d'achat des salariés se soit amenuisé depuis un an. La hausse des prix et des salaires a cessé d'être parallèle à partir du moment où la France s'est trouvée dans l'impossibilité de financer le surplus d'importation nécessaire pour faire face à la demande, en prélevant sur ses avoirs en or et en devises.

Afin de rétablir le pouvoir d'achat des salariés, il est donc nécessaire de mettre fin au cycle infernal prix-salaires-monnaie. C'est en partant d'un état d'équilibre que le pouvoir d'achat pourra être progressivement restauré dans une première étape, puis amélioré dans une seconde. Certains commissaires se demandent toutefois si le maintien des prix au niveau actuel pourra être réalisé. Certes, il ne suffit pas d'affirmer la volonté de stabiliser les prix, il faut prendre des mesures en conséquence.

L'expérience des dernières années a montré la limite des mesures de contrainte. L'essentiel est d'assurer un équilibre entre l'offre et la demande sur le plan global et également, ce qui est peut-être plus difficile, un équilibre entre la demande telle qu'elle se présente sur un certain nombre de marchés et l'offre telle qu'elle apparaît sur ces mêmes marchés.

Pour parvenir à cet objectif, il convient en premier lieu de tarir la principale source d'inflation qui résultait du déséquilibre de nos finances publiques. Un effort considérable a été fait en ce sens, et il faut rendre justice aux ministres des finances qui se sont succédé et à l'administration chargée de mettre en application une politique ingrate d'économies, que des résultats ont été obtenus puisque l'impasse qui était de 1.000 milliards à la fin de 1957 s'est transformée en un budget équilibré au cours du premier semestre de 1958. Certes, nous allons voir réapparaître une impasse au cours du second semestre bien qu'il ne soit pas certain qu'elle atteigne les 600 milliards de francs prévus. Mais il serait très imprudent de considérer que le problème de l'équilibre budgétaire est résolu dans le futur.

En effet, même si au cours du second semestre le Trésor peut tabler sur 200 milliards d'argent frais qui seront vraisemblablement souscrits au titre de l'emprunt, ainsi que sur une rentrée plus rapide des impôts, notamment des impôt locaux de l'ordre de 150 milliards, il n'en demeure pas moins que des dépenses nouvelles sont certaines et que les perspectives du budget de 1959 s'avèrent difficiles.

Nul n'ignore l'importance des éléments psychologiques, et c'est pour cette raison qu'il faut insister, une fois de plus, sur la nécessité de maintenir une politique très stricte en matière

de finances publiques, c'est-à-dire que seules les dépenses indispensables doivent être effectuées et qu'elles doivent l'être au moindre coût.

Toutefois, si l'équilibre des finances publiques constitue un facteur essentiel de retour à l'équilibre des prix, il n'est pas le seul. Dans la période particulièrement difficile que nous allons traverser, où tout peut être gagné mais où tout peut être perdu, il est absolument nécessaire que toutes les catégories de Français comprennent qu'elles doivent faire preuve à la fois de civisme et de réalisme.

De civisme, car l'essentiel est de rétablir l'équilibre économique du pays; de réalisme, car à quoi servirait de distribuer des illusions dans une monnaie illusoire ?

Une discipline stricte doit donc être observée dans la distribution des revenus afin que ceux-ci n'excèdent pas les possibilités économiques du pays; ceci explique également qu'en matière de crédit, les contrôles quantitatifs doivent être maintenus dans leur ensemble pendant les prochains mois afin d'éviter toute spéculation. Certes la diminution de la demande, sous la triple pression de l'augmentation des prix, des restrictions de crédit et de l'équilibre budgétaire, facilite la stabilisation recherchée. Il ne faudrait pas que, par suite d'imprudences, cette dernière puisse être compromise.

Toutefois, la commission n'a pas perdu de vue que si des restrictions de crédit facilitent la stabilisation des prix, elles peuvent exercer une influence nocive sur le développement de la production. Cette question sera traitée dans son ensemble dans la partie du rapport consacrée à la politique à suivre en matière de production.

Néanmoins, il faut remarquer dès maintenant que les risques dans ce domaine se trouvent limités. L'émission de l'emprunt en cours a en effet apporté des disponibilités nouvelles aux banques, au moins tant que les versements au Trésor des fonds souscrits n'auront pas commencé. De plus, une marge de 2 pour 100 sur le plafond des encours a été consentie aux banques pendant la durée de l'emprunt. Il faut enfin noter que la période des vacances est pratiquement ouverte et que de ce fait la production va diminuer en raison des congés payés. Les besoins de l'économie en crédits seront donc moins importants et les organismes chargés de les distribuer ne devraient pas subir de gêne sérieuse pendant cette période.

B. — Politique du commerce et des finances extérieures

Quelle que soit l'importance de la stabilisation des prix intérieurs, il ne faut pas oublier que le problème essentiel dominant les perspectives économiques de la France est le retour progressif à un équilibre de la balance commerciale par le développement des exportations.

Dans ce domaine, la tâche de la commission a été grandement facilitée par les travaux de la commission des affaires économiques et du plan qui a déjà présenté différents rapports sur ce sujet.

Les conseillers économiques savent qu'un certain nombre de mesures spécifiques propres au commerce extérieur ont déjà été prises pour faciliter les exportations, mais ces mesures ne sont pas suffisantes et il convient d'insister, ainsi que le Conseil économique l'a récemment souligné, sur l'intérêt qu'il y aurait à augmenter les avantages de la carte d'exportateur et à les généraliser à des entreprises qui, sans encore consacrer à l'exportation un pourcentage important de leur production, seraient désireuses de l'augmenter rapidement.

Il faudrait également veiller à ce que divers avantages soient assurés aux différents stades de la production et faciliter la constitution de groupements coopératifs d'exportateurs, notamment dans les petites et moyennes entreprises, l'artisanat et l'agriculture. Enfin, il y aurait intérêt à accorder aux entreprises, qui consacrent une partie de leur activité à l'exportation, des avantages fiscaux proportionnés aux bénéfices nets obtenus en devises. Ces avantages pourraient prendre la forme de détaxations à l'impôt sur les sociétés, d'exonérations pour les émissions d'obligations ou d'actions, d'amortissements accélérés pour les investissements effectués.

Toutefois, il ne faut pas croire que, malgré ces mesures, la France puisse lutter rapidement sur un pied d'égalité avec des pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne, qui ont procédé depuis longtemps à une prospection systématique des marchés et à l'établissement de réseaux commerciaux, toutes choses qui n'ont été réalisées par la France que dans un certain nombre de secteurs tradionnellement exportateurs.

D'autre part, il n'est pas possible, tant que la conjoncture internationale ne sera pas plus favorable, de voir le montant de nos exportations s'accroître rapidement.

Que peut-on faire dans le domaine des importations ?

L'analyse effectuée au chapitre II de ce rapport a montré les limites d'une politique de réduction des importations. Il ne semble pas possible en ce domaine d'aller beaucoup plus loin, à moins de nécessités impérieuses, que les projets de M. Edgar Faure relatifs à une réduction des importations de 70 milliards; sinon, la marche de l'industrie et même celle de l'agriculture risqueraient de se trouver compromises par des réductions trop sensibles des importations de matières premières et d'énergie et la France devrait dénoncer certains de ses engagements internationaux pour réduire sensiblement ses importations non essentielles. Dans ce cas, une politique autarcique devrait être rétablie, mais une telle politique a ses règles et supposerait une réglementation étroite et sévère de l'ensemble de l'activité française. Il ne faut, du reste, pas perdre de vue qu'elle se traduirait dans l'immédiat par une diminution sensible du niveau de vie, car 70 p. 100 de nos importations sont représentés par des matières premières et de l'énergie nécessaires à notre expansion économique.

Il faut néanmoins souligner que, dans les circonstances actuelles, la France ne doit souscrire aucun engagement nouveau qui ne comporterait pas de contrepartie au moins équivalente aux sacrifices qu'elle serait appelée à consentir. Ceci est particulièrement vrai à un moment où le problème de la zone de libre échange n'a reçu aucune solution. L'avis adopté à la quasi-unanimité par le Conseil économique doit inspirer à cet égard l'action de nos gouvernants.

***

Dans ces conditions, il convient de s'aider des circonstances et de profiter du climat de confiance qui vient de s'établir pour tout mettre en œuvre afin de renverser le courant des capitaux dans un sens favorable.

Il est très difficile d'évaluer la fortune française en or et en devises. Mais il est certain qu'elle représente des sommes importantes, eu égard aux déficits commerciaux que la France doit couvrir. Il faut également tenir compte des capitaux flottants dont la rentrée peut couvrir plusieurs mois de déficit.

Il n'est pas négligeable de signaler qu'à l'heure où est rédigé ce rapport, 90 tonnes d'or sont déjà rentrées dans les caves de la Banque de France. Ce mouvement se continuera si la confiance se confirme. Les mesures administratives et fiscales qui viennent d'être prises sont de nature à accélérer ce rapatriement des capitaux en or et en devises.

Mais là ne doit pas se limiter une politique de rétablissement de la balance des payements. Il est nécessaire, comme le font des pays comme l'Allemagne et l'Italie, d'attirer les capitaux étrangers en France et, d'une manière plus générale, dans la zone franc, pour qu'ils s'y investissent afin de soulager le très grand effort que doit réaliser notre pays. Celui-ci doit à la fois faire face à des dépenses très considérables dans tous les domaines, y compris le domaine militaire, et en même temps se soucier d'améliorer le niveau de vie des habitants de la France et de l'Union française.

L'appel à des capitaux privés étrangers offre beaucoup moins d'inconvénients que le recours à l'aide publique. L'expérience des Etats-Unis montre qu'au cours du XIXe siècle l'industrie américaine n'a pu s'édifier que grâce à l'aide financière des pays européens. Or, ceci n'a nullement porté atteinte ni à la souveraineté des Etats-Unis ni à l'indépendance de leur politique.

Il va de soi, toutefois, que le courant favorable qui s'est amorcé, notamment parce que des entreprises américaines ont constaté que l'expansion française se poursuivait, ne pourrait se réaliser dans l'avenir si les perspectives d'un retour à la stabilité monétaire et à la stabilité politique étaient mises en péril. Il est vraisemblable qu'un certain nombre d'apaisements devront être donnés, le cas échéant, aux apporteurs de capitaux concernant les possibilités de rapatrier les dividendes, voire même de disposer d'une partie de la production qu'ils auront concouru à créer. Mais ces mesures peuvent très bien s'accommoder de précautions afin d'éviter que les industries-clés de la France et de l'Union française passent sous contrôle étranger. Par exemple, il est possible, par des lois appropriées, de dissocier le contrôle juridique d'une entreprise du contrôle financier.

La confiance ne constitue pas un but en soi, mais un moyen d'atteindre un certain nombre d'objectifs, dont le principal est de permettre la poursuite de l'expansion. Certes, aux yeux de certaines catégories sociales, les avantages donnés à des propriétaires de capitaux expatriés peuvent paraître excessifs. Mais c'est la seule chance, dans les conditions présentes, d'éviter le chômage, qui serait la conséquence inévitable d'une diminution massive de nos importations, rendue nécessaire par l'insuffisance des moyens de payement.

En définitive, le retour en France de capitaux évadés et la mobilisation de l'or doivent permettre de maintenir l'expansion économique française, sinon au même rythme qu'au cours des mois précédents, du moins à un rythme tel qu'il n'y ait ni récession ni même stagnation.

C. — La politique financière

Ceci suppose néanmoins que la politique financière s'adapte aux nouvelles conditions de l'économie. Ici, il faut se souvenir que si, à deux reprises, le Conseil économique, en approuvant les rapports sur la conjoncture, a considéré que la rigueur en matière de crédit était inévitable, cette prise de position s'inscrivait dans une situation économique donnée.

Les esprits étaient inquiets, les gouvernements étaient instables, les crises ministérielles longues et fréquentes, les prix s'élevaient à un rythme rapide et personne au surplus ne contestait que la demande interne était très nettement supérieure à l'offre. Il était donc nécessaire de pratiquer une politique de restriction de la demande, pour non pas créer une récession mais afin de revenir à un état d'équilibre.

Les circonstances sont actuellement très différentes. Le budget est provisoirement équilibré; l'emprunt 3 1/2 p. 100 et les rentrées fiscales aideront le Trésor à faire face à ses échéances. Enfin, au climat d'incertitude et d'inquiétude qui avait marqué l'année précédente, a succédé un climat de confiance. Il est donc possible d'envisager une politique de crédit tenant compte de ces conditions nouvelles. Il est sûr que certains secteurs, tels que ceux des appareils électroménagers, des scooters et des vélomoteurs ont été durement atteints par la restriction de la demande. Il est donc souhaitable que des mesures plus libérales en matière de crédit à la consommation soient prises de manière à faciliter une reprise de l'activité de ce type d'entreprises.

D'une manière plus générale, le quatrième trimestre de cette année peut donner quelque souci en ce qui concerne le maintien de l'activité industrielle. Une récession pourrait survenir qui viendrait de la combinaison de trois facteurs différents: les restrictions d'importations, la conjoncture internationale et la restriction de la demande.

Si ces facteurs sont étudiés un par un, il semble qu'il existe quelques signes encourageants concernant la conjoncture internationale. La crise américaine paraît avoir atteint son maximum. Par ailleurs, le retour de la confiance écarte le spectre d'une réduction massive de nos importations, si bien que les risques de récession viendraient surtout d'une non-adaptation aux circonstances nouvelles des mesures restrictives prises précédemment. Il est difficile, dès maintenant, de déterminer avec précision ce que devrait être une politique de crédit plus libérale. Faudra-t-il diminuer le taux de l'argent ? Faudra-t-il augmenter les plafonds ? Tout ceci dépendra dans une large mesure du développement de la production et de nos possibilités d'importations.

Il faudra, toutefois, ne pas oublier que si l'expansion doit être un de nos soucis dominants, elle doit se réaliser dans la stabilité des prix. Sinon apparaîtraient à nouveau les risques d'un important chômage par suite du manque de devises.

Il serait téméraire, même en admettant qu'il n'y ait aucun accident dans l'évolution de notre économie, de croire que les problèmes fondamentaux de l'équilibre de cette économie, notamment pour l'année 1959, seront résolus par cette seule politique.

II. — Politique économique à moyen et long terme.

La politique préconisée à court terme donne à notre pays le temps de trouver une solution à ses problèmes mais ne les résoud pas en eux-mêmes. Aussi est-il nécessaire de préparer dès maintenant une politique à plus longue échéance qui devra être mise en œuvre, mais dont les effets ne porteront leurs fruits que progressivement.

En premier lieu, il est nécessaire, dès que l'équilibre de notre balance commerciale aura été rétabli, d'augmenter le niveau de vie réel des Français ainsi que celui des populations d'outre-mer associées à la France dans le cadre de l'Union française.

Mais il doit être entendu qu'il ne saurait être question de poursuivre une expansion du type de celle que nous avons connue dans le passé, reposant essentiellement sur le développement de la demande interne et sur l'utilisation de nos réserves en devises; elle porte en elle-même ses limites.

Il s'agit donc de trouver une autre forme d'expansion, compatible avec le développement de notre exportation et avec l'équilibre de notre balance commerciale. Ceci ne peut se réaliser qu'à condition que cette expansion se fasse dans la stabilité retrouvée des prix.

Quelles sont les mesures que l'on peut envisager pour mener à bien cette politique ?

En ce qui concerne le commerce extérieur, il ne faut pas se contenter d'aide ou d'expédients, du reste nécessaires, pour developper nos exportations. Il est indispensable que la France fasse ce qu'ont fait avant elle ses principaux concurrents, à savoir: se doter d'une solide infrastructure commerciale, aussi bien en ce qui concerne le corps consulaire et les services de l'expansion économique à l'étranger, que dans le domaine de la représentation des professions.

Cette implantation nouvelle ne doit pas se faire évidemment au hasard des opportunités, mais doit être la conséquence d'une prospection méthodique des marchés étrangers afin que l'on puisse déterminer ceux où les produits français ont le plus de chance de se vendre non pas d'une manière accidentelle, parce qu'il s'agit d'une mode, mais d'une manière permanente.

C'est en fonction de la connaissance des besoins de l'étranger que l'activité de notre agriculture, de notre industrie et de notre artisanat devra être orientée, non plus seulement en fonction des seules nécessités du marché intérieur, bien qu'elles ne doivent pas être négligées, mais en tenant le plus grand compte des demandes venant de l'étranger.

Si l'exportation est, à long terme, le seul garant de la continuation de l'expansion économique française, il ne faut pas négliger non plus les économies que la France peut réaliser dans le domaine des importations. A cet égard il convient de souligner le déficit de notre balance énergétique, soit 350 milliards en 1957; son importance montre la nécessité, ainsi que le Conseil économique l'a demandé à plusieurs reprises, d'avoir une politique cohérente en matière énergétique aussi bien en développant les recherches faites en France et dans l'Union française pour trouver de nouvelles sources d'énergie, qu'en exploitant avec rapidité celles qui viennent d'être découvertes.

A cet égard, il suffit de rappeler que le gaz de Lacq permet dès maintenant de profiter d'un appoint intéressant d'énergie; que le pétrole du Sahara devrait, dès 1960, nous apporter 10 millions de tonnes supplémentaires, et que des ressources en gaz aussi importantes que celles de Lacq ont été trouvées dans cette région africaine.

Bien entendu, il ne faut pas négliger l'exploitation méthodique de nos ressources en énergie hydraulique et en charbon.

Si cette politique, combinée avec le développement des centrales atomiques, est menée à bien conformément aux indications du troisième plan, on peut espérer que l'accroissement de la production française prévu par les objectifs du plan ferait sans aggravation du déficit de notre balance énergétique, ce qui ne fut pas le cas précédemment.

Ceci suppose que le rythme en matière d'investissements soit maintenu et qu'une politique d'orientation et de formation professionnelle soit poursuivie afin que les branches en voie d'expansion trouvent la main-d'œuvre technique dont elles ont besoin. Il ne s'agit pas d'imposer une orientation pré-établie mais de conseiller les jeunes et leur famille sur le choix d'une profession et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires.

Enfin, on ne saurait trop insister sur le fait que l'expansion par elle-même ne résout pas tous les problèmes, mais y contribue. Bien que la France ait vu sa production s'accroître depuis 1945, il n'a pas été porté remède à la plupart de ses déséquilibres fondamentaux. Il faut donc veiller avec un soin extrême à ce que l'expansion des revenus soit en rapport avec l'accroissement de la production. Ceci suppose

qu'une politique budgétaire rigoureuse, éliminant toutes les dépenses non essentielles, et veillant à ce que les dépenses indispensables se fassent au moindre coût, soit poursuivie pendant les prochaines années. C'est, en effet, le déséquilibre des finances publiques qui a été la source principale de l'inflation française et par conséquent de la hausse des prix.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que l'amélioration nécessaire de la productivité ne peut à elle seule surmonter tous les obstacles.

Il ne faudrait pas que les fruits de la productivité soient intégralement distribués sous forme de revenus. Il est nécessaire qu'une part soit affectée systématiquement à la diminution des prix de revient, partant des prix de vente. C'est un état d'esprit à créer. Ce n'est que lorsqu'il sera suffisamment répandu que l'on pourra espérer que la stabilité des prix en France deviendra une constante de notre économie. En effet, stabilité ne veut pas dire immobilité; il y aura toujours des raisons qui feront que certains prix monteront. Il faut donc que de telles hausses soient compensées par des baisses sur d'autres produits. Il faut également que dans certaines périodes, l'ensemble des prix puisse baisser de quelques p. 100 afin que des augmentations inévitables à d'autres époques n'entraînent pas un déséquilibre profond de notre balance commerciale vis-à-vis des pays étrangers.

Une telle politique peut être menée à bien ainsi que le montre l'exemple allemand.

Ce sera précisément dans cette stabilité retrouvée que les investissements bénéficieront de facilités accrues en s'adressant à l'épargne et en n'étant plus uniquement tributaires des crédits bancaires et des crédits à moyen terme.

L'épargne ne peut se développer et ne peut être utilisée que dans un climat de confiance et de stabilité. En définitive, il apparaît que tout se tient — qu'une politique monétaire saine, loin de s'opposer à une politique d'expansion la renforce — qu'une politique d'expansion, si elle veut être durable, doit s'entourer d'un certain nombre de précautions afin que l'expansion ne s'identifie pas avec l'inflation. Ce n'est que si ces vérités économiques sont connues de tous que l'on peut espérer donner à la France la chance à laquelle elle a droit.

CONCLUSION

Les prévisions économiques auraient été tout autres il y a deux mois. Le pays semblait condamné à la récession par manque de devises. Une nouvelle aide extérieure n'aurait pu être obtenue qu'à des conditions si sévères qu'elle ne pouvait éviter un recul de la production française.

Le problème de fond — élever le niveau de nos exportations à celui de nos importations — reste certes le même. Mais la confiance revenue dans l'avenir de la France donne le temps de surmonter nos difficultés à condition de jouer résolument les deux cartes: confiance et stabilité des prix. Elles se complètent du reste l'une l'autre: la stabilité des prix consolide la confiance et la confiance aide à atteindre la stabilité des prix. Cette dernière est possible parce que les différents éléments de hausse des coûts de fabrication ont déjà été incorporés dans les prix de vente et aussi par suite d'un retour à un équilibre relatif entre l'offre et la demande. La consolidation de ce dernier exige la poursuite d'une politique de rigueur budgétaire se traduisant à l'avenir par la suppression de toute dépense inutile et la réalisation au moindre coût des dépenses nécessaires.

Il ne faut toutefois pas se dissimuler que le succès d'une politique de stabilisation des prix suppose, dans l'immédiat, une stricte et juste discipline dans la distribution des revenus quelle qu'en soit l'origine. L'intérêt général l'exige, l'intérêt particulier aussi, car à quoi bon dispenser des illusions dans une monnaie qui serait non moins illusoire ? S'il n'est pas mis fin à la hausse des prix, l'expérience montre que toutes les formes d'aide à l'exportation ne permettront pas de développer d'une manière sensible et constante le montant des exportations; leur accroissement est fonction d'une politique systématique de prospection des marchés et de création de réseaux commerciaux. Mais les résultats de ces efforts ne peuvent être immédiats. Ils doivent s'accompagner d'une orientation nouvelle de notre production qui doit rechercher non plus à satisfaire les besoins du marché intérieur mais donner une priorité à la conquête des marchés internationaux.

Ceci suppose que l'expansion ne se continue pas sous la forme où nous l'avons connue au cours de ces dernières années où trop souvent elle s'est identifiée avec l'inflation mais que l'économie française se procure, par le développement des exportations et celui de la production, les ressources en matières premières et en énergie dont elle a besoin.

Cet objectif du rétablissement à moyen terme de l'équilibre de notre commerce extérieur ne doit pas faire perdre de vue la nécessité dès que les difficultés de la période actuelle, qui déborderont vraisemblablement sur 1959, seront surmontées d'améliorer le niveau de vie des Français en tenant compte, dans la répartition des fruits de cet effort, des sacrifices préalablement consentis.

Certes, pendant plusieurs mois, l'économie française doit évoluer dans un canal étroit. Après s'être écartée quelque peu du Charybde de l'inflation, elle se rapproche du Scylla de la déflation. Il lui faut éviter ces deux écueils. Ceci est difficile, mais n'est pas impossible, à condition qu'en fonction même du retour de la confiance et de la stabilité des prix, si celle-ci se confirme, une politique plus libérale de crédit facilitée par la mobilisation et le développement de l'épargne se dessine dans la perspective du quatrième trimestre.

Cet ensemble de mesures forme un tout qui doit permettre, dans quelques années, à notre pays, d'apporter la preuve que l'équilibre durable de la balance des comptes, l'amélioration du niveau de vie et la justice sociale ne sont pas incompatibles.

III. — AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE AU COURS DE SA SEANCE DU 8 JUILLET 1958 SUR L'EVOLUTION ECONOMIQUE DE 1949 A 1957, LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 1958, LES PREVISIONS POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE L'ANNEE ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, alinéa 2, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique;

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre, au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis (1):

I. — Sur l'évolution de l'économie française de 1949 a 1957

De l'analyse des résultats de la comptabilité économique nationale, qui ont été soumis à l'examen du Conseil économique, il ressort que:

A. — Depuis 1949 et surtout depuis la fin de 1953, l'économie française a connu une expansion rapide, comparable à celle observée avant la dernière guerre dans les années 1920 à 1928 qui apparaissaient comme une période exceptionnelle de l'histoire économique de la France.

Cette progression est supérieure à celle de nombreux pays européens, notamment dans les années les plus récentes, mais reste inférieure, dans son ensemble, à la progression de la production allemande.

Les résultats obtenus par la France au cours des huit dernières années restent cependant très remarquables, d'autant plus que, contrairement à la plupart des autres pays européens, la France a supporté au cours de ces années de lourdes charges militaires en Indochine d'abord, en Algérie ensuite.

B. — Mais cette expansion de l'économie française n'a pas été accompagnée de l'établissement de l'équilibre économique interne et externe qui aurait dû en être la conséquence.

Cet équilibre a été entrevu en 1955. Mais cette année paraît *a posteriori* exceptionnelle dans la mesure où elle a été marquée par la stabilité des prix et un équilibre au moins apparent des échanges extérieurs. L'évolution des années ultérieures n'a pas confirmé cette évolution heureuse de notre économie.

Les facteurs qui expliquent cette évolution défavorable sont de natures diverses.

Les uns trouvent leur origine dans les tensions qu'entraîne naturellement la poursuite d'une expansion rapide de l'économie. A cet égard, la situation de la France n'est pas tellement différente de celle des autres pays européens et des Etats-Unis. Mais dans notre pays, le mouvement d'expansion s'est poursuivi plus longtemps et, de ce fait, les tensions ont été plus fortes.

En dehors de certaines faiblesses structurelles de son économie et de son commerce extérieur, d'autres facteurs propres à la France sont venus renforcer l'action des premiers. Ils ont pour origine des phénomènes extérieurs à la vie économique, tels que les opérations militaires en Algérie, la crise de Suez, l'état de pénurie de main-d'œuvre, enfin les mauvaises condition météorologiques de ces dernières années.

En définitive, à la fin de 1957, l'économie française, malgré des résultats brillants dans le domaine de la production, s'est trouvée dans un état proche de la faillite, ayant épuisé toutes ses ressources en devises, cependant qu'une nouvelle crise inflationniste se développait rapidement, mettant en cause l'équilibre interne de l'économie.

II. — Sur l'évolution de l'économie française au premier semestre 1958

Au premier semestre de 1958, les données fondamentales de l'économie française sont restées les mêmes qu'au deuxième semestre de 1957:

A. — Le rythme d'expansion de la production s'est maintenu et même accéléré dans les premiers mois de l'année. Le pourcentage d'accroissement mensuel de la production industrielle qui était de 6 p. 100 au troisième trimestre de 1957, de 8 p. 100 au quatrième, est passé à plus de 10 p. 100.

B. — A la fin de ce semestre, les perspectives de la production agricole-végétale sont dans leur ensemble assez satisfaisantes; la situation en matière de production animale est bonne en ce qui concerne les produits laitiers et tend peu à peu à s'améliorer en ce qui concerne la viande.

C. — Le déficit du commerce extérieur est resté l'élément le plus défavorable de la conjoncture économique au premier semestre. Sensiblement réduit à la fin de l'année dernière, il n'a fait que s'accroître au cours des derniers mois pour retrouver, en mai, le niveau des plus mauvais mois de 1957.

Cette évolution a entraîné un épuisement plus rapide que prévu de nos ressources en devises.

D. — Bien que le mouvement de progression des salaires ait continué sur la lancée antérieure, le pouvoir d'achat des salariés a encore sensiblement diminué. De plus, les prestations familiales n'ont pas suivi le mouvement des prix ni celui des salaires.

Au cours du premier trimestre de 1958, les prix (d'après l'indice officiel des 250 articles et d'après les principaux budgets-types des organisations syndicales) ont augmenté de 4,5 p. 100 à 7 p. 100 pour une augmentaion de taux horaire des salaires de 4 p. 100 environ et une augmentation des revenus mensuels nets des salariés dans la région parisienne comprise entre 1,8 et 2,6 p. 100 selon la situation de famille de ceux-ci.

E. — Dans son ensemble, l'évolution française, dans les six premiers mois de 1958, ne serait qu'une simple « reconduction » de l'évolution antérieure si un facteur nouveau n'était pas apparu dans le domaine des finances tant publiques que privées.

Pour les cinq premiers mois de l'année, le budget a été en équilibre et même en léger excédent. Une politique sévère de restriction de crédit a été mise en œuvre qui a entraîné une contraction de la masse monétaire.

L'action de ces facteurs déflationnistes commence à se manifester dans certains secteurs de l'économie à la date du 1er juillet. Donc des signes précurseurs d'un changement de conjoncture apparaissent.

Ainsi, le premier semestre de 1958, qui à première vue ne paraît pas globalement différent du semestre précédent, porte en réalité les germes d'une évolution nouvelle de la conjoncture économique française.

(1) Ce vote a été acquis au scrutin public par 92 voix contre 50 et 14 abstentions (voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

III. — Sur les perspectives de l'évolution économique au deuxième semestre de 1958

1° *Les prix devraient s'orienter vers la stabilisation.*

a) Les facteurs de hausse qui ont pesé sur l'évolution des prix au premier semestre sont en voie d'élimination:

La plupart des éléments d'augmentation des prix de revient (impôts, salaires, agios et conséquences de l'opération 20 p. 100) ont été absorbés;

La pression de la demande interne s'est relâchée sous l'effet de la politique de réduction de l'impasse budgétaire et de restriction du crédit;

b) Aux effets de ce retournement de tendance devraient s'ajouter ceux possibles d'un retour de la confiance dans la valeur de la monnaie. Dans le domaine des prix, où les facteurs psychologiques sont essentiels, ce facteur peut jouer un rôle déterminant (1);

c) Cette évolution favorable devrait être facilitée par l'abondance des récoltes agricoles assurant un large approvisionnement du marché. Sans doute, en ce qui concerne la viande, les approvisionnements resteront encore limités. Mais l'évolution saisonnière devrait se traduire par une légère détente des prix à l'automne;

d) Enfin, dans le domaine industriel, il ne faut pas oublier que le niveau actuel des cours des matières premières, qui permettent un allègement des prix de revient, favorisera la stabilisation des prix intérieurs, de même que les difficultés de la concurrence internationale dans un monde en récession devraient exercer une influence modératrice sur le niveau des prix à l'exportation.

e) Les perspectives en matière de prix ne sont pas cependant entièrement favorables et la stabilité envisagée est susceptible d'être remise en cause pour les raisons suivantes:

Dans le domaine alimentaire, la soudure sera difficile à réaliser pour le vin et même, si la récolte de cette année est bonne, une tension se maintiendra sur ce marché étant donné l'état très faible des stocks dont dispose le pays;

Dans le domaine industriel, un problème important se pose, celui de l'augmentation des prix du charbon et des conséquences qu'une telle hausse risque d'avoir, notamment sur le prix de l'acier et des produits transformés;

Enfin, l'application des textes relatifs à l'indexation des prix agricoles peut se traduire par une augmentation sensible du prix de ces derniers, dans la mesure où les éléments de l'indexation eux-mêmes auraient augmenté (2).

2° *Les perspectives en matière de commerce extérieur restent sombres.*

a) Les exportations sont plus faibles en volume que l'année dernière et aucun facteur favorable d'évolution n'apparaît dans ce domaine, si ce n'est celui qui résulte de l'évolution saisonnière et laisse espérer un niveau des exportations traditionnellement plus élevé au cours du quatrième trimestre.

En effet, les exportations agricoles ne pourront augmenter par rapport au premier semestre qu'après la prochaine récolte;

L'accroissement des exportations de demi-produits dépend de la demande internationale qui ne paraît pas devoir augmenter rapidement dans les prochains mois;

Les perspectives pour les exportations de produits finis sont plus favorables. Certaines d'entre elles se sont considérablement accrues au cours des derniers mois et il est possible d'espérer que ce mouvement continuera, mais il est certain que cette progression risque d'être rapidement freinée par le niveau trop élevé de nos prix et par la réduction de la demande sur les marchés extérieurs;

Le redressement de la balance commerciale ne peut donc être assuré à court terme uniquement par l'accroissement des exportations.

b) Les restrictions d'importations se heurtent à une double limite:

De trop fortes coupures d'importations dans le domaine de l'énergie et des matières premières compromettraient la marche de l'économie française;

Les engagements internationaux de la France tels que les traités bilatéraux de commerce, les engagements à l'égard de l'O. E. C. E. et du Marché commun empêchent la France de réduire certaines importations qu'elle juge non indispensables, mais qu'elle s'est engagée à recevoir. De plus, les traités imposent à la France de réaliser dans un avenir proche certaines libérations des échanges dont elle ne pourra indéfiniment reporter les échéances sans courir le risque de voir des échanges essentiels au moins momentanément compromis.

c) Les facteurs commerciaux de la balance des comptes se présentent donc sous un aspect défavorable.

Sans doute, la balance du tourisme sera améliorée grâce aux mesures relatives aux contingents de devises allouées aux Français se rendant à l'étranger, mesures que le Conseil avait recommandées dès le mois de juillet 1957.

Mais le gain effectué restera faible par rapport au déficit à couvrir.

d) En définitive, à court terme:

Même si l'on se résout à des réductions importantes d'importations, avec les conséquences que cette solution comporte sur le plan national et international (1);

Et même si l'on doit recourir à une nouvelle aide extérieure limitée, on ne saurait négliger, pour assurer l'équilibre de la balance des comptes, l'action des facteurs psychologiques de confiance en la valeur de la monnaie, qui permettraient le retour en France des capitaux flottants appartenant à des nationaux, de l'introduction dans le circuit officiel des devises des touristes étrangers, et enfin de l'arrivée de capitaux étrangers désireux de s'investir dans notre pays (1).

3° *Les perspectives de la production.*

a) Les restrictions d'importations de matières premières et de produits énergétiques, qui viennent d'être décidées, ont été déterminées, de sorte qu'elles ne gênent pas la marche de l'industrie française dans son ensemble. De toute façon, les conséquences de ces restrictions ne seraient pas immédiates en raison de l'existence de certains stocks;

b) Mais la diminution de la demande provoquée, d'une part, par des mesures anti-inflationnistes, telles que l'équilibre actuel du budget et les restrictions de crédit et, d'autre part, par la hausse des prix, se manifeste déjà dans le secteur des biens de consommation et constituera dans les prochains mois un facteur de ralentissement de l'activité économique susceptible de se répercuter également sur les biens d'équipement.

La politique de déflation budgétaire à laquelle nous assistons depuis plusieurs mois, si elle se poursuit, et la politique de restriction du crédit jouent en ce sens;

c) Par ailleurs, le climat international exerce une action défavorable sur les projets des entreprises dans la mesure où la récession dans certains pays et la stagnation dans certains autres se poursuivent;

d) Mais il ne faut pas négliger l'action d'autres facteurs, et notamment des suivants: les perspectives d'entrée dans le Marché commun incitent les entreprises françaises à développer leurs investissements et ceci explique le maintien, pour le moment, d'un niveau élevé de production dans les industries de biens d'équipement;

e) En définitive, il apparaît que le mouvement de ralentissement du rythme d'expansion de l'activité économique ne devrait pas être très prononcé cette année. Ce n'est qu'au cas où de nouvelles restrictions sur les importations de matières premières et de produits énergétiques devraient être décidées, qu'un coup de frein brutal serait apporté au mouvement de la production.

---

(1) Un amendement, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et tendant à la suppression de cet alinéa, a été repoussé par un vote à main levée.

(2) Un amendement, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et tendant à compléter cet alinéa, a été repoussé par un vote à main levée. Cet amendement proposait d'ajouter la phrase suivante: « Les dépenses nouvelles, civiles et militaires, risquent de déclencher une nouvelle poussée inflationniste ».

(1) Un amendement, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et proposant une nouvelle rédaction du point *d*, a été repoussé par un vote à main levée.

La rédaction proposée était la suivante:

« *d*) En définitive, à court terme:

« A moins de se résoudre à des réductions massives d'importations, avec les conséquences que cette solution comporte sur le plan national et international;

« A moins de recourir à une nouvelle aide extérieure, il faut pratiquer dans le domaine du commerce extérieur une politique résolument sélective, dont les rapports Byé et Philip, adoptés par le Conseil économique, ont tracé les grandes lignes. »

IV. — SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE A SUIVRE A COURT TERME

1° *Le but premier de la politique économique doit être la stabilisation des prix:*

a) Cette stabilisation est nécessaire:

Sur le plan social: en période d'inflation, le pouvoir d'achat des salariés tend à diminuer, ainsi que l'expérience l'a montré;

Sur le plan économique: la stabilité des prix apparaît comme la condition première à un accroissement durable de nos exportations.

b) Techniquement, l'objectif de la stabilisation des prix peut être atteint dans les prochains mois, ainsi que l'analyse des perspectives qu'il est possible de faire en ce domaine l'a montré (1).

c) Enfin, l'établissement de la stabilité des prix suppose le maintien d'une politique très stricte en matière de finances publiques, d'autant plus qu'il ne faut pas oublier que le budget de 1958 comprend une impasse de 600 milliards qui devrait se réaliser entièrement pendant le second semestre de l'année, et que cette impasse ne pourra être entièrement couverte par le produit de l'emprunt en argent frais.

d) Mais la réalisation de cet objectif suppose dans l'immédiat une stricte et juste discipline dans la distribution des revenus, quelle qu'en soit l'origine (2) (3).

e) Les contrôles quantitatifs du crédit doivent être maintenus dans leur ensemble pendant les prochains mois où la production doit diminuer du fait des congés payés, de sorte que la réalisation de l'objectif de stabilisation des prix ne soit pas compromise. Toutefois, il faut éviter que la masse monétaire ne devienne insuffisante eu égard aux besoins de la production. C'est pourquoi diverses mesures d'assouplissement de la politique actuellement suivie seront proposées, en vue du quatrième trimestre, dans la partie du présent avis consacrée à la politique à suivre en matière de production.

2° Dans le domaine du commerce extérieur, en plus des décisions relatives aux importations et aux exportations, il sera nécessaire de prendre les mesures propres à assurer un renversement des mouvements de capitaux, afin que ceux-ci aient lieu dans le sens étranger-zone franc.

a) Les mesures sélectives de restriction relatives aux importations devront tenir compte des engagements internationaux de notre pays et de la nécessité d'assurer l'approvisionnement de l'économie française en matières premières et en produits énergétiques pour maintenir au moins la production à son niveau actuel. De ce fait, elles seront nécessairement limitées.

La plus grande prudence devra intervenir dans nos engagements internationaux futurs, notamment en ce qui concerne la zone de libre échange.

b) En matière d'exportation (1) et dans la mesure d'une garantie de rapatriement de devises ou de leur contre-partie réelle présentant un intérêt économique, il y a lieu (2):

D'augmenter les avantages de la carte d'exportateur et de les généraliser à des entreprises qui, sans consacrer encore maintenant à l'exportation un pourcentage important de leur production, sont susceptibles de l'augmenter rapidement; de veiller à assurer ces avantages aux différents stades de la production; d'encourager à ce sujet la constitution de groupements coopératifs d'exportateurs, notamment dans les petites et moyennes entreprises, dans l'artisanat et dans l'agriculture;

D'accorder aux entreprises, qui consacrent une partie importante de leurs activités à l'exportation, des avantages fiscaux proportionnés aux bénéfices nets obtenus en devises, ces avantages pouvant prendre la forme de détaxations à l'impôt sur les sociétés, d'exonérations pour les émissions d'obligations ou d'actions, d'amortissements accélérés pour le coût des investissements effectués.

c) L'ensemble de ces mesures ne pouvant, à court terme, assurer l'équilibre de la balance des comptes, il convient de tout mettre en œuvre pour renforcer le climat de confiance, ce qui suppose notamment la stabilité politique, la fin de la hausse des prix et la paix sociale.

Dans le cadre d'un tel climat, il est possible d'espérer:

L'arrêt des payements anticipés d'importations et un rapatriement rapide du produit des exportations;

La réintégration dans le circuit économique officiel des avoirs en or et en devise détenus par les Français;

Le développement d'investissements étrangers privés, tant en France que dans l'Union française.

Les mesures techniques, fiscales et administratives nécessaires à l'accélération de ces divers mouvements de capitaux devront être prises.

Des mesures spéciales devront être également envisagées pour que les investissements privés étrangers n'aient pas pour conséquence de faire passer à des mains étrangères le contrôle d'entreprises françaises considérées comme indispensables à l'intérêt national (3).

3° Dans le domaine de la production, le but de la politique économique des prochains mois doit être de préserver autant que possible le dynamisme que montre l'économie française depuis plusieurs années et notamment de maintenir le rythme des investissements.

a) La réalisation de cet objectif suppose que les approvisionnements de la France en matières premières et produits énergétiques pourront être assurés et, par conséquent, implique le succès de la politique suivie en matière de finances extérieures. Dans le cas d'un insuccès de cette politique, la nécessité de réaliser rapidement l'équilibre de nos comptes extérieurs entraînerait des coupures importantes d'importations et, de ce fait, compromettrait la marche de l'industrie, de l'artisanat et de l'agriculture français.

b) Le maintien du dynamisme de l'économie française suppose également que la politique du crédit suivra très étroitement l'évolution de la production.

Pour le moment, les restrictions de crédit ont contribué à diminuer la pression de la demande. Cette réduction n'a pas eu pour conséquence une réduction d'ensemble du rythme de la production, mais commence à entraîner une diminution de l'activité dans certains secteurs, tels que ceux des appareils électro-ménagers et du textile. Cette gêne peut se généraliser au quatrième trimestre.

Ceci veut dire que notamment la politique anti-inflationniste du crédit devra être revue à cette date. Dans la mesure où les prix auront été effectivement stabilisés, il sera possible alors d'assouplir la rigueur des mesures actuellement appliquées. Mais cet assouplissement devra être strictement proportionné aux besoins de la production et aux possibilités des importations. Dans le cas contraire, l'allégement des restrictions de crédit ne pourrait que relancer l'inflation.

---

(1) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., et tendant à la suppression de cet alinéa a été repoussé par un vote à main levée.

(2) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O. a été repoussé au scrutin public par 90 voix contre 50 et 11 abstentions. (Voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 1.)

La rédaction proposée était la suivante:

« La réalisation de cet objectif ne doit pas pour autant empêcher les rajustements nécessaires en matière de rémunération, mais faire disparaître la distorsion existante entre les diverses catégories sociales, par suite, plus particulièrement, des augmentations des prix intervenues dans le second semestre 1957 et le premier semestre 1958. »

(3) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C., qui proposait une rédaction nouvelle de cet alinéa, a été repoussé par un vote au scrutin public, par 86 voix contre 65. (Voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 2.)

La rédaction proposée était la suivante:

« *d*) Mais la réalisation de cet objectif doit impliquer à la fois:

« Une participation accrue de catégories sociales les plus favorisées au redressement national;

« Une plus juste répartition des revenus pour les catégories les plus défavorisées et les familles. »

(1) Par un vote à main levée, le Conseil économique a repoussé un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à ajouter, après les mots « en matière d'exportation », le membre de phrase suivant: « mais sous réserve de contrôles stricts et efficaces ».

(2) Le membre de phrase « et dans la mesure d'une garantie de rapatriement de devises ou de leur contre-partie réelle présentant un intérêt économique » a été ajouté à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C.

(3) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. demandant la suppression de l'ensemble du point c, a été rejeté par un vote à main levée.

Toutefois, en raison du ralentissement très marqué de la production dans le secteur des appareils électro-ménagers, il est nécessaire de revenir dès maintenant à une politique plus libérale du crédit à la consommation en ce domaine.

4° Il est nécessaire d'insister sur le fait que la politique économique ainsi définie ne permet pas de régler les problèmes fondamentaux que l'économie française doit résoudre, notamment dans le domaine des échanges extérieurs.

Elle doit seulement permettre à notre pays d'avoir le temps de résoudre ces problèmes. Cette politique ne fait donc que préparer le redressement à terme de notre balance des comptes et l'établissement d'un nouvel équilibre économique.

Mais les mesures qui assureront la réalisation de ces objectifs s'inscrivent dans le cadre d'un programme à moyen terme. C'est pourquoi les mesures de politique économique proposées par le Conseil ne se limiteront pas seulement à la politique dont les effets peuvent se faire sentir dans les six mois à venir. Elles s'étendront à une politique qu'il faut mettre en œuvre dès maintenant, mais dont les effets ne se feront sentir que dans les prochaines années.

V. — Sur la politique économique a suivre a moyen et a long terme

A. — *Buts et objectifs généraux de la politique économique à moyen et à long terme.*

1° Les buts de la politique économique de la France dans les années à venir doivent être les suivants:

a) Augmenter le niveau de vie réel des Français, cette augmentation permettant, au cours d'une première étape, une remise en ordre et une meilleure répartition des revenus pour effacer les conséquences douloureuses, pour certains groupes sociaux, de l'inflation de 1956 et 1957 et de la politique de rigueur monétaire suivie en 1958;

b) Assurer le développement économique et l'élévation du niveau de vie dans les pays d'outre-mer de l'Union française;

c) Equilibrer la balance des comptes et respecter les engagements internationaux pris par la France à l'égard tant des pays du Marché commun que de l'O. E. C. E.

2° Etant donné l'importance et la multiplicité des tâches à remplir, ces buts ne peuvent être atteints que par l'expansion de l'activité économique de notre pays. Tel doit être l'objectif fondamental de la politique économique.

Mais les modalités de réalisation de cet objectif ne peuvent être les mêmes que dans les trois dernières années:

a) L'expansion de l'économie française doit être fondée sur la réalisation de l'équilibre des comptes extérieurs, ce qui suppose qu'une priorité soit donnée aux exportations rentables, sur certaines demandes du marché intérieur;

b) Cette expansion doit se faire dans la stabilité monétaire.

B. — *Moyens pratiques de réalisation.*

1° Pour réaliser cette « expansion équilibrée » de notre économie, les mesures suivantes doivent être prises:

Politique du commerce extérieur:

a) En premier lieu, il est nécessaire de développer à l'étranger une importante infrastructure commerciale, tant publique que privée. Un effort en ce sens est la condition préalable d'une prospection méthodique des marchés étrangers et, de ce fait, de l'établissement dans les entreprises françaises de programmes de production propres à satisfaire la demande des marchés extérieurs;

b) L'activité de l'agriculture, de l'industrie et de l'artisanat doit être orientée en fonction des besoins des marchés extérieurs préalablement définis;

c) Enfin, il importe d'accélérer les investissements tendant à développer nos ressources énergétiques, notamment par l'exploitation du gaz de Lacq ainsi que du pétrole et du gaz du Sahara, de sorte que notre dépendance à l'égard des importations de l'étranger en ce domaine soit aussi faible que possible.

Politique interne de la production:

a) Les mesures techniques nécessaires doivent être prises pour favoriser les investissements indispensables à la poursuite de l'expansion économique future de la France.

Ces mesures doivent être orientées notamment en fonction de l'évolution démographique, qui doit provoquer, dans quelques années, une transformation profonde de la structure de notre population active.

b) Il est nécessaire de procurer aux jeunes en cours d'études la possibilité d'une formation professionnelle conforme à l'évolution des besoins de notre économie et des nouvelles techniques de production, comme de favoriser les efforts de promotion du travail des adultes. Les mesures prises en ce domaine devront s'inspirer des avis du Conseil économique du 30 mai 1956 sur la réforme de l'enseignement, du 13 février 1957 sur l'emploi des jeunes dans les prochaines années et des 20 octobre 1953, 23 mars 1954 et 13 mars 1957 sur la formation des cadres dans l'industrie et l'agriculture;

2° Mais cette expansion ne doit pas se faire dans le climat général d'inflation que notre pays a connu au cours des dernières années.

La réalisation de cet objectif implique que:

a) Une politique budgétaire rigoureuse sera maintenue en ce qui concerne les dépenses non essentielles à l'expansion de l'économie et celle-ci devra être réalisée au moindre coût;

b) Une politique souple de crédit soit suivie, fondée sur les principes suivants:

L'expansion de la masse monétaire sera en rapport avec l'accroissement de la production, de sorte que les entreprises ne soient pas gênées dans leurs projets par une insuffisance de crédit.

Cette politique du crédit pourra être d'autant plus libérale que la stabilité des prix aura été réalisée au préalable et que l'équilibre du budget sera maintenu;

c) Une partie des gains de production et de productivité sera systématiquement affectée à la diminution des coûts de production et des prix de vente.

Dans ce climat d'expansion dans la stabilité et de confiance en la valeur de la monnaie, la formation de l'épargne sera stimulée, ce qui permettra d'assurer un financement non inflationniste des investissements et contribuera ainsi à l'équilibre de l'ensemble du système économique.

ANNEXE

SCRUTIN N° 1

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O., tendant à modifier la rédaction de l'alinéa d de la première partie du titre IV du projet d'avis.

Nombre de votants..... 151
Ont voté pour..... 50
Ont voté contre..... 90
Se sont abstenus..... 11

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (50).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy André, Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez (C. G. S. I.).

Groupe de l'artisanat. — M. Séné.

Groupe de l'agriculture. — M. Blaise (F. O.); M. Carroué (C. G. T.); M. Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Monthé, Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la Pensée française. — M. Philip.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Ont voté contre (90).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolf.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Levieux, Ressicaud.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Lutfalla.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Jourdain.

Groupe de la Pensée française. — MM. Branger, Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Se sont abstenus (11).

Groupe des entreprises nationalisées. — M. Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Brot, Gaussel.

Groupe de la Pensée française. — MM. Byé, May, Sauvy.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

SCRUTIN N° 2

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C. tendant à modifier la rédaction de l'alinéa d de la première partie du titre IV du projet d'avis.

Nombre de votants..... 151
Ont voté pour..... 65
Ont voté contre..... 86

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (65).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. - F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumayer, Peeters, Richard.

Groupe des travailleurs indépendants. — M. Dewez (C. G. S. I.).

Groupe de l'artisanat. — M. Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Harasse.

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Monthé, Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T. - U. G. T. A. N.).

Groupe de la Pensée française. — MM. Byé, May, Sauvy.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Ont voté contre (86).

Groupe des travailleurs (C. G. C.). — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dalland, Ressicaud.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — M. Lutfalla.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Jourdain.

Groupe de la Pensée française — MM. Branger, Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — M. Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

SCRUTIN N° 3

sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 156
Ont voté pour..... 92
Ont voté contre..... 50
Se sont abstenus..... 14

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (92).

Groupe de la C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'artisanat — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Feriet, Lutfalla, Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Jourdain.

Groupe de la Pensée française — MM. Branger, Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — M. Compeyrot

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

Ont voté contre (50).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Williame.

C. G. T. - F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Groupe des travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Monthé, Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T. - U. G. T. A. N.).

Groupe de la Pensée française. — MM. Philip, Sauvy.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Se sont abstenus (14.)

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Brot, Gaussel, Harasse, de Laulanié.

Groupe de la Pensée française. — MM. Byé, May

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

IV. — ANNEXES STATISTIQUES

A. — FRANCE

Présentation par division économique.

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE

Pages.

I — Population.

A. — Données démographiques :
1° Population totale de la France 566
2° Mouvement naturel de la population 566
3° Immigration 566
4° Répartition de la population par groupes d'âge 567

B. — Population active :
1° Résultats du recensement de 1954 567
2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956 568
3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.. 569

II. — Activité et production.

I. — Production agricole :
A. — Production végétale 570
1° Volume de la production 570
2° Rendements à l'hectare 570
B. — Production animale 570
1° Production annuelle 570
2° Etat du cheptel 570
C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale 571

II. — Pêches maritimes 571

III. — Production industrielle :
A. — Indices annuels de la production industrielle 571
B. — Energie 572
1° Indices d'ensemble 572
2° Production totale d'énergie 572
C. — Production des mines et carrières 572
1° Indices d'ensemble 572
2° Productions totales des mines et carrières.. 573
D. — Production et transformation des métaux 573
1. Production des métaux 573
1° Indices d'ensemble 573
2° Productions totales de métaux ferreux et autres 573
2. Transformation des métaux 574
1° Indices d'ensemble 574
2° Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles 574
E. — Industrie du verre 574
F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 574
G. — Bâtiment et travaux publics 574
H. — Caoutchouc 575
I. — Industries chimiques 575
1° Indices d'ensemble 575
2° Productions totales d'engrais 575
J. — Industrie textile 575
1° Indices d'ensemble 575
2° Productions totales de laine et coton 576
K. — Corps gras 576
L. — Cuirs 576
M. — Papiers et cartons 576
N. — Presse-édition 576
O. — Tabacs et allumettes 576
P. — Indications sur l'industrie cinématographique.... 577
Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 577

IV. — Activité :
1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 578
A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).... 578
B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité 578
1° Effectifs 578
2° Durée hebdomadaire du travail (heures).. 579
3° Activité 580
2° Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956 581
3° Données récentes sur l'emploi et le chômage 581
a) Données d'ensemble 581
b) Chômage partiel 582
c) Chômage partiel indemnisé 582
d) Conflits de travail 582
4° Activités générales. — Indices rapides 583

V. — Productivité 583
Progrès récents de productivité 584

VI. — Echanges extérieurs en nature :
A. — Résultats globaux 584
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations 584
2° Indices du volume 585
a) Indices bruts de 1913 à 1942 585
b) Indices bruts de 1938 à 1945 585
c) Indices corrigés de 1946 à 1956 585
3° Répartition des échanges extérieurs selon l'origine ou la destination 586
B. — Echanges agricoles en nature 587
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 587
1. Importations de l'étranger de produits de l'agriculture 587
2. Exportations vers l'étranger des produits agricoles et des industries alimentaires 588
2° Echanges de produits végétaux 589
1. Céréales 589
2. Plantes sarclées 590
3. Oléagineux 590
4. Légumes secs 590
5. Légumes frais 590
6. Fruits 591
7. Plantes industrielles 591
8. Vin 591
3° Echanges de produits animaux 592
1. Lait et produits laitiers 592
2. Viande 592

Pages.

C. — Echanges industriels en nature 593
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 593
1. Importations de l'étranger de produits de l'industrie 593
2. Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie 593
2° Energie 594
1. Charbon 594
2. Electricité 594
3. Pétrole et produits pétroliers 594
3° Production et transformation des métaux... 595
1. Exportations totales de minerai de fer et de bauxite 595
2. Importations et exportations totales de métaux non ferreux 595
3. Sidérurgie 595
4. Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines. 596
4° Caoutchouc 596
5° Engrais 596
6° Produits chimiques 597
7° Produits textiles 597
8° Cuirs et peaux 598
9° Papiers et cartons 598

VII. — Distribution. — Commerce :

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales 599
1. Nombre d'établissements de commerce..... 599
2. Répartition des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives (décembre 1956).... 599
B. — Indices du chiffre d'affaires 600
C. — Evolution du commerce intérieur 600

VIII. — Transports :

A. — Trafic par mode de transport 601
a) Fer (S. N. C. F.) 601
b) Voies navigables 602
c) Mer 602
d) Air 603
B. — Routes 603
1° Parc routier au 1er janvier 1958..... 603
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine 603

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie. — Finances extérieures.**

I. — Finances publiques :

A. — Budget de l'Etat et trésorerie 604
1° Situations budgétaires de 1955 à 1957..... 604
2° Répartition des ressources budgétaires..... 604
3° Evolution des recettes de l'Etat :
1. Comparaison de la répartition de la charge fiscale totale 1955 à 1957 605
2. Répartition des recettes budgétaires en 1956-1957 605
3. Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut 605
4° Impôts indirects..... 606
a) Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs 606
b) Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs..... 606
5° Produit du prélèvement sur les salaires..... 606
6° Dette publique..... 606
B. — Collectivités locales 606

II. — Services publics :

A. — S. N. C. F. 607
B. — Postes, télégraphes et téléphones 607

III. — Services sociaux :

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 608
B. — Répartition des prestations sociales 608
C. — Etablissements hospitaliers 609

Pages.

IV. — Crédit. — Banque. — Monnaie :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 609
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 609
2. Contrepartie 610
3. Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires 610
4. Rapport au produit national brut 610
5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue..... 610
B. — Epargne 611
1. Epargne totale 611
2. Epargne nette investie en valeurs mobilières 611
3. Actions et obligations 612
C. — Crédit 612
1. Crédits à l'économie distribués par les banques 612
2. Répartition en 1956 et 1957 des crédits aux entreprises et aux particuliers 613
3. Répartition des crédits selon leur durée ... 613
a) Crédits à court terme 613
b) Crédits à moyen terme 614
c) Crédits à long terme 614
4. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice 615
a) Le crédit à l'agriculture..... 615
b) Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales 615
1° Durée des engagements..... 615
2° Destination économique des prêts 615
3° Branches d'activités utilisatrices. 616
5. Financement des ventes à tempérament.... 616
D. — Banque de France 617
Passif 618
E. — Crédit agricole 618
F. — Franc 619
1. Définition du franc 619
2. Pouvoir d'achat du franc 619
A. — Evolution 1914-1957..... 619
B. — Evolution 1938-1957..... 620

V. — Investissements et construction :

A. — Formation brute de capital fixe et produit national. 620
a) Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché. 620
b) Répartition de la formation de capital brut depuis 1954 621
c) Investissements des entreprises individuelles. 621
d) Répartition des investissements en 1956 et 1957 621
B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 622
a) Ensemble 622
b) Prêts des organismes spécialisés 622
c) Emissions sur le marché financier métropolitain 622
d) Dépenses effectuées sur fonds publics..... 623
e) Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique. 623
C. — Investissements dans les pays d'outre-mer 624
a) Afrique du Nord 624
1. Algérie 624
2. Tunisie et Maroc 624
b) Territoires d'outre-mer 625
c) Départements d'outre-mer 625
D. — Logement 625
a) Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949 625
b) Financement total de la construction de logements 625
c) Part de l'Etat dans le financement de la construction de logements 626
d) Constructions privées 626
1° Prêts du Crédit foncier..... 626
2° Primes à la construction..... 627
3° Permis de construire..... 627

Pages.

VI. — MARCHÉ MONÉTAIRE :

A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 628
B. — Devises (ensemble) 629
C. — Valeurs mobilières 630
D. — Marché financier (taux) 630

VII. — FINANCES EXTÉRIEURES :

A. — Balance commerciale 631
1. Résultats globaux 631
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 631
b) Part de l'étranger et de l'U. F. O. M... 631
c) Evolutions annuelles 631
2. Répartition des échanges extérieurs par zone 632
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 633
4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 634
I. Principaux fournisseurs 635
II. Principaux clients 635

B. — Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française 635
1. Valeur globale 635
2. Echanges extérieurs outre-mer 636
3. Valeur des échanges par groupes de pays... 636

C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 637

D. — Balance des payements 638
1. Evolution d'ensemble 638
2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones de 1951 à 1956 638
3. Evolution des différents postes de la balance.
a) Règlements commerciaux 639
b) Règlements non commerciaux 639
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 640
5. Balance du tourisme 640

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

I. — PRIX :

A. — Prix de gros 641
1. Indices des prix de gros 641
a) Indices d'ensemble des 488 articles... 641
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche 642
c) Indices des prix de gros agricoles à la production 642

B. — Indices des prix de détail 643
1. Indice d'ensemble des prix de détail 643
a) Indice des 250 articles 643
b) Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles (indices des prix de détail) 643
c) Indices des 179 articles 644
2. Indices des prix des véhicules à moteur.... 644
3. Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 644
4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles 645
5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 645
6. Indices des prix de détail des objets manufacturés 645
7. Indices des prix des chambres d'hôtel 646
8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 646
9. Indice du coût de la construction 646

Pages.

II. — COUT DE LA VIE :

A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 646
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris 646

B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 647
1. Budget type d'un célibataire à Paris 647
2. Budget type d'une famille de quatre personnes 647

V. — **Salaires. — Revenus.**

I. — SALAIRES :

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail 648
1. Indices moyens annuels 648
2. Evolution trimestrielle de l'indice général... 648
3. Evolution trimestrielle des indices des taux des salaires horaires masculins et féminins. 648
4. Indices par secteurs d'activités collectives.. 649
5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification 649
6. Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 650
7. Variations des taux des salaires moyens pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins). 650
8. Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952 650

B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 650
1. Indices des salaires horaires par activité collective 650
2. Indices des salaires horaires par profession. 651
3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle 651
4. Charges sociales dans la construction mécanique et électrique 652

C. — Indices totaux des salaires établis par la direction des prix 652

D. — Revenus mensuels nets des salariés 652
Indices des salaires mensuels 652

E. — Salaires agricoles 653
1. Nombre de salariés 653
2. Revenu global des salariés agricoles 654

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE :

1. Evolution globale 655
2. Recettes de l'agriculture 656
3. Dépenses de l'agriculture 657

VI. — **Comptabilité nationale.**

1. Produit national (francs courants) 658
2. Produit national (francs constants) 658
3. Revenu national et revenu disponible 658
4. Dépense nationale 659
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 659

VII. — **Consommation.**

1. Evolution de la consommation en 1956-1957 660
2. Consommation des administrations 660

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France de 1946 à 1956

(En milliers.)

ANNEES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.	ANNEES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.
1936-1938	»	41.900	1952	42.201	42.360
1946	40.125	40.282	1953	42.518	42.652
1947	40.438	40.644	1954	42.785	42.951
1948	40.851	41.044	1955	43.115	43.273
1949	41.238	41.400	1956	43.430	43.600
1950	41.562	41.736	1957	43.854	(44.100)
1951	41.910	42.055	1958	(44.289)	

Source : I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1955	1956	1957
Taux (pour 1.000 habitants) :						
Nuptialité	13,2	16,3	14,6	14,5	13,4	14,1
Natalité	14,8	20,9	18,8	18,5	18,4	18,4
Mortalité :						
Générale	15,3	13,7	12	12,1	12,4	12
Infantile (pour 1.000 nés vivants)	65,7	5,6	36,6	34,2	31,6	29,2
Nombres absolus (en milliers) :						
Nombre de naissances	620	865	807,2	802,3	803,1	813
Nombre de décès	640	568	515,3	522,7	541,9	529
Excédent de naissances sur les décès	— 19	+ 297	+ 291,9	+ 279,6	+ 261,2	+ 284

Source : Institut national d'études démographiques.

3° Immigration.

(En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1955	1956	1957
Immigration contrôlée (office national d'immigration) :						
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	19	65	110
Membres de leur famille	»	27	»	5	6	9,5
	30	86	16	24	71	119,5
Algériens (immigration nette)	(1) 44	8	25	28	3,5	20

(1) 1947.

Source : Institut national d'études démographiques.

4° Répartition de la population par groupes d'âge.

ANNÉES	A. — POPULATION (en milliers)				B. — RÉPARTITION (en pourcentage)			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans).	Vieux (65 ans et plus).	Total.	Jeunes.	Adultes.	Vieux.
1901 (a) (b)...	38.451	13.313	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (b).....	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (b).....	41.183	12.446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (c).....	40.150	11.847	23.860	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (c).....	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1956 (c).....	43.130	13.510	24.888	5.032	100	31,4	57,3	11,6
1957 (c).....	43.854	13.758	25.029	5.067	100	31,4	57,1	11,5
1958 (c).....	(44.289)	(13.975)	(25.199)	5.115	100	(31,6)	(56,9)	(11,5)

(a) 87 départements. — (b) Au recensement. — (c) Au 1er janvier.
Source: I. N. S. E. E.

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° Résultats du recensement de 1954.

Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle (en milliers).

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	»	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de quatorze ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

Source: Recensement I. N. S. E. E.

2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956.

a) *Répartition de la population âgée de quatorze ans et plus suivant l'activité au cours de la semaine précédant l'enquête, par sexe et lieu de résidence* (février 1956).

DÉSIGNATION	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province.			Ensemble		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Population active occupée:									
Ne cherchant pas d'autre emploi	82,1	44,9	61,9	80,6	38,1	58	80,8	39,2	58,6
Cherchant un autre emploi	1,8	1,2	1,5	1,2	0,5	0,8	1,3	0,6	0,9
Population sans emploi cherchant du travail:									
Ne percevant pas l'allocation de chômage	0,9	1,4	1,2	0,9	1,2	1	0,9	1,2	1,1
Percevant l'allocation de chômage	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Population non active	14,9	52,4	35,2	17,1	60,1	40,1	16,8	58,9	39,3
Ensemble (2)	100 (2,3)	100 (2,7)	100 (5,0)	100 (12,9)	100 (14,7)	100 (27,6)	100 (15,2)	100 (17,4)	100 (32,6)

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

b) *Répartition de la population occupée suivant la branche d'activités collectives, par sexe et lieu de résidence.* (Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province.			Ensemble.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture, forêts, pêche	0,9	0,9	0,9	34,8	35,3	35	29,5	29,1	29,4
Industrie	51,4	36,7	45,6	38	22,7	32,6	40,1	25,2	34,7
Dont:									
Energie	2,3	0,5	1,6	2,8	0,5	2	2,7	0,4	1,9
Sidérurgie, travail des métaux	25,5	11,3	19,9	10,5	3,2	7,9	12,8	4,7	9,9
Bâtiment et travaux publics	8,5	1,3	5,7	11,6	1,3	8	11,1	1,3	7,6
Textiles, habillement	2,6	11,1	5,9	4,1	11,7	6,7	3,9	11,6	6,6
Autres industries	12,5	12,5	12,5	9	6	8	9,6	7,2	8,7
Transports	12,9	2,5	8,8	6	2,4	4,8	7,1	2,4	5,4
Commerce	14,9	20,4	17,1	10,3	17,7	12,9	11	18,2	13,6
Professions administratives et libérales	16,5	25,7	20,1	9,8	12	10,6	10,8	14,5	12,1
Services domestiques et hygiène	2	11,9	5,9	0,8	9,8	3,9	1	10,2	4,3
Non déclarée	1,4	1,9	1,6	0,3	0,1	0,2	0,5	0,4	0,5
Ensemble (2)	100 (1,9)	100 (1,3)	100 (3,2)	100 (10,5)	100 (5,7)	100 (16,2)	100 (12,4)	100 (7,0)	100 (19,4)

(1) Agglomération de Paris et zone sururbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

c) *Répartition de la population occupée suivant le groupe socio-professionnel par branche d'activités collectives.*
(Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	GROUPE SOCIO-PROFESSIONNEL									
	Agriculteurs exploitants.	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service	Autres catégories	Ensemble.
Agriculture, forêts, pêche	78,4	19,6	0,2	0,1	0,1	0,1	1	0,3	0,2	100 (5,7)
Industrie	»	»	15	2,8	5,8	7,8	67,6	1	»	100 (6,8)
Dont:										
Energie	»	»	»	5,4	9,7	11,9	71,4	1,6	»	100 (0,4)
Sidérurgie et travail des métaux	»	»	10,4	3,9	7,7	9,3	67,7	0,9	0,1	100 (1,9)
Bâtiment, travaux publics	»	»	16,8	2,2	3,4	4,5	72,7	0,4	»	100 (1,5)
Textiles, habillement	»	»	20,4	1,1	3,6	4,2	69,8	0,9	»	100 (1,3)
Autres industries	»	0,1	17,7	2,8	6,7	10,8	60,6	1,2	0,1	100 (1,7)
Transports	»	»	3,8	3,4	10,3	55,2	43,1	4	0,2	100 (1,0)
Commerces	»	0,4	53,3	1,6	4,4	21,9	14,6	3,6	0,2	100 (2,6)
Professions administratives et libérales	»	0,2	2,2	14,2	25	22,4	14,3	7,9	13,8	100 (2,4)
Services domestiques, hygiène	»	0,5	11,1	»	»	0,2	9,9	76,6	1,7	100 (0,8)
Non déclarée	»	»	2,2	4,4	14,4	27,6	43,4	6	2	100 (0,1)
Ensemble (1)	23,1	5,8	13,5	3,1	6,3	10,5	30,5	5,4	1,9	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	DÉCEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FÉVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêche (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont:						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100 (20,1)	100 (19,6)	100 (18,9)	100 (20,0)	100 (20,2)	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

Source: I. N. S. E. E., enquêtes par sondage sur l'emploi.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale.

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1955	1956	1957 1er nov.
Blé	80,5	105,7	103,6	56,8	110,2
Céréales secondaires:					
Seigle	7,9	5,2	4,4	4,7	4,7
Orge	11,04	25,2	26,7	64,1	36,8
Avoine	47,5	35,7	36,4	46	27,1
Maïs	5,35	9,6	10,9	17,4	14,2
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	156	159	137,5	168,5	139,5
Betteraves industrielles	91,1	116,6	109,7	108,8	106,3
Riz	»	0,52	0,81	0,1	1
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	1,3	1	1,8
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,4	2,3	2,2
Plantes industrielles (1.000 quintaux):					
Houblon	22,47	19,6	19,8	16,3	16,3
Chanvre	38,4	17,6	24,4	28,1	25,6
Lin	180	341	453,5	387,1	291,2
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	354	405	554,6	395	424,3
Cultures maraîchères (3) (légumes frais de plein champ)	»	»	19,6	»	»
Cultures fruitières:					
Pommes et poires à cidre	332,1	35	36,8	36	7,1
Pommes de table	2,44	4,4	4,4	5,2	1,7
Poires de table	0,46	1,48	1,88	1,73	1,22
Pêches	0,57	1,37	1,55	1,72	2,62
Prunes	0,5	1,36	1,18	0,93	0,50
Raisin de table	»	2,42	2,55	2,10	1,56
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	61,1	61,1	»	32,1

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
(3) Evaluation.

Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare* (quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930/1939	1954	1955	1956	1957 1er nov.
Blé	15,4	23,5	22,8	20,6	23,6
Céréales secondaires:					
Seigle	11,6	12,7	11,4	12,7	12,9
Orge	14,7	20,5	20,3	28,1	22,2
Avoine	14,3	16,6	17,5	20,2	16,5
Maïs	15,8	23,2	24	26,6	26,1
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	111	166	146,6	175,1	155,9
Betteraves industrielles	287	307	293	289,8	311,4
Riz	»	26,7	41,3	42,5	»
Oléagineux	»	12,3	13,8	13,1	13,6
Légumes secs	9,9	10,4	10,6	10,8	11,2
Plantes industrielles:					
Houblon	10,1	13,7	13,8	11,5	12
Chanvre	11,3	10,8	13,6	13,2	15,4
Lin	6,6	7,5	7,9	6,8	6,3
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	34,5	43,7	40,7	157,9	»

Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DÉSIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne).	1949	1955	1956	1957 (prov.)
1. Lait (millions d'hectolitres)	138 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	180	200
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6	2,6
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,95	0,90
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,36	0,34
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,10	0,12
Porcs	0,68	0,77	0,95	0,3	1,1
Chevaux	»	»	»	»	0,8

Source: Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1955	1956	1957 (prov.)
Chevaux	2,77	2,41	2,17	2,1	2
Bovins	15,7	15,43	17,57	17,7	18
Ovins	9.75	7,48	8,22	8,4	8,6
Porcins	7,08	6,76	7,73	7,75	8,1

Source: Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

DÉSIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin.	PRODUCTION végétale totale	PRODUCTION animale (non compris poisson)	PRODUCTION totale (y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1953-1954 (récolte 1953)	113 à 117	98 à 103	109 à 113	120 à 125	115 à 120
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126 (121-126)
Campagne 1956 (récolte 1956)	100 à 105	85 à 90	95 à 100	132 à 137	115 à 120

Source. I. N. S. E. E.

II. — PECHES MARITIMES

DÉSIGNATION	1938	1949	1955	1956	1957
					P
a) Production totale métropolitaine (1 000 tonnes):					
Poissons frais	312	293	344	350	343
Morue salée	71	47	67	62	»
Huîtres et coquillages (évaluation) (1)	60	»	97	109	61
b) Indications de valeurs:					
Vente du poisson frais (en milliards de francs)	»	22,5	38	41	36,7

(1) Surtaxes comprises.
Source: Ministère de la marine marchande

III. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Indices annuels de la production industrielle.

(Base 100 en 1952. — Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957
Ensemble avec bâtiment	75	84	88	99	101	119	119	130	141
Ensemble sans bâtiment	75	83	88	99	101	111	121	134	146
1. Energie	»	83	86	94	99	105	110	116	121
Electricité	52	74	81	94	102	112	122	132	141
Gaz	51	95	95	99	101	106	112	127	147
Pétrole et carburants	32	53	67	86	105	112	120	132	127
Combustibles minéraux solides	83	92	92	96	95	98	100	100	103
2. Mines et carrières	»	85	85	92	97	100	106	107	112
Extraction de minerais métalliques	75	77	74	87	103	105	120	125	137
Extraction et préparation de minéraux divers	60	86	92	97	101	116	125	134	142
Extraction de matériaux de construction	72	58	63	77	89	96	113	117	125
3. Production et transformation des métaux:									
Production des métaux	56	79	78	90	92	98	117	124	134
Transformation des métaux	65	81	84	97	96	108	123	142	153
4. Verre	80	97	104	121	100	112	120	139	157
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	86	97	99	108	121	128	141
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	89	95	101	104	110	112	121
7. Caoutchouc	57	80	88	104	101	114	122	134	146
8. Industries chimiques	67	82	89	106	107	124	149	163	184
9. Industries textiles	104	95	107	110	106	113	110	119	132
10. Corps gras	189	110	92	128	113	119	128	133	132
11. Cuirs et peaux	127	85	97	96	100	107	103	103	114
12. Papiers et cartons	94	93	106	124	115	133	146	159	173
13. Presse et édition	88	88	86	106	101	107	134	155	166
14. Tabacs et allumettes	78	88	93	102	101	107	107	114	124

Source: I. N. S. E. E.

Evolution trimestrielle récente.

Indices d'ensemble.

1952 = 100 (moyennes mensuelles) (1).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Ensemble (avec bâtiment) :					
1956	125	128	118	140	130
1957	140	148	125	152	141
1958	153	»	»	»	»
2. Ensemble (sans bâtiment) :					
1956	122	123	120	135	134
1957	146	153	128	159	146
1958	161	»	»	»	»
Dont :					
Energie :					
1956	122	113	107	122	116
1957	124	119	113	130	121
1958	138	»	»	»	»
Mines et carrières :					
1956	105	112	103	112	107
1957	113	116	108	114	112
1958	118	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

B. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble) :					
1956	104	100	94	105	100
1957	106	105	98	106	103
1958	112	»	»	»	»
2. Electricité (ensemble) :					
1956	138	127	119	144	132
1957	147	138	128	152	141
1958	160	»	»	»	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine :					
1956	153	117	99	142	127
1957	158	134	122	172	147
1958	189	»	»	»	»
4. Pétrole et carburants (ensemble) :					
1956	131	131	140	124	132
1957	110	122	131	143	127
1958	148	»	»	»	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut :					
1956	319	373	369	409	361
1957	420	419	394	393	405
1958	(1) 389	»	»	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries :					
1956	125	125	134	114	125
1957	100	111	122	132	116
1958	(1) 137	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Houille et lignite (1.000 tonnes) : production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks	3.963	4.780	4.693	4.782	4.782	4.924
Cokes (1.000 tonnes) : production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	850	947	1.063	1.076
Pétrole (1.000 tonnes) :						
Production métropolitaine de brut	6	29,1	42,4	72,9	105,4	117,9
Pétrole traité dans les raffineries (importations)	582	1.791	1.987	2.091	2.233	2.080
Electricité (millions de kWh) :						
Production totale	1.733	3.400	3.797	4.130	4.485	4.800
Centrales thermiques : 5.000 kWh (puissance installée). Centrales hydrauliques : 1.000 kWh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.567	3.882	4.229	4.495
Gaz (millions de m³) :						
Gaz d'usine (distillation de la houille seule)	149	207	216	209	217,4	235,4
Gaz naturels	»	22,2	21,6	23,2	26,6	41,5

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

C. — **Production des mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble) :					
1956	125	131	120	129	125
1957	141	139	134	145	137
1958	152	»	129	»	»
Dont :					
Minerai de fer :					
1956	130	136	124	132	129
1957	146	143	135	149	142
1958	156	»	»	»	»
Bauxite :					
1956	117	139	116	157	131
1957	155	160	127	166	151
1958	171	»	»	»	»
2 Extraction de matériaux de construction (ensemble) :					
1956	85	136	120	119	117
1957	113	142	128	120	125
1958	104	»	»	»	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble) :					
1956	132	141	121	144	134
1957	147	150	127	149	142
1958	158	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.632	4.193	4.390	4.813,8
Bauxite	54	93	106	125	93	140,3
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	11,6	10,1	10,6	10,5
Pierres à bâtir (1)	127	131	130	159	153	148,4
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.740	3.295	3.623	4.104
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.980	2.240	2.320	2.467

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Production des métaux (ensemble):					
1956	120	130	119	130	124
1957	134	136	127	140	134
1958	143	»	»	»	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1956	118	125	112	127	120
1957	131	128	120	138	129
1958	140	»	»	»	»
Fonte:					
1956	116	120	112	122	116
1957	122	120	119	127	122
1958	128	»	»	»	»
Acier:					
1956	121	127	115	130	123
1957	131	126	124	139	130
1958	143	»	»	»	»
Produits finis laminés:					
1956	119	126	109	128	120
1957	137	134	118	144	133
1958	148	»	»	»	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1956	128	151	146	143	142
1957	144	167	155	151	154
1958	146	»	»	»	»
Dont:					
Aluminium:					
1956	133	144	141	155	144
1957	152	157	150	161	155
1958	161	»	»	»	»
Cuivre:					
1956	128	112	82	126	112
1957	113	106	85	108	103
1958	(1) 116	»	»	»	»
Plomb:					
1956	140	142	102	124	127
1957	134	135	120	136	131
1958	139	»	»	»	»
Zinc:					
1956	144	157	146	138	146
1957	167	175	159	177	169
1958	190	»	»	»	»

(1) Moyenne.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Sidérurgie:						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	737	913	957	993
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	886	1.049	1.117	1.174,8
Produits finis (2)	343	647	606	739	777	860,3
2. Métallurgie de métaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	12,258	13,418	15,173	16,403
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,772	1,987	2,313	2,287	2,221	2,045
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	11,312	11,147	11,385	13,155
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,849	7,716	7,135	7,766

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble) :					
1956	140	156	124	151	142
1957	152	165	132	175	153
1958	177	»	»	»	»
Dont :					
Première transformation (métaux ferreux et autres) :					
1956	132	148	115	150	136
1957	152	162	125	166	150
1958	170 (1)	»	»	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres) :					
1956	116	120	90	125	113
1957	130	135	100	131	124
1958	139	»	»	»	»
Construction automobile :					
1956	162	178	130	165	156
1957	170	190	141	188	170
1958	205	»	»	»	»
Construction aéronautique :					
1956	178	212	117	169	175
1957	151	113	79	130	117
1958	152	»	»	»	»
Construction électrique :					
1956	150	168	146	195	164
1957	186	197	165	234	193
1958	208	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	101	119	124	133
Automobiles (1.000) :						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	36,4	46,1	54	60,3
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	10,3	13,1	13,9	14,5	16,5
Machines agricoles (pièces) :						
Tracteurs	145 (2)	2.086	2.387	5.352	6.557	7.708
Motoculteurs et mototreuils	36	396	352	902	1.224	1.517

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.
(2) Tracteurs à roues et à chenilles.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Industrie du verre.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle).					
1956	135	135	128	157	139
1957	162	160	144	165	157
1958	171	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

F. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble :					
1956	113	137	125	137	128
1957	136	150	137	146	141
1958	144	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Ciment	296	720	781	881	933	1.039,7
Briques et tuiles	346	390	417	481,5	483	514,2

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

G. — **Bâtiment et travaux publics.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1956	92	117	107	115	110
1957	112	120	111	117	121
1958	112	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

II. — Caoutchouc.

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1956	136	144	112	148	134
1957	152	159	118	158	146
1958	165	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) — (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	14,5	15,6	17,1	18,4

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

I. — Industries chimiques.

1° *Indices* (base 100 en 1952).

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble):					
1956	156	171	153	174	163
1957	180	181	170	203	184
1958	214	»	»	»	»
Dont:					
Produits chimiques minéraux (1):					
1956	137	146	132	144	140
1957	149	157	143	160	152
1958	(4) 170	»	»	»	»
Produits chimiques organiques (2):					
1956	240	260	234	258	248
1957	288	280	280	329	294
1958	»	»	»	»	»
Industries parachimiques (3):					
1956	122	141	127	149	133
1957	147	144	129	164	147
1958	(4) 158	»	»	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.

(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.

(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.

(4) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)
(Evolutions annuelles.)

PRODUITS	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	26,5	31,9	34	37,8
Engrais phosphatés (2)	312	302	417	459	508	310,9

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

J. — Industrie textile (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble):					
1956	116	128	100	134	119
1957	136	144	111	142	132
1958	139	»	»	»	»
Dont:					
Jute (tissus, filés):					
1956	128	128	97	130	121
1957	116	107	88	118	106
1958	120	»	»	»	»
Tissus de lin et chanvre:					
1956	82	95	79	109	91
1957	107	109	89	105	99
1958	114	»	»	»	»
Coton (filés de coton:					
1956	109	117	90	124	110
1957	129	139	109	131	122
1958	138	»	»	»	»
Coton (tissus de coton:					
1956	101	112	91	117	103
1957	123	126	97	129	118
1958	(1) 138	»	»	»	»
Laine (filés de laine):					
1956	124	142	108	145	129
1957	144	157	118	144	140
1958	136	»	»	»	»
Tissus de laine:					
1956	100	110	89	114	103
1957	117	124	94	116	112
1958	117	»	»	»	»
Fibranne:					
1956	159	174	124	187	160
1957	186	211	147	212	188
1958	226	»	»	»	»
Rayonne:					
1956	139	145	100	138	130
1957	139	157	117	154	140
1958	148	»	»	»	»
Fibres et fils synthétiques:					
1956	438	474	356	540	449
1957	586	680	470	683	599
1958	726	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Laine:						
Laine peignée.....	5,25	4,7	6,2	6,1	7,1	7,8
Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10,7	10,7	11,8	12,8
Tissus (tissus bruts) (1)	6,65	6,1	6	5,8	6,25	6,8
2. Coton:						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)...	20,8	21,4	24,6	22,1	23,4	26,07
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)...	13,2	12,5	14,5	12,5	12,7	14,26

K. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles):					
1956.....	128	136	120	149	133
1957.....	140	130	117	143	132
1958	113	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

L. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble):					
1956.....	105	107	92	111	103
1957.....	115	118	100	127	114
1958	125	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Cuirs et peaux finies de bovins.....	5,3	3,5	3,5	3,2	3,1	3,5

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

M. — **Papiers et cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble):					
1956.....	161	172	134	170	159
1957.....	177	186	146	185	173
1958	188	»	»	»	»
Dont:					
Papier journal, impression et écriture:					
1956.....	147	157	120	154	143
1957.....	160	161	124	154	149
1958	158	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)...	28,9	43	56,3	61,2	67	73,3
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	62,1	67,1	70,7	72,8
Papier paille et d'emballage	26,6	29	39,8	45	50,4	55,7

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1956	153	153	145	170	155
1957	180	172	154	160	166
1958	167	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

O. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1956	115	124	90	127	114
1957	132	135	94	128	121
1958	139	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

P. — Indications sur l'industrie cinématographique.

(Long métrage = 1.300 mètres.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
							(P)
1. Production de films	108	96	111	96	110	129	140 à 142
2. Visa de censure:							
Français	96	108	111	96	106	133	»
Américains (total)	336	312	324	468	(1)	»	»
Autres (total)	192	288	372	156	(1)	»	»
Total visas	624	708	804	720	660	352	»
3. Visas d'exportation (2)	1.020	1.440	1.488	1.572	(3)	»	»
4. Nombre de spectateurs (millions)	385	356	356	383	395	394-400	415 à 420

(1) Total visas américains et autres: 554.

(2) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).

(3) Visas longs et courts métrages: 2.555.

Sources: Ministère de l'industrie et du commerce et Centre national du cinéma.

Q — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Industries alimentaires	70	95	109	109	100	110	110	116	117
Habillement et travail des étoffes	61	96	106	112	100	108	108	103	110
Bois et ameublement	35	91	95	100	100	102	109	115	120
Ensemble	166	95	105	108	100	105	109	111	115

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Indice complet de la production industrielle.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris)	85	91	100	100	101	110	116	123

Source: I. N. S. E. E.

IV. — ACTIVITE

1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1957				1958		ANNÉES (moyenne)					
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	1949	1952	1954	1955	1956	1957
1. Effectifs (indices 1954 = 100)	103,2	104,1	105,5	106,2	105,7	106,1	97,2	100,2	100	101	102,3	105,1
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	45,8	45,9	46,1	46,1	45,8	45,8	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7	46
3. Niveau de l'activité (indices 1954 = 100)	104,5	105,7	107,6	108,4	107,2	107,6	96,8	99,5	100	101,3	103,6	106,9

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel); la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales:

(Indice 1954 = 100.)

1° *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II (Premier jour du trimestre.)	III (Premier jour du trimestre.)	IV (Premier jour du trimestre.)	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1957	93,5	93,3	94,1	94,1	93,8
1958	94,1	93,4	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1957	99,5	100	100,6	101,2	100,5
1958	101,2	101,4	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1957	103,1	102,4	103,5	102,5	102,8
1958	102,1	102,3	»	»	»
Ensemble:					
1957	95,9	95,9	96,6	96,7	96,4
1958	96,7	96,3	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957	97,3	97	97,8	95,7	96,6
1958	94,7	95,1	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957	103,5	104,5	105,9	105,9	105,3
1958	106	107,1	»	»	»
Production des métaux:					
1957	106,6	106,8	107,5	108,5	107,7
1958	109,2	110	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1957	108,4	109,7	110,5	111,7	110,6
1958	112,7	113,6	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	105,7	109	111,1	111,3	109,4
1958	106,5	107,2	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1957	104,1	104,9	104,9	105,4	105,2
1958	107	107,5	»	»	»
Industrie textile:					
1957	93,9	94,7	94,7	95	94,7
1958	95	94,4	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1957	96,7	98	97,8	98,3	98
1958	98,9	98,9	»	»	»
Papiers et cartons:					
1957	102,8	104	104,6	105	104,5
1958	105,9	106,4	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1957	107,1	105,2	111,7	116,5	110,5
1958	110,4	110,8	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1957	100,9	101,5	101,8	102,5	102,1
1958	104,4	104,9	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1957	96,9	99	99,4	100,6	99,4
1958	100,4	101,4	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1957	103,9	105,2	106,5	107,5	106,1
1958	106,6	107,1	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1957	94,1	93,5	93,9	93,8	93,8
1958	93,9	93,4	»	»	»
Ensemble:					
1957	97,3	97,1	97,8	97,9	97,6
1958	97,8	97,6	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1957	105,4	105,8	108,1	108,2	107,3
1958	108,5	109,2	»	»	»

Source: Ministère du travail.

2° *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1957	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1958	47,1	47,1	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1957	48	48	48	48	48
1958	48	48	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1957	47,3	46,9	47,5	47	47,2
1958	47,3	47,4	»	»	»
Ensemble:					
1957	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1958	47,4	47,4	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957	47,2	48,2	49,1	49	48,4
1958	47,6	48	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957	46,5	46,6	46,8	46,9	46,7
1958	46,7	46,7	»	»	»
Production de métaux:					
1957	48,6	48,6	48,7	48,7	48,7
1958	48,6	48,1	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1957	47,1	47,3	47,4	47,3	47,3
1958	47,4	47,3	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	47,5	48,8	49,5	49,5	48,8
1958	47,5	48,6	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1957	45,4	45,4	45,4	45,3	45,4
1958	45,5	45,3	»	»	»
Industrie textile:					
1957	43,7	43,8	43,9	43,9	43,8
1958	43,6	43	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1957	43	43,3	43,4	43,4	43,3
1958	43,5	43,2	»	»	»
Papiers et cartons:					
1957	45,9	45,9	45,9	46	45,9
1958	45,9	45,8	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1957	46,8	45,1	46,2	46,5	46,1
1958	46,3	45,1	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1957	46,6	46,9	47,1	47,1	47
1958	47	47	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1957	41,6	42	42,1	42,1	42
1958	41,9	41,9	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1957	46	46,2	46,5	46,5	46,3
1958	46,1	46,1	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1957	48	48	48	48	48
1958	48	48	»	»	»
Ensemble:					
1957	47,6	47,6	47,7	47,7	47,7
1958	47,7	47,7	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1957	44	43,8	43,8	43,9	43,9
1958	44	43,8	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3° *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1957	93,5	93,3	94,1	94,1	93,8
1958	94,1	93,4	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1957	99,5	100	100,6	101,2	100,5
1958	101,2	101,4	»	»	»
Pétrole et carburants liquides.					
1957	103,7	102,2	104,6	102,5	103,1
1958	102,7	103,2	»	»	»
Ensemble:					
1957	95,9	95,9	96,7	96,7	96,4
1958	96,7	96,4	»	»	»
2 Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957	97,3	99	101,7	99,3	99,1
1958	95,5	96,7	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957	105,1	106,3	108,2	108,4	107,4
1958	108,1	109,2	»	»	»
Production de métaux:					
1957	110,2	110,4	111,4	112,4	111,4
1958	112,9	112,5	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1957	110,2	112	113,2	114,2	113,1
1958	115,4	116,1	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	105,1	111,3	115,1	115,3	111,8
1958	105,9	109	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc.					
1957	105,2	106,1	106,1	106,3	106,3
1958	108,4	108,5	»	»	»
Industrie textile:					
1957	96,8	97,8	98	98,3	97,8
1958	97,7	95,7	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1957	100	102	102	102,5	102,1
1958	103,4	102,7	»	»	»
Papiers et cartons:					
1957	105,1	106,3	106,9	107,5	106,8
1958	108,2	108,5	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1957	106,5	104,6	106,6	108,5	106,9
1958	109,1	107	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1957	103,1	104,4	105,2	105,9	105,2
1958	107,6	108,2	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1957	99	102,2	102,8	104	102,5
1958	103,3	104,3	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1957	105,7	107,5	109,6	110,6	108,7
1958	108,6	109,1	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1957	94,1	93,5	93,9	93,8	93,8
1958	93,9	93,4	»	»	»
Ensemble:					
1957	97,7	97,5	98,3	98,4	98,1
1958	98,3	98,1	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales.					
1957	106,2	106,1	108,6	109	107,9
1958	109,4	109,7	»	»	»

2° Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956.

Durée hebdomadaire moyenne de travail de l'ensemble des ouvriers et employés occupés par branche d'activités collectives, sexe et lieu de résidence.

LIEU DE RÉSIDENCE — Branches d'activités collectives.	RÉGION DE PARIS (1)			PROVINCE			ENSEMBLE		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Agriculture (salariés)	57,6	56,0	57,0	48,6	42,5	46,1	48,7	42,5	46,2
Energie	47,2	45,0	46,9	45,3	42,2	45,0	45,4	42,6	45,2
Industrie	44,1	40,2	42,6	40,8	37,2	39,8	41,4	39,5	40,9
Transports	48,9	41,2	47,9	44,1	44,1	44,1	45,5	43,5	45,1
Commerces	49,3	40,7	45,2	46,5	47,0	46,7	47,2	39,9	44,2
Professions administratives et libérales	43,2	40,2	41,4	40,4	37,5	39,0	40,9	38,3	39,6
Services domestiques, hygiène	47,6	40,5	42,1	37,9	30,2	32,1	40,6	33,5	35,9
Non déclarés	45,5	41,1	42,7	31,5	45,0	32,5	38,5	41,8	39,3
Ensemble (non compris les salariés agricoles).	45,6	40,1	43,6	41,9	39,1	41,1	42,7	39,5	41,7

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

3° Données récentes sur l'emploi et le chômage.

a) *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1957				1958				ANNÉES						
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1938	1949	1952	1954	1955	1956	1957
Chômeurs secourus.															
Total France entière (1.000) (1)	23,1	23,5	18,5	13,6	17,2	20,5	»	»	373,6	39,7	37,8	62,6	52	32,5	18,6
Dont:															
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail	6,5	7,2	4,9	3,5	5,8	8,1	»	»	»	»	»	»	24,3	11,7	5,3
Fonds de chômage couverts.	498	478	411	361	366	417	»	»	»	»	435	857	791	670	421
Demandes d'emploi non satisfaites: nombre (1.000) (2)	97,4	92,2	75	67,4	87,3	96	»	»	492	80,5	132	183,9	158,6	112,3	80,7
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)	40,4	57,8	61,3	53,4	34,5	37,1	»	»	»	»	»	»	19,8	42,4	50,8

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

Sources: I. N. S. E. E., Ministère du travail.

b) *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité au cours de l'année 1957.*

BRANCHES D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE							
	1er janvier 1957.	1er avril 1957.	1er juillet 1957.	1er octobre 1957.	1er janvier 1958.	1er avril 1958.	1er juillet 1958.	1er octobre 1958.
Extraction de minerais divers	»	»	»	»	»	900	»	»
Production des métaux	»	200	»	3.300	1.800	»	»	»
Première transformation des métaux	»	»	200	»	»	200	»	»
Mécanique générale	»	»	600	300	300	700	»	»
Construction de machines	3.500	500	500	1.100	»	»	»	»
Construction électrique	300	»	300	1.600	500	300	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction	»	»	200	200	800	300	»	»
Bâtiment et travaux publics	4.700	»	2.900	1.000	6.500	3.900	»	»
Industrie chimique, caoutchouc	1.400	1.600	1.400	1.800	1.400	1.400	»	»
Industries agricoles et alimentaires	3.400	12.300	7.900	4.900	2.000	12.700	»	»
Industrie textile	7.600	7.600	7.000	3.900	3.800	20.300	»	»
Habillement et travail des étoffes	12.700	3.900	6.000	5.100	9.800	4.000	»	»
Cuirs et peaux	3.600	4.600	2.000	2.600	3.800	3.600	»	»
Industrie du bois, ameublement	2.200	800	300	400	»	1.100	»	»
Papier, carton	800	1.000	1.100	1.000	800	900	»	»
Industrie polygraphique	16.200	11.700	17.000	17.200	16.200	16.600	»	»
Industries diverses	1.000	800	500	600	300	1.100	»	»
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.)	400	200	»	700	400	200	»	»
Commerces agricoles et alimentaires	500	900	100	100	400	600	»	»
Commerces non alimentaires	2.100	1.800	1.900	2.100	900	300	»	»
Spectacles	200	500	»	600	»	100	»	»
Hygiène	21.000	12.500	11.500	13.700	25.600	16.000	»	»
Professions libérales	1.400	1.100	900	800	700	800	»	»
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	57.400	48.000	47.600	45.000	48.000	68.000	»	»
Toutes activités	83.000	65.000	62.000	63.000	76.000	86.000	»	»

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

c) *Chômage partiel indemnisé.*

	I (Janvier.) (Fin de mois.)	II (Avril.) (Fin de mois.)	III (Juillet.) (Fin de mois.)	IV (Octobre.) (Fin de mois.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000):				
Ensemble:				
1957	87	(mars) 49	41,6	41
1958	72,8	»	»	»
Dont:				
Textiles et annexes:				
1957	25	(mars) 14,7	38,7	13,6
1958	28,2	»	»	»
Habillement et travail des étoffes:				
1957	13,5	(mars) 5,9	1,83	2,4
1958	4,3	»	»	»
Chaussures:				
1957	10,3	(mars) 9,4	15,9	22,06
1958	14,04	»	»	»

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au-delà de janvier 1952.

d) *Conflits de travail.*

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
Nombre de journées perdues (1.000):				
1957	168,8	650,8	546,8	1.313,2
1958	57,1	491,5	»	»

N. B. — Moyenne mensuelle: 1949 = 594. — 1955 = 256,5.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

4° Activités générales (indices rapides).

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la Société nationale des chemins de fer français (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

DÉSIGNATION	1957				1958		ANNÉES			
	I	II	III	IV	I	II	1938	1956	1957	1958
1952 = 100 (Moyennes mensuelles.)										
1. Indices d'ensemble de la production industrielle (sans bâtiment) indices provisoires).	146	153	128	159	161	»	75	134	141	»
2. Trafic S. N. C. F. (1938 = 100):										
(Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant) (voir N. B.).....	164	160	154	157	(165)	»	128	149	159	»
Tonnages chargés et entrés chargés.....	605	582	560	629	600		»	»	»	»
(Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes) (1938 = 100)....	»	»	»	»	»	»	362	569	594	»
3. Indices de la production totale d'électricité (1952 = 100) (indices provisoires).....	147	138	128	153	161	»	»	132	141	»

N. B. — Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938, ramené au taux de la période considérée. Les indices mensuels ne sont donc pas comparables entre eux.

Source: I. N. S. E. E.

V. — PRODUCTIVITE

Evolution récente de la productivité en France de 1949 à 1956. (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
	1. Production brute:							
64	Consommation des ménages.....	107	112	115	120	126	137	143
5,5	Consommation des administrations.....	107	122	174	197	185	173	223
18,5	Formation brute de capital:							
	Stocks inclus.....	100	97	98	93	101	113	123
	Stocks exclus.....	(101)	(107)	(104)	(104)	(113)	(127)	(136)
12	Exportations (1).....	131	156	148	152	173	188	180
100	Ensemble production brute.....	107,5	113,5	117	120	127	137,5	145
	2. Facteurs de production:							
12	Travail dans l'agriculture et les pêcheries.....	98	96	94	92	90	88	86
60,5	Travail dans l'industrie et les services.....	101,3	104,2	104,1	102,7	104,3	105,6	106
5,5	Travail des fonctionnaires civils.....	98	98,5	98,5	99	100	102	105
10,5	Amortissement	102	104,5	106,5	108	109,5	111,5	114
11,5	Importations	104	122	127	126	136	152	177
100	Ensemble des facteurs.....	101	105	105,5	104,5	107,5	109	112,5
	3. Productivité globale des facteurs.....	106	108	111	115	118	126	129
	Progrès de productivité par rapport à l'année précédente (pourcentage)	6	2	2,5	3,5	3	6,5	2,5

(1) Y compris solde des utilisations de services.

Source: I. N. S. E. E. (Etudes et conjoncture).

Progrès récents de productivité.

	VARIATIONS ANNUELLES			VARIATIONS ANNUELLES	
	Entre 1955 et 1956.	Entre 1956 et 1957.		Entre 1955 et 1956.	Entre 1956 et 1957.
	P. 100.	P. 100.		P. 100.	P. 100.
1. Productivité finale brute:			2. Facteurs de production:		
Consommation des ménages	+ 5,5	+ 6	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	— 2	— 2
Consommation des administrations	+ 19	+ 8	Travail dans l'industrie et les services	+ 0,5	+ 3
Formation brute de capital:			Total des fonctionnaires civils	+ 2	+ 2,5
Stocks inclus	+ 10	+ 12	Amortissement	+ 2	+ 2,5
Stocks exclus	(+ 8)	(+ 8,5)	Importations (2)	+ 10	+ 7,5
Exportations (1)	— 6	+ 7	Ensemble des facteurs	+ 1,5	+ 3
Ensemble production finale brute	+ 5,5	+ 6,5	3. Productivité globale	+ 4	+ 3,5

(1) Y compris solde des utilisations de services.
(2) Non compris les importations de caractère militaire.
Source: I. N. S. E. E.

VI. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

DESIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Quantités (1.000 tonnes):												
Importations	4.111	4.925	3.952	3.859	3.257	4.054	4.365	4.082	4.380	4.879	5.685	5.990
Exportations	3.427	3.525	2.249	2.265	2.858	3.324	3.116	3.403	3.760	4.753	4.000	3.972
Valeurs (milliards de francs):												
Importations	4,45	4,85	3,84	77,19	89,39	133,64	132,64	121,52	126,84	138,04	161,70	168,8
Exportations	4,28	4,18	2,55	65,33	89,39	123,24	116,04	117,24	129,03	141,32	135,22	157,45

Source: Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes) :				
Importations :				
1957	6.017	6.173	5.940	5.829
1958	6.173	»	»	»
Exportations :				
1957	4.057	3.921	3.821	4.088
1958	4.038	»	»	»
B. — Valeurs (milliards de francs) :				
Importations :				
1957	198,96	198,84	172,42	184,3
1958	211,47	»	»	»
Exportations :				
1957	156,76	153,22	140,87	178,92
1958	178,64	»	»	»

Source : Ministère des finances.

2° Les indices du volume

Définition.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les cœfficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, *pour accorder les indices base* 100 *en* 1949 *à ceux de base* 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à bases 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir Bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 (or inclus)

(Valeurs échangées à prix constants.)

a) *Indices bruts* (1913 = 100) *de* 1913 *à* 1942.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

b) *Indices bruts* (1938 = 100) *de* 1938 *à* 1945.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

c) *Indices corrigés* (1938 = 100) *de* 1946 *à* 1956.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	206
1955	142	225
1956	166	202
1957	175	223

Source : I. N. S. E. E.

3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

DÉSIGNATION	PONDÉRATION de l'indice.	INDICES BASE 100 EN 1949						INDICES BASE 100 EN 1956			
		1951	1952	1953	1954	1955	1956	Pondération de l'indice.	1957	1958 1er trimestre	1958 2e trimestre
Exportations.											
Alimentation, boissons, tabacs:											
Etranger	723	178	119	121	246	371	291	853	124	98	»
Zone franc	619	154	158	171	191	166	179	577	118	130	»
Ensemble	1.342	169	138	143	218	277	239	1.430	121	111	»
Produits bruts:											
Etranger	752	131	128	139	169	193	189	667	96	92	»
Zone franc	100	155	140	143	120	143	140	81	106	134	»
Ensemble	852	132	131	141	165	187	183	948	97	92	»
Energie, lubrifiants:											
Etranger	515	143	171	177	182	234	160	481	82	100	»
Zone franc	109	170	224	288	270	306	327	219	88	120	»
Ensemble	624	147	179	196	196	247	190	700	84	106	»
Produits manufacturés:											
Etranger	3.835	181	137	148	175	213	204	4.522	107	107	»
Zone franc	3.347	134	123	123	125	113	95	2.400	123	138	»
Ensemble	7.182	160	130	135	149	166	154	6.922	113	118	»
Comprenant:											
Demi-produits:											
Etranger	»	»	»	»	»	»	239	2.445	99	94	»
Zone franc	»	»	»	»	»	»	103	571	124	139	»
Ensemble	»	»	»	»	»	»	199	3.016	104	102	»
Produits finis:											
Equipement:											
Etranger	613	177	173	163	173	210	252	956	116	112	»
Zone franc	792	124	108	83	83	75	89	546	126	146	»
Ensemble	1.405	147	136	118	122	133	160	1.502	119	125	»
Consommation:											
Etranger	»	»	»	»	»	»	134	1.121	117	133	»
Zone franc	»	»	»	»	»	»	94	1.283	121	135	»
Ensemble	»	»	»	»	»	»	111	2.404	119	134	»
Total des exportations:											
Etranger	5.825	169	131	149	182	234	211	6.723	106	104	»
Zone franc	4.175	138	141	133	141	127	114	3.277	119	135	»
Ensemble	10.000	156	135	142	165	190	170	10.000	110	114	»
Importations.											
Alimentation, boissons, tabacs:											
Etranger	1.000	112	120	112	84	100	170	997	77	118	»
Zone franc	1.702	108	119	125	143	153	143	1.461	110	127	»
Ensemble	2.702	111	120	120	122	133	153	2.458	97	124	»
Produits bruts:											
Etranger	2.340	109	93	107	118	134	138	2.086	106	98	»
Zone franc	814	108	113	120	134	128	150	746	110	118	»
Ensemble	3.154	109	99	111	122	133	141	2.832	107	104	»
Energie, lubrifiants:											
Etranger	2.030	115	127	119	128	139	156	1.788	107	109	»
Zone franc	5	45	112	140	169	163	104	7	148	439	»
Ensemble	2.035	115	128	120	129	139	155	1.795	107	110	»
Produits manufacturés:											
Etranger	2.020	135	120	116	134	178	216	2.752	112	113	»
Zone franc	89	130	153	177	199	203	216	163	98	107	»
Ensemble	2.109	135	124	120	137	179	216	2.915	111	113	»
Comprenant:											
Demi-produits:											
Etranger	»	»	»	»	»	»	220	1.323	116	120	»
Zone franc	»	»	»	»	»	»	»	148	97	114	»
Ensemble	»	»	»	»	»	»	»	1.471	114	127	»
Produits finis:											
Etranger	836	115	115	109	103	123	188	998	120	116	»
Equipement, consommation:											
Etranger	»	»	»	»	»	»	301	431	94	76	»
Total des importations:											
Etranger	7.390	121	116	114	122	143	172	7.623	105	109	»
Zone franc	2.610	109	116	123	139	147	149	2.377	109	124	»
Ensemble	10.000	118	116	117	126	144	166	10.000	106	112	»

Source: I. N. S. E. E.

B. — Echanges agricoles en nature.

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

1° PART DES DIVERS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

1. *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	235,5	15,5
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	57,8	3,8
Fruits et légumes (conserves comprises) et pommes de terre	38,7	2,6
Café, cacao, thé et épices	23,5	1,6
Produits laitiers et œufs	19,7	1,3
Graines et fruits oléagineux	15,5	1
Viandes (y compris conserves)	11,1	0,7
Tabacs	10	0,7
Sucres et sucreries	3,6	0,2
Boissons	3,1	0,2
N B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,1	0,6

(1) Pour l'année 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.515,6 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	201,4	11,7
Dont:		
Fruits et légumes (y compris les conserves) et pommes de terre	31,5	1
Café, cacao, thé et épices	25,1	1,5
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	20,3	1,2
Graines et fruits oléagineux	20	1,2
Viandes (y compris les conserves)	17,4	1
Tabacs	12,6	0,7
Corps gras (graisses et huiles)	12,1	0,7
Sucres et sucreries	10,5	0,6
Produits laitiers et œufs	9,9	0,6
Boissons	4,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés, y compris conserves	9,2	0,5

(1) Le total des importations pour l'année 1957 est de 1.726,6 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	151,8	13,8
Dont:		
Boissons	50,7	4,6
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	36,1	3,3
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	17,1	1,5
Sucres et sucreries	12,6	1,1
Viandes (y compris conserves)	6,6	0,6
Corps gras (graisses et huiles)	5,1	0,5
Semences, plantes et produits horticoles	4,1	0,1
Produits laitiers et œufs	3,3	0,3
Animaux vivants	2,1	0,2
Tourteaux	1,9	0,2
Poissons, crustacés (y compris conserves)	2,9	0,3

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.101,5 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Total: produits de l'agriculture	190,3	15,4
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	65,8	5,3
Boissons	57,1	4,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	18,3	1,5
Corps gras	6,6	0,5
Sucres et sucreries	6,3	0,5
Produits laitiers et œufs	6	0,5
Viandes (y compris les conserves)	5	0,4
Tourteaux	2,2	0,2
Animaux vivants	1,7	0,1
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3	0,3

(1) Le total des exportations atteint 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2° Echanges de produits végétaux

1. *Céréales.*

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
a) Blé (1.000 quintaux).							
Importations:							
Etranger	2.011	3.715	6.628	13.416,7	5.394	2.856,7	»
U. F. O. M.	2.708	2.185	1.021	1.846,8	1.601	739,3	877,8
Total	4.719	5.930	7.649	15.263,5	6.995	3.596,0	877,8
Exportations:							
Etranger	718	755	1.108	8.281,3	8.819	199,1	4.612,5
U. F. O. M.	7	1.986	46	546,1	408	»	260,4
Total	725	2.741	1.154	8.827,4	9.227	199,1	4.872,9
b) Céréales secondaires (1.000 quintaux).							
Seigle.							
Importations:							
Etranger	»	615	1	184,4	»	»	»
U. F. O. M.	»	3	»	6,9	»	»	»
Total	»	618	1	188,3	»	»	»
Exportations:							
Etranger	»	»	5	»	374,9	»	»
Orge.							
Importations:							
Etranger	298	618	174	1.455	7,6	4,6	5,2
U. F. O. M.	439	2.638	1.879	1.384	»	»	122,2
Total	737	3.256	2.053	2.839	7,6	4,6	127,4
Exportations:							
Etranger	»	58	195	4.201	16.985	5.670	449
U. F. O. M.	»	»	»	5,7	10	6	»
Total	»	58	195	4.206,7	16.995	5.676	449
Avoine.							
Importations:							
Etranger	»	1.505	12	291,7	2,8	2,8	16,4
U. F. O. M.	»	128	129	21,6	»	»	61,7
Total	»	1.633	141	313,3	2,8	2,8	78,1
Exportations:							
Etranger	2,7	0,4	25	77,9	542,2	111,7	»
U. F. O. M.	»	0,9	»	1,3	2,3	»	»
Total	2,7	1,3	25	79,2	546,5	111,7	»
Maïs.							
Importations:							
Etranger	265	2.999	4.240	2.646	1.225	234	728
U. F. O. M.	6.816	1.648	580	1.519	522,3	265	428
Total	7.081	4.647	4.820	4.135	1.747,3	499	1.156
Exportations:							
U. F. O. M.	»	Etr.: 10 6,8	10		Etr.... 2,5 F.O.M. 5,7 8,2	2,5	1,7
Riz.							
Importations:							
Etranger	229	215	250	269	52	32,3	6
U. F. O. M.	5.405	211	84	513	838	212,7	120,6
Total	5.634	426	314	782	890	245	126,6
Exportations:							
Etranger	»	»	»	0,2	0,4	0,1	34
U. F. O. M.	»	0,2	26	25,8	24,8	4,5	4,3
Total	»	0,2	26	26,1	25,2	4,6	38,3

Source: Ministère des finances.

2. *Plantes sarclées.*

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Pommes de terre (1.000 quintaux).							
Importations:							
Etranger	791	952	1.274	1.128	923	355,6	319,1
U. F. O. M.	756	423	809	769	712	84,2	164
Total	1.547	1.375	2.083	1.897	1.635	439,8	483,1
Exportations:							
Etranger	133	1.653	419	594	366	98,8	35,6
U. F. O. M.	764	1.275	1.155	2.068	2.173	370,8	523,5
Total	897	2.928	1.574	2.662	2.539	469,6	559,1

Source: Ministère des finances.

3. *Oléagineux.*

DÉSIGNATION	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Total graines et fruits oléagineux (1.000 quintaux) (1).						
Importations:						
Etranger	2.133	1.414	2.782	3.344	1.585,3	6,3
U. F. O. M.	4.646	3.783	5.128	5.332	1.131,8	6,2
Total	6.779	5.197	7.910	8.676	2.737,1	12,5
Exportations:						
Etranger	3,5	276	45	281	22,8	»
U. F. O. M.	4,3	27	31,8	105	33,7	»
Total	7,8	303	76,8	386	56,5	»

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.
Source: Ministère des finances.

4. *Légumes secs (écossés)* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Importations:							
Etranger	475	124	78	140	182	69,1	125,6
U. F. O. M.	805	502	764	836	353	84,8	59,5
Total	1.280	626	842	976	535	153,9	185,1
Exportations:							
Etranger	231	154	19	78,6	15,4	7,6	4
U. F. O. M.	77	63	47	95,4	100,6	28,4	25
Total	308	217	66	174	116	36,0	29

Source: Ministère des finances.

5. *Légumes frais* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Importations:							
Etranger	563	611	520	893	387	332,3	457,5
U. F. O. M.	963	812	1.287	2.093	1.598	222,8	274,8
Total	1.526	1.423	1.807	2.986	1.985	555,1	182,7
Exportations:							
Etranger	552	504	695	400	897,5	477,6	276
U. F. O. M.	»	57	99	64	89	426,9	25,5
Total	552	561	794	464	986,5	901,5	301,5

Source: Ministère des finances.

6. *Fruits* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Fruits à pépins (1).					Etr.: 510,3 1,2		
Importations:							
Etranger	(2) 547	426	313	599	511,5	177,8	1.557,6
Exportations:							
Etranger	1.359	391	240	107,5	78,8	18,8	»
U. F. O. M.	26	74	113	97	56	21,8	»
Total	1.385	465	353	204,5	134,8	40,6	»
Fruits à noyaux (frais).							
Importations:							
Etranger	67	22,2	82	74,4	17,9	»	»
U. F. O. M.	106	28,9	62	119,6	97,2	»	»
Total	173	51,1	144	194	115,1		
Exportations:							
Etranger	140	112	15	36	265,7	»	»
U. F. O. M.	»	1,5	2	2,5	3,5	»	»
Total	140	113,5	17	38,5	269,5		
Raisins frais.							
Importations:							
Etranger	»	47,3	35	47	30,3	1,8	38,2
U. F. O. M.	128	62,6	35	57	58,2	»	»
Total	128	109,9	70	104	89,5	1,8	38,2
Exportations:							
Etranger	129	128	291	235	97,3	1,5	»
U. F. O. M.	»	4,3	2	1,8	1,5	»	»
Total	129	132,3	293	236,8	98,8	1,5	»

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraîches.
Source: Ministère des finances.

7. *Plantes industrielles* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Houblon.							
Importations:							
Etranger	»	6,6	5,5	8,5	10	6,7	9,2
Exportations:							
Etranger	»	15,1	11	2,8	0,9	»	»
U. F. O. M.	»	1,8	1	0,8	1	»	»
Total	»	16,9	12	3,6	1,9	»	»

Source: Ministère des finances.

8. *Vin* (1.000 hectolitres).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Vins de raisin frais et moûts de raisin.							
Importations:							
Etranger	173	1.269	72	113,8	178,1	»	»
U. F. O. M.	16.153	9.033	11.686	14.390	18.269	2,3	»
Total	16.326	10.302	11.758	14.503	18.447,1	2,3	»
Exportations:							
Etranger	761	475	811	1.988	1.530,9	1,5	»
U. F. O. M.	271	268	668	823	147,9	»	6,5
Total	1.032	743	1.469	2.811	1.678,8	1,5	6,5

Source: Ministère des finances.

3° Echanges de produits animaux

1. *Lait et produits laitiers* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Laits concentrés.							
Importations:							
Etranger	24	164	39,2	66,5	38,4	11,2	14
Exportations:							
Etranger	»	»	»	»	Etr.. 19,4		Etr.. 4,5
U. F. O. M.	53,2	117,5	177,4	(2) 115,6	U.F. 244,8		O 68,7
Total	77,2	281,5	216,6	212,1	(3) 264,2	37,5	73,2
Fromages.							
Importations:							
Etranger	142	91	165	122,6	105,8	35	32,5
U. F. O. M.	»	0,87	2,7	1,1	1	»	»
Total	142	92	167,7	123,7	106,8	35	32,5
Exportations:							
Etranger	46	62	36,5	44,5	63,7	16	16,7
U. F. O. M.	74	103	142,6	158	197,2	46,5	53
Total	120	165	179,1	202,5	260,9	62,5	69,7
Beurre.							
Importations:							
Etranger	6	253	150	171,4	6,4	4	»
U. F. O. M.	»	9,5	0,56	»	»	»	»
Total	6	262,5	150,56	171,4	6,4	4	»
Exportations:							
Etranger	»	0,1	0,7	24,5	87,7	5	19,5
U. F. O. M.	25	31,6	11,6	23	43,6	7,4	10,8
Total	25	31,7	12,3	47,5	101,3	12,4	30,3

(1) Exportations de lait non concentré: 76,7.
(2) Exportations totales de lait non concentré: 100.
(3) Exportations totales de lait non concentré: 144.
Source: Ministère des finances.

2. *Viande (fraiche ou congelée)* (1) (1.000 *quintaux*).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
				(2) (3)	(2)	(3)	
Importations:							
Etranger	84	22,6	223	394	608,8	155,5	162,5
U. F. O. M.	125	45,1	56	27	9	1,4	3,2
Total	209	67,7	279	421	617,8	156,9	165,7
Exportations:							
Etranger	5	88	24	185	67,8	9,6	»
U. F. O. M.	»	9,8	21	32	60,5	23,2	15,6
Total	5	97,8	45	217	128,3	32,8	15,6

(1) Volailles exclues.
(2) Animaux vivants (à l'exception des poissons, crustacés et mollusques) (1.000 quintaux):
1956. — Importations: étranger, 572; U. F. O. M., 141. Exportations: étranger, 99; U. F. O. M., 52.
1957. — Importations: étranger, 432; U. F. O. M., 114. Exportations: étranger, 56; U. F. O. M., 63.
(3) Abats comestibles inclus.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

1. *Importations de l'étranger de produits de l'industrie pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.280,1	84,5
Dont:		
Energie	346,4	22,9
Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation	132	8,7
Produits pétroliers	214,4	14,2
Industrie métallurgique	311,2	20,5
Industrie textile	214,9	14,2
Industries chimiques et parachimiques	76,5	5,1
Pâtes, papiers et leurs applications	62,5	4,1
Matériel de transport	39,4	2,6
Caoutchouc et ouvrages	36,8	2,4
Cuirs et peaux	33,7	2,2
Bois et ouvrages	28,5	1,9
Industries électriques	25,8	1,7
Industrie céramique	6,7	0,4
Chaussures	2,8	0,2
Industrie du verre	2,7	0,2

(1) Pour 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.515,6 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.525,2	88,3
Dont:		
Energie:		
Produits pétroliers	450,4	26,1
Combustibles minéraux	275	15,9
Solides	175,4	10,2
Industrie métallurgique	372	21,6
Industrie textile	250,6	14,5
Industries chimiques et parachimiques	84,9	4,9
Pâtes, papiers et leurs applications	70,2	4,1
Matériel de transport	56,2	3,3
Cuirs et peaux	41,1	2,3
Caoutchouc et ouvrages	40,2	2,3
Industrie électrique	30,2	1,7
Bois et ouvrages	29,7	1,7
Industrie céramique	7,1	0,4
Industrie du verre	2,7	0,2
Chaussures	2,4	0,1

(1) En 1957, le montant total des importations atteint 1.726,66 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie (ensemble)	949,7	86,2
Dont:		
Industrie métallurgique	334,3	30,3
Industrie textile	159,9	14,5
Industries chimiques et parachimiques	91,2	8,3
Matériel de transport	86,6	7,9
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	51	4,6
Navigation maritime et fluviale	26,2	2,4
Bois et ouvrages	27,3	21,5
Industrie électrique (machines et matériel)	24,3	21,2
Cuirs, peaux, pelleteries et ouvrages (sauf chaussures)	23,3	21,1
Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation	40,5	3,7
Produits pétroliers	33,1	3
Pâtes, papiers et leurs applications	21,1	1,9
Caoutchouc et ouvrages	9,7	0,9
Industrie du verre	9,2	0,8
Industrie céramique	4,9	0,4
Chaussures	1,1	0,1

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.101,5 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie	1.043,8	84,6
Dont:		
Industrie métallurgique	364,5	29,5
Industrie textile	170,5	13,8
Matériel de transport	119	9,7
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	73,5	6
Navigation maritime et fluviale	25,7	2,1
Industries chimiques et parachimiques	108,3	8,8
Combustibles minéraux solides	41,9	3,4
Produits pétroliers	28	2,3
Industrie électrique	31	2,5
Cuirs et peaux	26,3	2,1
Bois et ouvrages	24,7	2
Pâtes, papiers et leurs applications	22,7	1,8
Industrie du verre	10,8	0,9
Caoutchouc et ouvrages	10,5	0,9
Industrie céramique	5	0,9
Chaussures	1,4	0,1

(1) En 1957, le total des exportations s'élève à 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2° Energie

1. *Charbon.*

Importations et exportations totales de combustibles minéraux solides.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Combustibles minéraux solides (ensemble):							
Importations (2)	1.812	1.752	1.519	1.900	2.082	2.249	1.942,9
Exportations (1)	96,3	195	141,1	206	195	169	167,3
Houille et lignite :							
Importations (2)	1.278	1.329	1.112	1.427,6	1.151,3	1.609	1.467
Coke et semi-coke:							
Importations (2)	197	422	426	436	460	465	439

(1) Sarre exclue.
(2) Y compris livraison de la Sarre.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Electricité.*

(Millions de kWh.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Importations	34,5	85,4	53,2	80,7	77,5	54,5	59
Exportations	10	22,7	52,6	70,1	55	89	62

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Pétrole et produits pétroliers.*

Importations et exportations totales de pétrole et produits pétroliers.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Pétrole brut:							
Importations	580	983	1.768	2.084,3	2.005	1.739,5	2.336
Essences:							
Importations	57,8	16,6	15,8	44,3	64,8	99,1	53,7
Exportations	18,1	40,8	123,2	101,3	83,8	76,7	112,6
Gas oil:							
Importations	6,9	6,1	11	9,1	74,1	141,2	41,8
Exportations	14	67,3	141,7	133,5	90,5	76,7	183,4
Fuel oil:							
Importations	33,2	23,6	20,2	38,8	75,4	107	54,6
Exportations	8,6	67,5	287,6	166,7	140,9	119,7	197

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3° Production et transformation des métaux

1. *Exportations totales de minerai de fer et de bauxite.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1954	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Minerai de fer	814	592	764	935	1.135	1.191,8	1.235	1.308
Bauxite	24,3	15,9	28,2	26,5	27,1	27,1	32,6	25,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Importations et exportations totales de métaux non ferreux.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Aluminium:							
Exportations	1,17	1,16	0,84	1,28	1,38	0,90	1,86
Cuivre (1):							
Importations	10	12,1	12,3	14,8	17,08	15,5	19,5
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,28	0,12	0,10	0,51
Plomb:							
Importations	4	2,1	4,5	5,3	4,6	4,9	4,3
Exportations	0,25	1,71	0,54	0,62	0,95	0,24	0,37
Zinc:							
Importations	2,85	4,19	3,76	1,62	1,62	1,52	2,32
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,015	0,025	0,004	0,005

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Sidérurgie.*

Importations et exportations totales de produits sidérurgiques.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (2e trim.)
Ensemble (fonte, acier, produits finis):							
Importations	6,2	16,4	9,2	135,4	164,8	145,3	208
Exportations	173	163	218	405,2	391,5	450,3	334
Fonte (fonte brute et ferro-alliages):							
Importations	2,78	1,25	1,62	11,60	19,5	18,5	14,6
Exportations	45,1	47,1	28,7	31	26	25,7	15,1
Acier (lingots et demi-produits fer-acier):							
Importations	0,08	1,08	3,87	18,8	25,4	19,8	45,7
Exportations	15,2	14,1	15	31	26	33,1	15,6
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid):							
Importations	2,2	12,9	2,9	49,4	65	59,5	91,5
Exportations	75	117	167	297	285	318,7	263,7
Ferrailles et déchets:							
Importations	1,2	1,2	0,8	55,5	52,6	47,3	56,5
Exportations	37,4	15,1	7,1	47	54,5	72,6	39,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4. *Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines.*
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Fonderie (1.000 tonnes):							
Importations (1)	0,219	0,116	0,165	1,4	1,24	1,50	0,90
Exportations (2)	7,91	16,48	18,7	21,4	20,8	20,62	18,05
Machines agricoles (pièces):							
Tracteurs (3):							
Importations	»	1.014	783	2.097	2.026	2.503	834
Exportations	»	219	350	483	460	543	421
Motoculteurs:							
Importations	»	61	89	224	251	336	153
Exportations	»	18	7	25	97	26	259
Automobiles (pièces):							
Voitures particulières:							
Importations	»	119	648	822	678	619	662
Exportations	»	6.896	6.896	12.620	18.212	15.319	26.221
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes):							
Importations	66	12	54	91	93	93	64
Exportations	200	1.669	1.701	1.894	2.545	2.866	3.603

(1) Chauffage, sanitaire, poteries; principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.
(2) Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaire, poteries.
(3) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement, à chenilles.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4° Caoutchouc

Importations et exportations totales de pneumatiques et bandages.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Importations	0,31	0,35	0,65	0,96	0,75	1,3	0,88
Exportations	0,83	1,75	2,4	3	3,5	3,63	3,56

(1) Moyenne janvier-février.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

5° Engrais

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Importations.							
a) Nitrate de soude naturel	9,6	8,4	5,19	7,49	7,85	8,68	6,10
b) Nitrate de soude synthétique	7,4	0,7	»	»	»	»	»
c) Superphosphate	6,2	»	»	3,88	4,44	4,66	(1) 9,54
d) Scories de déphosphoration	»	»	»	23,3	23	18,73	25,87
Exportations.							
1. Superphosphate	3,4	13,6	5,6	1,32	1,98	4,30	2,88
2. Scories de déphosphoration	23,2	24,8	25,2	24	30,12	32,95	25,18
3. Engrais composés	3,9	5,3	6,5	2,57	7,85	6,68	9,09

(1) Moyenne janvier-février.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

6° Produits chimiques

(1.000 quintaux.)

DÉSIGNATION	1952	1955	1956	1957	1957 (3 mois.)	1958 (3 mois.)
Produits chimiques inorganiques:						
Importations:						
Etranger	1.277	1.467	1.443	1.363	451,7	»
Zone franc	13	14	9	14	3,7	»
	1.290	1.481	1.452	1.377	455,4	»
Exportations:						
Etranger	4.275	5.331	5.172	4.787	1.192	»
Zone franc	1.025	1.021	950	1.330	315	»
	5.300	6.352	6.122	6.117	1.507	»
Produits chimiques organiques:						
Importations:						
Etranger	472,8	735	1.017	966	328,4	78,8
				2		
				968	328,4	78,8
Exportations:						
Etranger	74	418	434	561	115,7	57,8
Zone franc	48	66	65	77	19	
	122	484	499	638	134,7	57,8

Source: Ministère des finances.

7° Produits textiles

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Laine:							
Laine brute (1):							
Importations	10,4	9,4	8,1	12	12,2	13,2	11,9
Laine peignée:							
Importations	0,067	0,009	0,15	0,24	0,12	0,25	0,057
Exportations	1,87	1,02	1,47	1,72	1,81	2,11	1,88
Filés:							
Importations	0,017	0,021	0,018	0,045	0,026	0,056	0,20
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,81	1,75	1,87	1,46
Tissus (2):							
Importations	0,06	0,025	0,08	0,36	0,40	0,49	0,21
Exportations	0,28	0,77	0,35	0,40	0,47	0,44	0,41
Coton:							
Coton brut:							
Importations	23,2	21,6	20,5	23,6	26,08	36,3	21,33
Filés:							
Importations	0,04	0,55	0,3	0,046	0,070	0,11	0,029
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,35	0,31	0,38	0,29
Tissus:							
Importations (2)	0,054	0,63	0,70	0,18	0,26	0,29	0,37
Exportations	3,72	4,42	4,68	2,74	2,78	3,20	2,79

(1) Laine brute, blousses, déchets et effilochés.
(2) Statistiques nouvelles depuis 1952 (tapis exclus).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

8° Cuirs et peaux

1. *Cuirs bruts de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1956	1957	1957 (1er trimestre.)	1958 (1er trimestre.)
Importations	3.172	1.371	1.722	2.014	2.281	1.905
Exportations	2.150	763	1.826	1.482	2.016	1.196

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Cuirs bruts de veaux.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1956	1957	1957 (1er trimestre.)	1958 (1er trimestre.)
Importations	970	246	541	637	639	985
Exportations	1.875	375	375	371	356	213

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Cuirs finis de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Importations	87	10	23	44	58	87	42
Exportations	123	99	264	279	347	312	392

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

9° Papiers et cartons

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er trim.)	1958 (1er trim.)
Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches)	33	34,3	35,2	53,79	51,88	57,08	64,59

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Nombre d'établissements de commerce

BRANCHES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS		VARIATION	
	1950	1954	Nombre.	P. 100.
Commerces agricoles	39.700	38.200	— 1.500	— 3,8
Commerces alimentaires	445.000	418.300	— 26.700	— 6
Commerces non alimentaires	270.100	280.500	+ 10.400	+ 3,8
Entreprises à commerces multiples	7.200	7.200	»	»
Commerces non sédentaires	96.400	97.800	+ 1.400	+ 1
Total	858.400	842.000	— 16.400	— 1,9

Source: Commissariat du plan.

2. Répartition en décembre 1956 des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives

GROUPES D'ACTIVITES collectives.	NOMBRE total.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT DES SALARIÉS									
		0	1	2	3	4	5	6 à 10	11 à 20	Plus de 20.	Non déclaré.
Commerces agricoles et alimentaires	336.243	184.678	87.739	28.200	9.629	5.217	3.275	6.553	2.746	1.827	6.379
Commerces non spécialisés	7.163	4.297	1.135	395	196	114	55	168	127	511	165
Commerces et spectacles non sédentaires	99.530	86.524	9.434	1.678	555	236	116	143	18	12	814
Commerces des matières premières, matériaux combustibles	34.874	11.952	8.740	4.085	2.004	1.348	932	2.416	1.391	1.255	751
Commerces de quincaillerie, machines, véhicules	49.339	19.687	10.727	5.349	2.872	1.947	1.268	3.416	1.830	1.308	935
Commerces des textiles de l'habillement et des cuirs	97.264	51.454	19.900	8.403	4.327	2.624	1.672	3.615	1.500	889	2.880
Commerces divers	76.243	42.530	15.948	5.886	2.910	1.672	1.055	2.151	866	478	2.747
Hôtellerie	105.374	50.832	29.470	9.361	4.239	2.426	1.597	3.178	1.365	1.008	1.898
Débits de boisson, tabac	182.521	148.051	24.152	4.869	1.368	543	287	507	139	42	2.563
Industries et commerces de récupération	12.624	7.814	1.803	791	407	294	194	551	350	252	188
Commerces mal désignés	132	39	25	15	11	8	4	9	5	1	15
Ensemble	1.001.307	607.858	209.073	69.032	28.518	16.429	10.455	22.707	10.317	7.583	19.335

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indices du chiffre d'affaires.

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.) (1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. *Commerces alimentaires* (1).					
Succursalistes:					
1956	202	207	205	233	213
1957	218	235	245	266	241
1958	266	»	»	»	»
Coopératives de consommation:					
1956	257	239	254	303	263
1957	272	274	284	362	300
1958	353	»	»	»	»
Détaillants indépendants:					
1956	166	167	166	195	174
1957	164	178	191	218	188
1958	207	»	»	»	»
Grossistes:					
1956	136	143	137	181	149
1957	138	158	190	197	171
1958	175	»	»	»	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins (1):					
Paris:					
1956	207	203	190	318	229
1957	234	240	230	372	269
1958	266	»	»	»	»
Province:					
1956	203	219	229	310	240
1957	209	260	275	356	275
1958	249	»	»	»	»
Autres commerces (2):					
Textiles, habillement:					
1956	117	142	120	201	144
1957 (2)	128	174	142	203	162
1958	(136)	»	»	»	»
Chaussures:					
1956	119	170	136	201	157
1957	126	200	149	216	173
1958	(130)	»	»	»	»
Droguerie, quincaillerie:					
1956	169	195	202	226	198
1957	205	228	244	262	234
1958	(235)	»	»	»	»
Ameublement:					
1956	195	237	257	277	241
1957	249	275	315	389	307
1958	(308)	»	»	»	»

(1) Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

(2) Source: I. N. S. E. E.

C. — Evolution du commerce intérieur (1).

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1938	1949	1952	1955	1956	1957
1. Création de fonds (France entière)	4.807	4.273	4.870	»	»	4.690	3.159	3.727	4.140
Actes de constitution de sociétés (Seine)	410	380	415	294	650	484	348	369	375
2. Dissolution et radiation (1):									
Radiation de fonds (France entière)	5.317	3.253	5.565	»	»	3.380	3.664	3.793	3.985
Actes de dissolution de sociétés (Seine)	325	289	241	147	247	228	244	234	284
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	301	284	293	145	98	125	216	260	263
Dont:									
Commerces agricoles et alimentaires	53	52	42	38	»	22	26	35	42
4. Faillites (déclarées)	347	306	353	405	288	369	394	320	297
Dont:									
Commerces agricoles et alimentaires	45	31	40	70	58	66	53	44	37

(1) Intermédiaires exclus.

Source: I. N. S. E. E.

VIII. — TRANSPORTS

A. — Trafic par mode de transport.

a) Fer (S. N. C. F.)

1° *Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1958 II	1929	1938	1949	1952	1956	1957
A. — *Trafic.*										
Trafic voyageurs/kilomètres (millions de voyageurs/kilomètres)	2.163	2.786	1.935 (1)	»	2.350	1.837	2.456	2.380	2.570	2.700)
Trafic marchandises/kilomètres (millions de kilomètres)	4.471	4.430	4.558	»	3.480	2.210	3.420	3.675	4.185	(4.471)
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes)	605	582	600	(591) Avril.	»	362	»	471	569	(591)
B. — *Productivité* (indices 1929=100).										
Du travail	»	»	»	»	100	83	»	»	»	»
De la consommation d'énergie	»	»	»	»	100	87	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

Sources: I .N. S. E. E. (évolution du trafic). Commissariat au plan (évolution de la productivité).

2° *Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F.* (1).

CATÉGORIES DE MATÉRIEL	1929	1938	1946	1950	1952	1955	(1956)
Locomotives à vapeur	19.800	15.200	13.800	12.300	10.460	8.550	7.900
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.251	1.360	1.540	1.650
Locomotives diesel	»	7	16	110	155	216	290
Autorails	64	664	618	718	780	960	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	17.900	16.800	15.500	15.400
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	409.000	379.000	352.000	345.000

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Source: Commissariat général du plan.

b) Voies navigables

1. *Trafic kilométrique total.*
(Millions de tonnes-kilomètres.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1958 II	1929	1938	1949 (Moyennes mensuelles.)	1952 (Moyennes mensuelles.)	1955 (Moyennes mensuelles.)	1956	1957
1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètres)	722,4	876,4	(723,3)	»	567	629	521	640	737	762,4	813,6

Source : I. N. S. E. E.

2. *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1955.*

TYPES DE BATEAUX	UNITÉS Navigation inférieure Rhin inclus.	UNITÉS Rhin.	TONNAGES Navigation inférieure Rhin inclus.	TONNAGES Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales :				
Tractionnées	6.310	195	2.275.137	241.641
Automoteurs	3.280	152	1.156.048	123.980
Citernes :				
Tractionnées	196	11	102.916	12.686
Automoteurs	637	2	240.671	1.528
Remorqueurs	429	75	»	»
Total (dont 3.104 bateaux bois)	10.860	435	3.774.772	379.835
Tonnage équivalent en péniches	»	»	5.171.491	505.343

Source: Commissariat général du plan.

c) Mer

1. *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1958 II	1938	1949	1952	1955	1956	1957
Voyageurs (grande navigation) (1.000):										
Débarquements	8,26	18,91	8,09	»	16,9	16,4	21,6	21,4	19,4	16,9
Embarquements	8,81	16,62	7,16	»	18,6	22,4	23,1	22,2	21,6	17,7
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes):										
Débarquements	4.811	4.943	4.916	»	2.989	3.006	3.538	3.856	4.673	4.802
Embarquements	1.789	1.869	3.087	»	1.050	1.266	1.860	2.255	2.093	1.961

Source: I. N. S. E. E.

2. *Flotte marchande.* (Evolution en tonnage.)
(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS (1.000)	NAVIRES à passagers. (1.000)	AUTRES cargos. (1.000)	TOTAL (1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9)	1.166	323	1.244	2.734
	(146)	(72)	(452)	(670)
1945 (1/8)	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
1949	569	434	1.421	2.424
	(4)	(67)	(447)	(585)
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545
1955	860	998	1.714	3.572
	(89)	(119)	(520)	(728)
1956	800	1.195	1.714	3.709
	(82)	(127)	(510)	(719)
1957	729	1.276	1.762	3.767
	(73)	(132)	(320)	(725)
1958	664	1.396	1.858	3.919
	(68)	(141)	(537)	(746)
En construction et reconstruction (commandes).				
1958 (1/1):				
France	53 (2)	197 (10)	113,7 (2)	363,7 (33)
Etranger	»	139,5 (8)	27,1 (12)	166,6 (20)
Total	53 (2)	336,5	140,8 (33)	530,3 (53)

Source: Ministère de la marine marchande.

a) Air

Evolution du trafic. (Moyennes mensuelles.)

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1957	1958 I	1958 II	1938	1949	1952	1955	1956	1957
Passagers (millions voyageurs)	245,2	(1) 264,1	»	6,1	110	179	266	299,7	335
Poste (Air France) (millions de tonnes-kilomètre)	1.335	(1) 1.549	»	95,4	941	1.578	1.563	1.330	1.388
Fret (sans la poste) (milliers de tonnes-kilomètre)	6.345	(1) 6.157	»	85,3	4.251	6.792	6.962	5.647	6.260

(1) Janvier.
Source: I. N. S. E. E.

B. — **Routes** (indication).

1° Parc routier au 1er janvier 1958 (1.000)

DÉSIGNATION	PARC estimé en service le 1er janvier 1958.	PARC estimé en service le 1er janvier 1957.
Voitures particulières et commerciales	3.972,2	3.476,5
Autocars et autobus	32,9	31,2
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux	1.319,1	1.228,7
Tracteurs routiers	19,4	17,7
Tracteurs agricoles, forestiers et autres	474,8	376,2
Total véhicules à moteur	5.818,4	5.130,3
Remorques	131	125,7
Semi-remorques	25,3	22,7
Total tous véhicules	5.974,7	5 278,7

Source: I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1956:				
1. Essence auto	188	256	302	283,6
Supercarburant	117	126	158	90,5
2. Gas oil (livraison au marché intérieur)	118	136	131,5	132,6
1957:				
1. Essence auto	260,4	292	290,4	267,7
Supercarburant	4,5	111,6	120,2	99,6
2. Gas oil (au marché intérieur et aux soutes françaises)	108,3	125,4	131,7	141,4
1958:				
1. Carburant auto	221	»	»	»
Supercarburant	90	»	»	»
2. Gas oil (total)	116,7	»	»	»

Moyennes mensuelles:

Années.	Essence auto.	Supercarburant.	Gas oil.
1938	225 (avec le super)	»	253
1949	148	»	63
1952	205,3	57	85
1953	216	77	101
1954	207	108	110
1955	223	130	124,4
1956	251,2	123	129,7
1957	277,6	84	126,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

A. — Budget de l'Etat et trésorerie.

1° Situations budgétaires de 1955 a 1957
(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — LOI de finances.	1956 — RESULTATS en décembre 1956	1957 — LOI de finances rectifiée.	1957 — SITUATION fin décembre (3).	1957 — SITUATION fin février 1958.	1958 — PROJET DE LOI de finances.
I. — *Opérations budgétaires.*							
Budget ordinaire (1)	1.927	2.171	2.253	2.408	2.602	2.518	2.805
Budget civil en capital	660	625	619	695	615	653	682
Budget militaire (normal)	1.008	963	969	1.362 (2)	1.364	1.358	1.326
Provision	»	»	»	»	»	»	»
Total	3.595	3.759	3.871	4.465	4.621	4.561	4.813
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.374	3.530	3.820	4.130	4.112	4.696
Solde des opérations budgétaires	— 378	— 385	— 341	— 645	— 491	— 449	— 117
II. — *Opérations propres du Trésor.*							
Découvert des comptes spéciaux	70	90	93	80	144	144	95
Fonds de développement économique et H. L. M.	307	307	307	325	322	322	388
Total	377	397	400	405	466	466	483
Total des charges de trésorerie	755	782	741	1.050	957	915	600
Dépenses spéciales d'Algérie	48	200	315	(3)	(3)	(3)	(2)
Ressources y affectées	»	»	— 22	»	»	»	»
Total de l'impasse	808	982	1.034	1.050	957	915	600

(1) Dépenses d'Algérie comprises.
(2) Voir dépenses militaires.
(3) Compte tenu du collectif (loi du 28 décembre 1957).

2° Répartition des ressources budgétaires de 1953 a 1957 (période complémentaire comprise).
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957 — SITUATION fin février 1958.
Impôts directs (revenus)	955	951	975	1.148	1.354
Impôts sur la fortune (1)	151	150	160	206	258
Impôts indirects	1.490	1.576	1.642	1.769	2.079
Total des ressources fiscales	2.596	2.677	2.777	3.123	3.691
Autres ressources budgétaires	380	516	569	499	421
Aide américaine	127	163	105		
Total général	3.103	3.356	3.450	3.622	4.112

(1) Enregistrement, successions, timbres, opérations de bourse.
Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° Evolution des recettes de l'Etat

1. *Comparaison de la répartition de la charge fiscale totale 1955 à 1957.*

(Ensemble des administrations.)

DÉSIGNATION	1955		1956		1957	
	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.
	(Milliards.)		(Milliards.)		(Milliards.)	
Impôts directs:						
Sociétés	320	8,8	408	10	462	9,9
Entreprises individuelles	157	4,3	158	3,8	206	4,4
Ménages	331	9,1	420	10,3	529	11,3
Total	808	22,2	986	24,1	1.197	25,6
Impôts indirects:						
Taxes sur le chiffre d'affaires	1.560	42,8	1.650	40,4	1.827	39,0
Autres impôts indirects	1.275	35	1.451	35,5	1.661	35,4
Total	2.835	77,8	3.101	75,9	3.488	74,4
Total général	3.643	100	4.087	100	4.685	100
Produit national brut	17.150	»	18.520	»	20.420	»
Pourcentage du total des impôts par rapport au produit national brut	21,3	»	22,1	»	22,9	»

Source: Ministère des finances.

2. *Répartition des recettes budgétaires en 1956 et 1957.*

RECETTES	RÉSULTATS 1956.	LOI DE FINANCES 1957.	SITUATION des recouvrements en France 1958 (1).
I. — *Fiscales.*			
A. — Contributions directes:			
Perçues par voie de rôle	467	537	569
Impôts sur les sociétés	336	282	(2) 362
Versement forfaitaire sur les salaires et professions non commerciales	287	312	329
Taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières	58	62	66
Taxe exceptionnelle sur les réserves des sociétés	»	50	28
	1.148		»
B. — Autres produits:			
Enregistrement, timbres, opérations de Bourse	206	227	258,1
Douanes	395	464	520
Contributions indirectes	1,5	77,8	79
Taxe sur les transports de marchandises	59,5	46	17
T. V. A. et T. P. S.	1.209	1.294	1.379
Taxes uniques	104	108,7	83,9
Total	3.123	3.430,5	3.691
II. — *Non fiscales.*			
Exploitations industrielles	88	90	93
Revenus du domaine	26	23	24
Produits divers	220	174	196
Ressources exceptionnelles	(3) 165	102	(4) 108
Total	3.622	3.820	4.112

(1) Y compris les impôts créés en cours d'année.
(2) Y compris la taxation des décotes.
(3) Y compris 49 milliards d'aide extérieure.
(4) Y compris 5 milliards de reliquat d'aide extérieure.

Source: Ministère des finances.

3. *Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut.*

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958
Recettes fiscales	2.777	3.123	3.688	4.224
Taux du prélèvement fiscal	16,2 p. 100	16,9 p. 100	18,1 p. 100	19,4 p. 100

Source: Projet de loi de finances pour 1958.

4° Impôts indirects

a) *Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957
Enregistrement et timbres...	147	148	161	207	(258)
Taxes uniques.....	»	92,9	100,3	103,6	79,6
Taxes sur le chiffre d'affaires.	1.091	1.153	1.161	1.209	1.382

Source: Ministère des finances.

b) *Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs.*

Produits budgétaires.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	RÉSULTATS (Quatre premiers mois.)
Taxes sur le chiffre d'affaires:	
Total:	
1957	442.150
1958	491.236
Taxes uniques:	
Taxe sur les vins et cidres:	
1957	2.842
1958	9.458
Taxe sur les viandes:	
1957	16.338
1958	15.646
Taxe sur les thés et cafés:	
1957	7.000
1958	7.527
Monopole des poudres à feu:	
1957	262
1958	284
Total général:	
1957	498.968
1958	557.225
Taxes locales:	
Total (1):	
1957 (décembre).....	219.027
1958 (avril).....	237.368

(1) Non compris les ressources affectées à des dépenses diverses: 35 milliards en 1956.

Source: Ministère des finances.

5° Produit du prélèvement sur les salaires

(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
107,5	135	165	207	211	228	251	287	(1) 329

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

(1) Evaluation des recouvrements en février 1958.

Source: Ministère des finances.

6° Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant (fin d'année).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956	1957 (nov.)
Dette intérieure.....	414	4.177	4.529	4.840	5.573	5.913
Dont:						
(Non exigible).....	(390)	(3.791)	(4.056)	(4.245)	(4.812)	(5.250)
(Instituts d'émission)	(36,2)	(880)	(815)	(704)	(633)	(986)
Dette extérieure.....	6,8	1.240	1.120	1.027	954	(1.002)

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

B. — **Collectivités locales** (établissements publics compris).

Situation financière à la clôture de l'exercice.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1948	1949	1950	1952	1953	1954	1955
Départements.							
Recettes	»	168,0	189,3	305,0	340,1	385,6	(330)
Dépenses	»	155,7	174,4	290,8	330,1	396	(327)
Disponibilités au 31 décembre..	3,3	15,6	30,5	58,4	68,4	79,7	»
Communes.							
Recettes	»	461,6	601,9	930,8	1.029,6	1.189,7	»
Dépenses	»	425,2	539,2	899,2	974,7	1.104,5	»
Disponibilités au 31 décembre..	36,9	76,3	139,0	194,3	249,2	334,4	»

Source: Ministère des finances.

II. — SERVICES PUBLICS

A. — Société nationale des chemins de fer français.

Evolution trimestrielle.

	RECETTES (en milliards de francs).				INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)				(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs:					Voyageurs:			
1957.....	8,84	13	15,53	10,03	1957	160	152	141	155
1958.....	9,64	»	»	»	1958.....	156	»	»	»
Marchandises (2):					Marchandises (2):				
1957.....	26,33	26,10	(25,10)	27,75	1957	166	161	163	158
1958.....	29,33	»	»	»	1958.....	168	»	»	»
Total (1):					Total (1):				
1957.....	36,95	40	42	39,90	1957	164	160	154	157
1958.....	40,89	»	»	»	1958.....	165	»	»	»

Evolution annuelle.

	1938	1949	1952	1955	1956	1957		1949	1952	1955	1956	1957
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	9,9	10,70	11,60	Voyageurs	133	133	130	143	150
Marchandises	0,840	15,6	19,5	22,7	24,40	20,20	Marchandises.....	144	156	142	153	163
Total (1).....	1,237	22,2	32,4	34,1	36,8	39,70	Total	141	150	138	149	159

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

B. — Postes, télégraphes et téléphones.

RECETTES TOTALES

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers,

(Mois cumulés.) (En milliards de francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			(Année entière.)
1956	52,8	98,3	155,3	216,6
1957	56,7	108,3	178,2	253,5
1958	57,1	»	»	»

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

III. — SERVICES SOCIAUX

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954	1955	1956 P.
I. — *Recettes.*										
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	300,3	384,3	413,7	441,4	474,1	580,3
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,1	59,6	63,6	78,1	91,5
Prestations familiales:										
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,8	402,1	434,5	470,6	540,3
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,4	21,4	24,8	29,9	31,6	33,5
Action sanitaire et sociale (1)	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.					
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,6	900,2	969,4	1.054,4	1.245,6
II. — *Dépenses.*										
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	416,5	451,8	488,9	531,3	612,1
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,4	52,3	60,2	66,8	84,8	97,9
Prestations familiales:										
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5	405,2	445,8	491,6
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,2	27,8	30,4	32,5
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.					
Ensemble (1)	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	821,5	896,7	986,7	1.092,3	1.234,1
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	137,3	132	»	

(1) Contrôle médical exclu.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

B. — Répartition des prestations sociales (1954-1957).

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957	
		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.
Assurances sociales (en milliards)	341	19,9	403	21,2	463	21,8	529	21,6
Année précédente = 100	»	»	118	»	115	»	114	»
Accidents du travail (en milliards)	67	3,9	84	4,4	97	4,6	111	4,5
Année précédente = 100	»	»	125	»	115	»	115	»
Prestations familiales (en milliards)	619	36,1	674	35,4	733	34,5	784	32
Année précédente = 100	»	»	109	»	109	»	107	»
Retraites (en milliards)	689	40,1	744	39	831	39,1	1.029	41,9
Année précédente = 100	»	»	108	»	111	»	123,8	»
Totaux	1.716	100	1.905	100	2.124	100	2.453	100
Année précédente = 100	»	»	111	»	111	»	115	»

Source: Ministère des finances.

C. — Etablissements hospitaliers.

Résultats à la clôture de l'exercice (1).
(En milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Recettes	95	115	150	176	195,5	161
Dépenses	87	101	138	163	180	171,3
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13	+ 15,5	+ 10,3

2. Situation
(Compte tenu des restes à recouvrer et à payer.)
(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953
+ 9,6	+ 13,4	+ 11	+ 16	+ 26

Dette en capital.

1949	1950	1951	1952	1953	1954
4,4	6	8,7	12	16	3,3

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).
Source: Ministère des finances.

IV. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme
(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1955.....	2.623	2.676	2.781	2.910
1956.....	2.962	3.015	3.042	3.114
1957.....	3.116	3.206	3.303	3.268
1958.....	3.286	»	»	»
Monnaies divisionnaires.				
1955.....	39	46	51	57
1956.....	59	61	65	67
1957.....	86	69	71	75
1958.....	74	»	»	»
Dépôts à vue (1).				
1955.....	2.712	2.783	2.881	3.059
1956.....	3.106	3.217	3.242	3.404
1957.....	3.338	3.434	3.538	3.809
1958.....	3.651	»	»	»

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Total.				
1955.....	5.335	5.459	5.662	5.969
1956.....	6.068	6.232	6.376	6.885
1957.....	6.520	6.709	6.912	7.535
1958.....	7.011	»	»	»
Plus dépôts à terme.				
1955.....	172	179	190	200
1956.....	212	219	215	232
1957.....	308	347	332	383
1958.....	430	»	»	»
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1955.....	5.507	5.638	5.852	6.169
1956.....	6.280	6.451	6.591	6.817
1957.....	6.828	7.056	7.244	7.535
1958.....	(7.441)	»	»	»

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contre-partie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1955	2.131	2.165	2.203	2.228
1956	2.317	2.344	2.435	2.414
1957	2.469	2.670	2.909	3.013
1958	3.108	»	»	»
Crédits à l'économie.				
1955	2.927	2.930	2.999	3.299
1956	3.346	3.524	3.662	4.024
1957	4.105	4.254	4.291	4.577
1958	4.427	»	»	»
Or et devises.				
1955	482	561	675	695
1956	660	598	542	401 (2)
1957	312	313 (2)	312 (2)	313 (2)
1958	313 (2)	»	»	»
Ajustement.				
1955	— 33	— 18	— 25	— 53
1956	— 42	— 15	— 48	— 22
1957	— 86	— 181	— 268	— 368
1958	— 407	»	»	»
Total.				
1955	5.507	5.638	5.852	6.169
1956	6.281	6.451	6 591	6.817
1957	6.828	7.056	7.244	7.535
1958	7.441	»	»	»

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

Or et devises.	Décembre 1956.	Juin 1957.	Septembre 1957.	Décembre 1957.	Mars 1958.
Actif	401	313	312	313	313
Passif	28	170	232	344	334
Net	373	143	80	— 31	— 21

Source: Conseil national du crédit.

3. Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires

a) *L'évolution* des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57), obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)

1,95

ANNÉES	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1952	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954	2,07	2,07	2,15	2,13	2,10
1955	2,01	1,94	1,92	1,91	1,94
1956	1,9	1,93	2,12	2,41	2,09
1957	2,78	2,96	3,06(1)	»	»

(1) Août.

4. Rapport au produit national brut (évolutions annuelles).

PRODUITS	1938	1949	1952	1954
Produit national brut	444	8.400	14.140	15.780
Disponibilités monétaires (1)	182	2.408	3.899	4.859
Rapport: Disponibilités monétaires / Produit national brut	2,44	3,49	3,63	3,25

PRODUITS	1955	1956	1957
Produit national brut	17.150	18.520	20.420
Disponibilités monétaires (1)	5.536	6.236	6.735
Rapport: Disponibilités monétaires / Produit national brut	3,10	2,97	3,03

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.

Source: Conseil national du crédit.

5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépots a vue

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	31 DECEMBRE 1955.	31 DECEMBRE 1956.	30 SEPTEMBRE 1957.	31 DECEMBRE 1957.
Billets et monnaies divisionnaires	48,8	48,3	49	46,7
Dépôts à vue	51,2	51,7	51	53,3

Source: Conseil national du crédit.

B. — Epargne.

1. Epargne totale

(Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Epargne liquide directe:							
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (variations):							
Bons sur formules (1)	+ 30	+ 77	+ 89	+ 137	+ 140	+ 107	+ 106
Bons en compte courant (2) (Bons détenus par d'autres porteurs que des banques.)		— 1	— 13	+ 28	+ 9	— 21	— 6
Epargne liquide collectée:							
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	+ 90	+ 124	+ 188	+ 214	+ 283	+ 213	+ 173
Variations des dépôts à échéance dans les banques et fonds de caisse	+ 20	+ 19	+ 37	+ 31	+ 33	+ 32	+ 151
Total épargne liquide (3)	+ 140	+ 219	+ 301 (3)	+ 410 (3)	+ 465 (3)	+ 331 (3)	+ 326
Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances	(+ 37)	(+ 61)	+ 4	+ 57	+ 48	+ 47	+ 51
Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières	(+ 121)	(+ 283)	+ 209	+ 333	+ 327	688	577
Epargne totale (3)	(+ 298)	(+ 563)	+ 557 (3)	+ 800 (3)	+ 840 (3)	+ 1.066 (3)	1.052 (3)

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à un an, à deux ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.

(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.

(3) Non compris la part des émissions des bons à trois ans et à cinq ans de la caisse nationale du crédit agricole souscrites par le public. Son accroissement en 1953, 1954, 1955, 1956 et 1957 est respectivement de 4, 8, 10, 13 et 16 milliards de francs.

Source: Conseil national du crédit.

2. Epargne nette investie en valeurs mobilières

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957
	(En milliards de francs.)				
Epargne liquide	305	418	475	344	440
Epargne nette recueillie par les compagnies d'assurances (à l'exclusion de l'apport des compagnies à des émissions placées dans le public)	47	57	48	47	51
Epargne investie en valeurs mobilières	209	333	327	688	577
Totaux	561	808	850	1.079	1.068

Nota. — Les données chiffrées de ce tableau diffèrent quelque peu, pour les années antérieures à 1957, de celles qui avaient été indiquées aux rapports précédents, en raison essentiellement de l'amélioration des rassemblements statistiques.

Source: Conseil national du crédit.

3. Actions et obligations

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1957 III	1957 IV	1948	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	(Montant par trimestre.)				(Montant par année.)							
Actions émises contre espèces (1)	51,5	28,8	92,2	78,4	1,5	39	66	50,5	78,3	106,8	114,5	250,9
Obligations	108,3	44,1	41,2	104,9	1,3	28,1	49	122,5	192,8	200,2	224,7	298,4
Dont:												
Sociétés privées (obligations) (2)	5,2	14,3	20,4	19,65	0,5	9,8	7	24,4	43,8	88,2	74,4	59,6
Total actions et obligations (3)	159,8	72,9	133,4	183,3	2,8	67,1	115	173	271,2	30,7	389,2	549,3
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	»	0,25	»	»	1,63	»	2	11,7	9,6	14,3 (4)	1,6	2,4
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	46,4	62	»	»	7,5	»	217	44	107,5	85,4	423,1	108,4
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	5,6	6	4,6	6,5	»	»	7,4	12,4	11,1	11,6	13,4	22,7
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier	211,8	141	138	189,7	»	»	341	243	399	418	787,3	682,8

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.

(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.

Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Crédits a l'économie distribués par les banques

a) *Montants* (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	31 décembre 1952.	31 décembre 1953.	31 décembre 1954.	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 mars 1957.	30 juin. 1957.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.
A. — Avances	299	330	409	483	593	603	619	618	526
B. — Effets de commerce	1.876	2.068	2.234	2.460	2.855	2.860	2.970	2.952	3.315
Court terme	(1.532)	(1.635)	(1.758)	(1.960)	(2.298)	(2.280)	(2.364)	(2.316)	2.614
Moyen terme	(344)	(433)	(476)	(500)	(557)	(580)	(606)	(636)	701
Total des crédits à l'économie distribués par les banques.	2.175	2.398	2.643	2.943	3.448	3.463	3.589	3.570	3.841

Source: Conseil national du crédit.

b) *Variations* (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1er trim. 1957.	2e trim. 1957.	3e trim. 1957.	4e trim. 1957.	1957
A. — Avances	+ 31	+ 79	+ 74	+ 110	+ 10	+ 16	— 1	— 92	— 67
B. — Effets de commerce	+ 192	+ 166	+ 226	+ 395	+ 5	+ 110	— 18	+ 363	+ 460
Court terme	(+ 103)	(+ 123)	(+ 202)	(+ 338)	(— 18)	(+ 84)	(— 48)	(+ 298)	(+ 316)
Moyen terme	(+ 89)	(+ 43)	(+ 24)	(+ 57)	(+ 23)	(+ 26)	(+ 30)	(+ 65)	(+ 144)
Total des crédits à l'économie distribués par les banques.	+ 223	+ 245	+ 300	+ 505	+ 15	+ 126	— 19	+ 271	+ 393

Source: Conseil national du crédit.

2. Répartition en 1956 et 1957 des crédits aux entreprises et aux particuliers
(En milliards de francs.)

CLASSEMENT SELON	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATIONS EN 1956 En sommes.	VARIATIONS EN 1956 En pourcentage de l'accroissement total.	VARIATIONS EN 1957 En sommes.	VARIATIONS EN 1957 En pourcentage de l'accroissement total.
I. — *La durée des crédits.*						
Crédits à court terme (mobilisables ou non)	2.913	3.161	+ 453	40	+ 248	22,5
Crédits à moyen terme mobilisables par nature	1.233	1.545	+ 241	21,3	+ 312	28,3
Prêts à long terme	2.531	3.072	+ 438	38,7	+ 541	49,2
Total	6.677	7.778	+ 1.132	100	+ 1.101	100
II. — *Les organismes distributeurs.*						
Banques et établissements financiers	3.459	3.857	+ 515	45,5	+ 398	36,1
Organismes spécialisés	3.196	3.900	+ 612	54,1	+ 704	63,9
Banque de France	22	21	+ 5	0,4	— 1	»
Total	6.677	7.778	+ 1.132	100	+ 1.101	100
III. — *Les organismes porteurs* (montant des portefeuilles).						
Banques	2.187	2.618	+ 150	13,2	+ 431	39,1
Banque de France	1.837	1.959	+ 575	50,8	+ 122	11,1
Total des moyens monétaires	4.024	4.577	+ 725	64	+ 553	50,2
Organismes spécialisés	2.653	3.201	+ 407	36	+ 548	49,8
Total général	6.677	7.778	+ 1.132	100	+ 1.101	100
IV. — *Les bénéficiaires.*						
Agriculture	527	671	+ 50	4,4	+ 144	13,1
Entreprises industrielles et commerciales	3.994	4.496	+ 519	45,8	+ 505	45,9
Construction	1.253	1.654	+ 355	31,4	+ 401	36,4
Ventes à tempérament	130	129	+ 21	1,9	— 1	— 0,1
Entreprises sarroises	97	117	+ 19	1,7	+ 20	1,8
Bénéficiaires non recensés (1)	679	711	+ 168	14,8	+ 32	2,9
Total	6.677	7.778	+ 1.132	100	+ 1.101	100

(1) Les crédits compris sous cette rubrique ont été distribués essentiellement aux entreprises métropolitaines.
Source : Conseil national du crédit.

3. Répartition des crédits selon leur durée

a) *Crédits à court terme.*
(Sommes en milliards de francs.)

RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME par bénéficiaire.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 mars 1957.	ENCOURS AU 30 juin 1957.	ENCOURS AU 30 septembre 1957.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En pourcentage.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En pourcentage.
I. — *Crédits à la construction de logements*	19	21	23	18	18	+ 5	+ 33	— 2	— 10
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*									
Agriculture	255	256	234	279	311	— 14	— 5	+ 56	+ 22
Industrie et commerce	1.879	1.933	2.013	1.954	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Dont:									
Entreprises nationalisées	(65)	(56)	(66)	(74)	(79)	(+ 6)	»	(+ 14)	»
Total II	2.134	2.189	2.247	2.233	2.385	+ 268	»	+ 251	»
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	87	88	96	100	108	+ 17	+ 24	+ 21	+ 24
IV. — *Financement des ventes à tempérament.*	130	138	142	136	129	+ 21	+ 19	— 1	— 1
Crédits non recensés	543	469	497	469	523	»	»	»	»
Ensemble des crédits à court terme	2.913	2.905	3.005	2.956	3.163	+ 453	+ 18	+ 250	+ 8

Source : Conseil national du crédit.

b) *Crédits à moyen terme.*

Montants en milliards de francs (crédits mobilisables).

RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN TERME par bénéficiaires.	ENCOURS AU 31 décembre 1955.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En pourcentage.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En pourcentage.
I. — *Crédits à la construction de logements:*							
Prêts spéciaux	411	577	721	+ 166	+ 40	+ 144	+ 25
Autres crédits	78	86	95	+ 8	+ 10	+ 9	+ 25
Total I	489	663	816	+ 174	+ 36	+ 153	+ 23
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*							
Agriculture	49	55	64	+ 6	+ 12	+ 9	+ 16
Industrie et commerce	454	516	665	+ 62	+ 14	+ 149	+ 29
Dont:							
Entreprises nationalisées (1)	(218)	(248)	(310)	(+ 30)	(+ 14)	(+ 62)	(+ 25)
Total II (2)	503	571	729	+ 68	+ 14	+ 158	+ 28
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	4	7	6	+ 3	+ 75	— 1	— 14
Ensemble des crédits à moyen terme	996	1.241	1.551	+ 245	+ 25	+ 310	+ 25

(1) *N. B.* — Ces chiffres comprennent une somme de 22 milliards qui a été, dans un souci d'harmonisation avec les données retenues dans les contreparties de la masse monétaire, incluse au titre de l'année 1957. Dans le rapport précédent, cette somme avait été comprise dans les chiffres de l'année 1956; elle correspond à des crédits utilisés pour le règlement de l'échéance de la fin de l'année 1956, règlement qui n'a été inscrit en comptabilité dans les banques qu'à la date du 2 janvier 1957.

(2) Dont:

Financement de l'équipement	462	519	671	+ 57	+ 12	+ 152	+ 29
Financement des exportations	41	52	58	+ 11	+ 27	+ 6	+ 12

Source: Conseil national du crédit.

c) *Crédits à long terme.*

(Sommes en milliards de francs.)

RÉPARTITION DES PRÊTS A LONG TERME par bénéficiaires.	ENCOURS AU 31 décembre 1955.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATIONS D'ENCOURS En 1956.	VARIATIONS D'ENCOURS En 1957.
I. — *Crédits à la construction de logements:*					
Prêts spéciaux des lois de 1950 et 1953 après consolidation	»	19	70	+ 19	+ 51
Prêts H. L. M.	382	522	696	+ 140	+ 174
Autres prêts	13	30	54	+ 17	+ 24
Total I	395	571	820	+ 176	+ 249
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*					
Agriculture	159	217	296	+ 58	+ 79
Industrie et commerce:					
Secteur nationalisé	1.120	1.246	1.363	+ 126	+ 117
Secteur privé	301	350	394	+ 49	+ 44
Total II	1.580	1.813	2.053	+ 233	+ 240
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	3	3	3	»	»
Crédits non recensés	115	144	196	»	»
Ensemble des prêts à long terme	2.093	2.531	3.072 (1)	+ 438	+ 541

(1) Ce chiffre comprend 650 milliards de prêts antérieurement accordés à des entreprises nationalisées et qui ont été convertis en 1957 en dotations de capital, en application de l'article 110 de la loi du 4 août 1956.

Source: Conseil national du crédit.

4. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice

a) *Le crédit à l'agriculture.*

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Agriculture.							
Court terme	269	255	311	— 14	— 5	+ 56	+ 22
Moyen terme	49	55	64	+ 6	+ 12	+ 9	+ 16
Long terme	159	217	296	+ 58	+ 35	+ 79	+ 36
Total	477	527	671	+ 50	+ 10	+ 144	+ 27

Source: Conseil national du crédit.

b) *Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales.*

1° Durée des engagements.

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Industrie et commerce.							
Court terme	1.597	1.879	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Moyen terme	454	516	665	+ 62	+ 14	+ 149	+ 29
Long terme	1.421	1.596	1.757	+ 175	+ 12	+ 161	+ 10
Total	3.472	3.991	4.496	+ 519	+ 15	+ 505	+ 13

Source: Conseil national du crédit.

2° Destination économique des prêts.

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Industrie et commerce.							
Financement des fonds de roulement (y compris financement court terme exportations)	1.597	1.879	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Financement de l'équipement	1.834	2.060	2.364	+ 226	+ 12	+ 304	+ 15
Financement à moyen terme des exportations	41	52	58	+ 11	+ 27	+ 6	+ 12
Total	3.472	3.991	4.496	+ 519	+ 15	+ 505	+ 13

Source: Conseil national du crédit.

3° Branches d'activités utilisatrices.

DÉSIGNATION	VARIATIONS DES ENCOURS							
	1956				1957			
	En milliards.			En pourcentage.	En milliards.			En pourcentage.
	C. T.	M.T. + L.T.	Total.	Total.	C. T.	M.T. + L.T.	Total.	Total.
Industrie et commerce.								
1. Charbon, énergie, transports	+ 21	+ 159	+ 180	+ 12	+ 15	+ 187	+ 202	+ 13
2. Bâtiment, travaux publics	+ 34	+ 15	+ 49	+ 24	»	+ 24	+ 24	+ 8
3. Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques	+ 101	+ 27	+ 128	+ 16	+ 86	+ 54	+ 140	+ 15
4. Textiles	+ 35	+ 2	+ 37	+ 17	+ 36	+ 4	+ 40	+ 16
5. Cuir, papier, bois	+ 27	+ 2	+ 29	+ 23	+ 16	+ 8	+ 24	+ 15
6. Produits chimiques	+ 26	+ 17	+ 43	+ 22	+ 24	+ 18	+ 42	+ 18
7. Industries et commerces alimentaires	+ 23	+ 5	+ 28	+ 14	+ 42	+ 7	+ 49	+ 21
8. Commerces non spécialisés	+ 7	»	+ 7	+ 6	+ 7	»	+ 7	+ 6
9. Activités diverses	+ 18	+ 10	+ 29	+ 27	+ 9	+ 8	+ 17	+ 10
10. Echéance reportée	— 10	»	— 10	»	— 40	»	— 40	»
Total	+ 282	+ 237	+ 519	+ 15	+ 195	+ 310	+ 505	+ 13

Source: Conseil national du crédit.

5. Financement des ventes a tempérament

a) *Evolution globale des encours.*

	1954	1955	1956	1957			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Montant global en fin de période	88,3	136,8	165,7	173,3	181,9	172,9	168,9
Variation en cours de période	»	+ 48,5	+ 28,9	+ 7,6	+ 8,6	— 9	— 4

Source: Conseil national du crédit.

b) *Répartition des crédits suivant la nature des biens financés.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955	31 DÉCEMBRE 1956	30 JUIN 1957	31 DÉCEMBRE 1957
Biens à usage professionnel:				
Matériel d'équipement professionnel (1)	16,6	25,3	28,5	29,8
Véhicules utilitaires (camions, tracteurs, cars):				
Neufs	34,1	41,7	46,7	44,6
D'occasion	6,9	8,2	8,5	7,1
Biens généralement destinés à l'usage des particuliers:				
Véhicules de tourisme:				
Neufs	30,3	37,7	43,8	39,4
D'occasion	15,7	17,2	18,7	16,7
Véhicules à deux roues	10,3	8	6,9	5
Appareils ménagers	11,2	13,4	14,7	13,1
Radiodiffusion, télévision	4,7	5	5,4	5
Meubles et divers	7,2	9,5	8,8	8,3
Total	137	166	182	169

(1) Non compris les biens classés sous la rubrique « Crédits à moyen terme ».

Source: Conseil national du crédit.

D. — Banque de France.

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1957	371	364	342	313	313	313	313	312	312	313	313	313
1958	313	314	313	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Encaisse-or:												
1957	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301
1958	»	»	301	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.:												
1955	60	66	86	122	164	184	200	200	200	200	200	200
1956	197	178	178	162	152	145	127	116	106	92	68	49
1957	»	»	23	»	»	12	»	»	11	»	»	12
1958	12	13	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances au fonds de stabilisation des changes:												
1957	»	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1957	1.068	1.087	1.078	1.092	1.108	1.211	1.377	1.418	1.466	1.466	1.430	1.513
1958	1.606	1.566	1.587	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Dont: Prêts et avances provisoires (1):												
1957	»	»	655	»	»	655	»	»	655	»	»	655
1958	»	»	655	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances spéciales (2):												
1957	»	»	»	»	7	160	»	»	(7) 300	»	»	300
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1957	»	»	35	»	»	33	»	»	49	»	»	72
1958	»	»	59	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets publics en portefeuille (3):												
1957	»	»	224	»	»	190	»	»	225	»	»	195
1958	»	»	199	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales (4):												
1957	»	»	124	»	»	137	»	»	157	»	»	132
1958	»	»	159	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1957	14	14	14	14	13	12	12	13	12	»	»	10
1958	»	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3° Crédits à l'économie (total):												
1957	1.733	1.736	1.880	1.870	1.900	1.997	1.976	1.916	1.881	1.903	1.924	1.959
1958	1.785	1.822	1.863	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés (5):												
1957	»	»	1.793	»	»	1.898	»	»	1.789	»	»	1.855
1958	»	»	1.752	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1957	»	»	12	»	»	12	»	»	12	»	»	11
1958	»	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France (6):												
1957	»	»	75	»	»	87	»	»	80	»	»	93
1958	»	»	101	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: Bons du Trésor négociables à 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953) maintenues à 195 milliards en 1954.

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards réduit à 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 milliards le 16 mars 1955, 100 milliards le 16 juin 1955, 80 milliards le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique: « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique : « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluses dans la sous-rubrique: « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France ».

(7) Plus 50 milliards de bons du Trésor achetés.

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb	Décemb.
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1957	3.195	3.227	3.315	3.338	3.385	3.528	3.721	3.639	3.659	3.710	3.658	3.793
1958	3.590	3.692	3.752	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1957	3.045	3.066	3.116	3.126	3.132	3.206	3.311	3.264	3.303	3.293	3.184	3.268
1958	3.258	3.256	3.286	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1957	150	161	199	212	253	322	410	375	356	417	474	525
1958	372	456	466	»	»	»	»	»	»	»	»	»

E. — Crédit agricole.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV Octobre.
1. *Solde des dépôts.*				
A vue:				
1955	182	178,2	215,6	212,7
1956	217,6	220,6	244	243,7
1957	255	265,8	307,5	309,6
1958	310	310,5	»	»
Fin 1951 = 109,6				
Fin 1952 = 127				
Fin 1953 = 148				
Fin 1954 = 176,4				
Fin 1955 = 212,7				
A échéance:				
1955	10,6	11,6	12	10,9
1956	11,9	12,5	12,7	11,8
1957	13	14,5	14,6	16,7
1958	14,6	16,6	»	»
Fin 1951 = 2,6				
Fin 1952 = 5,7				
Fin 1953 = 8,6				
Fin 1954 = 10,2				
Fin 1955 = 16,9				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1955	43,5	46,4	49,5	53,1
1956	57	61	65	68
1957	72,3	76,3	79,8	84,03
1958	85,4	88,4	»	»
Fin 1951 = 21,4				
Fin 1952 = 24,8				
Fin 1953 = 30,6				
Fin 1954 = 40,3				
Fin 1955 = 53,11				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1955	29,6	37,5	46	53,7
1956	65	81,4	96	104,2
1957	115,5	129,2	147,1	165,7
1958	169,7	180,4	»	»
Fin 1954 = 21				
Fin 1955 = 53,7				
4. — *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1955	188,5	162,7	191,2	209,5
1956	185,7	152	168,5	200
1957	198,3	191,4	226,3	256,2
1958	251,9	243,1	»	»
Fin 1951 = 134				
Fin 1952 = 187				
Fin 1953 = 206				
Fin 1954 = 201				
Fin 1955 = 209,5				

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV Octobre.
A moyen terme:				
1955	108	115,5	123,2	137,7
1956	141,9	153,6	165	176,4
1957	187,4	208,5	228,2	247,5
1958	253,2	264,3	»	»
Fin 1951 = 58,6				
Fin 1952 = 72,7				
Fin 1953 = 84,2				
Fin 1954 = 102,8				
Fin 1955 = 131,6				
A long terme (individuels):				
1955	22,3	25,3	28,1	31,6
1956	34,7	38,1	42	46
1957	49	52,5	55,9	59,6
1958	60,6	62,7	»	»
Fin 1951 = 9,1				
Fin 1952 = 12,4				
Fin 1953 = 14,8				
Fin 1954 = 19,7				
Fin 1955 = 31,6				
A long terme (collectifs):				
1955	97,5	100,3	106,2	111,4
1956	115,1	120,2	125	127,5
1957	129,4	133,4	139	144,7
1958	146,4 (1)	150,3	(1)	(1)
Fin 1951 = 30,8				
Fin 1952 = 47,6				
Fin 1953 = 68,7				
Fin 1954 = 94,2				
Fin 1955 = 111,4				
Dont électrification rurale:				
1955	24,5	24,3	24,1	24,2
1956	23,5	23,4	23,3	23
1957	22,8	22,8	»	»
1958	»	»	»	»
Fin 1951 = 9,1				
Fin 1952 = 5,4				
Fin 1953 = 2,2				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1955	17,6	17,7	18,3	18,5
1956	18,7	19	19,7	19,7
1957	20,3	20,5	21	21,2
1958	21,4	21,8	»	»
Fin 1951 = 5,65				
Fin 1952 = 9,8				
Fin 1953 = 14				
Fin 1954 = 17,2				
Fin 1955 = 18,5				

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.

Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914 jusqu'à 1949.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc (en milligr à 900/1 000)	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal.....	322,58	5,18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré.....	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar.....	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol....	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet.....	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier.....	—	36	179
12 novembre 1938. — Franc Reynaud.	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud.	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération...	—	49,267	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven..	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer....	(4,69)	214,392	864
17 octobre 1948. — Queuille.....	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche).....	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche.	(2,87)	350	980

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952), sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

A. *Evolution* 1914-1957 (base prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants	
			En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1).....	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
.....	.....	.....	.....	.....
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4).....	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4).....	17.473	0,57	0,0057	0,99
1957 (5).....	17.939	0,56	0,0056	0,98

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.
(5) Sur la base de l'indice des 250 articles multipliée par le coefficient de conversion = 24,60.

B. *Evolution* (1938-1957).

(Base: moyenne des prix de gros et de détail.)

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS DE TRANSFORMATION des francs courants. En francs 1938.	En francs 1951.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03
1954	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03
1955	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03
1956	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,94	0,99
1957	2.870	2.541 (4)	2.705	3,70	0,037	0,90	0,97

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

(4) Indices des 250 articles × 24,60.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

V. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION

A. — Formation brute de capital fixe et produit national.

a) Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	En milliards de francs courants.								
Formation brute de capital fixe	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.050
Produit national brut	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
	En milliards de francs 1954.								
Formation brute de capital fixe	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630
Produit national brut	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	18.690
	En pourcentage.								
Formation de capital fixe par rapport au produit national brut	19,5	18,2	18	18,1	16,7	17,1	18,2	19,2	19,7

Source: Commission des comptes de la nation.

b) Répartition de la formation de capital brut depuis 1954
(En milliards de francs.)

	ENTREPRISES	MÉNAGES	ADMINISTRATIONS	TOTAL	STOCKS
1. Aux prix courants:					
1954	1.754	543	305	2.602	97
1955	1.983	643	350	2.976	125
1956	2.297	673	386	3.356	208
1957	2.675	787	410	3.872	274
2. Aux prix de 1954:					
1954	1.754	543	305	2.602	97
1955	1.971	624	341	2.936	123
1956	2.189	616	336	3.169	198
1957	2.410	668	351	3.429	204

Source: Commission des comptes de la nation.

c) Investissements des entreprises individuelles
(En milliards de francs courants.)

ANNÉES	INVESTISSEMENTS bruts et stocks.	ÉPARGNE BRUTE des entreprises.
1951	2.286	1.943
1952	2.101	1.906
1953	1.774	1.796
1954	1.851	1.908
1955	2.108	2.086
1956	2.505	2.173
1957-1958	2.849	2.446

Source: Commission des comptes de la nation.

d) Répartition des investissements en 1956 et 1957

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs.	LOGEMENTS	INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS				TOTAL
			Matériel de transports.	Matériel agricole.	Autres équipements.	Total.	
1° Aux prix courants (en milliards de francs):							
1956	386	832	447	140	1.590	2.177	3.395
1957	414	964	501	174	1.829	2.504	3.882
2° Aux prix de 1956 (en milliards de francs):							
1956	386	832	447	140	1.590	2.177	3.395
1957	384	893	485	169	1.759	2.393	3.670
3° En volume:							
1957 (1956 = 100)	99	107	108,5	120	109	110	108

Source: Budget de la loi de finances pour 1958.

B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.

a) Ensemble

	1954	1955	1956	1957
	(En milliards de francs courants.)			
Fonds publics	744	750	856	966
Organismes spécialisés et assurances (2)	205	263	341	414
Marché financier (3)	210	261	280	400
Crédit à moyen terme (4):				
Variation d'encours	148	204	256	270
Evaluation des amortissements	134	145	187	(1) 145
Solde des autres emplois et ressources	1.225	1.396	1.476	1.627
Total (5) (formation brute de capital fixe en métropole)	2.666	3.019	3.395	3.882
Investissements hors métropole financés:				
Sur fonds publics métropolitains	(153)	(177)	(162)	(225)
Sur prêts des organismes spécialisés	(12)	(11)	(8)	(2)
Sur marché financier	(5)	(8)	(19)	(60)
	(En pourcentage.)			
Pourcentage du montant de la formation brute de capital fixe en métropole:				
Fonds publics	27,5	25	25	25
Organismes spécialisés et assurances	7,5	9	10	10,7
Marché financier	7,5	9	8,5	10,3
Crédit à moyen terme (variation d'encours, plus amortissements)	10,5	11	13	12
Autofinancement et ressources diverses	47	46	43,5	42
Total	100	100	100	100

(1) Le montant des amortissements est calculé dans ce tableau, déduction faite de la consolidation des prêts spéciaux à la construction, pour un montant de 49 milliards dont 30 milliards sont à la charge du Crédit foncier et 19,6 milliards supportés par le Trésor, ont été compris dans le total des fonds publics.

(2) Montant des prêts consentis à des emprunteurs exerçant leur activité dans la France métropolitaine, réalisés par la caisse des dépôts et consignations, le Crédit national, le Crédit foncier, la Caisse centrale de crédit hôtelier et le Crédit agricole, sur des ressources autres que les avances du fonds de développement; montant des souscriptions des compagnies d'assurances aux emprunts qui leur sont réservés.

(3) Souscriptions nouvelles en espèces, du public, à des émissions de valeurs à revenu fixe indexé ou variable, à l'exception des ventes de certificats pétroliers, des emprunts de l'Etat, des postes, télégraphes et téléphones et des établissements énumérés (en note 2), ainsi que les sociétés exerçant leur activité hors de la France métropolitaine; souscription de parts de sociétés à responsabilité limitée, on a considéré que sur les 89 milliards de francs représentant le volume service des émissions des sociétés pétrolières et des facultés de financement de recherches pétrolières en 1957, 60 milliards de francs étaient destinés au financement d'investissement hors de la métropole.

(4) Non compris les crédits à l'exportation.

(5) Ces chiffres, publiés avant ceux de la commission des comptes de la nation, ont été établis sans qu'il puisse être tenu compte des derniers rectificatifs apportés aux comptes de la nation. Ils sont donc légèrement différents de ceux indiqués plus haut, qui sont plus récents.

Source: Fonds de développement économique et social.

b) Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957 (P.)
Crédit foncier (1)	22,5	29,8	28,6	48,8	51,1
Crédit national	10,1	14,3	21,8	28	23,7
Caisse nationale de crédit agricole	4,3	18,7	34,4	55	65
Caisse des dépôts et consignations (2)	70,2	141,3	169,7	213,2	249,7
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (3)	1	1,1	1,2	1,8	2
Compagnies d'assurances (4)	7,8	11,1	17,9	2	8
Total	116,2	216,6	273,6	348,8	415,5

(1) Prêts sur ressources propres aux collectivités et prêts fonciers ordinaires.

(2) Ces chiffres comprennent les prêts directs réalisés par la caisse au profit des collectivités, les prêts obligataires spéciaux autres que ceux qui sont consentis à d'autres établissements spécialisés et les participations à des sociétés immobilières.

(3) Non compris les prêts accordés en réemploi des remboursements de prêts réalisés antérieurement sur avances de fonds.

(4) Emprunts recensés auprès de compagnies (sauf emprunts d'autres établissements et de budgets annexes).

Source: Fonds de développement économique et social.

c) Emissions sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public (1).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
Valeurs à revenu fixe.					
Secteur public et semi-public:					
Emprunts d'Etat et P. T. T.	228	88	61	401	84
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	2	10	14	2	2
Entreprises nationales	31	70	49	90	139
Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole	8	72	64	59	100
Secteur privé:					
Obligations industrielles	7	44	84	74	60
Valeurs à revenu variable.					
Actions et parts S. A. R. L.	74	91	122	133	258
Certificats pétroliers	»	»	»	»	20
Emissions étrangères	»	»	4	13	»
Totaux	350	397	422	774	687

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

Sources: Fonds de développement économique et social et Conseil national du crédit.

d) Dépenses effectuées sur fonds publics

(Métropole et outre-mer.)

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)
Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A)	177	201	(1) 202,5	272,7	555,6
Reconstruction (VII) :					
Dépenses en espèces	308	235,7	206	163,4	145
Mobilisation et remboursement des titres	16	33	48,2	58,3	60
Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.)	295	275	295,5	284,9	304,60
Prêts H. L. M.	51	70	72,8	99,8	143,7
Dépenses sur ressources affectées	»	39,1	54,7	82,4	89,2
Comptes spéciaux	23	6	5,8	7,9	42,4
Budgets annexes (charges propres)	2	42,5	41,9	49	49,8
Total dépenses d'investissement	872	902,3	927,4	1.018,1	1.190,3
Total dépenses publiques (2)	3.586	4.011	4.201	4.083	5.272
Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales	24,3 %	22,5 %	22,5 %	21,8 %	22,5 %

(1) Non compris 7 milliards de dépenses perçues en recettes au F. D. E. S. (conversion) et 3,4 milliards de dépenses sur fonds de concours pour travaux d'intérêts militaires.

(2) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source: Fonds de développement économique et social.

e) Répartition des crédits a moyen terme mobilisables selon le secteur économique

Variation des en-cours.

1° *Crédits à moyen terme mobilisables.*

(Utilisation en milliards de francs.)

EN-COURS AU 31 DÉCEMBRE	1952	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)
Construction	67	287	481	635	802
Entreprises nationales	126	206	222	268	318
Industrie et commerce	206	205	194	227	287
Agriculture	40	48	53	58	69
Total	439	746	950	1.188	1.476

(1) Les crédits à l'exportation et les crédits à moyen terme en Sarre sont exclus de cette rubrique.

2° *Crédits nouveaux.*

En tenant compte à la fois de la variation des en-cours et de l'estimation des amortissements effectués sur utilisation de crédits anciens, il est possible d'évaluer de façon approximative le volume des nouveaux crédits accordés dans l'année, ce qui donne une vue plus complète de l'importance des investissements financés dans chaque secteur par recours aux crédits à moyen terme mobilisables.

DÉSIGNATION	1955			1956			1957		
	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.
Construction	+ 194	12	206	+ 172	50	222	+ 149	84	233
Entreprises nationales	+ 16	43	59	+ 46	49	95	+ 50	58	108
Industrie et commerce	— 11	75	64	+ 33	90	123	+ 60	85	145
Agriculture	+ 5	15	20	+ 5	16	21	+ 11	17	28
Total	+ 204	145	349	+ 256	205	461	+ 270	244	514

Source: Fonds de développement économique et social.

C. — Investissements dans les pays d'outre-mer (1).

a) Afrique du Nord

1. *Algérie.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	30,4	30,4	52,8	56,4	»
B. — Ressources privées mixtes:						
Institutions financières métropolitaines	4,4	6,9	8,5	6	7,2	»
Augmentation de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* de la métropole	0,1	0,7	1,5	20,3	20	»
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	4,5	7	3,8	3,6	»
C. — Ressources locales:						
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	15	14,8	15,6	14,2	»
Ressources de trésorerie	2,1	2,9	0,3	2,7	1,6	»
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	»	0,6	1,7	2,1	»
Crédits bancaires	11,6	3,7	2,8	1,6	2,3	»
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	10,6	7	5,3	4	»
Habitat	»	»	17	9,5	1,7	»
Total	46,8	32,2	32,5	31,3	33,9	»
D. — Ressources étrangères	0,3	»	»	3	6	»
Total des ressources recensées ou évaluées	81,5	74,7	95,9	117,2	127,1	»

(1) L'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité nationale ne permet pas encore de connaître d'une manière certaine le volume des investissements réalisés dans les pays d'outre-mer.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. *Tunisie et Maroc.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	TUNISIE					MAROC				
	1952	1953	1954	1955	1956	1952	1953	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	5,8	14,6	22,2	20,9	23,8	19
B. — Ressources privées mixtes:										
Institutions financières métropolitaines	1,2	0,8	1,5	2,4	»	3,8	5,1	4,5	4,7	1,6
Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* métropolitain	1,2	1	»	»	0,7	0,9	3,4	1,1	2,4	3
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	0,3	0,4	»	0,1	»	»
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»	10	7,5	7	6	»
C. — Ressources locales	3,8	4,4	5,2	2,9	6,8	38,8	33,3	35,6	23	11,5
Total	19,2	22,9	18,2	12,8	»	68,5	71,5	69,2	50,6	35,6
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»	»	2,4	1	»	»

Source: Fonds de développement économique et social.

b) Territoires d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	68	72,3	80,3
B. — Ressources privées:			
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* de la métropole	3,7	2,7	0,7
Crédits bancaires	3,4	4,8	8,7
Apport propre des sociétés aidées par la caisse centrale de la France d'outre-mer	1,9	2,3	2,5
Financement privé pour la recherche pétrolière	»	0,5	2,8
Total	9	10,3	14,7
C. — Fonds publics locaux	31,5	33,6	27
Total des ressources évaluées et recensées	108,5	116,2	122
Pour évaluation: volume total des investissements	211	227	264

Source: Fonds de développement économique et social.

c) Départements d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	6,6	8,3	10,4
B. — Ressources mixtes et locales:			
Augmentations de capital d'émission publiées au *B. A. L. O.*	»	»	0,5
Caisse des dépôts et consignations	»	»	0,1
Fonds publics locaux	0,5	0,8	0,2
Total	7,1	9,1	11,2

Source: Fonds de développement économique et social.

D. — **Logement.**

a) Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949

Données statistiques extraites de la comptabilité nationale.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction de logements et réparations d'immeubles (en milliards)	337	362	463	522	552	659	760	832	964
Total des investissements productifs (en milliards)	2.296	2.323	2.416	2.377	2.397	2.603	2.900	3.395	3.882
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans les investissements	14,7	15,6	18,9	22	23	25,3	26,2	24,5	24,8
Produit national brut (en milliards)	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans le P. N. B.	3,9	3,7	3,8	3,6	3,7	4,2	4,5	4,5	4,7

b) Financement total de la construction de logements
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957
A. — Crédits nouveaux:				
Prêts H. L. M	86	93	144	179
Prêts spéciaux (loi du 21 septembre 1950)	116	186	195	215
Autres crédits:				
Long terme	2	6	17	24
Moyen terme	29	32	28	31
Court terme	3	8	5	»
Total des crédits	236	325	389	449
B. — Autres ressources (évaluation)	297	352	386	451 (1)
C. — Total (évaluation)	533	677	775	900 (1)

(1) Chiffres provisoires.
Source : Conseil national du crédit.

c) Part de l'Etat dans le financement de la construction de logements
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	RÉALISATIONS			PRÉVISIONS
	1954	1955	1956	1957
Logement des fonctionnaires	»	»	1	1
Dommages de guerre:				
Règlements en espèces (a)	111,5	88,5	97,8	89,7
Règlements par titres (b)	35	23,5	30,5	32
Versements du Trésor aux organismes d'habitations à loyer modéré de la métropole	67,5	69,5	94,8	138,7
Charges supportées par le Trésor pour la consolidation des crédits à moyen terme construction	»	»	»	(e) 19,6
Total fonds publics	214	181,5	223,1	281
Variation d'encours du crédit à moyen terme construction (c)	190	181	166	143
Consolidation des crédits à moyen terme par le Crédit foncier (c)	»	»	18	33
Emprunts des organismes d'habitation à loyer modéré bonifiés par le Trésor	9	13,5	17,5	22
Caisse des dépôts et Crédit foncier (autres que moyen terme ou bonifiés)	23	35,5	50,5	55
Solde des autres emplois et ressources	360	415,5	455,9	521
Total dépenses logements (d)	796	827	931	1.055,7

(a) Indemnités réglées en espèces pour la reconstruction d'immeubles d'habitation + avances aux associations syndicales de reconstruction + diverses dépenses directes de l'Etat (travaux préliminaires, travaux d'offices, constructions d'Etat et chantiers et chantiers expérimentaux).

(b) Titres remis en payement des indemnités de dommages de guerre pour la reconstruction d'immeubles d'habitation.

(c) Variation du volume des effets de mobilisation de crédit à moyen terme émis pour le financement de la construction. Ce chiffre est légèrement inférieur au volume total des effets émis par le Crédit foncier et le Sous-Comptoir des entrepreneurs.

(d) Payements effectués dans l'année pour la construction de logements (y compris la voirie intérieure, les frais divers et les honoraires d'architectes) ainsi que pour le gros entretien des immeubles d'habitation.

(e) Dépenses prévisibles inférieures de 4 milliards aux crédits ouverts par le projet de loi n° 5884 du 24 novembre 1957.

Source: Fonds de développement économique et social.

d) Constructions privées

1° *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES					1957
	1952	1953	1954	1955	1956	
Nombre des prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	58,5	55,5	54,2	45,7
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	185	217	233	210
Montant total des devis initiaux (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314	337	300
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4	128,6	113,8
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6	495,6	439,9
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,66	8,91	9,10	7,87

Nota. — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.

(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.

(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).

Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

2° *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1)	11.155	66.530	70.994	109.285	178.203	197.332	211.000	140.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	22.042	76.059	92.968	»	(2) 62.400
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1)	106	6.039	20.346	30.808	52.806	82.834	107.000	125.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	91	6.381	27.513	46.800	(2) 46.800
Montant total des primes payées (millions de francs)	»	»	655	1.757	3.720	7.269	12.507	»

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.
(2) Le pourcentage de primes à 1.000 F a été plus fort en 1956 et 1957 que pendant les années antérieures.
Source: Fonds de développement économique et social.

3° *Permis de construire.*
(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	UNITÉ	1954	1955	1956	1957 1er trim.	1957 2e trim.	1957 3e trim.	1957 4e trim. (P.)
Nombre de logements autorisés.								
France entière	Logement.	69.767	73.192	88.439	76.984	89.189	85.438	82.898
Dont: reconstructions	—	10.389	7.573	4.874	3.615	2.443	2.535	2.109
Dont: constructions neuves	—	59.378	65.619	83.565	73.369	86.746	82.903	80.789
Seine (ensemble du département)	—	7.665	10.815	12.193	10.756	10.972	9.161	9.224
Seine-et-Oise (ensemble du département)	—	6.367	6.671	6.803	6.811	8.846	7.229	8.281
Dimensions moyennes.								
Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*)	Pièce.	»	»	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
Surface habitable par logement (*a*) (*c*)	M²	»	»	64	66	66	66	65
Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation (*b*) (*a*).								
Logements d'une pièce	Pourcentage.	»	»	3	3	4	3	3
Logements de deux pièces	—	»	»	14	12	11	10,5	12
Logements de trois pièces	—	»	»	33	32	30	33	32
Logements de quatre pièces	—	»	»	32	33	35	34,5	36
Logements de cinq pièces	—	»	»	14	16	16	15	14
Logements de six pièces et plus	—	»	»	4	4	4	4	3
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100
Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.								
Agglomération et zone suburbaine de Paris	Pourcentage.	»	»	20	22	20	19	19
Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants	—	»	»	15	13	14	17	14
Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants	—	»	»	7	7	8	6	8
Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants	—	»	»	8	10	8	7	7
Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants	—	»	»	12	10	11	11	13
Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants	—	»	»	7	6	6	7	6
Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants	—	»	»	7	7	7	7	8
Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants	—	»	»	6	6	6	6	5
Unités rurales (*d*)	—	»	»	18	19	20	20	20
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).
(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.
(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.
(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.
Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E.

VI. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 (1er trim.)	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — *Banque de France.*								
Taux d'escompte de la Banque de France (1):								
1958	5	2,66	4	3,83	3,25	3	3	3
Avances sur titres (2):								
1958	7	3,7	4,5	4,5	5,5	4,5	4,5	3
Avances à trente jours (3):								
1958	3	2,66	3,5	3,5	3,25	3	3	3
Argent au jour le jour:								
1958	(7) 8,97	2,16	3,79	4,04	3,59	3,16	(7) 3,19	(7) 4,28
B. — *Or fin* (francs).								
Gramme d'après le prix du kilogramme:								
1958	530	39,15	526	482	424	429	460	498
C. — *Devises.*								
Dollar (cours parallèle) (4):								
1958	454	34,95 (cours libre)	415	400	369	372	397	427
Franc suisse (cours parallèle) (5):								
1958	108	7,99 (cours libre)	96	93	86	88	95	102
Livre sterling (cours parallèle) (6):								
1958	1.236	170,9 (cours libre)	1.010	1.044	995	992,9	1.043	1.138,8

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.*: Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

(7) Effets publics plus effets privés.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — Ensemble des devises.

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.

(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITÉS ET DIVISIONS	ANNÉE 1938	TROIS DERNIÈRES ANNÉES 1952	1953	1954	ANNÉES 1955	1956	1957
	Or:							
	Gramme de fin	39,15	526	482	424	429	460	498
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.078	3.673	2.754	2.639	3.232	3.716
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	979	979	979	979	981	982
Allemagne occidentale	1 deutsche mark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	25	25,02	25,08	19,44	19,44	(3) 23,17
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	783,12	784	785,37
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):							
	Libre	1,18	7,02	7,01	7	7	7	7
	Parallèle	»	7,56	7,61	7,20	7,52	7,89	8,38
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	9,20	8,20	5,44	5,40	5,19
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	357,49	355,60	359,50	355	355,74	364,94
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	»
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22	(2) 10
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):							
	Libre	34,95	349,96	349,97	349,97	349,97	349,97	349,98
	Parallèle	»	415	400	369	372	396,30	426
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,43
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):							
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980
	Parallèle	»	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.043	1.139
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,012	(1) 11,67	11,59	11,70	(3) 14
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,52	73,67	73,73
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,83	982,20	983,75
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	194,44	194,44	194,44	(3) 233,3
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	(3) 1,16
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,50	40,57	(2) 28	28	28	28
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973,50	973,50	973,50	973,79	975,65	976,29
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	73,55	73,67	73,72
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	87,52	92,1	92,10	92,10
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	92,10	87,57	87,72	(3) 105
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17	12,17
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66	67,66
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):							
	Libre	7,99	80,13	80,35	80,32	79,99	80,04	80,04
	Parallèle	»	96	93	86	88	94,60	102,02
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,54	125	(3) 149,3
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	(3) 105
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,72	104,72	104,72	104,73	104,82	(3) 125,87
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17

(1) Echange de billets le 1er mai 1954 sur la base de 100 drachmes anciennes pour une nouvelle.
(2) A compter d'avril 1954.
(3) A compter d'août 1957.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 francs, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 francs pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

C. — Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.)
(Moyenne 1949 = 100)

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*)	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim. (5)
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable.*	11,4	90	143	159	214	302	308	390	377	395
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	479	461	408
Dont:										
122 valeurs industrielles (1)	10,71	95	151	162	227	333	353	476	425	397
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	721	1.095	1.009	845
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	191	222	219	206
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	408	628	620	545
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	180	195	285	350	291	283	263	245
Automobiles	8,50	111	170	169	280	495	420	395	374	354
Produits chimiques et électro-métalliques	5,89	82	118	160	169	276	324	410	415	378
Textiles	20,18	97	140	123	134	141	133	163	155	147
Transports	11,98	92	166	202	233	331	367	371	314	290
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	647	799	724	682
Banques	4,47	128	205	272	464	643	617	689	715	671
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.758	1.851	2.089	1.954
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	170	140	158	169	157
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	100	94	99	95
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	143	177	175	132
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	199	241	221	232
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	135	138	148	143
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	97	110	132	116
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	133	133	127
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	269	294	263	250
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe et indexé* (2)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	132	127,2	127	124,7
Rentes perpétuelles (3)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	118,6	106,9	105	100,9
Secteurs ind. public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	128,1	242,7	244,5	235,2
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	120,9	119,5	106,5	105	104,6

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:
Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929:
Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 et base 100: moyenne 1938.

(5) Moyenne avril-mai.

Source: I. N. S. E. E.

D. — Marché financier (taux).

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim.
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,38	3,01	3,23	3,33
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,73	5,72	5,82	5,81
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,23	5,82	5,91	6,03
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	5,62	5,31	3,94	3,13	3,39	3,74	3,89
Seteur libre	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,70	7,87	8,04	7,79
Obligations émises dans le mois non indexées	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	5,94	6,37	6,52	6,21
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

(1) Moyenne avril-mai.

Source: I. N. S. E. E.

VII. — FINANCES EXTERIEURES

A. — Balance commerciale (or inclus).
(En milliards de francs.)

1. Résultats globaux
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 I	1958 II
Balance générale:									
Importations	77,19	132,64	121,52	126,84	138,04	164,69	188,79	211,4	(1) 215
Exportations	65,33	118,04	117,24	126,04	141,32	135,22	157,45	178,7	166
Balance	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 0,80	+ 3,28	— 29,47	— 31,34	— 32,7	— 49
Balance avec l'étranger:									
Importations	57,14	102,63	91,08	92,57	103,98	126,18	143,88	153,1	156
Exportations	38,10	68,18	73,87	80,47	96,77	91,74	102,85	112,5	105,5
Balance	— 19,04	— 34,45	— 17,21	— 12,1	— 7,21	34,44	— 41,03	— 40,6	— 50,5
Balance avec l'Union française:									
Importations	20,05	30,01	30,44	34,27	34,06	38,51	44,91	58,3	59
Exportations	27,23	49,86	43,37	45,56	44,55	43,48	54,60	66,2	60,5
Balance	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 11,29	+ 10,49	+ 4,97	+ 9,69	17,9	+ 0,5

(1) Moyenne avril-mai.
Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim. (1)
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,4	81,1	86,9	93,1	72,7	71	73,5	77,2
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	142,5	132,9	130,8	112,9	122	113,5	67,6
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	99,4	102	82	83	84,5	102,5

(1) Moyenne avril-mai.

b) *Part respective de l'étranger et de l'U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.*
(Moyennes mensuelles. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim. (1)
Importations:											
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	73	75,3	76,6	76,2	72,4	72,6
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	27	24,7	23,4	23,8	27,6	27,4
Exportations:											
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	63,8	68,5	67,8	65,3	63	63,6
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	36,2	31,5	32,2	34,7	37	36,4

(1) Moyenne avril-mai.

c) *Evolutions annuelles.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Importations:											
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248	1.514	1.727
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408	462	539
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656	1.976	2.266
Exportations:											
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161	1.101	1.234
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535	522	655
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696	1.623	1.889
Solde:											
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86	— 413	— 493
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126	+ 60	+ 116
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40	— 353	— 377

Source: Ministère des finances.

2. Répartition des échanges extérieurs par zone (étranger) or exclu

a) *Evolution en 1956 et 1957.*

Moyennes mensuelles (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Zone dollar:					
Importations:					
1957	38,2	31,8	31	24,5	32,1
1958	27,3	»	»	»	»
Exportations:					
1957	13,7	13,2	14,7	13,6	13
1958	13,4	»	»	»	»
Soldes:					
1957	— 24,5	— 21,6	— 16,73	— 10,9	— 19,1
1958	— 13,9	»	»	»	»
Zone sterling:					
Importations:					
1957	40,7	43,3	36,2	38,8	39,7
1958	42,3	»	»	»	»
Exportations:					
1957	16	16,7	13,7	18,3	16,3
1958	18,6	»	»	»	»
Soldes:					
1957	— 24,7	— 26,6	— 22,5	— 20,5	— 23,4
1958	— 23,7	»	»	»	»
Autres zones:					
Importations:					
1957	76,7	71,9	63,5	69,8	70,5
1958	83,3	»	»	»	»
Exportations:					
1957	70,2	68,7	65,5	84,3	72,1
1958	80,2	»	»	»	»
Soldes:					
1957	— 6,5	— 3,2	+ 2	+ 14,5	+ 1,6
1958	— 3,1	»	»	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles des échanges par zones monétaires.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Zone dollar:							
Importations	6,89	214,5	167,7	166,1	196,8	270,4	385,2
Exportations	2,95	76,9	97	95,2	110,4	130,8	156
Solde	— 4,95	— 137,6	— 70,7	— 70,9	— 88,4	— 161,6	— 229,2
Zone sterling:							
Importations	9,29	434,6	416,4	393,8	405,6	421,2	476,4
Exportations	4,34	152	142,3	153	201,6	177,6	195,6
Solde	— 3,95	— 282,6	— 274,1	— 240,8	— 214,8	— 243,6	— 280,8
Dont:							
Pays de l'O. E. C. E.:							
Importations	»	»	»	»	174	190,8	232,8
Exportations	»	»	»	»	146,4	120	129,6
Centres zones:							
Solde	»	»	»	»	— 27,6	— 70,8	— 103,2
Importations	»	»	»	»	628,8	770,4	846
Exportations	»	»	»	»	834	760,8	865,2
Solde	»	»	»	»	+ 205,2	— 116	+ 19,2
Dont participants à l'O. E. C. E.:							
Importations	»	»	»	»	464,4	579,6	645,6
Exportations	»	»	»	»	603,6	585,6	675,6
Solde	»	»	»	»	+ 139,2	+ 6	+ 30

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeurs des échanges par groupements d'utilisation

(Moyennes mensuelles.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958 I	1958 II
Importations.								
Alimentation humaine, boissons, tabacs:								
Etranger	7,61	12,30	8,72	3,89	16,15	12,78	16,49	»
U. F. O. M.	14,82	21,38	25,29	21,65	23,67	28,45	39,18	»
Total	40,96	33,68	34,01	31,54	39,82	41,23	55,67	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):								
Etranger	22,43	75,12	68,01	75,36	86,90	102,70	106,42	»
U. F. O. M.	4,9	8,11	8,11	12,21	14,60	16,19	18,86	»
Total	45,86	83,23	76,12	87,57	101,50	118,89	125,28	»
Dont:								
Energie, lubriflant:								
Etranger	»	»	»	24,27	28,97	37,59	40,90	»
U. F. O. M.	»	»	»	0,15	0,11	0,21	0,70	»
Total	»	»	»	24,42	29,08	37,80	41,60	»
Demi-produits manufacturés:								
Etranger	»	»	»	17,87	21,44	23,97	27,97	»
U. F. O. M.	»	»	»	2,14	2,39	2,58	2,96	»
Total	»	»	»	20,01	23,83	26,55	30,93	»
Produits manufacturés:								
Etranger	8,57	15,21	15,83	18,72	23,13	28,40	29,72	»
U. F. O. M.	0,29	0,51	0,87	0,20	0,23	0,27	0,29	»
Total	8,86	15,72	16,70	18,92	23,36	28,67	30,01	»
Exportations.								
Alimentation humaine, boissons, tabacs:								
Etranger	4,26	5,83	9,65	14,85	11,31	14,37	13,41	»
U. F. O. M.	3,95	7,28	7,39	6,93	7,64	9,29	10,61	»
Total	8,21	13,11	17,04	21,78	18,95	23,66	24,02	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):								
Etranger	21,02	42,03	47,65	55,19	52,96	55,20	57,61	»
U. F. O. M.	6,3	13,68	11,37	12,15	11,54	14,05	17,65	»
Total	27,32	55,71	59,02	67,34	64,50	69,25	75,26	»
Dont:								
Energie, lubriflant:								
Etranger	»	»	»	8,61	6,38	6,11	7,94	»
U. F. O. M.	»	»	»	2,69	2,90	2,86	4,03	»
Total	»	»	»	11,30	9,28	8,97	11,97	»
Demi-produits manufacturés:								
Etranger	»	»	»	32,54	32,39	35	36,95	»
U. F. O. M.	»	»	»	8,36	7,56	9,94	11,92	»
Total	»	»	»	41,90	39,95	44,94	48,87	»
Produits finis manufacturés:								
Etranger	12,82	20,32	23,17	26,77	27,50	33,8	41,51	»
U. F. O. M.	16,78	28,91	26,80	25,49	24,24	31,19	37,88	»
Total	29,6	49,23	49,97	52,26	51,74	64,57	79,39	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

Unité: milliards de francs.

PAYS	1948	1949	1950	1952	1955	1956	1957
Allemagne:							
Importations	36,0	68,4	69,9	116,7	152,04	200,16	251,88
Exportations	23,4	39,9	84,3	79,9	158,32	168,12	204,96
Grande-Bretagne:							
Importations	18,6	32,5	40,0	53,2	62,64	80,52	83,88
Exportations	31,8	70,1	98,1	75,1	123,72	97,20	103,08
Italie:							
Importations	11,4	17,7	37,3	33,9	36,12	49,80	56,40
Exportations	4,6	15,7	27,9	37,6	64,92	65,28	75,36
Pays-Bas:							
Importations	16,2	22,5	24,0	33,4	48,36	54,24	55,80
Exportations	18,2	35,5	37,3	27,6	50,28	45,60	51,84
Suède:							
Importations	9,5	14,2	17,3	34,6	33,84	44,28	44,28
Exportations	13,1	16,2	24,7	22,2	31,68	24,96	26,88
Suisse:							
Importations	13,8	15,4	28,7	27,4	32,28	41,52	42,48
Exportations	23,7	27,3	40,9	47,1	74,16	78,84	85,92
U. E. B. L.:							
Importations	25,2	32,2	49,1	58,4	90,48	107,16	117,60
Exportations	31,3	45,1	68,9	79,5	117,6	124,68	140,28
Arabie séoudite et Koweit (1):					A. S.: 22,20 K.: 53,76	A. S.: 22,56 K.: 61,80	24 77,64
Importations	»	51,5	50,6	116,3			
Exportations	»	0,7	0,5	2,8	»	»	
Irak:							
Importations	9,9	15,5	22,7	52,3	79,20	73,32	42,24
Exportations	1,5	0,4	0,4	1,1	»	»	»
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:							
Importations	4,7	6,5	14,2	24,3	29,52	22,80	22,08
Exportations	0,6	1,4	2,6	2,9	3,72	5,04	4,56
Pakistan et Union indienne (1):							
Importations	»	10,1	19,6	22,0	11,04	20,28	28,80
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	4	21,96	26,52
Egypte:							
Importations	12,7	11,2	16,6	18,1	13,44	11,88	8,76
Exportations	6,3	11,1	19,3	17,6	22,1	8,64	2,64
Argentine:							
Importations	16,8	12,0	31,1	19,6	12,96	26,88	18,96
Exportations	6,3	55,4	33,1	12,6	22,56	11,04	13,32
Brésil:							
Importations	6,7	9,0	18,7	30,0	23,28	21,12	19,92
Exportations	4,9	5,7	17,3	25,4	25,32	11,52	16,92
Canada:							
Importations	9,3	10,4	6,8	25,1	20,88	24,12	25,32
Exportations	2,3	3,3	4,8	6,7	8,88	10,56	12,36
Etats-Unis:							
Importations	118,7	162,7	131,5	159,6	161,76	238,20	300,36
Exportations	15,8	15,7	43,7	54,8	71,40	78,36	89,64
Australie et Nouvelle-Zélande:					A.: 60,72 N.-Z.: 18,96	A.: 63 N.-Z.: 19,68	84,96 N.-Z.: 27,84
Importations	37,2	52,8	52,4	62,9	11,64	7,44	6,60
Exportations	2,0	5,6	11,2	9,6	1,80	1,56	1,92
Ensemble des pays étrangers:							
Importations	482,1	681,1	779,0	1.153,4	1.232,40	1.481,64	
Exportations	241,3	455,4	675,3	742,5	1.116,36	1.068,72	

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Les principaux fournisseurs et clients étrangers de la France en 1956 et 1957 (en milliards de francs) :

I. — *Principaux fournisseurs.*

RANG 1956	RANG 1957	PAYS	VALEURS importées (non compris l'or industriel). 1956	1957
1	1	Etats-Unis	238,6	300,4
2	2	Allemagne (République fédérale)	199,0	219,8
3	3	Belgique-Luxembourg	106,9	117,6
6	4	Australie	63,1	85,0
4	5	Grande-Bretagne	80,7	83,9
7	6	Koweit	61,9	77,6
9	7	Italie	49,8	56,4
8	8	Pays-Bas	54,3	55,8
10	9	Suède	44,3	44,3
11	10	Suisse	41,5	42,5
5	11	Irak	73,3	42,3
25	12	Katar	12,2	28,4
19	13	Nouvelle-Zélande	19,7	27,8
13	14	Canada	24,1	25,3
14	15	U. R. S. S.	22,9	24,6
16	16	Arabie Séoudite	22,5	23,9
20	17	Iran	19,2	23,8
15	18	Malaisie et autres territoires britanniques d'Asie	22,8	22,1
18	19	Union Sud-Africaine	20,5	20,9
21	20	Finlande	17,6	20,2

NOTA. — L'Argentine est passée du douzième rang en 1956 (26,9 milliards) au vingt-deuxième rang en 1957 (18,9 milliards), et le Brésil du dix-septième rang en 1956 (21,1 milliards) au vingt et unième en 1957 (19,9 milliards).

II. — *Principaux clients.*

RANG 1956	RANG 1957	PAYS	VALEURS exportées (non compris l'or industriel). 1956	1957
1	1	Allemagne (République fédérale)	166,2	202,2
2	2	Belgique-Luxembourg	124,7	140,3
3	3	Grande-Bretagne	97,2	103,1
5	4	Etats-Unis	78,3	89,7
4	5	Suisse	78,8	85,9
6	6	Italie	65,4	75,4
7	7	Pays-Bas	45,7	51,8
9	8	Suède	25,0	26,9
8	9	Espagne	25,3	25,7
10	10	Union indienne	17,1	19,8
12	11	Danemark	14,4	18,3
13	12	U. R. S. S.	13,7	17,1
17	13	Brésil	11,6	16,9
16	14	Portugal	12,2	15,5
14	15	Norvège	13,6	15,5
15	16	Autriche	13,5	14,8
11	17	Finlande	16,2	13,9
19	18	Venezuela	11,1	13,4
20	19	Argentine	11,0	13,4
25	20	Grèce	8,8	12,5

NOTA. — La Pologne est passée du dix-huitième rang en 1956 (11,3 milliards) au vingt-septième en 1957 (7,7 milliards).

B. — **Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.**

(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. VALEUR GLOBALE

(En milliards de francs métropolitains.)

DESIGNATION	1938	1949	1950	1952	1953	1954	1955	1956 (1)	1957 (1) (2) (9 mois).
Francs courants:									
Importations	14,7	512,5	596	941	848	879	883	818,4	662
Exportations	15,3	314	399	520	520	579	532	568,2	413,6
Solde	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 421	— 318	— 300	— 351	249,9	— 148,5
Pourcentage de couverture des importations par les exportations	104	61,4	67	55	62	66	60,2	69,5	62,5

(1) Etats associés d'Indochine. — Cambodge: importations, 25; exportations, 18,4. — Viet-Nam: importations, 76; exportations, 15,8. — Laos: importations, néant; exportations, néant. — (2) Sauf Tunisie.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française avec la France métropolitaine et l'étranger
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (1)	1957 (9 mois). (1) (2)
Avec la France:										
Importations	8,7	355	421	587	657	587	509	576	513,5	438,6
Exportations	10,6	209	244	294	310	313	354	354	369	283,7
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	— 347	— 274	— 245	— 222	— 174,5	— 155,6
Pourcentage de couverture	122	59	58	50	47	53	59	61	68	65
Avec l'étranger:										
Importations	5	122	131	183	223	202	216	244	218	176
Exportations	3,9	75	123	153	157	153	169	176	170	97,5
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	— 66	— 49	— 47	— 68	— 48	— 78,5
Pourcentage de couverture	78	61	94	84	71	78	78	72	78	55

(1) Sauf Etats associés d'Indochine 1956. — Cambodge: importations, 3,2; exportations, 13. — Viet-Nam: importations, 1,8; exportations, 5,2. — Laos: importations, néant; exportations, néant. — (2) Sauf Tunisie.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (9 mois).
Afrique du Nord (1):										
Importations	8,7	275	319	427	469	434,3	445	481	496	383
Exportations	8,5	170	223	260	281	271,7	285,2	312,5	308	208
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	— 188	— 162,6	— 154,8	168,5	— 192	(3) — 175
Pourcentage de couverture	97,7	62	70	64	60	62,6	64,1	67	62	54
Départements outre-mer:										
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	42,5	39,4	41,9	44,1	44,7	41,1
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	27,7	26,5	32,7	32,9	32,9	27,4
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	— 14,8	— 12,9	— 9,2	— 11,2	— 11,8	— 13,7
Pourcentage de couverture	106	79	71	74	65,1	67,2	78	74,5	73,6	66,7
Territoires outre-mer:										
Importations	3,2	147	178	258	273	240,2	269,9	275,3	277,4	238
Exportations	3,1	106	130	165	170	187,3	227,3	217,3	227,1	178,2
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	— 103	— 52,9	— 42,5	— 58	— 50,3	— 59,8
Pourcentage de couverture	97	72	73	64	62	78	84,2	79,3	82	75
Etats associés d'Indochine:										
Importations	1,95	67	74	107	157	134,3	121,9	92,4	106	74,9
Exportations	2,84	19,3	28	47	41	34,6	33,8	24,2	26	19,8
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	— 116	— 99,7	— 88,1	— 67,9	(2) — 80	(4) 55,1
Pourcentage de couverture	146	29	38	44	26	25,7	27,7	26,2	15	26,4

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer; Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.
(2) Cambodge et Viet-Nam.
(3) Algérie et Maroc. — (4) Viet-Nam seulement.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a : $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS						IMPORTATIONS					
	Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.				Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.			
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	1er trim. 1957.	2e trim. 1957.	1er trim. 1958.	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	1er trim. 1957.	2e trim. 1957.	1er trim. 1958.
Alimentation, boissons, tabacs:												
Etranger	85	83	103	101	97	121	129	123	103	98	101	87
Zone franc	103	106	103	99	103	107	109	127	109	102	99	130
Ensemble	90	91	103	100	99	115	114	125	107	100	99	113
Produits bruts:												
Etranger	124	124	114	114	108	118	133	136	110	108	108	114
Zone franc	109	118	109	105	106	113	124	129	102	101	101	107
Ensemble	122	123	114	113	108	117	130	134	108	106	106	112
Energie, lubrifiants:												
Etranger	110	119	117	110	109	125	112	120	121	129	123	129
Zone franc	123	124	113	103	106	117	223	260	126	110	121	143
Ensemble	113	120	115	108	108	122	113	120	121	129	123	130
Produits manufacturés:												
Etranger	113	118	107	101	101	122	133	133	105	100	98	114
Zone franc	137	136	105	102	105	114	169	178	109	105	107	114
Ensemble	121	126	106	101	102	119	134	135	105	100	99	114
Indices globaux:												
Etranger	108	112	108	103	102	122	127	129	110	109	107	114
Zone franc	129	135	105	102	105	113	116	132	107	102	100	123
Ensemble	114	119	107	103	103	118	124	130	109	107	105	116

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

DÉSIGNATION	1949 = 100.		1956 = 100.		
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	1957 (1er trimestre).	1958 (1er trimestre).
Etranger	85	87	98	94	101
Zone franc	111	102	98	100	92
Ensemble	92	92	98	96	97

Source : I. N. S. E. E.

D. — Balance des payements.

1. Evolution d'ensemble

Métropole. (En millions de dollars, monnaie de compte.)

DÉSIGNATION	1938 (1)	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)	1953	1954	1955	1956	1957 1er sem.
Exportations (métropole)	640	1.040	1.082	1.567	1.880	2.496	2.024	2.155	2.545	3.150	3.279	2.374
Importations (métropole)	870	2.492	2.510	2.035	1.958	3.267	2.643	2.494	2.724	3.064	4.087	1.702
Solde commercial de la métropole	— 230	— 1.452	— 1.428	— 468	— 78	— 771	— 619	— 339	— 179	+ 86	— 808	— 672
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	+ 207	— 64	— 101	— 71	— 37	— 199	+ 28	+ 222	+ 441	+ 517	+ 125	— 140
Solde des payements courants des P. O. M.	— 60	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 107
Solde des payements courants	— 83	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194	+ 407	— 835	— 919

(1) Les chiffres de la balance des payements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952 la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des payements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

Pays d'outre-mer. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 1er semestre.
Exportations	364	391	364	483	472	409	242
Importations	457	470	461	540	655	533	334
Solde commercial	— 93	— 73	— 97	— 57	— 183	— 124	— 92
Solde des éléments non commerciaux	»	+ 9	— 6	— 11	— 13	— 27	— 15
Solde des payements courants	— 93	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 107

Source : Office des changes.

2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones de 1951 à 1956

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	426	343	378	433	527	632
Importations	863	680	632	753	837	1.090
Balance commerciale	— 437	— 337	— 254	— 320	— 310	— 458
Solde des éléments non commerciaux	— 86	+ 175	+ 374	+ 503	+ 640	+ 472
Solde des payements courants	— 523	— 162	+ 120	+ 183	+ 330	+ 14

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	815	600	558	643	804	806
Importations	991	828	863	862	959	1.081
Balance commerciale	— 176	— 228	— 305	— 219	— 155	— 275
Solde des éléments non commerciaux	+ 55	+ 31	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28
Solde des payements courants	— 121	— 197	— 274	— 152	— 43	— 247

c) *Pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling.* (*Métropole — P. O. M.*) (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	1.130	1.049	1.095	1.416	1.778	1.781
Importations	1.351	1.141	1.022	1.155	1.458	1.917
Balance commerciale	— 221	— 92	+ 73	+ 291	+ 320	— 136
Solde des éléments non commerciaux	— 180	— 164	— 178	— 127	— 234	— 376
Solde des payements courants	— 401	— 256	— 105	+ 164	+ 86	— 512

d) *Autres pays.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Exportations	490	423	488	506	512	469
Importations	518	463	437	484	465	533
Balance commerciale	— 28	— 40	+ 51	+ 12	+ 47	— 64
Solde des éléments non commerciaux	+ 15	— 4	— 12	— 11	— 13	— 26
Solde des payements courants	— 13	— 44	+ 39	+ 3	+ 34	— 90

Source : Office des changes.

3. Evolution des différents postes de la balance

a) *Règlements commerciaux.*

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1954			1955			1956		
	Exportations.	Importations.	Solde.	Exportations.	Importations.	Solde.	Exportations.	Importations.	Solde.
Métropole.									
Zone dollar (y compris Canada)	319	579,5	— 260,5	418,5	562,1	— 143,6	557,1	943,9	— 386,8
Zone sterling	516,8	745,8	— 229	689,8	845,3	— 155,5	704,6	978,1	— 273,5
U. E. P. (moins zone sterling)	1.256,5	961	+ 295,5	1.575,9	1.254	+ 321,9	1.595,8	1.700,4	— 104,6
Autres pays	452,4	437,8	+ 14,6	465,8	402,3	+ 63,5	424,2	464,9	— 13,7
Total	2.544,7	2.724,1	— 179,4	3.150	3.063,7	+ 86,3	3.278,7	4.087,3	— 808,6
Pays d'outre-mer.									
Zone dollar (y compris Canada)	113,9	173,7	— 59,8	109	144,1	— 35,1	74,7	145,9	— 71,2
Zone sterling	125,9	116,1	+ 9,8	114,4	113,9	+ 0,5	101,6	103,4	+ 1,8
U. E. P. (moins zone sterling)	189,8	193,9	— 4,1	201,8	203,8	— 2	185,4	216,5	— 431,1
Autres pays	53,3	55,9	— 2,6	46,3	62,9	— 16,6	47,3	67,6	— 20,3
Total	482,9	539,6	— 56,7	471,5	524,7	— 33,2	409	533,4	— 124,3
Zone franc.									
Zone dollar (y compris Canada)	432,9	753,2	— 320,3	527,5	706,2	— 178,7	631,8	1.089,8	— 458
Zone sterling	642,7	861,9	— 219,2	804,2	959,2	— 155	806,1	1.081,5	— 275,3
U. E. P. (moins zone sterling)	1.446,3	1.154,9	+ 291,4	1.777,7	1.457,8	+ 319,9	1.781,2	1.916,9	— 135,7
Autres pays	505,7	493,7	+ 12	512,1	465,2	+ 46,9	468,5	532,5	— 64,2
Total	3.027,6	3.263,7	— 236,1	3.621,5	3.588,4	— 33,1	3.687,7	4.620,7	— 933

b) *Règlements non commerciaux.*

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1954 — Solde.	1955 — Solde.	1956 — Solde.
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.			
Touristes et voyageurs	185,1	130,8	195,3	169,2	154,7	232,7	+ 54,3	+ 26,1	— 78
Transports	148,5	245,9	148,5	292,7	168,5	431	— 97,4	— 144,2	— 262,5
Assurances	26,7	37,4	34,7	42	31,7	41,3	— 10,7	— 7,3	— 9,6
Revenus du capital	118,7	79	152,1	87,2	199,3	103,6	+ 39,7	+ 64,9	+ 95,7
Revenus du travail	8,7	94	9,9	103,3	11,1	130,1	— 85,3	— 93,4	— 119
Revenus de la propriété intellectuelle	25,8	55,4	33,4	70,7	38,5	78,1	— 29,6	— 37,3	— 39,6
Intérêts des emprunts publics	5,6	81,7	10,2	71	19	65,3	— 76,1	— 60,8	— 46,2
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	612,4	10	680,4	8,2	556,5	8,9	+ 602,4	+ 672,2	+ 547,6
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	6,3	1,3	0,3	2,6	2,2	2,4	+ 5	— 2,3	— 0,2
Divers	262,8	235,2	330,9	244,7	337,9	328,5	+ 27,6	+ 86,2	+ 9,4
Totaux	1.400,6	970,7	1.595,7	1.091,6	1.519,5	1.421,8	+ 429,9	+ 504,1	+ 97,6

Source: Ministère des finances.

4. Position de la zone franc à l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulatrice à l'Union européenne des paiements.

(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1957							
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 1.565,5	— 1.653,5	— 1.747,2	— 1.855,4	— 1.934,3	— 2.040,9	— 2.173,5	— 2.221,1
Utilisation du quota:								
Crédit reçu	— 247,8	— 267,8	— 289,3	— 314,4	— 332,1	— 356,8	— 384,8	— 384,8
Or versé	— 898,5	— 964,6	— 1.034,8	— 1.312,2	— 1.371,4	— 1.451,3	— 1.554	— 1.599,6
Position nette mensuelle	— 70,5	— 88	— 93,7	— 108,2	— 78,9	— 106,6	— 132,6	— 47,6

DÉSIGNATION	1957				ANNÉE (Moyenne mensuelle.)	1958			
	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois	— 2.250,7	— 2.289,5	— 2.319,6	— 2.337,2	— 2.337,2	— 2.358,5	— 2.390,7	— 2.447,1	— 2.505,4
Utilisation du quota:									
Crédit reçu	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 388	— 413,5	— 416,8	— 476
Or versé	— 1.627,2	— 1.664	— 1.692	— 1.707,6	— 1.707,6	— 1.723,6	— 1.728,2	— 1.749,5	— 1.776,7
Position nette mensuelle	— 29,6	— 38,8	— 30,1	— 17,6	»	— 21,3	— 32,2	— 56,4	— 58,3

Sources: O. E. C. E., I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (Office des changes). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721	X
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706	X
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78	X

Estimations globales de la direction générale du tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721	X
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	400	X

(1) Evaluation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

I. — PRIX

A. — Prix de gros.

Observations préalables

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels. alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. Indices des prix de gros

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1957 I (mars)	1957 II (juin)	1958 I (mars).	1958 II (juin) (P).	ANNÉES 1950	1952	1954	1955	1956	1957
					(Moyenne mensuelle.)					
1. *Ensemble* (488 articles)	143,6	146,2	166,4	167,8	108,3	144,9	135,9	135,7	141,6	149,7
2. *Indices partiels par branches de production:*										
A. — Produits alimentaires (112 articles)	125,7	128,8	159,9	166,3	103,2	131	124,6	122,6	129,3	135,2
B. — Combustibles et énergie (57 articles)	154,1	160,8	177,8	173,6	105,6	142,3	138,9	139,5	144,3	161
C. — Produits industriels (319 articles):										
Ensemble	156,1	156,7	168,4	167,1	103,7	158,2	145,1	145,9	151,6	158,9
Produits métallurgiques	171,1	173,6	189,1	188,9	104,9	161,8	142,8	159,5	170,5	176,7
Produits chimiques	137,9	135,6	149,5	147	101,2	148,9	138,7	136,9	137,5	137,7
Caoutchouc	168,6	169,3	175,6	176,4	211	185	148,5	171,9	171,1	171,5
Cuirs	89,7	90,9	113,4	105,4	124,8	91,2	87,2	85	90,4	94
Corps gras industriels	90,7	90,3	98,6	98,2	97,2	93,7	88,7	85,6	87,8	91,2
Bois	230	232	252	253	104,1	219	198,9	201	227	234
Textiles	138,7	138,5	140,6	138,1	135,7	144	134,4	124,7	126	139,3
Pâtes à papier et vieux papiers	177,6	178,4	179,4	190,6	110,1	222	178	175,9	177,7	170,9
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles).	175,2	174	183	180,6	125,2	175,4	159,4	162,2	169,5	177,1
4. *Indices des produits importés* (1):										
Ensemble (43 articles)	145,9	148	164,4	164,4	132,5	154,1	142,6	137,2	138,4	151,9
Matières premières industrielles importées	150,7	148,6	150,6	149	145,7	158,4	142,8	141,7	142,5	151,7
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (sur la base 1938 = 1; le niveau de 1949 est à 19)	126,2	166,5	110,4	»	97,4	118,7	126,2	123,4	180	100
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	120	123	152	»	97,5	129,7	126,7	128	125,7	128

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

(4) Chiffres provisoires.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHÉS	GROUPES	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Débarquement	Morue et poissons saisonniers.....	110,4	101,5	116,3	122,8	137,6	158
	Poissons frais non saisonniers.....	128,1	118,0	136,4	136,2	148,9	162,6
	Crustacés et mollusques.....	189,5	196,2	198,0	256,5	315,9	367,5
	Ensemble	130,4	123,8	137,6	150,8	172,6	196,1
Marché de gros de Paris.	Poissons frais.....	127,6	119,3	136,1	135,1	144,6	159
	Crustacés et mollusques.....	162,7	161,7	182,4	179,2	194,9	232,7
	Ensemble	135,6	129,0	146,7	145,0	155,9	175,6
Ensemble des marchés..	Poissons frais:						
	Gros	125,9	121,1	129,8	132,2	144,9	163,2
	Détail	151,8	148,3	153,0	159,8	169,9	»

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1952	1954	1955	1956	1957	1958			
								Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.
Indice général.....	85,9	86,2	109,6	99,5	100	109,5	117,4	(138,5)	»	»	»
Production d'origine végétale.....	98,5	101,4	116,9	103,6	100	115,7	125,2	162,3	»	»	»
Dont:											
Blé	75,8	79,7	111,7	101,7	100	113,9	94,2	»	»	»	»
Pommes de terre.....	49,3	182,5	189	137,2	100	167,4	189,3	»	»	»	»
Vin	28	125,7	110,4	98,8	100	119,1	168,7	»	»	»	»
Production d'origine animale.....	80,4	79,6	106,4	97,6	100	106,8	114,2	(128,5)	»	»	»
Dont:											
Bétail sur pied.....	73,6	72,2	105,2	97,5	100	105,2	119,8	139,6	»	»	»
Lait	98	99	111,4	98,7	100	108,1	108,6	(112,9)	»	»	»
Volailles et lapins.....	74,9	74,6	102,6	97,1	100	105,7	101,8	112,3	»	»	»
Œufs	82,3	78,9	103,2	95,3	100	114,8	110,2	(129,9)	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indices des prix de détail.

OBSERVATIONS PRÉALABLES SUR LA COMPOSITION ET L'UTILISATION DES INDICES

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un indice *des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 articles, avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	68 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	10 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend un nombre moyen de 183 articles dont:

Trente-six produits alimentaires.
Cinq articles de chauffage et éclairage.
Cent onze produits manufacturés.
Vingt-huit « services » et trois « divers ».

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir des budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. — INDICE D'ENSEMBLE DES PRIX DE DÉTAIL

a) *Indice des 250 articles.*

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

(Base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

DÉSIGNATION	1956			1957					1958		
	Juillet.	Septembre	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juillet.	Septembre	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juin.
Indice d'ensemble	98,8	99,6	100,2	100,8	100,4	102,2	104,7	111,1	114,9	»	»
Dont:											
Alimentation et boissons	99,2	100,3	100,9	101,9	99,9	100,9	105	114,2	117,8	»	»
Habitation	97,2	97,6	100	100,6	101,5	104,6	107,2	111,5	114,3	»	»
Hygiène et soins	99,3	99,5	100	100,1	100,4	100,8	101,4	102,6	109,4	»	»
Transports	98,4	99	99,3	100,3	101	103,6	104,5	105,7	113,1	»	»
Habillement, linge	98,1	98,7	99,4	99,3	101,4	102,5	103,8	105,7	106,1	»	»
Distraction et divers	99,6	99,9	99,9	99,7	100	102,6	102,6	102,2	120,1	»	»

N. B. — Indice des 179 articles (indice des prix de détail servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti).

Seuls les résultats globaux de l'indice des 179 articles sont publiés. Sur la base 100 en juillet 1957, cet indice s'établissait à: 101 en août, 101,96 en septembre et 103,2 en octobre.

b) *Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles* (1).

Indices des prix de détail.

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.)				
	1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (2)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

(2) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers, dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des 179 articles servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.*

(Base 100 en juillet 1957.)

	1957		1958		
	Septembre.	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juin.
Ensemble	101,96	107,37	109,71	111,39	»

2. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

DÉSIGNATION	MOYENNE MENSUELLE						MOYENNE TRIMESTRIELLE				
	Pondération	1950	1951	1952	1953	1954	Nouvelle pondération.	1955	1956	1957	1958 (mars).
Voitures particulières	54	103,8	126,8	146,4	143,3	143,3	53	140,3	142,6	147,7	153,1
Véhicules utilitaires	33	104,2	134,2	155,6	154,5	154,5	29	154,5	160,7	169,6	180,4
Motocycles	13	106,1	124,9	145,5	143,6	143,6	18	135,8	137,7	141,5	151,1
Ensemble	100	104,2	129	149,3	147	147	100	143,7	147,3	153,2	160,9

Source: I. N. S. E. E.

3. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la dispositions des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	MOYENNE MENSUELLE					MOYENNE TRIMESTRIELLE			
		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (Mars.)
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	136,6	160,5	157,4	154,2	155,7	158,7	166,4	170,6
Cuisinières (35)	27	105,3	139	167,3	163,1	161	162,9	165,7	173,3	177,1
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	116,3	120,9	116,4	109,2	103,6	102,8	105	109,6
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	124,8	114,7	142,2	141,7	142	143,4	141,6	144,8
Machines à laver (15)	4	108,5	135,5	153,8	153,3	152,7	153,1	153,9	154,1	160,6
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	130,2	151,6	148,4	147,2	146,8	147,4	148	149,6
Machines à coudre (10)	9	110,7	127,1	142,4	141,1	143,2	145,3	147,2	154,2	165,6
Récepteurs radio (25)	26	102,1	124	143,6	141,4	138,1	136,2	136,9	140,4	148,9
Ensemble (191)	100	104,8	130,9	152,2	149,4	147,1	147,2	148,5	152,7	158,4

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles
(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 Mars.	1958 Juin.
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114	113	112,6	121,7	125,4	»
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7	142	148,7	155,8	167,7	»
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7	125	125,3	124,3	131,6	»
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4	138,5	136,3	139,5	144,9	159,7	»
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6	144	146,2	144,1	149,7	»
	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1	129,9	131,9	135,5	144,5	»

Source: I. N. S. E. E.

5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.

1949	100	1954	161
1950	115	1955	161
1951	132	1956	161
1952	164	1957	161
1953	161	1958	157

Indice des prix des produits antibiotiques.

1949	100	1954	46
1950	78	1955	45
1951	64	1956	42
1952	62	1957	41
1953	51	1958	39

Source: I. N. S. E. E.

6. Indices des prix de détail des objets manufacturés

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.
(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe	GROUPES	NOMBRE d'articles	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1	134,8	137,5	142,3
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,4	131,4	130	133	135,9
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4	132,8	134,7	141,3
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6	153,1	161,3
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8	153	157,7
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,4	191,1	194,8	198,1	206,4
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8	127	130,4	129,1
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6	155	162,3	166,3
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6	163,3	172,2
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2	166,6	171,9
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143	146,3	149,1
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8	153,5	158,6
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6	160,1	165,6	172,4
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9	164,9	170	170,7
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8	110,4	110,3	115,2
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115	114,4	116,9
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3	151	155,1

Source: I. N. S. E. E.

7. Indices des prix des chambres d'hôtel
(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
France entière:										
Catégorie luxe	28	130	126	141	166	188	195	199	205	216
Catégorie grand confort	58	716	124	141	171	196	204	209	215	226
Catégorie confort moyen	14	658	127	148	179	209	222	231	240	254
Ensemble	100	1.504	125	142	171	196	204	209	216	227

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme
(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
France entière	100	239	112	121	140	151	157	159	161	169
I. Indices par catégories d'établissements:										
Catégorie luxe	28	26	114	124	143	155	161	162	165	169
Catégorie grand confort	58	109	112	121	140	150	155	157	160	169
Catégorie confort moyen	14	104	109	115	136	147	154	158	160	167
II. Indices par groupes d'agglomérations:										
Paris	30	28	107	115	135	140	142	141	140	147
Villes de plus de 100.000 habitants.	17	42	144	126	146	154	161	164	168	177
Villes touristiques de moins de 100.000 habitants	53	169	115	122	142	156	164	166	171	178

Source: I. N. S. E. E.

9. Indice du cout de la construction
Immeubles à usage d'habitation.
(IVe trimestre) (1953 = 100.)

ANNÉES	MOYENNE TRIMESTRIELLE				ANNÉE
	I	II	III	IV	
1954	99	100	98	98	99
1955	101	102	104	105	103
1956	111	115	119	120	116
1957	122	125	128	132	127
1958	137	»	»	»	»

N. B. — Si 1914 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base 4e trimestre 1953 = 239).
Sources: M. R. L., I. N. S E. E.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (rappel)
(1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars.)	II (juin.)	III (septembre.)	IV (décembre.)	ANNÉE
1950	107.5	106,9	113,7	117,4	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145.2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7 (1)
1957	147,3	149	153,7 (1)	163,1	151,6
1958	172,8 (1)	»	»	»	»

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.

B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.

I. — Budget type d'un célibataire a Paris
(Montant en francs.)

DÉFINITION	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1952.												
C. G. T.-F. O. (1)	22.919,9	23.658,9	24.156,6	24.072	23.974	23.939	23.854,4	24.008,4	24.351,5	24.229,1	24.076	24.161,4
Commission supérieure des conventions collectives	»	20.233	20.233	»	19.770	19.770	»	»	»	»	»	»
I. O. E. (3)	»	»	22.436	»	»	21.912	»	»	22.170	»	»	21.833
C. F. T. C. (4)	151,5	151,2	151,4	150,9	148,5	148,9	150,4	150,3	151,3	154,1	153,3	155,7
1956.												
C. G. T. (2)	»	»	»	27.644	»	28.150	»	27.874	»	»	»	28.733
C. G. T.-F. O. (1)	26.268,9	26.545,7	28.976,4	28.592,9	29.404,5	29.264,3	28.739,2	27.832,2	28.329	28.092,7	27.944,8	28.544,7
I. O. E. (3)	26 403	27.072	27.962	28.178	28.556	26.967	26.744	26.897	26.988	27.015	27.396	27.427
C. F. T. C. (4)	162,8	172,3	171	177,4	175,9	168,5	168,7	169	166,4	167,7	168,8	169,2
1957.												
C. G. T. (2)	28.733	»	»	»	»	»	29.780	»	30.278	30.518	31.193	31.769
C. G. T.-F. O. (1)	28.455	28.737	28.534	28.602	29.042	29.479	29.667	30.619	31.296	31.689	32.283	32.940
I. O. E. (3)	27.661	27.567	27.445	27.832	28.238	29.034	28.739	28.934	28.963	29.349	30.054	30.993
C. F. T. C. (4)	170,4	171,1	170,4	173,8	175,2	176,4	178,2	176,6	180,6	187,2	192,1	196,7
1958.												
C. G. T. (2)	32.129	32.608	33.070	33.272	»	»	»	»	»	»	»	»
C. G. T.-F. O. (1)	33.469	34.913	35.117	35.836	36.488	36.519	»	»	»	»	»	»
I. O. E. (3)	32.322	32.299	32.957	34.365	34.190	»	»	»	»	»	»	»
C. F. T. C. (4)	203,7	205,4	211	215,6	215,4	»	»	»	»	»	»	»

(1) 1er du mois.
(2) 15 du mois.
(3) Budget du manœuvre. Base nouvelle depuis 1956.
(4) Indice base 100 en 1949 (fin de mois).

II. — Budget type d'une famille de quatre personnes
(Evaluation de l'U. N. A. F.)

1° *Montants.*

Premier jour du mois.

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1952	»	»	62.585	»	»	61.550	»	»	61.849	»	»	60.618
1956	65.703	66.658	70.092	70.918	73.878	73.324	69.983	68.553	67.953	67.825	68.832	69.922
1957	71.127	71.411	70.144	69.292	72.159	74.901	76.404	75.501	Non calculés.	78.557	79.034	80.177
1958	81.726	83.594	83.670	85.289	84.205	»	»	»	»	»	»	»

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952 sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation.

2° *Indices* (base 100 en 1949).

15 du mois.

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1956	150,2	162,4	165,3	168,9	165,9	166	158,1	158,6	157,1	147	152,3	158,6
1957	163,3	161,8	157,7	158,2	165,2	175	172,8	169,8	»	176,7	185,4	186,4
1958	195,2	196,1	199,8	199,1	»	»	»	»	»	»	»	»

V. — SALAIRES. — REVENUS

I. — SALAIRES

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956	592	648	609
1957	643	693	660

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source : Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	MOYENNE annuelle
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	574	562
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	656	675	659
1958	700	727	»	»	»

Source : Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins.	SALAIRES HORAIRES féminins.
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1953. — 1er janvier	469	512
1er avril	474	515
1er juillet	476	516
1er octobre	480	522
1954. — 1er janvier	487	529
1er avril	501	553
1er juillet	505	558
1er octobre	507	559
1955. — 1er janvier	521	582
1er avril	523	585
1er juillet	541	604
1er octobre	555	619
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	672
1er juillet	640	687
1er octobre	658	709
1958. — 1er janvier	683	734
1er avril	709	765

Source : Ministère du travail.

4. Indices par secteurs d'activités collectives
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	ANNÉE (Moyenne.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux:					
1956	100	100,6	103,5	103,6	102,6
1957	105	107,8	112,5	113,5	111,3
1958	119	123,2	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1956	100	101	102,2	104,3	102,6
1957	105,8	107,6	108,6	113,3	110,3
1958	117,1	121,3	»	»	»
Industries chimiques (caoutchouc):					
1956	100	101,3	102,6	104,5	102,8
1957	105,4	107,4	110	113,5	110,6
1958	118,1	123,8	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1956	100	102,2	104,9	107,3	104,7
1957	108,5	110,9	114,2	116,9	114,1
1958	121,1	125,6	»	»	»
Industrie textile:					
1956	100	100,6	101,3	102,7	101,8
1957	104,8	105,4	109	110,5	108,7
1958	116	119,6	»	»	»
Transports (1949=287):					
1956	100	101,5	104,1	106,2	104
1957	108,4	108,4	111,7	115,4	112,7
1958	121,3	124,2	»	»	»
Papier, carton (1949=295):					
1956	100	101,5	103,1	104,3	103
1957	106,1	107,6	110,1	112,7	110,5
1958	117,4	122,9	»	»	»
Commerces alimentaires (1949=300):					
1956	100	101,1	103,5	105,1	103,3
1957	106,7	108,2	110,2	114,7	111,4
1958	117,8	123,2	»	»	»

Source: Ministère du travail.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	ANNÉE (Moyenne.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1956	100	101,4	103,4	105	103,2
1957	106,3	107,8	110,1	113,9	110,9
1958	117,5	122,2	»	»	»
Manœuvre spécialisé:					
1956	100	101,4	103,5	105,4	103,4
1957	106,7	108,5	111,3	114,5	111,7
1958	118,6	123,1	»	»	»
Ouvrier spécialisé:					
1956	100	101,4	103,7	105,7	103,6
1957	107,3	109,1	112,1	115,1	112,4
1958	119,6	124	»	»	»
Ouvrier qualifié:					
1956	100	101,8	104,3	106,3	104,1
1957	107,9	110	113,1	116,2	113,4
1958	120,9	125,5	»	»	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1956	100	100,9	102,4	103,4	102,2
1957	104,2	105,3	106,8	110,7	108
1958	114,4	119,33	»	»	»
Manœuvre spécialisée:					
1956	100	100,8	102,1	103,6	102,3
1957	104,7	105,8	108	111,4	108,8
1958	115	119,9	»	»	»
Ouvrière spécialisée:					
1956	100	100,8	102,1	103,6	102,3
1957	105,2	106,3	109,3	112,3	109,6
1958	116,5	121,1	»	»	»
Ouvrière qualifiée:					
1956	100	101,3	102,8	104,5	103
1957	106,8	107,8	110	113,9	111,1
1958	118,4	123,5	»	»	»

Source: Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ECART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
1er janvier 1946	15,0
1er janvier 1947	8,8
15 février 1948	6,3
1er janvier 1949	7,2
1er janvier 1950	7,8
1er janvier 1951	7,2
1er janvier 1952	7,3
1er janvier 1953	8,0
1er janvier 1954	8,4
1er janvier 1955	6,2
1er janvier 1956	6,4
Nouvelle série.	
1er janvier 1956	6,8
1er avril 1956	7,0
1er juillet 1956	7,3
1er octobre 1956	7,6
1er janvier 1957	7,8
1er avril 1957	8,1
1er juillet 1957	8,4
1er octobre 1957	8,6
1er janvier 1958	8,6
1er avril 1958	8,4

Source: Ministère du travail.

7. Variations des taux des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins)

(Nouvelle série.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE
1957				
Manœuvre ordinaire	100	100	100	100
Manœuvre spécialisé	106	106	107	106
Ouvrier spécialisé	115	115	115	115
Ouvrier qualifié	130	130	131	131
Ouvrier hautement qualifié	150	150	152	151
1958				
Manœuvre ordinaire	100	100	»	»
Manœuvre spécialisé	107	106	»	»
Ouvrier spécialisé	116	115	»	»
Ouvrier qualifié	131	131	»	»
Ouvrier hautement qualifié	152	152	»	»

Source: Ministère du travail.

8. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

ABATTEMENTS LÉGAUX à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er JANVIER 1952	1er JANVIER 1953.	1er JANVIER 1954	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.	NOUVELLE SÉRIE						
						1er janv. 1956.	1er janv. 1957.	1er avril 1957.	1er juillet 1957.	1er octobre 1957.	1er janv. 1958.	1er avril. 1958.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	12,9	15,6	15,8	15,7	16,5	16,2	16,1
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	16,4	18,4	18,6	19,2	19,1	19,1	19
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	20,5	22,4	22,9	23,3	23,2	23,3	22,7
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	22,6	24,3	24,6	25,1	25,2	25,1	24,6

Source: Ministère du travail.

B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.

1. Indices des salaires horaires par activité collective

France entière (1). — (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1957				1958		ANNÉES (moyennes mensuelles).					
	I (Janv.).	II (Avril).	III (Juillet).	IV (Oct.).	I (Janv.).	II (Avril).	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction électrique et mécanique (région parisienne):												
1956	225	230	235	236	238	»	168,5	173,4	183	197	217	»
Fonderie:												
1956	217	224	232	235	245	»	161,1	163,7	171	187	207	230
Grosse forge:												
1956	220	221	»	»	241	»	175	171,9	174	197	211	»
Industrie de la laine:												
1956	212	210	217	221	240	»	156	168,1	176	189	203	219
Industrie du coton:												
1956	239	242	254	257	267	»	189,2	196,8	206	215	»	267

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par profession (1)

Métaux (région parisienne).

T = temps, R = rendement.

DÉSIGNATION	1958 Janvier.		Années (Moyenne mensuelle.) 1952		1953		1954		1955		1956		1957	
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur	264	251	174	169	180	175	193	184	210	201	227	223	249	241
Modeleur-mécanicien	239	250	171	172	175,6	177,3	181	190	195	209	214	225	229	238
Mouleur à main	252	249	166	165	173,6	167,6	181	176	191	191	214	211	238	232
Lamineur à froid	»	263	»	167	»	181,6	»	190	»	200	»	223	»	246

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1958 I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	Années 1952	1955	1956	1957
Manœuvre ordinaire:								
Temps	247	»	»	»	171	198	217	235
Rendement	263	»	»	»	172	205	223	246
	Février.	Mai.	Août.	Novembre.				
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	253	»	»	»	198	198	218	236
Professionnel: temps et rendement	260	»	»	»	»	202	223	243
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	253	»	»	»	»	199	220	239

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

4. Charges sociales dans la construction mécanique et électrique

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés.

(1949 = 38,21.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	MOIS: 1957				ANNÉES (moyennes mensuelles).					
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Pourcentage des salaires	49,59	»	»	»	38,92	39,94	39,53	40,56	41,47	42,97

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

C. — **Indices totaux des salaires établis par la direction des prix.**

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la direction des prix. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

DÉSIGNATION	MOIS: 1958				ANNÉES					
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Sept.	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. Constructions électriques et mécaniques	»	»	»	»	365	378,1	397	429	475	»
2. Fonderie	»	»	»	»	350	355,7	370	402	451	»
3. Grosse forge	»	»	»	»	405	411	416	451	502	»

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

D. — **Revenus mensuels nets des salariés.**

Indice des salaires mensuels nets

(Ensemble professionnels et manœuvres) (1).

Cet indice calculé par le ministère du travail tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

1° *Evolution annuelle* (moyenne).

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938.	1950	1951	1952	1953	1954	1955
(1949 = 100.)							
Zone 0 p. 100:							
Célibataire	(10,12)	116	145	169	175	192	204
Père de deux enfants	(13,72)	112	140	162	167	176	186
Père de cinq enfants (2)	(16,74)	108	136	155	159	168	179
Zone 7,50 p. 100:							
Célibataire	(12,80)	112	143	164	168	182	195
Père de deux enfants	(17,67)	108	137	158	161	169	180
Père de cinq enfants (2)	(23,24)	106	134	152	154	163	175

(1) Pondération: Manœuvre = 1. — Professionnel = 3.
(2) Dont deux enfants âgés de plus de dix ans.

2° *Evolution trimestrielle.*

DÉSIGNATION	1955				1956			
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.
Zone 0 p. 100:								
Célibataire	195	197	203	209	213	219	228	233
Père de deux enfants	180	182	186	190	195	198	205	209
Père de cinq enfants	175	175	178	181	183	186	190	193
Zone 4,44 p. 100:								
Célibataire	187	188	194	202	207	212	219	224
Père de deux enfants	173	175	179	185	189	193	198	202
Père de cinq enfants	170	172	175	178	181	185	188	191

3° *Nouvelle série.*

(Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957				DÉSIGNATION	1957			
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.		I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.
Zone 0 p. 100:					Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	111,8	114	116,5	123	Célibataire	109,1	111,1	114,6	116,7
Père de deux enfants	108,7	111,2	114,4	117,2	Père de deux enfants	107,2	109,1	111,6	114,6
Père de cinq enfants	105,7	107,3	109,5	112,9	Père de cinq enfants	105,3	106,5	108,1	111,3

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

1958.

(Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	JANVIER	AVRIL	DÉSIGNATION	JANVIER	AVRIL
Zone 0 p. 100:			Zone 4,44 p. 100:		
Célibataire	125,1	128,4	Célibataire	121,4	125,8
Père de deux enfants	120,5	123,8	Père de deux enfants	117,8	121,3
Père de cinq enfants	116,6	118,7	Père de cinq enfants	116,5	117,7

E. — Salaires agricoles.

1. Nombre de salariés

a) Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.).

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956
Personnel de direction	2,7	2,5	1,7	1 (2)
Ouvriers qualifiés (1)	29	28,5	30,5	28,5
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1	49	51,5
Servantes de ferme	11,1	11,1	10,9	10,2
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	10,8	8,7	9
	100	100	100	100

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

(2) Nombres absolus pour 1956 (1.000)

Personnel de direction	7
Ouvriers qualifiés	187
Domestiques, ouvriers agricoles	341
Servantes de ferme	67
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	59
Total	660

b) *Répartition selon le mode de rémunération.*

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956
Personnel logé et nourri	58,8	59,4	57,7	51
Personnel logé	17,5	18,4	21,1	23,1
Personnel nourri	8,2	7,5	7,3	10
Personnel ni logé, ni nourri	15,5	14,7	15,9	15,9
Ensemble	100	100	100	100

2. Revenu global des salariés agricoles

1° 1952-1953.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salaires en espèces.	
Salariés nourris et logés: 694.000 à 111.600 F par an	77
Salariés nourris seulement: 147.500 à 192.000 F par an	28
Salariés logés seulement: 111.000 à 131.000 F par an	14
Salariés ni logés, ni nourris: 147.500 à 216.000 F par an	32
Total	150
Avantages en nature.	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	35
Total	65
Total général	215

N. B. — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri, ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 215 milliards de francs.

2° 1953-1954.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salariés nourris:	
Hommes: 530.000 à 125.000 F	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 235.000 F	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	30
Total	60
Total général	227

3° 1954-1955. (Salaire moyen.)

CATÉGORIE professionnelle	LOGÉ et nourri.	LOGÉ seulement.	NOURRI seulement.	NI NOURRI ni logé.
Personnel de direction.	(*) 20.140	(*) 34.820	»	(*) 53.650
Maîtres valets et ouvriers spécialisés	16.650	22.790	(*) 17.360	25.500
Domestiques, ouvriers agricoles	12.360	19.480	14.450	21.660
Servantes de ferme et ouvrières spécialisées	9.860	15.570	(*) 13.080	(*) 23.450
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite	5.940	(*) 12.630	(*) 8.050	(*) 13.950
Ensemble	11.720	20.970	14.450	24.030

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE

1. Evolution globale

a) *Estimation grossière* (milliards de francs).

DESIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Recettes	87	1.405	1.575	1.730	2.030	2.205	2.250	2.305	2.450	2.253
Dépenses	18,5	355	400	460	580	605	625	670	745	845
Revenu net	68,3	1.050	1.175	1.270	1.450	1.600	1.625	1.635	1.705	1.710

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B — Autoconsommation:

1937-1939	18,5	1950-1951	335	1953-1954	405
1948-1949	315	1951-1952	385	1954-1955	400
1949-1950	325	1952-1953	415	1955-1956	440

Part du revenu net (pourcentage):

1937-1939	28,8	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1948-1949	30	1951-1952	28,1	1954-1955	25,7
1949-1950	29,3	1952-1953	27,7	1955-1956	25,5

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition du revenu net.*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DESIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130	(5) 125	•
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	240	245	•
Exploitants	44,5	790	905	975	1.090	1.225	1.250	1.270	(4) 1.335	1.315

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.
(3) Impôt foncier: 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 25 milliards.
Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture

(En milliards de francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Produits végétaux.				
Blé	230	255	280	250
Betteraves industrielles	50	60	53	52
Pommes de terre	80	58	36	57
Légumes frais	160	155	165	210
Légumes secs	10	10	10	10
Fruits	75	70	75	70
Vin	(1) 165	200	(1) 185	200
Autres produits végétaux	105	90	90	100
Total produits végétaux	875	900	(1) 895	950
Produits animaux.				
Viande	615	625	700	740
Produits laitiers	(1) 440	(1) 460	(1) 430	455
Volailles et lapins	150	145	150	165
Œufs	115	110	120	130
Autres produits animaux	10	10	10	10
Total produits animaux	(1) 1.330	(1) 1.350	(1) 1.410	1.500
Total général	2.205	2.250	(1) 2.305	2.450
			(2.200 à 2.700)	

(1) Evaluation rectifiée.
Source: I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*

MOYENNE DE 1937-1938 ET 1938-1939		1953-1954		1954-1955		1955-1956	
Viande	22,5	Viande	22	Viande	30,5	Viande	30
Blé	17	Lait	20,5	Lait	18,5	Lait	18,5
Lait	13,5	Blé	11,5	Blé	12	Volailles et œufs	12
Vin	11,5	Volailles et œufs	11,5	Volailles et œufs	11,5	Blé	10
Volailles et œufs	11,5	Vin	9	Vin	8	Légumes	9
Légumes	9,5	Légumes	7,5	Légumes	7,5	Vin	8
Pommes de terre	4	Fruits	3,5	Fruits	3,5	Fruits	3,5
Fruits	3,5	Betteraves industrielles	2,5	Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5
Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5	Pommes de terre	1,5	Betteraves industrielles	2,5

Source: I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

a) *Analyse détaillée des dépenses de* 1937-1938 à 1952-1953. (En milliards de francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»	20
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»	90
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125	(145)
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17	45 à 50
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»	320
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»	(20)
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»	(30)
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»	(35)
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	»	230
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140	175
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	610	650	725

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.
Source : I. N. S. E. E.

b) *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»	44
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»	32
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21	24

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.
Source : I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»	12,5
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19	20
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5	»

Source : I. N. S. E. E.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. — Produit national.

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
Production nationale	»	7.710	8.810	10.810	12.800	13.300	14.030	15.180	16.510	18.310
Services rendus par les salariés des ménages et administrations privées	»	120	120	160	190	200	220	230	250	280
Services rendus par les salariés des administrations	»	730	900	1.110	1.320	1.390	1.480	1.550	1.760	1.880
Autres éléments du produit national	»	40	40	30	30	40	60	60	70	50
= Produit national brut aux prix du marché	444	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
— Amortissements	— 47	— 880	— 950	— 1.240	— 1.470	— 1.480	— 1.510	— 1.540	— 1.640	— 1.770
= Produit national net aux prix du marché	397	7.720	8.900	10.870	12.870	13.450	14.280	15.480	16.950	18.750
— Impôts indirects nets de subventions	— 41	— 1.090	— 1.380	— 1.800	— 2.170	— 2.260	— 2.430	— 2.510	— 2.720	— 3.070
= Produit national net au coût des facteurs ou revenu national	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.680

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

2. — Produit national.

(En francs constants.)

DÉSIGNATION	AUX PRIX DE 1954								
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (1)
Production nationale	11.170	12.070	12.510	12.770	13.320	14.030	14.970	15.650	16.670
Services rendus par les salariés des ménages et des administrations	210	210	210	210	220	230	230	240	260
Services rendus par les salariés des administrations	1.330	1.310	1.380	1.460	1.450	1.480	1.470	1.650	1.690
Autres éléments du produit national	30	20	30	30	40	60	70	70	70
= Produit national brut aux prix du marché	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	18.690

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

3. — Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
Rémunération des salariés	184	3.580	4.010	5.090	6.110	6.080	6.930	7.510	8.410	9.240
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages	(2) 170	2.710	3.130	3.550	4.080	4.160	4.300	4.070	5.020	5.480
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	(2) 14	360	410	460	550	670	650	810	850	1.080
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	(3) 12	— 40	— 50	— 40	— 80	— 50	— 70	— 70	— 110	— 180
Transferts divers	»	20	20	30	30	30	40	50	60	60
Revenu national net	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.680
Impôts directs	»	— 410	— 540	— 600	— 670	— 810	— 790	— 810	— 990	— 1.190
Revenu national net disponible après impôts	»	= 6.220	= 6.980	= 8.470	= 10.030	= 10.380	= 11.060	= 12.160	= 13.240	= 14.490
+ Impôts allant aux administrations	»	+ 1.500	+ 1.920	+ 2.400	+ 2.840	+ 3.070	+ 3.220	+ 3.320	+ 3.710	+ 4.260
± Solde de transferts et prêts du reste du monde	»	+ 150	+ 40	+ 180	+ 230	+ 90	— 20	— 90	+ 410	+ 440
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale brute	»	= 7.870	= 8.940	= 11.050	= 13.100	= 13.540	= 14.260	= 15.390	= 17.360	= 19.190
+ Amortissements	»	+ 880	+ 950	+ 1.240	+ 1.470	+ 1.480	+ 1.510	+ 1.540	+ 1.640	+ 1.770
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute	»	= 8.750	= 9.890	= 12.290	= 14.570	= 15.020	= 15.770	= 16.930	= 19.000	= 20.960

(1) Chiffres provisoires. — (2) Après payement des impôts directs sur les entreprises. — (3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.

Source: Commission des comptes de la nation.

4. — Dépense nationale.

(En milliards.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
a) *En francs courants.*										
Consommation des ménages	328	5.960	6.760	8.390	9.730	10.180	10.700	11.460	12.690	13.920
+ Consommation des administrations publiques	58	1.110	1.340	1.720	2.240	2.350	2.370	2.370	2.750	2.990
+ Formation brute de capital	59	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.050
= Dépense nationale brute	= 445	= 8.750	= 8.890	= 12.290	= 14.570	= 15.020	= 15.770	= 16.930	= 19.000	= 20.960
± Cessions nettes des biens et services au reste du monde	— 1	— 150	— 40	— 180	— 230	— 90	+ 20	+ 90	— 410	— 440
= Produit national brut aux prix du marché	= 444	= 8.600	= 9.850	= 12.110	= 14.340	= 14.930	= 15.790	= 17.020	= 18.590	= 20.520
b) *En francs constants.*										
Aux prix de 1954.										
Consommation des ménages	8.320	8.560	9.140	9.510	9.770	10.300	10.700	11.320	12.040	12.750
+ Consommation des administrations publiques	1.370	1.930	2.030	2.100	2.380	2.400	2.370	2.300	2.600	2.710
+ Formation brute de capital	1.470	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630
= Dépense nationale brute	= 11.160	= 13.060	= 13.750	= 14.170	= 14.720	= 15.480	= 15.770	= 16.680	= 18.000	= 19.090

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

5. — Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913:

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901	242	73	»	»	5,5	1931	428	130,5	91,5	»	10,2
1902	240	73,1	»	»	5,8	1932	398	121,3	87,8	»	9,5
1903	247	75,3	»	»	6	1933	400	121,9	88,2	»	9,5
1904	267	81,4	»	»	6,5	1934	392	119,5	86,5	»	9,3
1905	264	80,5	»	»	6,4	1935	375	114,3	82,7	»	8,9
1906	270	82,3	»	»	6,5	1936	371	113,1	81,8	»	8,8
1907	277	84,5	»	»	6,7	1937	384	117	85	»	9,1
1908	279	85,1	»	»	6,7	1938	380	115,8	83,9	100	9
1909	288	87,8	»	»	6,9	1939	407	124,1	89,8	107	9,7
1910	288	87,8	»	»	6,9	1940	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911	300	91,5	»	»	7,2	1941	266	81	58,7	70	6,7
1912	328	100	»	»	7,8	1942	238	72,6	52,5	62,6	6
1913	328	100	»	»	7,8	1943	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920	270	82,3	»	»	6,9	1944	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921	250	76,2	»	»	6,3	1945	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1922	304	92,7	»	»	7,7	1946	315	96	69,5	82,9	7,8
1923	329	100,3	»	»	8,2	1947	341	104	75,2	89,7	8,4
1924	381	116,1	»	»	9,4	1948	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925	384	117,1	»	»	9,5	1949	414	126,2	91,4	109	9,9
1926	401	122,2	»	»	9,8	1950	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927	387	118	»	»	9,4	1951	462	140,8	102	121,6	10,9
1928	410	125	»	»	9,9	1952	470	143,3	103,8	123,7	11
1929	453	138,1	100	»	10,9	1953	475	144,8	104,8	125	11,1
1930	447	136,3	98,7	»	10,7						

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

VII. — CONSOMMATION

1. Evolution de la consommation en 1956 et 1957.

DÉSIGNATION	1956	1957		INDICE	INDICE	INDICE
	Milliards de francs courants.	Milliards de francs courants.	Milliards de francs prix 1956.	de valeur 1957/1956.	de prix 1957/1956.	de volume 1957/1956.
0. Produits agricoles	1.281	1.301	1.309	101,5	99,4	102,1
1. Produits des industries alimentaires	3.676	3.914	3.803	106,4	102,9	103,5
2. Energie	562	611	563	108,7	108,5	100,1
3. Produits des industries des métaux	796	899	869	112,9	103,5	109,2
4. Produits des industries chimiques	455	502	505	110,4	99,4	110,9
5. Textiles et cuirs	1.764	1.972	1.889	111,7	104,4	107,1
6. Produits des industries diverses	975	1.122	1.073	115,0	104,5	110,0
7. Bâtiment et travaux publics	107	128	116	119,6	110,3	108,4
8. Transports et télécommunications	324	356	346	109,8	102,9	106,8
9. Services	2.211	2.443	2.345	110,4	104,2	106,0
Totaux	12.154	13.248	12.818			
Moyenne	.....	.....	.....	109,1	103,4	105,5

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

2. Consommation des administrations.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	DÉPENSES MILITAIRES			DÉPENSES CIVILES		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957
Bâtiment et travaux publics	35	45	46	143	152	198
Produits des industries des métaux	309	404	(1) 478	22	26	26
Autres produits	105	132	161	155	173	161
Totaux	449	581	685	320	351	385

(1) Sur les 74 milliards d'augmentation de ce poste de 1956 à 1957, 43 apparaissent dans les mouvements divergents du solde du compte des fabrications d'armement (créditeur de 13 en 1956, débiteur de 30 en 1957).

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages

1° *Population:*
- a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 662
- b) Estimation de la population totale pour quelques pays 662

2° *Production:*
- a) Résultats agricoles 662
- b) Production industrielle 667

3° *Activité de la main-d'œuvre:*
- a) Indice de l'emploi 673
- b) Durée hebdomadaire du travail 673
- c) Chômage 673

4° *Commerce extérieur:*
- a) Indices du quantum 674
- b) Indices de valeur unitaire 674
- c) Pourcentage de couverture des importations par les exportations 674
- d) Situation des pays membres de l'U. E. P. 675
- e) Balance des payements 676
- f) Aide économique internationale aux pays peu développés en 1954-1956 677

5° *Transports:*
- a) Transports ferroviaires 677
- b) Flotte marchande mondiale 677
- c) Transports aériens 679
- d) Parc automobile 679

6° *Prix et coût de la vie:*
- a) Indices des prix de gros 680
- b) Indices du coût de la vie 680
- c) Prix agricoles et prix généraux 680
- d) Indices des matières premières 681
- e) Indices mondiaux de frets 681
- f) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs 681

Pages

7° *Salaires et revenus:*
- Gains dans les industries manufacturières 681

8° *Consommation:*
- a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays 682
- b) Laine (consommation mondiale) 683
- c) Coton (consommation) 683
- d) Fibres textiles d'habillement 683
- e) Acier 683
- f) Consommation d'énergie par habitant 683
- g) Produits pétroliers 683
- h) Sucre 684

9° *Commerce intérieur* 684

10° *Données monétaires et financières:*
- a) Cours des changes 685
- b) Réserves or-devises 685
- c) Cours des actions industrielles 685
- d) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays 686

11° *Revenu national:*
- a) Estimation du revenu national de 1948 à 1956 686
- b) Répartition du revenu national 687
- c) Origine par branche d'activité du produit intérieur brut 688
- d) Dépense imputée au produit intérieur brut 689

12° *Logement et construction:*
- a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays 691
- b) Indices des prix de gros des matériaux de construction 691

13° *Investissements* 692

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1956		1957	
	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,1	10,6	16,5	11,2	17	11,3
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,5	9,1	22,9	8,8
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	16,6	12,4	16,8	12,7
Belgique	16	13,2	16,8	11,9	16,8	12,1	17	12,5
Canada	20,7	9,7	28,5	8,2	28	8,2	28,6	8,3
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	20,7	9,9	21,7	9,8
France	14,9	15,8	18,9	12,4	18,5	12,5	18,4	12
Italie	(1) 23,8	11,1	18,2	9,2	18,1	10,3	18,3	10
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,2	7,8	21,2	7,5
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	16,1	11,7	16,5	11,5
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,8	9,6	14,6	9,9
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,9	9,4	25	9,6

(1) Territoire d'avant guerre.
Source: O. N. U

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES				
	1938	1946	1949	1956	1957
Allemagne occidentale	(3)	44,56	47,70	50,78	51,47
Allemagne orientale	(3)	16,89	17,68	16,58	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	19,59	19,86
Australie	6,90	7,46	7,90	9,43	9,64
Autriche	6,76	7	6,94	6,98	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	8,92	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	59,85	61,27
Bulgarie	6,25	7	7,21	7,6	»
Canada	11,45	12,62	13,45	16,08	16,59
Chili	4,91	5,64	5,96	6,94	»
Chine	(5)	455,59	(4)	»	»
Egypte	16,29	18,79	19,88	23,52	24,02
Espagne	25,28	27,01	27,65	29,20	29,4
Grèce	7,12	»	7,18	8,03	»
France	41,10	40,28	41,40	43,65	44
Hongrie	9,17	9,04	9,25	9,83	9,81
Inde	307,69	340,80	353,83	387,35	392,4
Indonésie	68,41	»	74,80	84	85,5
Iran	»	17,41	18,46	18,94	»
Italie	42,98	45,29	46,31	48,28	48,35
Japon	70,53	75,80	81,3	90	90,9
Mexique	19,07	23,18	25,13	30,54	31,43
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	10,88	11,069
Pakistan	(6)	»	74,25	83,60	84,77
Pologne	»	23,96	24,41	27,82	28,18
Portugal	7,50	8,11	8,33	8,84	8,91
Roumanie	15,75	15,8	16,05	17,58	»
Suède	6,30	6,72	6,95	7,32	7,37
Suisse	4,19	4,41	4,64	5,04	5,12
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	20,69	21,076
Turquie	(1) 17,02	19,20	20,48	24,80	»
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,36	51,21	51,45
U. R. S. S.	(6)	»	»	(2) 200,20	»
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	168,17	171,23
Yougoslavie	15,38	»	16,13	17,88	»
Monde	2.560	2.603	2.647	»	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Estimation au 1er octobre 1937-1938; non compris le Hatay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(2) Estimations au 1er avril.
(3) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59,657 millions d'habitants.
(4) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 463,5
(5) Population du Pakistan en 1951: 70,9 millions d'habitants.
(6) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.

Source: O. N. U.

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

Production totale. (1934-1938 = 100.)

RÉGIONS	1948-49 1950-51	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
Europe occidentale	103	107	123	124	125	126
Amérique du Nord	135	138	148	142	149	154
Amérique latine	123	121	131	137	141	144
Extrême-Orient (Chine exclue)	99	104	113	115	120	124
Proche-Orient	116	121	143	141	146	151
Afrique	124	128	145	147	150	155
Océanie	112	113	123	125	130	129
Ensemble	114	118	130	131	135	138
Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.)	108	113	117	119	»	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957
Europe de l'Ouest	103	114	125	126
Amérique du Nord	138	152	153	160
Amérique latine	128	136	144	150
Extrême-Orient	99	105	121	122
Proche-Orient	114	135	146	150
Afrique	123	134	145	151
Océanie	111	117	126	121

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production par tête. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957
Europe de l'Ouest	94	102	110	110
Amérique du Nord	118	123	117	120
Amérique latine	98	97	95	97
Extrême-Orient	84	85	93	93
Proche-Orient	95	104	107	108
Afrique	102	106	109	111
Océanie	96	93	92	88

Source: O. N. U. (F. A. O.).

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(Avant guerre = 100.)

PAYS	PRODUITS ALIMENTAIRES						TOUS PRODUITS					
	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Allemagne occidentale ..	110	113	119	119	117	121	110	113	118	119	117	121
Australie	99	116	120	117	125	116	101	119	121	120	130	127
Autriche	92	100	109	105	113	115	92	100	110	105	113	114
Belgique-Luxembourg	118	124	125	133	141	135	118	123	124	132	141	134
Canada	147	179	165	118	152	169	149	180	166	121	155	171
Danemark	122	129	135	134	131	135	122	129	135	134	131	134
Espagne	104	101	96	102	96	100	105	103	98	104	99	103
France	101	108	117	125	121	116	102	108	117	125	122	117
Italie	119	119	134	126	138	136	118	118	133	125	136	134
Pays-Bas	127	130	129	136	136	133	128	132	130	137	138	135
Royaume-Uni	123	127	139	138	138	146	122	127	137	137	137	145
Suède	110	114	114	113	103	112	110	114	115	113	103	112
Suisse	110	118	117	119	117	115	110	118	117	119	117	115
U. S. A.	136	146	145	146	150	156	134	142	142	142	146	150

Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Céréales

a) *Situation 1956 et 1957 en Europe occidentale et en Amérique du Nord.*

RÉGION ET CÉRÉALE	SUPERFICIE (Milliers d'hectares.)		PRODUCTION (Milliers de tonnes.)		RENDEMENT (100 kilogrammes-hectare.)		
	1956	1957	1956	1957	1956	1957	1957 (1956 = 100).
Europe occidentale:							
Blé	18.848	21.196	31.967	39.506	17,0	18,6	109
Seigle	3.897	3.838	7.129	7.197	18,3	18,7	102
Orge	8.250	7.969	18.962	17.176	23,0	21,6	94
Avoine	8.191	7.312	15.912	13.236	19,4	18,1	93
Maïs	5.619	5.527	10.060	10.689	17,9	19,3	108
Etats-Unis:							
Blé	20.160	17.466	27.140	25.238	13,5	14,4	107
Seigle	662	696	548	672	8,3	9,6	116
Orge	5.191	6.056	8.110	9.370	15,6	15,5	100
Avoine	13.613	14.477	16.734	19.418	12,3	13,4	109
Maïs	30.735	29.254	77.666	83.941	28,5	28,9	101
Canada:							
Blé	9.219	8.511	15.596	10.165	16,9	11,9	70
Seigle	221	223	218	217	8,3	9,6	115
Orge	3.395	3.805	5.858	4.790	17,2	12,6	73
Avoine	4.738	4.458	8.088	5.934	17,1	13,3	78
Maïs	206	208	707	748	34,3	35,9	105

Sources: F. A. O., Economie et statistique agricoles (janvier 1958) et I. N. S. E. E.

b) *Blé.*

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	2.505	2.471	2.893	3.487	3.843
Australie	4.200	5.939	4.569	3.671	2.640
Autriche	417	350	452	570	574
Belgique	450	596	589	603	771
Canada	7.170	9.999	8.407	15.596	10.165
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.798	4.207	4.391
France	8.143	8.082	10.566	5.683	11.020
Italie	7.254	7.020	7.283	8.681	8.449
Pays-Bas	430	425	397	309	393
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.891	2.723
Suède	696	698	1.021	952	741
U. S. A.	19.476	31.262	26.778	27.332	25.776
U. R. S. S.	38.090	»	»	»	»
Europe	42.300	»	45.980	52.770	52.060
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	158.800	160.000

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Avoine.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale.	2.500	2.473	2.452	2.228	»
Australie	560	596	771	290	»
Autriche	275	334	374	340	»
Belgique	483	452	484	454	»
Canada	6.328	4.731	8.088	5.931	»
Espagne	519	526	452	580	»
France	3.393	3.574	4.604	2.715	»
Italie	495	546	506	581	»
Pays-Bas	419	465	483	505	»
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.526	2.180	»
Suède	804	863	1.149	861	»
U. S. A.	18.970	20.460	16.883	18.991	»
U. R. S. S.	»	»	»	»	»
Europe	19.950	19.440	21.020	18.730	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	50.000	50.100	52.200	49.200	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) *Orge.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	ANNÉES				
	1948-1952	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale.	1.397	1.920	2.310	2.504	»
Australie	532	667	1.143	567	»
Autriche	210	312	385	392	»
Belgique	244	247	288	296	»
Canada	4.282	3.821	2.858	4.790	»
Espagne	1.909	2.205	1.551	1.670	»
France	1.534	2.525	6.407	3.677	»
Italie	258	278	275	296	»
Pays-Bas	202	207	273	292	»
Royaume-Uni	2.060	2.280	2.845	2.997	»
Suède	231	361	612	560	»
U. S. A.	5.843	8.257	8.205	9.486	»
U. R. S. S.	«	»	»	»	»
Europe	15.070	18.030	23.690	22.610	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	54.300	67.200	75.400	72.800	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

e) *Maïs.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957	1958
Argentine	7,9	8,4	2,5	2,7	»	»
Brésil	5,68	6,16	6,7	»	»	»
France	0,54	0,19	0,9	1,7	1,4	»
Italie	3	2,21	2,96	3,4	3,4	»
Roumanie	4,03	»	»	3,9	6,4	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	87,7	86,4	»
Yougoslavie	4,71	3,72	3	3,4	5,6	»
Europe	17,4	15,4	15,8	17,9	23,2	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	163,3	»	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Riz

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne).	1949	1954	1956	1957
Afrique	2,18	3,3	3,8	4,4	»
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	70,8	82,5	»
Inde	34,2	34,7	37,3	42,9	»
Indochine	6,5	4,6	»	»	»
Japon	11,5	(3) 12,22	11,4	13,1	14,3
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	13,7	14,03
U. S. A.	0,95	1,85	2,9	2,2	1,9
Europe	1,14	1,08	1,7	1,5	1,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	189,4	215	»

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	19,6	20,87	26,8	26,7	26,3
Australie	0,34	0,48	0,47	0,44	»
Autriche	2,84	2,01	2,8	3,2	3,3
Belgique	3,17	2,05	2,6	2	»
Canada (1)	1,91	2,43	1,4	1,9	1,9
Espagne	(3) 4,87	2,56	4	4,3	»
France (2)	17,16	10,98	17	18,2	14,9
Italie	2,63	2,61	3,2	3,4	»
Pays-Bas	2,72	4,60	4,1	3,4	»
Royaume-Uni	5,01	9,18	7,4	7,6	5,9
Suède	1,85	1,72	1,42	2,07	1,7
U. S. A.	10,02	11,20	9,9	11	10,7
U. R. S. S.	74	»	»	»	»
Europe	135	116	143,3	151,8	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	183,4	»

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. Huiles et graisses

a) *Huiles et graisses.*

Production et exportations mondiales (en milliers de tonnes-courtes, équivalent huile).

(Le classement est effectué suivant l'importance décroissante des productions 1956.)

A — Graisses animales. (1)	B — Huiles végétales alimentaires. (2)	C — Huiles de palme. (3)		MOYENNE 1935/39.	1955	1956
Lard			P	3.500	4.295	4.460
			E	180	345	375
Beurre			P	4.280	3.855	3.915
			E	460	400	485
Suifs et graisses			P	1.550	2.980	3.140
			E	245	850	985
	Soya		P	1.355	2.245	2.500
			E	435	577	845
		Coco	P	2.135	2.215	2.365
			E	1.205	1.300	1.435
	Cacahuètes		P	1.665	2.190	2.265
			E	852	876	870
	Coton		P	1.390	2.040	1.940
			E	182	396	400
	Tournesol		P	625	1.260	1.365
			E	36	46	34
		Palme	P	1.090	1.340	1.340
			E	536	594	615
	Huile d'olive		P	975	822	1.152
			E	113	88	60
	Colza		P	1.330	1.178	1.070
			E	63	51	68
Total A			P	9.330	11.130	11.515
			E	885	1.595	1.845
	Total B (4)		P	8.055	10.435	11.037
			E	1.759	2.086	2.340
		Total C (4)	P	3.650	4.055	4.220
			E	2.121	2.324	2.485
Huiles industrielles (5). — Total D			P	1.570	1.310	1.818
			E	935	714	600
Huiles marines (6). — Total E			P	1.055	1.035	1.090
			E	710	725	760
Total général (A + B + C + D + E)			P	23.660	28.065	29.680
			E	6.410	7.444	8.030

(1) Beurre, lard, suifs et graisses. — (2) Graines de coton, cacahuètes, soya, tournesol, graines de colza, sésame, huile d'olive. — (3) Coco, palmiste, babassu. — (4) Y compris tous autres corps gras du groupe considéré. — (5) Graine de lin, de ricin, oiticica, huile d'abrasin, périlla. — (6) Baleine, spermaceti, poisson (y compris le foie).

Sources: d'après les données publiées dans *Foreign Crops and Markets* (*United States Department of Agriculture*), septembre 1957. — I. N. S. E. E.

b) *Arachides.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	1,1	1,2
Chine	(2) 2,74	2,98	2,83	»	»
Inde	(3) 3,19	3,43	3,88	4,27	4,33
U. S. A.	0,54	0,85	0,46	0,73	0,68
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	10,6	13,2	13,5

(1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937. — (3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.)

7 Produits laitiers

(Moyennes mensuelles.)

Lait (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1956
Allemagne occidentale	»	0,9	1,42	1,41
Australie	0,45	0,46	0,50	0,54
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,20
Canada	0,6	0,62	0,63	0,65
France	11,5	11	(2)	»
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,41	0,42
Royaume-Uni (3)	0,49	0,66	0,77	0,83
Suède (3)	0,25	0,3	0,3	0,28
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,7

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Beurre (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1956
Allemagne occidentale	»	19,7	25,3	25
Australie	(1) 14	13,6	15,0	17,4
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,9	2
Canada	9,3	10,6	11,8	11,5
Danemark	15,3	13	15	13,8
France (3)	(18,7)	(17,5)	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	15,7	17,2
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,4
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	2,1
Suède	6,1	8,17	7,7	6,9
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	53,3

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Fromages (1.000 tonnes) (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1956
Allemagne occidentale	»	12,5	24,4	13,1
Australie	(1) 1,7	3,65	5	3,3
Canada	4,9	4,3	4,2	3,2
Danemark	(2) 2,6	5,3	8,1	7
France	(22)	(21,2)	32,4	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	10,5	8,2
Pays-Bas	10,4	11,7	16,4	12,7
Royaume-Uni	3,2	2,8	8,5	8,5
Suède	3	5,5	5,5	4,5
Suisse	4,4	4,5	5,4	4,7
U. S. A.	24,5	45,3	62,7	52,4

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.
(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1955-1956				1956-1957				1957-1958			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux
Allemagne occidentale.	12,2	5,7	1,8	2,4	11,5	14,6	1,2	1	11,8	14,4	1,14	»	»	»	1,12	»
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7	16,4	1,2	139	0,7	»	»	149,6	»	»	»	»	»
Argentine	33	4	44	8,3	45,4	38	43,9	5,8	»	»	»	»	»	»	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	(3) 63,6	38,6	18,5	7,5	66,7	41,4	18,9	»	»	»	11,1	»
Canada (fermes)	8.2	4,8	2,7	2,8	9,7	6	1,2	0,8	9,8	»	1,2	»	»	»	8,6	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,6	7,7	8,2	2,16	17,8	7,7	8,3	»	»	»	»	»
Inde	138	2,7	»	1,8	158,8	4,6	38,7	1,5	»	»	»	»	»	»	»	»
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	»	»	40,2	0,16	»	»	42,5	»	»	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	11	5,5	23,6	0,3	11	5,9	24,9	»	»	»	»	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	11,06	»	26,4	1,2	11,5	»	27,9	»	»	»	»	»
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	7,3	»	22,9	»	»	»	»	»	»	»	»	»
U. R. S. S.	163	30	57	17,5	67,07	52,1	125	»	70,4	56,4	129,8	»	»	»	»	»
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	96,8	55,2	31,3	2,7	95,2	52,7	30,8	»	»	»	31,3	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	799	337,3	783,8	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	5	108	98,6	134	»	109	»	»	»	»	»	»	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	135	78,4	39	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Amérique du Sud	106	30	97	»	149	49,1	122	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Asie	227	85	130	»	281	108,8	178	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Afrique	78	3	107	»	108	4,2	134	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Océanie	18	2	143	»	23	2,2	179	»	»	»	»	190	»	»	»	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Quelques Etats seulement.
(3) Juin.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

9. Production totale de viande

(Milliers de tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1948-1952	1954	1956
Argentine	96,2	97,8	144,8
Australie	85,3	101,3	99,6
Canada	51,4	57,6	65,9
Danemark	38,7	57,8	61,6
Allemagne occidentale	(1) 95,3	144,2	160,6
Italie	38,2	45,6	52,5
Royaume-Uni	85,6	138,2	138,1
Etats-Unis	764,3	899,8	1.007,6

(1) Moyenne de quatre années.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

10. Café

Production et exportations mondiales.
(En millions de sacs de 132,3 livres.)

AMÉRIQUE du Sud.	AFRIQUE	AMÉRIQUE du Nord.	ASIE et Océanie.	1956-1957		SECONDE estimation 1957-1958
Brésil.....	.....	.....	.....	P.	18,0	22,0
				E. (1)	11,8	18,0
Colombie..	.....	.....	.....	P.	7,2	7,1
				E.	6,4	6,3
	A. O. F....	.....	.....	P.	1,93	1,68
				E.	1,85	1,80
		Mexique...	.....	P.	1,75	1,65
				E.	1,55	1,45
	Ouganda...	.....	.....	P.	1,32	1,40
				E.	1,25	1,35
	Angola.....	.....	.....	P.	1,35	1,30
				E.	1,34	1,29
		Salvador...	.....	P.	1,45	1,35
				E.	1,35	1,25
			Indonésie..	P.	1,40	1,40
				E.	1,10	1,10
		Guatemala.	.....	P.	1,29	1,30
				E.	1,04	1,05
	Congo belge	.....	.....	P.	0,88	1,03
				E.	0,85	0,98
Total (2)..	.....	.....	.....	P.	26,8	30,5
				E.	19,3	25,3
	Total (2)..	.....	.....	P.	8,6	9,1
				E.	8,3	8,6
		Total (2)..	.....	P.	8,1	8,3
				E.	6,3	6,4
			Total (2)..	P.	2,55	2,57
				E.	1,54	1,56
Total général.....				P.	46,1	50,5
				E.	35,5	41,9

(1) Production exportable.
(2) Y compris autres pays du groupe.

Sources: *Foreign Crops and Markets* (*U. S. Department of Agriculture*), septembre 1957; I. N. S. E. E.

11. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux) (1.000).

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et Amérique centrale.....	4.550	4.710	4.898	5.121	5.257
Europe	1.265	1.430	1.733	2.009	2.341
Océanie	200	230	250	273	295
Afrique	125	140	154	169	182
Amérique du Sud.....	115	137	150	170	189
Asie (1).....	50	65	73	83	96
Monde (2).....	6.300	7.951	8.596	9.274	9.937

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.
Source: F. A. O.

b) Production industrielle.

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.....	40	112	139	147
Autriche	54	114	138	146
Belgique	87	106	122	123
Canada	79	98	114	114
Espagne (2).....	72	104	119	•
France	79	110	133	145
Italie	62	109	128	138
Japon	38	108	142	161
Pays-Bas	70	110	124	126
Royaume-Uni	83	107	112	114
U. S. A.....	78	93	107	107
U. R. S. S.....	45	113	141	155
Europe	68	110	120	126
Monde (U. R. S. S. incluse)..	73	100	116	118

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Mines, électricité seulement.
Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)
(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE (U. S. A. compris.) (Moyennes trimestrielles.)			
		1938	1954	1956	1957
Houille et lignite (2).	Millions de tonnes.	287	322	360	360
Pétrole brut.....	—	61	158	189	196
Electricité (2).....	10^9 kWh.	106	306	367	390
Fonte (2) (3).....	Millions de tonnes.	17	32	40	42
Acier (2) (4).....	—	23	45	57	59
Cuivre (5).....	Milliers de tonnes.	476	620	755	755
Plomb (5).....	—	393	435	465	478
Zinc (6).....	—	373	538	620	633
Etain (6).....	—	41	47	45	43
Caoutchouc (7).....	—	231	458	479	480
Ciment (2).....	Millions de tonnes.	20	42	51	53

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	11,4	8,6	10,67	11,20	11,096
Belgique	2,46	2,32	2,44	2,46	2,42
Canada	1	1,3	0,97	0,95	0,82
Espagne	0,47	0,89	1,03	1,07	1,16
France	3,87	4,3	4,53	4,59	4,73
Italie	(1) 0,12	0,92	0,89	0,90	0,86
Japon	4,05	3,2	3,56	3,88	4,31
Pays-Bas	1,12	0,97	1	0,99	0,95
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	18,9	18,8	18,9
Suède	0,026	0,026	0,022	0,024	0,025
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,6	39,8	38,9
U. R. S. S.	11,1	•	20,31	25,30	38,6

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.

Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	•	•	5 656	7.022	7.576
Autriche	158	350	643	775	828
Belgique	440	680	862	987	1.051
Canada	2.180	3.889	5.761	6.807	7.559
Espagne	229	469	873	1.160	1.241
France	1.548	2.380	3.798	4.486	4.794
Italie	1.295	1.732	2.965	3.384	3.490
Japon (3)	2.723	3.006	4.967	6.130	6.476
Pays-Bas (3)	307	390	882	1.037	1.114
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	7.263	7.581
Suède (3)	680	1.337	1.996	2.219	2.427
U. S. A.	9.484	24.258	39.307	50.056	52.615
U. R. S. S.	3.300	•	12.558	16.000	17.460

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.

Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	46	70	222	292	330
Arabie séoudite	6	1.995	3.871	4.017	4.030
Bahreïn	94	125	125	126	133
Canada	73	228	1.082	1.921	2.048
Colombie	248	349	461	509	528
France	6	4,8	42,3	105,4	117,9
Indonésie	616	494	898	1.061	•
Irak	358	339	2.552	2.591	1.809
Iran	863	2.270	292	2.180	2.910
Koweït	•	1.032	3.977	4.582	4.774
Mexique	459	652	997	1.081	1.058
Pérou	175	165	190	205	•
Qatar	•	8	398	490	551
U. S. A.	13.676	•	26.070	29.476	29.493
U. R. S. S.	2.520	•	4.940	6.980	8.190
Venezuela	2.292	5.751	8.432	10.960	12.365

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Royaume-Uni	4.701	25.910	26.210	25.271
France	7.580	21.847	24.680	22.814
Italie	2.170	15.041	17.708	19.563
Pays-Bas	1.557	10.422	13.434	14.070
République fédérale	646	7.857	10.307	10.779
Belgique	170	3.507	5.113	4.874
Suède	505	1.803	1.933	2.127
Autriche	338	1.293	2.073	2.110
Portugal	284	697	850	955
Canada	•	20.100	27.300	•
U. S. A.	•	330.500	378.100	•

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	1.932	2.042
Belgique	190	321	414	532	523
Canada	98	241	241	401	381
France	518	763	886	1.117	1.175
Italie	194	171	351	492	565
Japon	539	259	646	926	1.048
Luxembourg	120	189	236	288	291
Royaume-Uni	880	1.317	1.568	1.749	1.838
Suède	82	114	155	202	209
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	8.710	8.521
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.453	4.050	4.250
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	15.000	19.100	19.600

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (1re fusion)	6,72	2,42	10,77	12,28	12,82
Autriche	(2) 0,37	1,23	4,77	5,90	6,07
Canada	5,4	28	42,2	46,5	»
France (1re fusion)	3,78	4,51	10,01	12,48	13,35
Italie	2,15	2,14	4,79	5,28	5,52
Japon (1re fusion)	1,20	1,77	4,43	5,50	5,67
Norvège	2,42	2,98	5,34	8,28	7,97
Royaume-Uni (1re fus.)	1,95	2,57	2,67	2,34	2,99
Suisse	2,2	1,8	2,2	2,5	2,6
U. S. A. (1re fusion)	10,8	45,6	110,4	126,9	124,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	182	243	242

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (2)	11,48	8,59	13,74	15	15,23
Belgique	»	»	12,8	14,07	12,71
Canada (2)	17,2	17,3	19,1	25	24,4
Chili	28,1	29,3	28,2	38,3	38,9
Congo belge	10,33	11,78	18,77	20,88	»
France (3)	0,52	0,41	0,80	0,55	0,45
Japon (2)	»	3,21	5,74	7,71	90,8
Mexique	3,49	4,77	4,57	4,57	5,03
Rhodésie du Nord (4)	18	21,9	32,1	32,5	35,2
Royaume-Uni (2)	»	»	11,6	9,6	9,3
U. S. A.	43,8	58,4	71,5	93,1	89,1
U. R. S. S.	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	207	252	252

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné, 1re fusion. — (3) Récupération. — (4) Cuivre raffiné inclus.
Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Canada (1)	»	3,95	7,33	10,22	11,19
Ceylan	4	8	8	8,1	8,3
Indochine (1) (3)	5,10	3,64	6,61	8,53	7,60
Indonésie	27	36,6	63	58,1	58
Malaisie	30,4	57	49,5	53,1	54,1
Thaïlande (2)	3,52	7,98	9,88	11,31	11,26
U. S. A. (1)	»	33,3	52,7	91,4	94,7
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	153	162	160

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.
Source: O. N. U.

10. Laine (filés de laine).

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	3,94	5,42	8,77	9,82	10,35
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,78	3,93
France (1)	9,8	10,2	10,7	11,8	12,8
Japon (1)	4,48	1,37	6,38	8,78	9,59
Royaume-Uni (1) (2)	21,4	26	20,4	20	20,3
U. S. A. (1)	21,8	26	23,2	27,8	24,9

(1) Purs ou mélangés. — (2) 1937.
Source: O. N. U.

Production mondiale de laine selon l'importance des producteurs.

(En millions de livres de 453 grammes, base en suint.)

A — Océanie.	B — Amérique du Sud.	C — U. R. S. S.	D — Europe.	E — Asie.	F — Afrique.	G — Amérique du Nord.	1936-1940	1956	1957 (1)
Australie							1.052	1.565	1.603
		U. R. S. S.					310	520	»
Nouvelle-Zélande							314	487	490
	Argentine						411	419	441
					Union Sud-Africaine		252	301	314
						Etats-Unis	471	300	295
	Uruguay						126	174	176
			Europe-Est				105	120	120
				Chine			88	105	110
			Royaume-Uni				110	104	105
				Turquie			68	85	86
			Espagne				80	84	82
				Inde			95	72	74
	Brésil						35	62	63
			France				43	56	60
	Chili						33	48	48
				Iran			36	44	43
					Maroc		35	36	36
				Irak			22	33	34
				Pakistan			»	32	33
			Yougoslavie				35	33	33
			Italie				30	31	30
					Algérie		23	26	26
			Grèce				19	24	24
			Portugal				16	23	23
				Syrie			17	20	20
	Pérou						19	20	20
			Irlande				17	18	18
						Mexique	10	9	13
					Tunisie		12	12	12
			Allemagne occidentale				22	11	10
				Japon			»	8	9
			Norvège				6	8	8
					Egypte		7	8	8
						Canada	16	8	8
							4	5	5
	Iles Falkland						6	4	4
Total A							1.370	2.050	2.095
	Total B						640	740	765
		Total C					310	520	»
			Total D				500	525	525
				Total E			375	465	475
					Total F		335	390	400
						Total G	495	320	315
Total général							4.020	5.010	5.095

(1) Données provisoires.

Source: d'après les donneés publiées dans *Foreign Crops and Markets* (*U. S. Department of Agriculture*), septembre 1957.

11. Coton

a) *Situation mondiale.*
(Millions de tonnes.)

	1956-1957	1957-1958 (1)	± POURCENTAGE 1957-1958 / 1956-1957
Production :			
Etats-Unis	13,0	11,7	— 10
Reste du monde libre	15,9	16,4	+ 3
Autres pays	9,3	8,6	— 7
Total	38,2	36,7	— 4
Absorption	39,6	39,2	— 1
Variation des stocks	— 1,4	— 2,5	
Stocks de fin de campagne	22,2	19,7	— 11

(1) Provisoire.
Sources : Revue « Coton », novembre 1957 ; I. N. S. E. E.

b) *Production de filés de coton.*
(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	22,18	19	30,77	33,02	34,84
Argentine	2,03	5,83	7,05	8,44	8,06
Belgique (1)	»	»	9,38	9,05	9,31
Canada	4,51	6,75	5,18	5,57	5,33
Espagne	»	4,96	4,44	4,66	»
France (1)	20,8	19	24,6	23,4	26,1
Inde	(2) 49,3	50,3	59	63,2	67,3
Italie	11,6	15,2	11,1	12,8	14,4
Japon	46,2	13,1	38,7	41,1	43,1
Pays Bas (1)	4,3	4,67	5,72	5,82	6,03
Royaume-Uni	39,7	»	31,8	26,5	28
U. S. A.	(3) 119	»	»	»	»
U. R. S. S.	»	»	0,81	0,81	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1939.
Source : O. N. U.

12. Ciment

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (1)	711	705	1.357	1.638	1.604
Argentine	103	121	110	170	190
Autriche	54	91,5	135,2	161,4	177,4
Belgique	250	244	365	389	392
Brésil	51,5	107	206,4	271,9	»
Canada	73	211	299	386	475
Espagne	»	155	277	333	375
France	343	556	796	949	1.067
Inde	(2) 119	221	372	417	474
Italie (3)	384	336	730	945	989
Japon	494	273	890	1.085	1.265
Royaume-Uni	653	780	1.013	1.081	1.013
U. S. A.	1.497	2.952	3.869	4.438	4.154
U. R. S. S. (1)	487	(4) 849	1.583	2.072	2.400
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	14.000	17.000	17.600

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 97,98 p. 100 de la production totale.
(4) 1950.
Source : O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1).
(En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1933	1948	1954	1956	1957
Etats-Unis	2.001,0	3.909,3	5.558,9	5.816,4	4.912,8
Canada	123,8	166,8	282	375	339,7
Royaume-Uni	341,0	328,5	769,2	707,6	800,8
Allemagne occidentale	(2) 274,9	29,9	518,2	847,8	958,9
France	182,4	100,1	437,1	648,5	723,7
Italie	59,0	43,1	180,7	279,7	318,5
U. R. S. S.	»	(3)	94,7	97,8	114
Monde	2.987,7	4.582,1	7.816,4	10.650	11.500

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.
(3) 1950 = 64,6.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1956	1957
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.042,1	1.104	1.100,4
Canada	42,3	96,9	75,7	99,2	71,5
Royaume-Uni	104,0	170,0	268,7	297	288,2
Allemagne occidentale	(1) 63,5	29,6	162,2	227,3	252,8
France	45,0	98,3	153,3	178,6	204
Italie	11,8	16,3	36,2	36,2	33,8
U. R. S. S.	»	(2)	300,8	357,6	372
Monde	783,4	1.819,1	1.827,5	2.568	2.628

(1) Allemagne d'avant guerre.
(2) 1950 = 294,4.
Source : O. N. U.

14. C. E. C. A.

1° *Fonte et acier.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ (5)
a) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes) :							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1956	16.928	»	114	53.359	2.650	»	(6) 80.675
1957 (p.)	18.320	»	138	58.527	2.611	»	87.439
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes) :							
1952	12.877	2.550	4.775	9.772	1.143	539	34.732
1956 (p.)	17.577	3.017	5.658	11.419	1.935	664	43.542
1957 (p.)	18.358	3.126	5.547	11.907	2.138	702	45.109
c) Acier brut (1.000 tonnes) :							
1952	15.806	2.823	5.098	10.867	3.535	685	41.816
1955	21.335	3.165	5.894	12.631	5.395	979	52.625
1956	23.189	3.375	6.376	13.441	5.911	1.051	56.799
1957 (p.)	24.507	3.463	6.267	14.100	6.766	1.183	59.779
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) (fin de période) :							
1955 (3)	152.518	26.131	49.401	122.355	51.002	6.984	428.888
1956 (3)	158.387	26.959	52.213	125.942	55.318	7.250	444.334
1957 (4)	168.426	27.065	53.077	126.057	56.430	7.424	456.988

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
(4) Juin.
(5) Dont Luxembourg : 1955 = 7.204 ; 1956 = 7.594.
(6) Dont Luxembourg : 1955 = 3.048 ; 1956 = 3.272.

Source : C. E. C. A

2° *Houille.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS LUXEMBOURG	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes) :							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29.978	55.335	1.136	11.895	246.401
1956	134.407	17.090	29.555	55.129	1.076	11.836	249.092
1957 (p.)	133.156	16.455	29.086	56.794	1.019	11.376	247.888
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000) (fin de mois) :							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1956	333,6	36,9	102,1	140,2	5,1	30,7	648,3
c) Stocks totaux de houille (en fin de période) (1.000 tonnes) :							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	228	371	5.983	65	292	7.511
1956	700	102	179	4.524	29	259	5.793
1957 (p.) (1)	»	»	»	»	»	»	7.273

(1) Stocks totaux de houille aux mines de la Communauté, non compris les stocks de houille des cokeries minières et fabriqués d'agglomérés miniers.

Source : C. E. C. A.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	82	105	118	122
Australie (1)	92	104	108	109
Autriche	98	104	114	117
Canada	85	98	108	112
France (2)	96	101	103	106
Japon	83	103	117	126
Royaume-Uni (3)	96	102	104	104
U. S. A. (4)	92	98	105	106

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue.
(4) Compris employeurs, sylviculture, pêche, piégeage.
Source: O. N. U.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).
(Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	49,6	46,5	48,6	48	»
Canada	»	42,3	40,6	41,1	40,4
France	38,8	43,8	44,6	45,4	45,7
Japon	»	(1) 47,9	48,5	50,2	50,2
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	46	45,8
Suisse	46,3	47,4	47,7	47,7	47,4
U. S. A.	35,6	39,2	39,7	40,4	39,8

(1) 1950.
Source: B. I. T.

c) **Chômage.**

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).
Moyennes mensuelles (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	»	1.230	1.221	761	662
Belgique	»	174	224,8	144,8	116,5
Espagne	»	160	122,6	105,9	»
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,4	31,6	18,3
Italie	810	1.673	1.959	1.937	1.757
Pays-Bas	324 (1937)	42	60,2	30,3	41,4
Suède	67	26	25,4	19,1	23,5
Suisse	52,6	8,1	4,3	3	2
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	287,1	347,2
U. S. A.	10.390	3.395	3.578	2.822	2.936

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1956		1957	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	123	122	171	165	192	188
Australie	97	82	135	91	136	98	157	111	135	125
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	136	136	139	133
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	126	113	121	115
France	84	48	89	95	108	116	142	120	148	132
Italie	57	66	73	92	104	107	125	147	137	156
Pays-Bas	64	34	92	69	125	114	153	130	160	136
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	112	119	116	121
Suède	65	69	92	99	115	110	136	128	144	138
Suisse	92	66	101	77	115	105	151	128	116	137
U. S. A.	78	81	92	73	93	97	111	116	114	123

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1956		1957	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81	98	98	102	101	103	103
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	102	82	104	92
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	99	103	102	106
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	103	103	107	103
France	59	68	87	85	99	94	102	99	111	106
Italie	98	103	88	94	98	99	105	104	110	105
Pays-Bas	85	96	93	95	98	98	102	102	107	105
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	104	105	106	110
Suède	72	76	82	75	99	98	103	103	106	105
Suisse	112	101	91	93	99	99	101	96	103	98
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	105	103	105	107

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

Source: O. N. U.

c) Pourcentage de couverture des importations (C. I. F.) par les exportations (F. O. B.).

PAYS	1952	1956	1957
Allemagne occidentale	105	110	114
Belgique-Luxembourg	100	97	93
Canada (1)	108	84	88
Danemark	89	84	86
France (2)	68	72	83
Italie	59	69	70
Japon	63	77	67
Pays-Bas	95	64	76
Royaume-Uni	82	81	82
Suède	91	88	88
Suisse	91	70	79
U. S. A. (1)	142	145	160

(1) Importation F. O. B.
(2) Commerce avec l'étranger.
Source: I. N. S. E. E.

d) **Situation des pays membres de l'U. E. P.**

Situation pour le mois de mai 1958.
(En millions d'unités de compte.)

PAYS MEMBRES et leurs zones monétaires.	EXCÉDENT (+) ou déficit (—) net pour le mois.	RÉGLÉ PAR (1) Versement (ou remboursement) d'or. Par le pays membre.	Versement (ou remboursement) d'or. Au pays membre.	Octroi (ou remboursement) de crédit. Par le pays membre. (2)	Octroi (ou remboursement) de crédit. Au pays membre	CRÉDIT REMBOURSÉ au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement.	POSITION au 30 septembre 1957. — Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union. (3)
Autriche	— 0,2	0,2	»	0,1	»	— 0,1	+ 1,1
Belgique-Luxembourg	+ 23,5	»	17,6	»	5,9	— 2,2	+ 161,9
Danemark	— 6,0	4,5	»	1,5	»	+ 1,0	— 77,4
France	— 76,6	34,5 (*a*) (23,0)	»	19,2	»	+ 1,9	— 436,3
Allemagne	+ 70,2	»	52,6	»	17,5	— 1,8	+ 1.005,4
Grèce	+ 5,6	»	(*b*) 3,7 0,7	»	1,2	»	»
Islande	+ 0,1	»	0,1	»	0,0	+ 0,0	— 5,2
Italie	+ 8,9	»	6,7	»	2,2	»	— 80,3
Pays-Bas	+ 27,7	»	20,8	»	6,9	— 1,6	+ 96,2
Norvège	— 9,8	7,3	»	2,4	»	+ 1,0	(4) — 83,1
Portugal	— 5,2	(*d*) 5,2	»	»	»	»	(5) Néant.
Suède	+ 9,0	»	6,7	»	2,2	— 0,7	+ 4,0
Suisse	— 7,5	(*c*) 7,5	»	»	»	»	(5) Néant.
Turquie	— 4,3	(*d*) 4,3	»	»	»	»	(4) — 30,0
Royaume-Uni (*)	— 35,5	26,6	»	8,9	»	+ 2,6	— 332,9
Totaux	± 145,0	90,0	109,0	32	36,1	± 6,4	+ 1.268,5 — 1.045,1

(*) L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

(1) Les règlements sont effectués pour 75 p. 100 en or (ou en dollars) et pour 25 p. 100 en crédit, à l'exception des cas suivants:

(*a*) France: le montant de 57,5 millions d'unités de compte qui aurait dû être réglé en or par la France a été réglé à concurrence de 23 millions d'unités de compte par l'octroi de « prêts spéciaux » de l'Union à la France (voir tableau II);

(*b*) Grèce: entièrement réglé (conformément à l'article 10 *bis*) par un remboursement en or (ou dollars) précédemment payé à l'Union;

(*c*) Suisse: un quart de ce montant correspond au crédit qui peut être accordé à la Suisse mais qu'elle a choisi (conformément à l'article 11 [*d*] de régler temporairement en or [ou dollars]);

(*d*) Portugal et Turquie: entièrement réglé, conformément à l'article 13 (*a*) par un payement en or (ou dollars) à l'Union et Turquie.

(2) Ces chiffres ne comprennent pas les « prêts spéciaux » accordés par les pays membres à l'Union et les montants d'or correspondants payés par les pays membres à l'Union (voir tableau II).

(3) Ces chiffres ne comprennent pas les « prêts spéciaux » accordés par l'Union et à l'Union (voir tableau II).

(4) Les chiffres des dettes vis-à-vis de l'Union indiqués ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'unités de compte respectivement.

(5) Ces chiffres ne comprennent pas les montants correspondants à la fraction de leurs déficits dont le Portugal et la Suisse auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'article 11 (*d*) et (*e*). Après exécution des opérations pour mai, ces montants s'élèvent à 42,0 millions d'unités de compte pour le Portugal et 15,7 millions d'unités de compte pour la Suisse.

N. B. — A la suite des opérations relatives au mois de mai 1958, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élevaient à 445,3 millions d'unités de compte après les opérations pour avril 1958, ont été ramenés à 444,5 millions d'unités de compte.

c) **Balance des payements.**

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	PAYS-BAS	CANADA
			(Milliards de francs.)				
Exportations de marchandises:							
1954	12.814	2.820	890,6	22.459	989,6	8.842	3.929
1955	14.264	3.070	1.102,5	26.296	1.124,7	9.860	4.332
1956	17.274	3.403	1.291	(31.530)	610,9	10.424	4.834
Importations de marchandises:							
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462	— 1.395,4	— 9.731	— 3.916
1955	— 11.516	— 3.429	— 1.072,3	— 22.887	— 1.545,4	— 10.491	— 4.540
1956	— 12.763	— 3.462	— 1.617	(— 25.349)	— 872,1	— 12.284	— 5.568
Soldes des règlements commerciaux:							
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997	— 405,6	— 889	+ 13
1955	+ 2.748	— 359	+ 32,2	+ 3.409	+ 420,7	— 631	— 208
1956	+ 4.511	— 59	— 326	(+ 6.181)	— 261,2	— 1.860	— 734
Services (net):							
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 24	+ 555,5	+ 1.228	+ 386
1955	— 897	+ 306	+ 176,5	— 464	+ 556,1	+ 1.590	— 396
1956	— 1.088	+ 330	+ 14	(— 683)	+ 401,7	+ 1.212	— 635
Solde des règlements courants de marchandises et services:							
1954	+ 1.721	+ 235	+ 87,7	+ 3.973	— 149,9	+ 339	— 373
1955	+ 1.851	— 53	+ 208,8	+ 2.945	— 135,4	+ 959	— 604
1956	+ 3.423	+ 271	— 312	(+ 5.498)	— 140,5	— 648	— 1.369

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

Source: International Financial Statistics.

f) Aide économique internationale aux pays peu développés, en 1954-1956.

(En dollars par habitant.)

PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT				AIDE reçue par habitant (en dollars).
Moins de 100 dollars.	De 100 à 200 dollars.	De 200 à 300 dollars.	Plus de 300 dollars.	
			Israël	83,0
Jordanie	.....	.....	.....	80,9
	Libye	.....	.....	54,8
	Laos	.....	.....	49,9
Corée du Sud	.....	.....	.....	31,4
	Tunisie	.....	.....	28,3
		Chine (Formose)	.....	24,5
	Maroc	.....	.....	17,7
	Bolivie	.....	.....	14,9
	Viet-Nam ...	.....	.....	13,4
	Cambodge ..	.....	.....	11,1
			Liban	10,9
		Costa-Rica...	.....	10,7
Iran	.....	.....	.....	9,5
	Guatemala ..	.....	.....	8,4
			Uruguay	6,0
	Nicaragua ..	.....	.....	5,8
		Panama	.....	5,7
		Brésil	.....	5,0
	Equateur ...	.....	.....	4,5
Libéria	.....	.....	.....	4,4
		Salvador	.....	4,0
Pakistan ...	.....	.....	.....	3,8
	Paraguay ...	.....	.....	3,6
	Pérou	.....	.....	3,4
		Mexique	.....	2,7
	Honduras ...	.....	.....	2,2
	Egypte	.....	.....	2,1
	Ceylan.....	.....	.....	2,1
Thaïlande ...	.....	.....	.....	2,0
		Philippines..	.....	2,0
Afghanistan.	.....	.....	.....	1,4
Népal	.....	.....	.....	1,3
			Colombie ...	1,3
		Irak	.....	1,2
Birmanie ...	.....	.....	.....	0,9
			Cuba	0,9
Inde	.....	.....	.....	0,6
	Syrie	.....	.....	0,6
Indonésie ...	.....	.....	.....	0,5
		République Dominicaine	.....	0,5
Ethiopie.....	.....	.....	.....	0,5
	Soudan	.....	.....	»
Yemen	.....	.....	.....	»
			Venezuela ...	— 0,1 (1)
	Arabie séoudite	.....	.....	— 0,2 (1)
			Chili	— 0,8 (1)
			Argentine ..	— 1,2 (1)

(1) Pays dont les remboursements ont excédé temporairement l'aide.

Source: D'après l'annuaire statistique 1957 des Nations Unies.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (1)	»	113	134	135
Autriche	162	171	206	213
Belgique	110	110	134	127
Canada	209	217	»	»
Danemark	135	153	»	»
France	155	157	190	202
Italie	»	115	135	124
Pays-Bas	»	164	174	166
Suède	191	242	291	»
U. S. A.....	176	179	210	200

(1) 1936 = 100.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping au 30 juin 1955.)

1. NAVIRES DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS

(En milliers de tonnes de port en lourd.)

PAYS	1955		1954	
	Flotte totale	Pétroliers	Flotte totale	Pétroliers.
Total	127.203	39.054	121.863	36.011
Etats-Unis	35.746	6.802	36.863	6.941
Commonwealth britannique..	25.763	7.725	25.369	7.394
Norvège	10.332	6.305	9.565	5.693
Libéria	6.297	3.656	3.651	2.609
Panama	5.854	3.356	6.038	3.578
Italie	4.994	1.795	4.750	1.642
Japon	4.884	1.036	4.552	922
France	4.449	1.765	4.283	1.442
Pays-Bas	4.228	1.172	3.961	941
Suède	3.797	1.264	3.644	1.106
Allemagne	3.341	357	2.799	303
U. R. S. S.....	2.372	360	2.181	274
Danemark	2.181	771	2.096	653
Espagne	1.426	265	1.408	249
Grèce	1.736	247	1.646	193
Argentine	1.163	451	1.179	454

2. Répartition de la flotte mondiale par groupes d'âges en juillet 1957

D'après le Lloyd's Register
(en pourcentage de tonnage pour chaque groupe).

AGE MOYEN en années.	— 5	5/9	10/14	15/9	20/24	+ 25	TONNAGE total en tonneaux de jauge brute.
Monde entier.	22	16	34	10	3	15	110.246.081
Etats-Unis ..	4	3	67	17	»	9	25.910.855
Royaume-Uni	23	21	29	12	6	9	19.857.491
Norvège	38	32	12	6	4	8	8.488.164
Libéria	51	10	30	4	1	4	7.466.429
Italie	22	8	33	8	2	27	4.551.956
Japon	32	31	21	3	3	10	4.415.070
Pays-Bas	29	15	25	14	5	12	4.335.356
Panama	15	16	36	9	2	22	4.129.029
France	26	31	26	5	4	8	4.009.783
Allemagne ..	48	21	5	4	5	17	3.605.687
Suède	34	20	21	6	4	15	3.017.535
U. R. S. S...	14	5	12	5	7	57	2.708.607

Source: I. N. S. E. E.

Navires marchands de plus de 100 tonneaux de jauge brute en construction dans le monde au 31 mars 1958.

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

Total mondial	10.065 (+ 117) (1)
Royaume-Uni	2.264 (— 82)
Japon	1.458 (— 131)
Allemagne	1.058 (+ 130)
Italie	884 (— 55)
Etats-Unis	797 (+ 102)
Pays-Bas	695 (+ 52)
Suède	564 (— 48)
France	557 (+ 35)
Norvège	314 (— 9)
Espagne	277 (+ 43)
Danemark	236 (+ 60)
Finlande	202 (— 7)
Pologne	168 (— 18)
Belgique	153 (+ 8)
Yougoslavie	142 (— 4)

(1) Les nombres entre parenthèses représentent la différence par rapport au 31 décembre 1957.

3. Pétroliers

1° *Flotte mondiale des pétroliers de 500 tonneaux de port en lourd et au-dessus au 1er juillet 1957.*

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

PAVILLON	1er JANVIER 1957	1er JUILLET 1957
Britannique	8.517	8.848
Libérien	6.324	7.873
Norvégien	7.067	7.324
Etats-Unis	6.175	5.909
Panamien	3.446	3.468
Français	2.036	2.123
Italien	1.992	2.115
Suédois	1.641	1.723
Hollandais	1.671	1.718
Japonais	1.184	1.254
Danois	876	948
Russe	654	710
Allemand	619	625
Argentin	445	445
Espagnol	361	384
Grec	281	304
Brésilien	255	245
Finlandais	216	217
Hondurien	213	198
Vénézuélien	194	185
Mexicain	185	176
Belge	164	164
Portugais	120	122
Autres	618	623
Total	42.254	47.701

Source: Davies and Newman Ltd, à Londres. *Daily Freight Register* du 11 juillet 1957.

2° *Répartition des pétroliers dans le monde par groupe d'âge en juillet 1957 d'après le* Lloyd's Register.

(En pourcentage de tonnage pour chaque groupe.)

AGE MOYEN en années.	— 5	5-9	10-14	15-19	20-24	+ 25	TONNAGE total en tonneaux de jauge brute.
Monde entier.	38	22	24	7	3	6	29.937.882
Royaume-Uni	35	23	26	9	4	3	5.585.860
Norvège	42	38	8	5	3	4	4.747.002
Libéria	66	17	10	2	3	2	4.142.706
Etats-Unis ..	15	6	61	13	2	3	4.142.640
Panama	24	28	30	8	3	7	2.135.244
Italie	42	6	26	6	5	15	1.342.492
France	44	22	23	3	5	3	1.304.172
Pays-Bas.....	48	9	16	13	7	7	1.116.746
Suède	45	29	16	2	4	4	938.771
Japon	42	26	25	4	2	1	848.258
Danemark ..	49	36	7	1	2	5	588.302

Source: I. N. S. E. E.

3° *Pétroliers de plus de 100 tonneaux de jauge brute en construction dans le monde au 31 mars 1958.*

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

PAYS	NOMBRE	TONNEAUX jauge brute.	PAYS	NOMBRE	TONNEAUX jauge brute.
Total mondial.	363	5.053	Pays-Bas	23	341
Royaume-Uni..	76	1.069	France	16	296
Japon	51	799	Allemagne	54	295
Etats-Unis	28	652	Norvège	16	199
Italie	31	557	Danemark	10	153
Suède	23	362	Espagne	13	135

Source: *Lloyd's Register of Shipping.*

c) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyennes mensuelles (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE			
	1938	1954	1956	1957
Australie	5,8	129,8	162,8	»
Belgique	1,5	41	56,6	97,4
Canada	1,5	135,4	196,2	»
France	6,1	226	301,4	319,4
Pays-Bas	5	113,5	143,8	64,5
Suède	1,15	31.6	47,4	61,8
Suisse	1,13	37,3	50,3	72,8
Royaume-Uni	7,1	203,3	281,9	323
U. S. A.....	72	2.764,05	3.705	4.192

PAYS	FRET TONNES-KILOMETRE			
	1938	1954	1956	1957
Australie	»	6,5	6,9	»
Belgique	0,07	1,9	2,5	2,8
Canada	0,18	2.6	3,7	»
France (Air France)...	0,2	7,6	8,8	9,1
Pays-Bas	0,25	4,4	5,9	6,4
Suède	0,065	0,93	1,1	1,4
Suisse	0,022	0,75	1,3	1,8
Royaume-Uni	1,3	6,7	8,8	9,9
U. S. A.....	»	61,4	85,1	92,9

Source: O. N. U.

d) Parc automobile.

1. VOITURES DE TOURISME

(8 passagers maximum.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1956
Etats-Unis	25.000	46.500	52.700	54.300
Royaume-Uni	1.830	2.800	3.550	3.918
Canada	1.160	2.510	2.935	3.187
France	2.020	2.020	3.016	3.477
Allemagne occidentale.	(1)1.270	1.251	1.819	2.305
Australie	535	1.108	1.347	1.472

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

2. VÉHICULES UTILITAIRES

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1956
Etats-Unis	4.200	9.800	10.600	10.960
Royaume-Uni	280	1.100	1.190	1.250
Canada	223	877	977	1.008
France	285	1.254	1.323	1.426
Allemagne occidentale.	(1) 420	935	1.096	1.199
Australie	240	579	650	679

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indices des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	(1) 90	85	98	103	105
Belgique	94	93	99	104	106
Canada	88	96	98	102	103
France	65	78	98	102	108
Espagne	57	72	100	114	133
Grèce	»	71	112	129	130
Italie	104	93	99	102	103
Japon	36	70	99	102	105
Pays-Bas	75	87	101	104	107
Royaume-Uni (2)	67	80	100	108	112
Suède	72	76	99	108	110
Suisse	102	95	98	105	109
U. S. A.	95	94	101	105	107

(1) Juillet-décembre.
(2) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.
Source: O. N. U.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	93	93	100	105	106
Autriche (Vienne)	50	70	103	108	112
Belgique (1)	95	91	101	104	107
Canada	84	89	101	102	106
Espagne	79	92	101	111	123
France (Paris)	60	77	100	103	106
Grèce	63	78	115	126	129
Italie	86	86	103	109	110
Japon	62	77	106	106	109
Pays-Bas	77	91	104	108	114
Royaume-Uni	77	81	102	(2) 112	116
Suède	77	79	101	109	113
Suisse	96	94	101	103	105
U. S. A.	90	90	100	102	105

(1) Loyer exclu.
(2) Raccordé à janvier 1956.
Source: O. N. U.

c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

(1953 = 100.)

PAYS	PREMIERE période.		DEUXIEME période.			1957 (dernier mois connu).
	1948	1951	1952	1954	1956	
I. — NOMBRES INDICES DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES						
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.						
Canada	105	121	113	96	95	96 (août)
Etats-Unis	111	117	110	99	91	94 (sept.)
B. — Pays importateurs.						
Belgique	106	105	103	98	97	98 (sept.)
Finlande	81	93	101	100	111	»
Norvège	71	98	103	108	»	»
Pays-Bas (1949 = 100)	81	99	105	101	101	106 (sept.)
Suisse	»	»	»	»	»	»
C. — Autres pays.						
Italie	93	101	100	99	106	102 (août)
Suède	71	86	97	99	113	105 (août)
France	80	96	105	99	103	108 (sept.)
II. — PRIX DE GROS						
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.						
Canada	88	109	102	98	102	103 (sept.)
Etats-Unis	95	104	101	100	104	107 (oct.)
B. — Pays importateurs.						
Belgique	94	113	107	99	104	106 (sept.)
Finlande	63	105	104	100	103	120 (oct.)
Norvège	66	94	101	102	109	112 (oct.)
Suisse	75	107	104	101	107	»
C. — Autres pays.						
Italie	104	106	100	101	102	100 (août)
Suède	72	100	106	100	109	108 (août)
France	65	100	105	98	102	109 (sept.)

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New-York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950.....	355	380,3	455,6	481,1	418
1952.....	445,5	434	434	410	431
1953.....	411	417	419	400	412
1954.....	423	437	421	408	422
1955.....	407	404	404	403	405
1956.....	400,5	418,4	421	428,5	418,5
1957.....	421	414	418,5	389	412
1958.....	396	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2. Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

(Moyennes mensuelles.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950.....	471	488	530,5	563	513
1952.....	579	544,5	541	518	546
1953.....	511	498	489	480	494,5
1954.....	487	489	488	493	488
1955.....	505	497	486	486	493
1956.....	485	486	479	490	485
1957.....	491	473	449	426	460
1958.....	416	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

e) Indices mondiaux de frets.

(Moyennes annuelles des indices.)

ANNÉES	NORWEGIAN SHIPPING NEWS				CHAMBER of Shipping. Indices généraux (3).	
	Cargaisons sèches (1).		Produits pétroliers (2).			
	Au voyage.	A temps.	£ Tarif Scale	$ Tarif U. S. M. C.	Indice normal.	Indices des affrètements.
1947.....	110,0	102,1	»	»	»	»
1948.....	90,4	96,3	»	»	»	»
1949.....	81,7	78,7	103,8	68,9	»	»
1950.....	89,4	76,1	152,7	100,9	»	»
1951.....	176,7	210,7	300,8	206,0	»	»
1952.....	112,7	115,3	227,0	160,8	119,2	100,0
1953.....	87,8	68,4	89,8	66,6	77,5	60,6
1954.....	93,5	79,9	81,2	62,5	86 1	71,7
1955.....	129,3	140,0	118,6	92,0	127,7	129,8
1956.....	152,7	196,8	223,4	162,5	157,0	172,9
1957 (Déc.).	88,6	73,5	51	43,8	71,6	63
1958 (Avr.).	74,8	65,4	39	41,2	62,7	»

(1) Base: juillet-décembre 1947 = 100.
(2) Base: Tarif Scale = 100; tarif U. S. M. C. = 100.
(3) Base 1952 = 100.
Source: I. N. S. E. E.

f) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1956	1957
Norvège (1938-1939 = 100)....	119	96	103	96	93
Canada (1935-1939 = 100).....	119	111	106	101	96
Etats-Unis (1935-1939 = 100)..	117	108	100	96	95
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100).....	99	97	100	105	»
Belgique (1951-1952 = 100)....	97	93	91	82	80
Autriche (1937 = 100).....	88	86	87	81	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7° SALAIRES ET REVENUS

Gains dans les industries manufacturières.

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (marks) (1)	1,56	1,63	1,67	1,94	»
Canada (cents) (2)...	129,2	135,8	140,8	151,5	160
France (francs) (3)..	120,7	124,2	131,5	152,4	164,5
Italie (lires)	165	169	175	198	»
Suède (couronnes) (4).	3,63	3,79	3,94	4,62	»
Royaume-Uni (pence)(5)	39,6	41,7	44,3	51,8	»
U. S. A. (cents) (6)..	167	177	181	198	207

(1) Construction et carrières comprises.
(2) Non compris payement en nature.
(3) A partir de 1956, série revisée.
(4) Y compris les mines (Irlande avant 1953).
(5) Données annuelles (octobre).
(6) Non compris payements en nature et certains payements en espèces.
Source: O. N. U.

8° CONSOMMATION

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays.

PAYS ET UNITÉ MONÉTAIRE	ANNÉES	TOTAL Valeur.	ALIMENTS	TABACS Boissons.	HABILLEMENT	LOYER, EAU	CHAUFFAGE Eclairage.	MENAGE	SANTE	TRANSPORTS Communications.	RÉCREATIONS Loisirs.	AUTRES
Australie (millions de livres).	1950 (1)..	2.007	(2) 26	(2) 11	16	7	2	12	(4)	(3) 3	(4)	23
	1953 (1)..	2.794	(2) 27	(2) 11	14	7	2	11	(4)	(3) 3	(4)	25
	1954 (1)..	3.057	(2) 26	(2) 11	14	8	2	11	(4)	(3) 3	(4)	25
	1955.....	3.300	(2) 27	(2) 11	13	8	(4)	11	(4)	(4)	(4)	30
Belgique (1.000 millions de francs).	1950.....	264,6	31	10	13	12	4	12	5	6	4	3
	1953.....	296,2	32	9	11	13	4	11	5	7	5	3
	1954.....	305	32	9	10	14	4	11	5	7	5	3
Canada (millions de dollars)...	1950.....	12.038	(2) 23	(2) 9	12	11	4	12	6	14	5	4
	1953.....	15.113	(2) 23	(2) 9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1954.....	15.814	(2) 23	(2) 9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1955.....	16.880	(2) 22	(2) 8	10	14	4	12	6	14	4	6
France (1.000 millions de francs).	1951.....	8.130	39	8	16	3	4	9	6	7	7	4
Japon (1.000 millions de yen)..	1950 (5)..	2.442	62		8	(6) 6	4	(6)	»	»	»	20
	1953 (5)..	4.355	56		9	(6) 8	4	(6)	»	»	»	23
	1954.....	4.716	56		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	24
	1955.....	5.040	55		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	25
Pays-Bas (millions de fuilders).	1950.....	12.440	36	»	20	6	»	9	»	»	»	29
	1953.....	14.070	59	»	16	6	»	8	»	»	»	31
	1954.....	15.460	38	»	16	7	»	8	»	»	»	31
	1955.....	16.700	38	»	17	7	»	8	»	»	»	30
Suisse	1950.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1953.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1954.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1955.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni (millions de livres).	1950.....	9.348	29	17	13	8	4	11	2	7	6	3
	1953.....	11.210	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1954.....	11.970	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1955.....	12.757	31	15	12	8	4	11	2	9	5	3
Etats-Unis (millions de dollars).	1950.....	192.168	(2) (7) 26	(2) (7) 7	10	14	3	12	6	13	5	(8) 7
	1953.....	227.733	(2) (7) 28	(2) (7) 6	9	12	3	11	6	13	5	(8) 7
	1954.....	233.552	(2) (7) 27	(2) (7) 6	9	13	3	11	6	13	5	(8) 7
	1955.....	250.601	(2) (7) 27	(2) (7) 6	9	12	3	11	6	14	5	(8) 7

(1) Exercice commençant le 1er juillet.
(2) Les boissons non alcooliques entrent dans les aliments.
(3) Prix des billets de chemin de fer, de tramways, d'autobus, de ferry-boats et d'avions seulement.
(4) Compris sous la rubrique « Autres ».
(5) Exercice commençant le 1er avril.
(6) Les meubles et articles de ménage sont compris dans le loyer.
(7) Entrent dans cette rubrique les dépenses faites dans les restaurants, hôtels et clubs, y compris la valeur des services.
(8) Y compris les impôts personnels sur la propriété immobilière.

b) **Laine (consommation mondiale).**

Estimation de la consommation mondiale

(En millions de lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs	1934-1938	1950	1954	1956
Allemagne occidentale (1)	81,5	57,9	68,8	80
Australie	16	26,5	25,4	29,5
Belgique	27	36,5	28,7	25,4
Canada	9	14,5	9,1	16
France	105	115	116,3	225,7
Italie	26	57,2	53,8	56,3
Japon	49	19,2	49,9	77,3
Pays-Bas	5,6	16,8	11,3	12,5
Suède	5	10,2	5,4	5,1
Royaume-Uni	197,5	235	209,4	215,5
U. S. A.	140,5	264	160,5	183,5
Total	919	1.197	1.162	1.294

(1) Allemagne totale.
Source: O. N. U.

c) **Coton (consommation).**

(En millions de balles.)

RÉGIONS	1955-1956	1956-1957 (1)	POURCENTAGE en plus ou en moins.
Etats-Unis	9,2	9,0	— 2
Europe occidentale	7,0	7,3	+ 4
Reste du monde occidental	12,3	13,0	+ 6
Total monde occidental	28,5	29,3	+ 3
U. R. S. S.	4,4	4,7	+ 7
Chine	3,5	3,7	+ 6
Europe orientale	1,5	1,5	»
Total	9,4	9,9	+ 5
Total mondial	37,9	39,2	+ 3,5

(1) Préliminaire.
Sources: « Coton » (janvier 1957), I. N. S. E. E.

d) **Fibres textiles d'habillement.**

Consommation mondiale.

DÉSIGNATION	1955	1956 (1)	+ %
Coton:			
Consommation totale (millions de tonnes).	8,04	8,45	+ 5
Consommation par habitant (kilogrammes).	3,02	3,14	+ 4
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	68	68	
Laine:			
Consommation totale (millions de tonnes).	1,19	1,30	+ 9
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,46	0,48	+ 2
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	10	10	
Rayonne et acétate:			
Consommation totale (millions de tonnes).	2,28	2,37	+ 4
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,83	0,88	+ 6
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	20	19	
Autres fibres artificielles:			
Consommation totale (millions de tonnes).	0,25	0,30	+ 20
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,09	0,11	+ 22
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	2	3	
Total:			
Consommation totale (millions de tonnes).	11,76	12,42	+ 6
Consommation par habitant (kilogrammes)	4,40	4,61	+ 5

(1) Préliminaire.
Source: « Coton » (janvier 1957).

e) **Acier.**

Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.

(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938	MOYENNE 1950-1952	ANNÉE 1955	ANNÉE 1956
Australie	1.221	2.287	3.064	3.003
Allemagne occidentale	»	11.933	21.397	21.520
Belgique - Luxembourg	1.555	2.290	2.683	2.733
Canada	1.702	4.808	5.021	6.420
Chine (1)	1 504	1.242	3.479	5.325
France	5.457	8.426	10.397	12.319
Espagne	377	887	1.458	1.498
Italie	2.280	3.479	3.660	5.794
Japon	5.590	4.837	7.282	9.956
Pays-Bas	1.167	1.768	2.522	2.580
Royaume-Uni	10.921	14.661	18.684	19.476
Suède	1.367	2.282	2.921	2.817
Suisse	436	838	1.140	1.321
U. S. A.	40.999	87.211	102.456	100.910
U. R. S. S.	17.523	»	43.534	47.043

(1) Chine continentale.
Source: O. N. U.

f) **Consommation d'énergie par habitant.**

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1956
Autriche	1,04	1,47	2,20	2,43
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,10	4,34
France	2,12	2,11	2,44	2,68
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,35	3,60
Italie	0,66	0,58	1,05	1,12
Pays-Bas	1,79	1,83	2,22	2,45
Norvège	3,44	3,97	5,34	5,66
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,80	0,88
Suède	2,5	2,82	4,15	4,59
Suisse	1,81	1,89	2,87	3,18
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,98	5,03
Europe (U. R. S. S. exclue)	2,16	»	2,53	2,68
Afrique	0,15	0,20	0,26	»
Canada (2)	4,91	6,4	7,57	8,52
U. S. A.	5,89	6,92	8,25	8,58
Amérique du Sud	0,25	0,33	0,55	0,59
Asie	0,18	0,16	0,21	0,23
Monde	0,94	»	1,27	1,35

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.
Source: O. N. U.

g) **Consommation de produits pétroliers.**

(1.000 tonnes) (*).

PAYS	TOUS PRODUITS				
	1947	1954	1955	1956	1957
Royaume-Uni	11.972	19.427	21.513	23.435	22.933
France (et Sarre)	5.019	14.188	15.896	17.733	17.798
Italie	2.877	8.314	9.313	10.972	11.868
République fédérale	1.623	8.145	10.184	13.048	14.452
Suède	3.228	6.493	8.078	9.167	8.837
Pays-Bas	2.049	3.630	4.583	5.396	5.548
Belgique-Luxembourg	1.258	3.436	3.903	4.916	5.050
Danemark	1.065	2.183	2.749	3.649	3.490
Norvège	751	1.979	2.436	2.716	2.800
Suisse	884	1.756	2.050	2.683	2.780
Autriche	350	1.316	1.645	2.057	1.918
Grèce	507	1.172	1.194	1.379	1.443
Turquie	310	1.068	1.198	1.255	1.400
Portugal	603	847	919	1.018	1.069
Irlande	435	810	948	1.240	1.150
Ensemble des pays de l'O. E. C. E.	33.031	75.213	86.895	101.081	103.036

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.
Source: O. E. C. E.

h) Sucre.

Production et consommation mondiales.

(En millions de tonnes de sucre centrifugé, en équivalent de sucre brut.)

Les groupes continentaux sont classés suivant l'ordre dégressif de la consommation globale.

GROUPES CONTINENTAUX	AVANT GUERRE		1955-1956		1956-1957 (prélimin.).	
Europe Ouest:						
P (production)	4,1		7,0		6,5	
C (consommation)	6,9		9,2		9,6	
Rapport P/C		0,60		0,75		0,70
Kg par habitant (consommation)	25,2		29,5		30,4	
Amérique du Nord:						
P (production)	1,9		2,2		2,3	
C (consommation)	6,5		8,4		8,8	
Rapport P/C		0,30		0,20		0,20
Kg par habitant (consommation)	46,4		46,6		47,6	
U. R. S. S., Europe orientale et Chine:						
P (production)	5,2		7,4		7,6	
C (consommation)	4,4		6,8		7,4	
Rapport P/C		1,05		1,10		1,05
Asie:						
P (production)	4,3		5,5		5,7	
C (consommation)	3,2		5,9		6,2	
Rapport P/C		1,35		0,95		0,95
Kg par habitant (consommation)	4,6		6,2		6,6	
Amérique du Sud:						
P (production)	1,8		4,2		4,7	
C (consommation)	1,4		3,6		3,8	
Rapport P/C		1,30		1,15		1,25
Kg par habitant (consommation)	16,8		29,1		30,1	
Afrique:						
P (production)	1,1		2,2		2,2	
C (consommation)	0,8		2,2		2,3	
Rapport P/C		1,35		1,0		0,95
Kg par habitant (consommation)	5,2		10,1		10,4	
Amérique centrale:						
P (production)	5,1		8,5		9,2	
C (consommation)	0,6		1,5		1,6	
Rapport P/C		8,5		5,70		5,75
Kg par habitant (consommation)	16,8		26,5		27,3	
Océanie:						
P (production)	1,8		2,4		2,4	
C (consommation)	0,5		0,7		0,7	
Rapport P/C		3,5		3,5		3,5
Kg par habitant (consommation)	45,1		47,3		48,3	
Monde entier:						
P (production)	25,3		39,4		40,6	
C (consommation)	24,3		38,3		40,4	
Kg par habitant (consommation) (1)	14,3		17,7		18,3	

(1) Moyenne non compris U. R. S. S., Europe orientale et Chine.

Source: d'après les données de la F. A. O. (Bulletin mensuel: *Economie et Statistiques agricoles*) mars 1957.

9° COMMERCE INTERIEUR

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1956	1957
1. *Gros.*				
Allemagne occidentale (1)	»	107	130	141
Australie	50	114	140	148
Belgique (2)	89	107	132	131
Canada	78	97	124	124
Pays-Bas (2)	56	112	136	139
Royaume-Uni (3)	88	100	106	106
Etats-Unis	85	99	115	115
2. *Détail.*				
Allemagne occidentale	»	107	132	144
Australie	42	110	132	136
Belgique	71	106	124	129
Canada	65	100	118	121
France (2)	77	111	143	164
Norvège	66	107	100	105
Pays-Bas	80	110	133	136
Suisse	88	105	120	128
Royaume-Uni (4)	»	106	105	110
Etats-Unis	»	100	112	118

(1) Alimention. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) 1955 = 100.

Source: O. N. U.

10° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)
(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1954	1956	1957	1958 (mars).
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	99	100,75	101,5	101,75
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,50	8,40	8,45	8,55
Canada (dollar canadien)	375	428	4,42	4,45	4,34	4,37
Etats-Unis (dollar)	429	436	4,29	4,20	4,29	4,29
France (franc français)	1,10	1	1,14	1,05	0,89	6,95
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	111	113,25	113,25
Italie (lire)	0,66	0,64	0,67	0,68	0,69	0,69
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.010	11,45	11,20	11,60	12

Sources: *New Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) Réserves or-devises (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1956	1957
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 22.058	22.857
2. Allemagne occidentale	»	»	200	4.291	5.643
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 2.433	2.273
4. Canada (5)	(3) 78	220	1.120	1.944	1.836
5. Inde (6)	(3) 217	485	1.980	1.360	872
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	(3) 1.356	775
7. Italie	»	»	»	1.308	1.532
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.146	1.132
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.072	1.056

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Devises presque entièrement en dollars des Etats-Unis.
(6) Devises presque entièrement en livres sterling, y compris quelques titres à long terme.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

c) Cours des actions industrielles.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Canada (1)	67	114	177	169
Etats-Unis (2)	64	122	200	192
France (6)	68	140	218	295
Pays-Bas (3)	173	125	164	144
Royaume-Uni (4)	98	131	138	146
Suisse (5)	90	111	145	144

(1) Moyenne des cotations du jeudi. — (2) Moyenne des cotations du mercredi. — (3) Moyenne des cotations journalières. — (4) Cotations du dernier jeudi du mois. — (5) Moyenne des cotations du vendredi. — (6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**
(En millions d'unités.)

	ALLEMAGNE occidentale (1)	BELGIQUE (4).	CANADA (2).	FRANCE (4).	INDE (2-3).	ITALIE (1).	JAPON (2).	PAYS-BAS (4).	ROYAUME-UNI (2).	U. S. A. (1).
1955										
Recettes	23.692	81.543	4.000	3.261	6.165,6	2.330,4	1.007	6.810	4.929	60.390
Dépenses	21.123	102.350	4.151,7	3.441	9.344,6	2.744	1.052	6.885	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 20.807	— 151,7	— 180	— 3.179	— 413,6	— 45	— 75	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.727,2	29.359,2	4.257,4	441	17.571	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.027,3	1.154,1	»	96	2.013	2.130,4	»
1956										
Recettes	26.111	90.165	4.400	3.653	6.925,7	2.571,5	1.033	6.990	5.115,7	68.165
Dépenses	22.596	95.017	4.305,7	4.141	10.758,8	2.886,8	1.044	7.291	5.256	66.540
Solde	+ 3.515	— 4.852	— 94,3	— 488	— 3.833,1	— 315,3	— 11	— 301	— 140,3	+ 1.626
Dette intérieure	10.347	292.499	18.772,4	5.413,1	31.943,4	4.573,3	426	16.514	25.215,3	272.825
Dette extérieure	9.539	25.333	351,8	953,8	1.181,9	»	89	1.947	2.074,7	»
1957										
Recettes	28.198	89.192	5.149	4.136	7.912	2.667,9	1.103	7.263	5.373	70.989
Dépenses	27.855	103.078	4.725,1	4.781	13.305,9	2.990,1	1.122	7.858	5.704	69.344
Solde	+ 343	— 13.886	+ 423,9	— 645	— 5.393,9	— 322,2	— 19	— 595	— 331	— 1.645
Dette intérieure	10.275	»	17.947,3	»	35.072,8	4.772,4	409	»	(5) 4.472,2	270.634
Dette extérieure	9.430	»	351,8	»	1.414	»	85	»	2.065,3	»
1958										
Recettes	29.295	»	5.170	»	9.561,4	»	1.181	7.614	5.556	73.525
Dépenses	34.594	»	4.677,1	»	16.162,1	»	1.196	7.941	5.681	71.996
Solde	5.299	»	+ 492,9	»	— 6.600,7	»	— 15	— 327	— 125	+ 1.529
Dette intérieure	»	»	»	»	40.396,5	»	»	»	»	»
Dette extérieure	»	»	»	»	2.294,7	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile. — (5) A court terme seulement.

Source: O. N. U.

11° REVENU NATIONAL

a) Estimation du revenu national de 1948 à 1956.

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers; intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale).

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions).					
	1948	1952	1954	1955	1956	1957
1. Etats-Unis (dollar)	221,6	290,2	299	324,1	343,6	358
2. Royaume-Uni (livre)	9.472	12.639	14.476	15.270	16.465	»
3. France (franc)	»	10.500	11.500	12.800	13.990	»
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	117	134,3	147	158
5. Canada (livre canadienne)	12.560	18.326	18.794	20.740	23.049	»
6. Italie (lire)	5.943	8.340	9.753	10.814	11.504	»
7. Australie	1.907	3.554	4.048	4.326	4.599	»
8. Suède (couronne) (1)	23.740	36.458	38.788	41.605	44.582	»
9. Belgique (franc belge) (1)	»	323,9	349,1	369	398,3	»
10. Pays-Bas (guilder)	12.900	17.890	21.420	23.900	25.460	»
11. Suisse (franc suisse)	17.646	20.360	22.600	24.130	25.630	»
12. Danemark (kroner)	15.434	21.356	23.410	24.035	25.485	»

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.

Source: O. N. U.

b) Répartition du revenu national.

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100	P. 100	P 100	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	60	17	15	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	58	28	5	3	3	5	1	(— 2)
1954	59	24	5	3	5	4	2	(— 3)
1955	61	22	5	3	5	4	2	(— 3)
1956	61	22	6	3	4	5	2	(— 3)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	52	31	8	5	3	3	1	(— 2)
1954	53	31	11	3	2	2	»	(— 3)
1955	54	30	11	3	3	2	»	(— 3)
1956	54	29	11	3	4	2	»	(— 3)
Canada:								
1938	62	20	15		2	2	3	(— 4)
1949	60	22	9		4	6	3	(— 4)
1952	61	19	9		4	8	2	(— 3)
1954	65	15	10		4	6	3	(— 3)
1955	65	15	10		5	6	2	(— 3)
1956	65	16	9		5	6	2	(— 3)
France:								
1938	50		45,3		4	1	1	(— 5)
1949	53		34		6	6	»	»
1952	58		38		2	3	1	(— 2)
1954	50		36		2	3	1	(— 2)
1955	59		36		3	3	1	(— 2)
1956	59		35		3	3	1	(— 2)
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	»
1949	42	49	2	1	1	3	2	»
1952	47	44	3	1	3	4	1	(— 1)
1954	49	38	4	1	3	4	1	(— 1)
1955	49	39	4	1	3	4	1	(— 1)
1956	50	36	4	1	5	4	1	(— 1)
Pays-Bas:								
1938	51		44		4	1	4	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	53		42		(2)	7	2	(— 3)
1954	54		42		(2)	4	2	(— 3)
1955	54		42		(2)	4	2	(— 2)
1956	56		39		(2)	5	2	(— 2)
Suisse:								
1938	48	22	19	8	2	3	3	»
1949	60	21	10	2	8	2	2	»
1952	60	20	10	2	3	2	2	»
1954	58	20	10	2	4	3	3	»
1955	59	20	10	2	4	2	3	»
1956	60	19	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	63	»	22		»	2	»	(— 6)
1949	63	12	11		»	6	1	(— 5)
1952	73	10	11		4	7	1	(— 5)
1954	71	10	10		6	6	1	(— 4)
1955	73	9	11		5	6	1	(— 5)
1956	74	9	11		5	5	1	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	16	12	5	»	2	»	(— 2)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	13	9	3	2	6	»	(— 1)
1955	69	12	8	3	3	7	»	(— 2)
1956	70	12	8	4	2	6	4	(— 2)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Inclus avec le revenu des entreprises individuelles.
Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur brut.**

PAYS	PRODUIT intérieur net (*)	ORIGINE							
		Agr. Sylv. Pêche.	Ind. extr	Ind. manuf.	Constr.	Transp. et communications.	Com. gros, détail.	Admin. publique et Défense (1).	Autres services (2).
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100
France: 1.000 millions de francs):									
1952	12.040	16	3	3	6	9	13	11	12
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	13
1954	21.818	10	4	28	6	12	13	7	20
1955	23.750	10	4	29	7	11	13	7	19
1956	26.289	10	4	28	7	12	13	7	19
Allemagne occidentale (millions de deutschmark):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	132.124	9	43		6	10	12	9	11
1955	151.184	9	42		6	10	12	9	12
1956	166.175	8	42		6	10	13	9	12
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.913	24	1	32	6	9	9	10	9
1955	11.966	21	1	32	6	9	9	10	9
1956	12.470	22	1	32	6	10	9	10	10
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.671	5	4	38	5	10	12	7	19
1955	16.661	5	3	39	6	11	12	7	17
1956	17.939	4	4	38	6	11	13	7	17
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	297,1	6	2	30	5	8	17	12	20
1955	322,1	5	2	32	5	8	17	12	19
1956	341,6	5	2	32	5	8	17	12	19

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).

(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...

(3) Produits intérieurs bruts aux prix de marché.

(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.

(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.

Source: O. N. U.

d) **Dépense imputée au produit intérieur brut.**

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Canada.							
Total (millions de dollars)	18.167	21.230	23.759	24.724	24.644	27.149	30.071
Dépenses de consommation:							
Privée	66 %	63 %	60 %	61 %	61 %	63 %	62 %
De l'Etat	10	12	14	15	15	14	14
Formation brute de capital fixe:							
Etat	3	3	3	3	3	4	4
Entreprises publiques	2	2	2	3	3	2	3
Entreprises privées	16	16	16	17	17	17	19
Augmentation des stocks	3	5	2	2	— 1	1	2
Exportations de biens et services	22	23	23	21	20	21	20
Moins: importations de biens et services	— 22	— 24	— 20	— 22	— 21	— 22	— 24
Allemagne occidentale.							
Total (millions de deutschmark)	97.151	119.536	134.020	143.606	154.407	176.282	193.069
Dépenses de consommation:							
Privée	63 %	60 %	59 %	59 %	59 %	58 %	58 %
De l'Etat	15	15	16	16	15	14	14
Formation brute de capital fixe:							
Etat							
Entreprises publiques	19	19	19	20	21	22	23
Entreprises privées							
Augmentation des stocks	4	4	4	1	1	3	1
Exportations de biens et services	12	16	17	18	20	21	23
Moins: importations de biens et services	— 13	— 14	— 15	— 14	— 16	— 18	— 19
Italie.							
Total (millions de lires)	8.658	10.018	10.654	11.663	12.449	13.622	14.564
Dépenses de consommation:							
Privée	72 %	71 %	73 %	72 %	70 %	68 %	68 %
De l'Etat	10	11	12	12	12	12	12
Formation brute de capital:							
Etat	2	2	3	3	3	3	2
Entreprises publiques	16	16	17	16	17	17	18
Entreprises privées	»	»	»	»	»	»	»
Augmentation des stocks	1	2	»	»	»	1	1
Exportations de biens et services	11	12	10	11	11	12	13
Moins: importations de biens et services	— 12	— 14	— 15	— 14	— 13	— 13	— 14

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Royaume-Uni.							
Total (millions de livres sterling)	12.887	14.379	15.717	16.758	17.733	18.941	20.392
Dépenses de consommation:							
Privée	73 %	70 %	67 %	67 %	68 %	67 %	66 %
De l'Etat	16	18	19	19	18	17	18
Formation brute de capital fixe:							
Etat	1	1	1	1	1	1	1
Entreprises publiques	5	5	6	7	6	6	5
Entreprises privées	7	6	6	6	7	8	9
Augmentation des stocks	2	4	»	1	»	2	1
Exportations de biens et services	22	24	23	20	20	24	21
Moins importations de biens et services	— 22	— 28	— 22	— 21	— 20	— 22	— 21
Etats-Unis.							
Total (millions de dollars)	285,3	329,1	346,7	363,8	361,3	391,5	414,2
Dépenses de consommation:							
Privée	67 %	62 %	62 %	63 %	65 %	64 %	64 %
De l'Etat (1)	12	17	20	20	19	18	18
Formation brute de capital fixe:							
Etat (1)	2	2	2	2	2	2	2
Entreprises publiques	»	»	»	»	»	»	»
Entreprises privées	16	14	13	14	14	15	15
Augmentation des stocks	3	3	1	1	»	2	1
Exportations de biens et services	4	5	5	4	4	4	5
Moins importations de biens et services	— 4	— 3	— 3	— 4	— 4	— 5	— 5
France.							
Total (milliards de francs)	9.650	11.910	14.210	14.600	15.520	16.870	18.270
Dépenses de consommation:							
Privée	67 %	68 %	67 %	67 %	67 %	67 %	68 %
De l'Etat	14	14	16	16	15	14	15
Formation brute de capital fixe:							
Etat	1	2	2	2	2	2	2
Entreprises publiques / Entreprises privées	15	16	15	14	15	15	16
Augmentation des stocks	3	2	2	1	1	1	1
Exportations de biens et services	15	16	14	14	14	14	13
Moins: importations de biens et services	— 15	— 18	— 16	— 14	— 14	— 13	— 15

(1) Les dépenses de l'Etat en équipement et l'augmentation des stocks de quelques organismes d'Etat sont comprises dans les dépenses de consommation de l'Etat et des collectivités locales.

12° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle = 1.000.)

PAYS	1950	1952	1956	1957
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.500	46.600	41.203
Belgique (2)	2.984	2.232	2.783	2.740
Canada	7.418	6.091	11.308	9.774
France (3)	7.660	10.714	29.480	»
Italie (4)	6.119	9.677	19.176	»
Japon (5)	29.907	19.608	31.666	26.758
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	5.690	7.366
Suisse (7)	1.111	1.190	1.377	1.532
Royaume-Uni	17.119	20.693	25.640	25.632
U. S. A. (8)	116,3	93,9	93,2	86,8

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrées.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Suisse	91	101	123	126
U. S. A.	87	100	109	109
Italie	85	101	101	103
Canada (1)	77	98	103	105
Belgique	81	104	107	112
Royaume-Uni	77	101	109	113
France	58	100	103	107

(1) Construction non résidentielle.

Source: O. N. U.

13° INVESTISSEMENTS

1. *Financement des investissements.*

DÉSIGNATION	INVESTISSEMENTS Brutes	INVESTISSEMENTS Nets	FONDS publics en pourcentage du brut	AIDE américaine en pourcentage du brut	MARCHE financier en pourcentage du brut	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut	BANQUES commerciales en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Brutes (1) en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Nettes (2) en pourcentage du brut
Allemagne (milliards de Deutschmarks) :									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(4) 3,7	63	44,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(4) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling) :									
1949	1.599	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	54	»
1952	2.000	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
									»
Belgique (milliards de francs belges) :									
1949	42.414	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs) :									
1949	1.514	689	(5) 46,9	15,8	3,3	2,1	(6) 1,5	43,5	0
1950	1.606	636	(5) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(5) 30,3	4,1	4	3,7	(6) 3	59,3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.
(3) Evaluation
(4) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté: en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.
(5) Inclus dans les fonds publics.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts: 1949, 1,3 p. 100; 1950, 1,4 p. 100; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Source: Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés ».

2. *Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.*

PAYS	UNITÉ MONÉTAIRE Pour les colonnes (1) et (2).	ANNÉE	(1) Produit national brut aux prix du marché	(2) Formation brute de capital (a)	(3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1).
Allemagne occidentale	Millions de deutschmark	1951	113.719	29.151	26
		1952	126.120	30.953	25
Belgique	Milliards de francs belges	1951	353,5	55	16
		1952	360,5	55,2	15
France	Milliards de francs français	1951	11.920	2.320	19
		1952	13.650	2.220	16
Italie	Milliards de lires	1951	9.832	2.088	21
		1952	10.394	2.315	22
Luxembourg	Milliards de francs belges	1951	13,6	(b)	(b)
		1952	14,4	(b)	(b)
Pays-Bas	Millions de guilders	1951	21.960	5.350	24
		1952	22.692	3.820	17
C. E. C. A. (total)	Milliards de dollars	1951	90,1	19,5	22
		1952	99,1	19,6	20

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital.
(b) Non disponible.
(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris 1954.
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable.

Source: Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952. O. E. C. E., Paris 1954.

3. *Répartition de la formation de capital fixe.*

PAYS	1950	1952	1955	1956
Allemagne occidentale.				
Construction totale	9.045	11.670	18.655	20.770
Machines et matériel	9.410	13.800	21.415	23.330
Accroissement des stocks	3.721	5.122	5.306	2.560
Formation brute de capital	22.176	30.592	45.076	46.660
A déduire: amortissements	10.095	13.317	15.428	17.540
Formation nette de capital	12.081	17.275	29.648	29.120
Canada.				
Habitations	845	826	1.499	1.575
Autres constructions et travaux	1.493	2.204	2.688	3.552
Machines et matériel	1.449	1.985	2.032	2.613
Accroissement des stocks	497	493	330	637
Formation brute de capital	4.284	5.508	6.549	8.377
A déduire: amortissements	1.613	2.095	2.852	3.125
Formation nette de capital	2.671	3.413	3.697	5.252
Italie.				
Habitations	230	386	715	790
Autres constructions et travaux, machines et matériel	1.297	1.715	2.035	2.202
Accroissement des stocks	123	10	190	138
Formation brute de capital	1.650	2.091	2.940	3.130
A déduire: amortissements	748	973	1.194	1.291
Formation nette de capital	902	1.118	1.746	1.839
Royaume-Uni.				
Habitations	331	491	610	656
Autres constructions et travaux (1)	466	561	763	894
Machines et matériel (1)	905	1.059	1.452	1.589
Accroissement des stocks	210	50	325	250
Formation brute de capital (1)	1.460	2.062	3.132	3.332
A déduire: amortissements	998	1.287	1.551	1.652
Formation nette de capital	462	775	1.581	1.680
France.				
Habitations	240	520	750	800
Autres constructions et travaux	520	690	840	910
Machines et matériel	800	1.160	1.330	1.510
Accroissement des stocks	310	300	130	250
Formation brute de capital	1.870	2.670	3.050	3.470
A déduire: amortissements	950	1.470	1.530	1.570
Formation nette de capital	920	1.200	1.520	1.900
Etats-Unis.				
Habitations	13,7	12,6	17,6	16,3
Autres constructions et travaux	15,6	19,4	25,1	28
Machines et matériel (2)	21,1	23,1	23,7	28,1
Accroissement des stocks	7	4,3	5,8	4,2
Formation brute de capital	57,4	59,4	72,2	76,7
A déduire: amortissements	23	27,5	35,5	38,3
Formation nette de capital	34,4	31,9	36,7	38,4

(1) Les investissements consacrés à la défense militaire sont compris dans les deuxième et troisième rubriques, mais n'entrent pas dans le total de la formation brute de capital.

(2) Non compris les investissements de l'Etat.

4. Production par tête, capital par tête et rapport capital-production dans les industries de transformation (a).

ANNÉES	PRODUCTION PAR TÊTE			CAPITAL PAR TÊTE			RAPPORT CAPITAL-PRODUCTION		
	Royaume-Uni (b).	Allemagne occidentale (b).	Etats-Unis (b).	Royaume-Uni (b).	Allemagne occidentale (b).	Etats-Unis (b).	Royaume-Uni.	Allemagne occidentale.	Etats-Unis.
1929.....	1,3	1,7	3,8	1,3	1,9	4,9	1	1,1	1,3
1937-1938..	1,7	1,9	3,8	1,3	1,8	4,2	0,8	0,9	1,1
1948.....	2,1	*	4,7	1,7	*	4,6	0,8	*	1
1956.....	2,3	2,2	5,9	2,2	2,3	5,2	1	1	0,9

(*a*) Production par tête et capital par tête en dollars à pouvoir d'achat de 1950.
(*b*) 1.000 dollars.
Source: The Banker, avril 1957.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.